



Comité des accords commerciaux régionaux

PRÉSENTATION FACTUELLE

TRAITÉ INSTITUANT L'UNION ÉCONOMIQUE EURASIATIQUE
(MARCHANDISES ET SERVICES)

Rapport du Secrétariat

Le présent rapport, préparé pour l'examen du traité instituant l'Union économique eurasiatique, a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans toute la mesure possible la terminologie utilisée dans l'Accord et les observations communiquées, et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Maria Donner Abreu (tél.: +41 22 739 52 44). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Mme Rowena Cabos (tél.: +41 22 739 51 85).

TABLE DES MATIÈRES*Page*

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....	5
1.1 Commerce des marchandises.....	5
1.2 Commerce des services et investissement	9
2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....	14
2.1 Renseignements généraux.....	14
3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	20
3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties.....	20
3.2 Commerce avec des tierces parties.....	21
3.2.1 Tarif extérieur commun	22
3.2.2 Mesures non tarifaires	29
3.2.3 Autres mesures liées aux exportations	34
3.2.4 Redevances et impositions à l'importation et à l'exportation.....	34
3.2.5 Incidence générale de la formation de l'UEE.....	34
3.3 Règles d'origine.....	35
3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises	35
3.4.1 Normes	35
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	45
3.4.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires.....	48
3.4.4 Subventions et aide de l'État.....	49
3.4.5 Procédures douanières	52
3.5 Dispositions sectorielles relatives au commerce des marchandises.....	54
3.5.1 Agriculture.....	54
3.5.2 Industrie	54
4 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES ET À L'INVESTISSEMENT.....	55
4.1 Champ d'application et définitions	56
4.2 Refus d'accorder des avantages	57
4.3 Dispositions générales relatives au commerce des services et à l'investissement	57
4.3.1 Accès aux marchés	57
4.3.2 Traitement national et traitement NPF	58
4.3.3 Présence commerciale	59
4.3.4 Mouvement des personnes physiques.....	59
4.3.5 Prescriptions en matière de résultats.....	60
4.3.6 Entreprises publiques et monopoles	60
4.4 Engagements de libéralisation et marché unique	61
4.4.1 Kazakhstan	63
4.4.2 Fédération de Russie	68
4.4.3 Bélarus.....	73
4.5 Dispositions réglementaires	76

4.5.1 Réglementation intérieure.....	76
4.5.2 Reconnaissance	77
4.5.3 Subventions.....	77
4.5.4 Mesures de sauvegarde	77
4.5.5 Autres	77
4.6 Dispositions sectorielles relatives au commerce des services.....	78
4.6.1 Services de télécommunication.....	78
4.6.2 Services financiers.....	78
4.6.3 Énergie.....	79
4.6.4 Services de transport	81
4.7 Autres dispositions relatives à l'investissement.....	84
5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....	84
5.1 Transparence	84
5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux	84
5.3 Exceptions.....	86
5.4 Adhésion et retrait.....	87
5.5 Cadre institutionnel	87
5.6 Règlement des différends	91
5.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties.....	94
5.8 Marchés publics.....	95
5.9 Droits de propriété intellectuelle	96
5.9.1 Droit d'auteur et droits connexes	96
5.9.2 Enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, des marques de service et des appellations d'origine	97
5.9.3 Indications géographiques	97
5.9.4 Droits de brevet	97
5.9.5 Topographies de circuits intégrés.....	97
5.9.6 Secrets commerciaux	98
5.9.7 Respect des droits	98
5.10 Autres	98
5.10.1 Concurrence.....	98
5.10.2 Travail.....	99
5.10.3 Autres	99
ANNEXE 1.....	101
ANNEXE 2.....	103
ANNEXE 3.....	106
ANNEXE 4.....	109
ANNEXE 5.....	112
ANNEXE 6.....	113
ANNEXE 7.....	117
ANNEXE 8.....	119

ANNEXE 9.....	120
ANNEXE 10.....	121

FAITS ESSENTIELS

Parties au Traité:	Fédération de Russie, République du Bélarus et République du Kazakhstan
Date de signature:	29 mai 2014
Date d'entrée en vigueur:	1 ^{er} janvier 2015
Date de notification:	12 décembre 2014
Mise en œuvre intégrale:	2025

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL¹

1.1. L'Union économique eurasiatique – ci-après l'UEE – représente la dernière étape de l'intégration entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie. Les origines de la coopération et de l'intégration commerciales entre ces trois pays remontent à l'Accord de l'Union douanière signé en 1995.

1.2. Les trois économies diffèrent considérablement en termes de taille et présentent des profils commerciaux divers. En 2016, le PIB du Bélarus était évalué à 48 847 millions de dollars EU et le pays occupait le 45^{ème} rang des exportateurs mondiaux de marchandises (hors commerce intra-UE) et le 43^{ème} rang des importateurs. Cette même année, le PIB du Kazakhstan s'élevait à 133 757 millions de dollars EU et le pays occupait le 34^{ème} rang des exportateurs mondiaux de marchandises et le 44^{ème} rang des importateurs. Le PIB de la Fédération de Russie s'élevait à 1 280 milliards de dollars EU en 2016 et le pays occupait le 11^{ème} rang des exportateurs mondiaux de marchandises et le 17^{ème} rang des importateurs. En 2016, les exportations et les importations du Bélarus ont atteint 23,3 milliards de dollars EU et 27,6 milliards de dollars EU, respectivement, et les exportations et importations de marchandises du Kazakhstan s'élevaient à 36,8 milliards et 25,2 milliards de dollars EU, respectivement. En outre, cette même année, les exportations de la Fédération de Russie étaient évaluées à 281,8 milliards de dollars EU et les importations à 191,4 milliards. Les exportations du Bélarus sont dominées par l'industrie manufacturière tandis que les produits issus du secteur manufacturier, les combustibles et les produits issus de l'industrie extractive constituent l'essentiel des importations du pays. Les combustibles et les produits issus de l'industrie extractive dominent les exportations du Kazakhstan et de la Fédération de Russie, tandis que les importations sont dominées par l'industrie manufacturière.

1.3. En 2016, le Bélarus occupait le 43^{ème} rang des exportateurs mondiaux de services commerciaux et le 53^{ème} rang des importateurs, avec un total de 6 787 millions de dollars EU pour les exportations et de 4 244 millions de dollars EU pour les importations, tandis que le Kazakhstan occupait le 45^{ème} rang des exportateurs mondiaux de services commerciaux et le 38^{ème} rang des importateurs, les exportations et importations de services ayant atteint respectivement 6 044 millions de dollars EU et 10 816 millions de dollars EU. En outre, cette même année, la Fédération de Russie occupait le 14^{ème} rang des exportateurs mondiaux de services commerciaux et le 12^{ème} rang des importateurs, la valeur des exportations et des importations étant évaluée respectivement à 49 679 millions de dollars EU et à 72 872 millions de dollars EU.

1.1 Commerce des marchandises

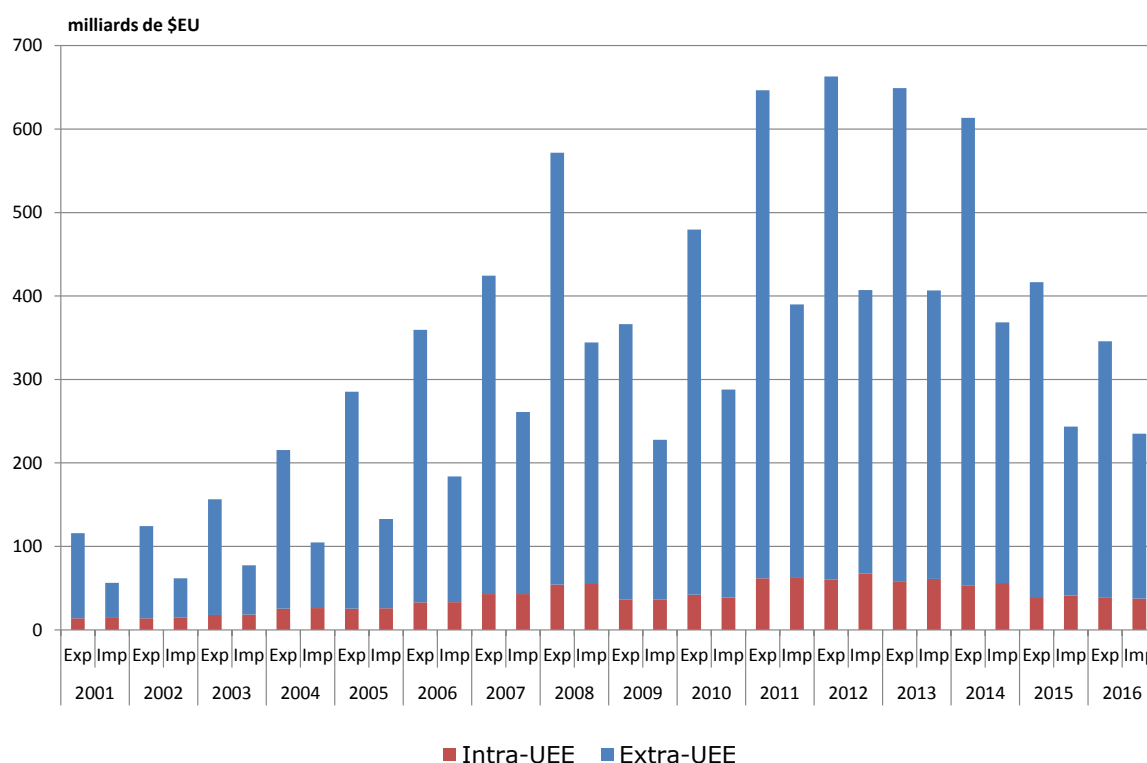
1.4. En 2016, le Bélarus représentait une fraction relativement modeste des exportations et des importations du Kazakhstan, occupant les 26^{ème} et 10^{ème} places respectivement, et était le 3^{ème} marché d'exportation et la 4^{ème} source d'importations de la Fédération de Russie. Cette même année, le Kazakhstan était, respectivement, le 6^{ème} et le 20^{ème} marché du Bélarus pour les importations et les exportations; et le 6^{ème} et le 8^{ème} marché de la Fédération de Russie. En outre, cette même année, la Fédération de Russie était le principal marché du Bélarus pour les

¹ Sauf indication contraire, les données présentées dans cette section sont tirées des Profils commerciaux 2017 de l'OMC. Les chiffres n'incluent pas le commerce intra-UE.

exportations et les importations; ainsi que le troisième et premier marché du Kazakhstan pour les exportations et importations.²

1.5. Le graphique 1.1 montre l'évolution des échanges entre les pays de l'UEE et des échanges extérieurs entre 2001 et 2016. Les échanges de l'UEE sont dominés par les échanges avec les pays tiers; les échanges entre les pays signataires restent relativement modestes. Globalement, depuis 2001, le commerce global de l'UEE a constamment augmenté, atteignant un pic de 942 milliards de dollars EU en 2012 – à l'exception d'un fort recul en 2009 en raison de la crise économique mondiale de 2008-2009. Depuis 2013, le flux des exportations et des importations de l'UEE diminue de façon régulière parallèlement au ralentissement économique enregistré au Kazakhstan et en Fédération de Russie. Entre 2001 et 2016, l'UEE est restée exportatrice nette avec le reste du monde et a enregistré une baisse substantielle de son excédent commercial en 2015-2016. Les échanges entre les parties ont globalement augmenté mais dans une moindre mesure et se sont avérés généralement moins volatiles.

Graphique 1.1 UEE: Commerce intra et extra UEE, 2001-2016



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

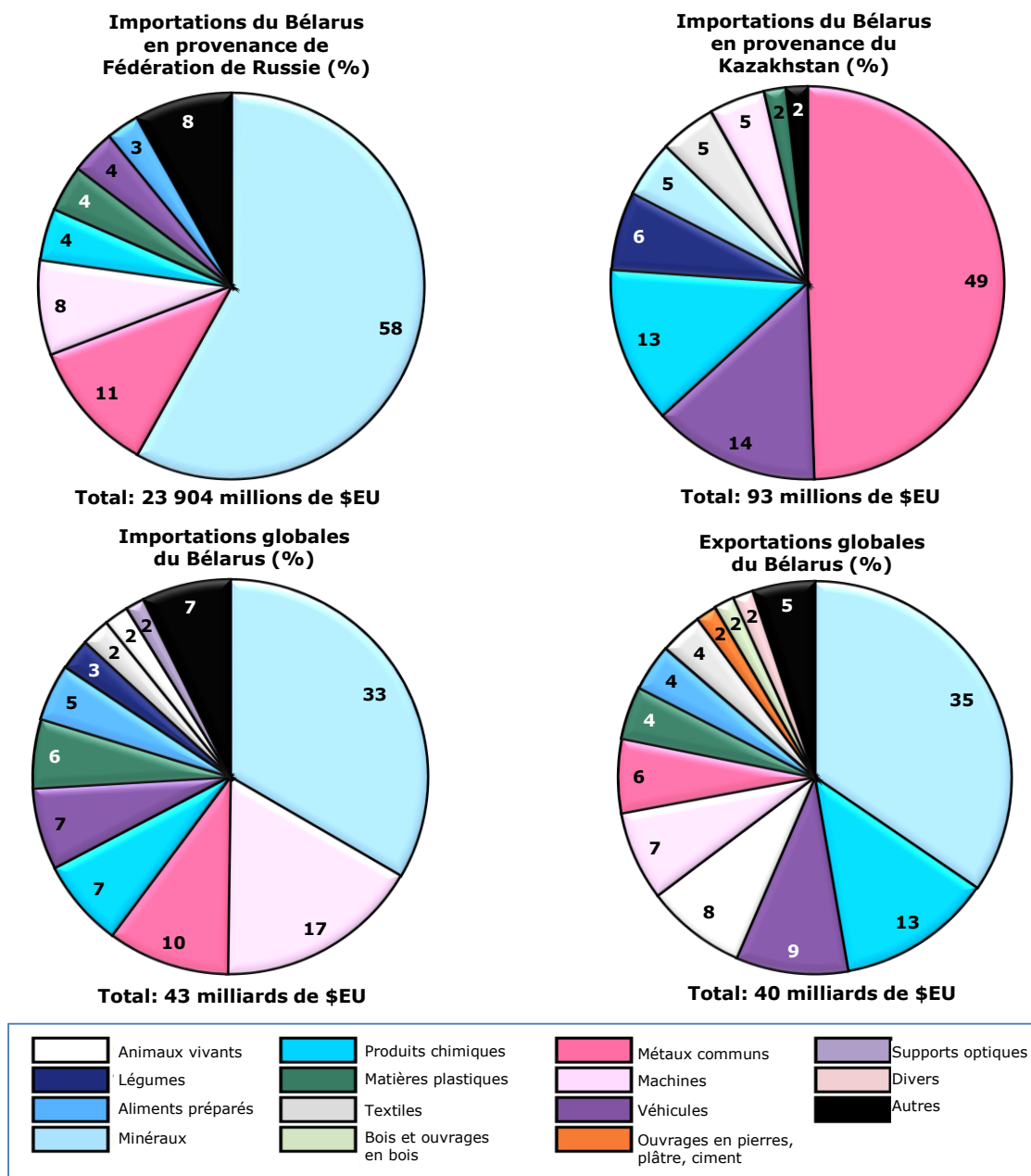
1.6. Les graphiques 1.2 à 1.4 présentent, par section du Système harmonisé (SH), la ventilation par produit des échanges entre les Parties ainsi que leurs échanges avec le reste du monde pendant la période 2012-2014.

1.7. Les importations du Bélarus en provenance de Fédération de Russie sont dominées par les minéraux (58%), suivis par les métaux de base (11%) et les machines (8%); tandis que les importations en provenance du Kazakhstan sont dominées par les métaux de base (49%), les véhicules (14%) et les produits chimiques (13%). Les minéraux représentent également l'essentiel des importations (33%) et des exportations (35%) totales du Bélarus. Les importations du Kazakhstan en provenance de Fédération de Russie sont légèrement moins concentrées, les minéraux (25%), les métaux de base (14%) et les machines (14%) constituent les principales importations; les principales importations en provenance du Bélarus sont les véhicules (21%), les machines (15%) et les animaux vivants (12%). Les véhicules figurent au deuxième rang des importations totales du Kazakhstan (14%), tandis que les machines figurent au premier

² Base de données Comtrade de la DSNU. À l'exclusion du commerce intra-UE.

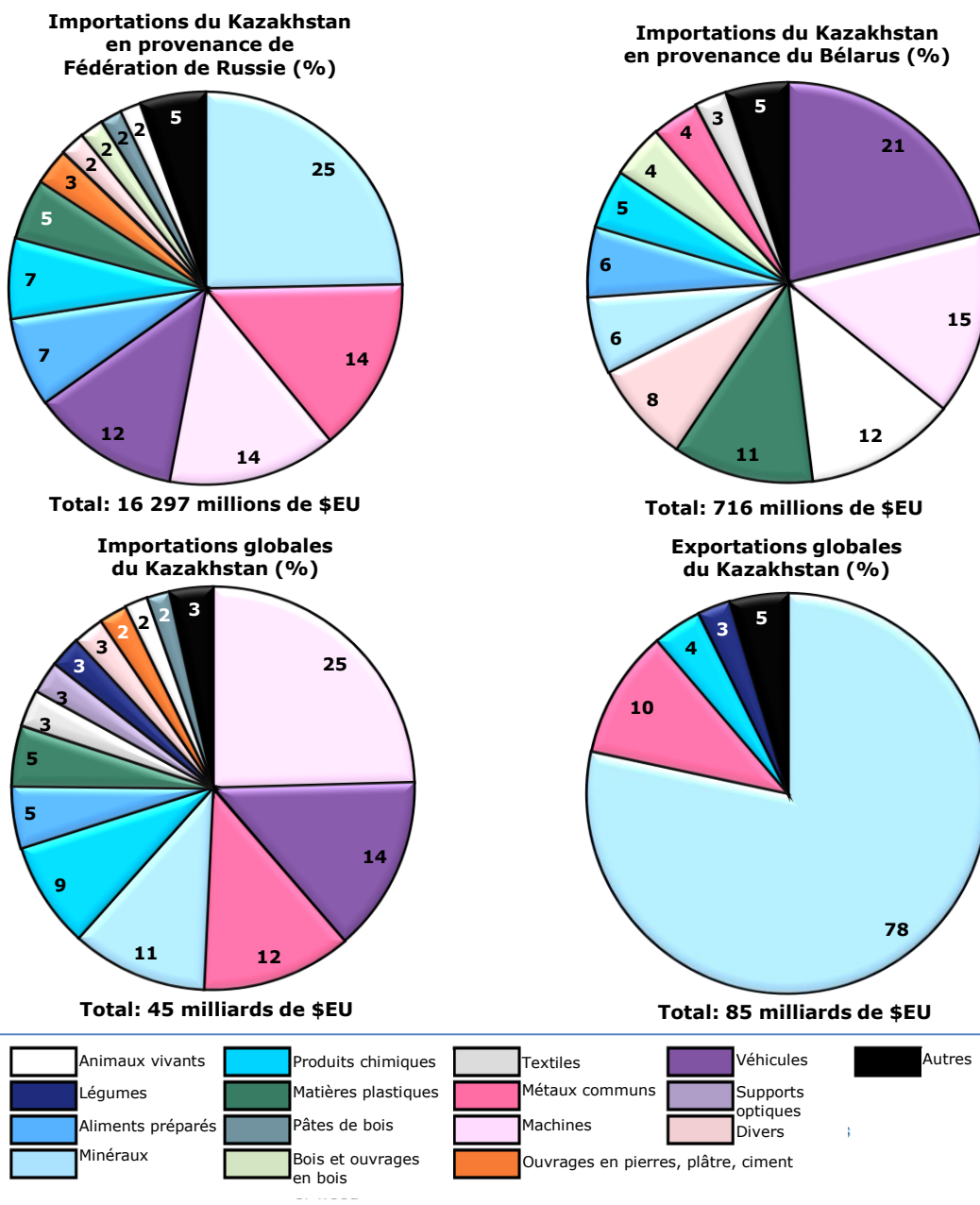
rang (25%). Les exportations globales du Kazakhstan sont fortement concentrées, les minéraux en représentant 78% et les métaux de base 10%. Enfin, les machines (20%) et les animaux vivants (16%) constituent les principales importations de la Fédération de Russie en provenance du Bélarus; les minéraux (35%), les machines (22%) et les métaux de base (17%) sont les principales importations en provenance du Kazakhstan. Les principales importations mondiales de la Fédération de Russie sont les machines (30%), les véhicules (16%) et les produits chimiques (11%). À l'instar du Kazakhstan, les minéraux (71%) constituent les principaux produits exportés dans le monde par la Fédération de Russie.

Graphique 1.2 Bélarus et UEE: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2012-2014)



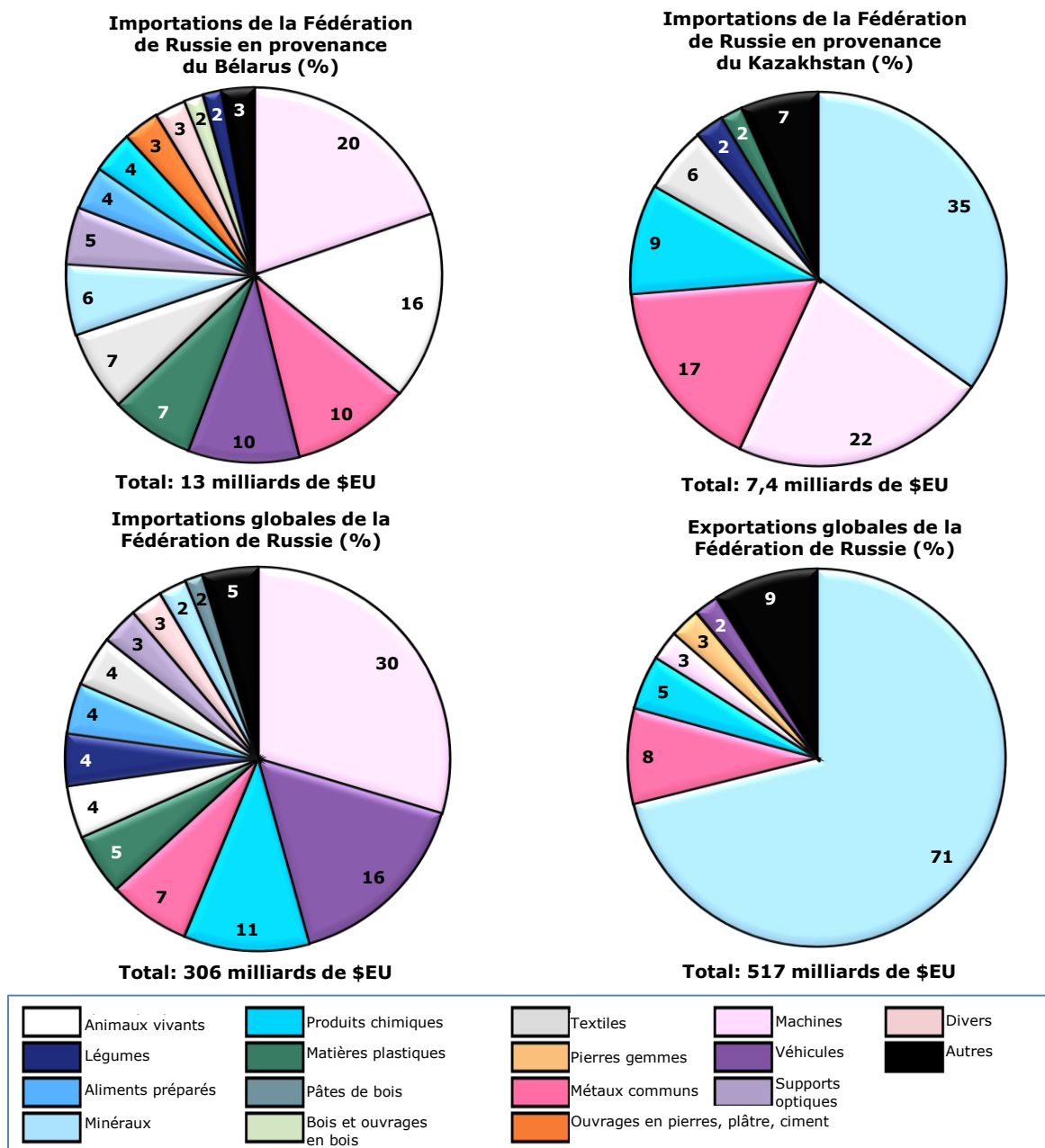
Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

Graphique 1.3 Kazakhstan et UEE: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2012-2014)



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

Graphique 1.4 Fédération de Russie et UEE: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle (2014-2016)



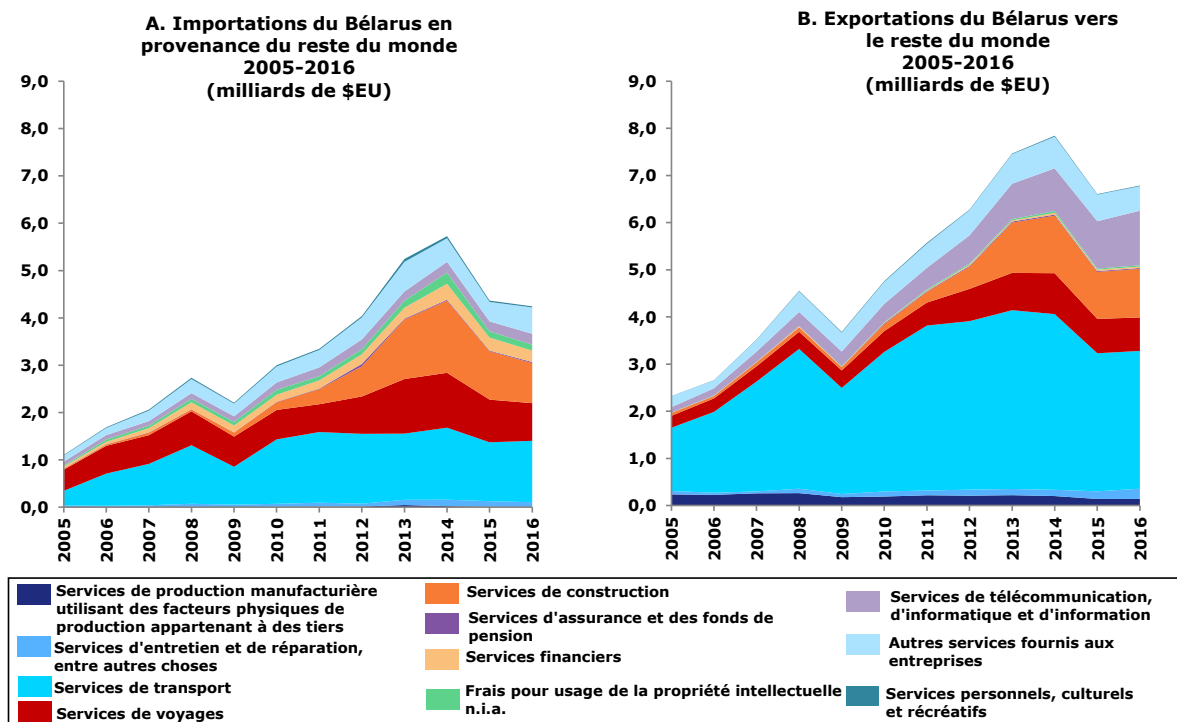
Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

1.2 Commerce des services et investissement

1.8. Les graphiques 1.5 à 1.7 montrent la ventilation des échanges de services commerciaux pour le Bélarus et le Kazakhstan entre 2005 et 2016 et entre 2001 et 2016 pour la Fédération de Russie. Le graphique 1.5 inclut les échanges de services commerciaux du Bélarus avec le reste du monde. Au cours de cette période, le Bélarus était importateur net de services de voyages et de services financiers; de frais pour usage de la propriété intellectuelle; et de services personnels, culturels et récréatifs. Il a enregistré un excédent dans les services de transport et de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers; et les services de télécommunication, d'informatique et d'information. Le Kazakhstan était exportateur net de la plupart des services, les services d'entretien et de réparation et le transport, la construction et les voyages constituant les principales importations (graphique 1.6). La Fédération de Russie était importatrice nette, notamment de voyages; de services de transport et de services

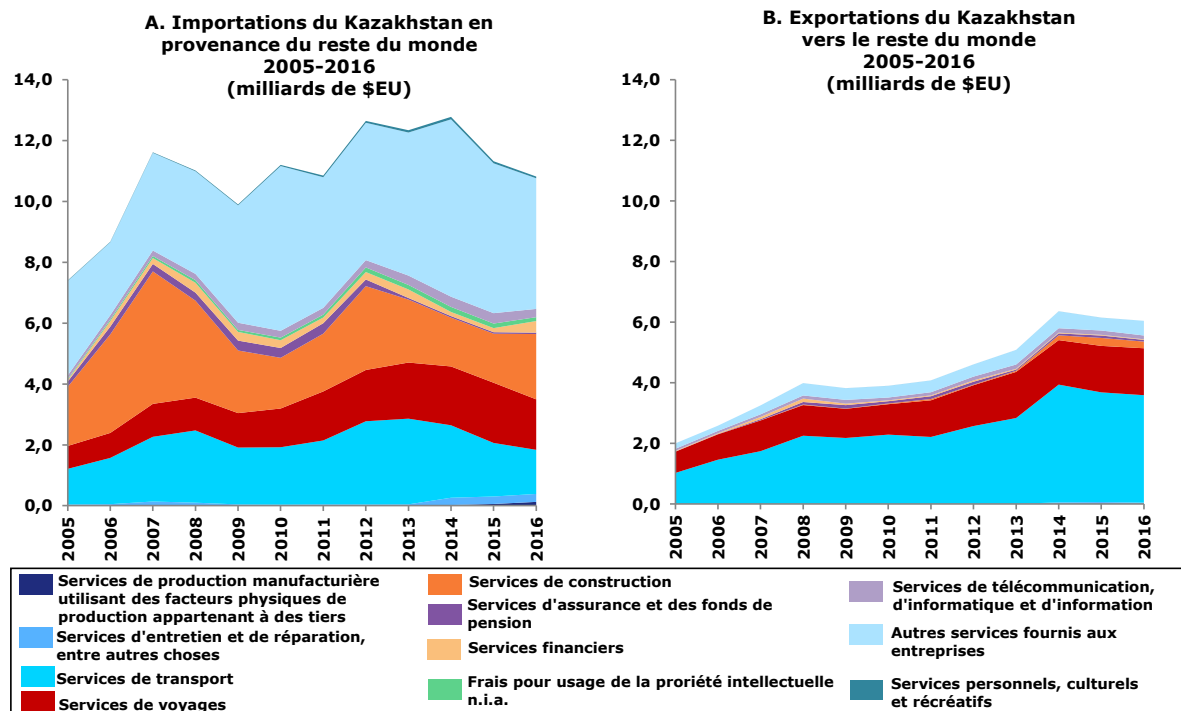
d'entretien et de réparation. Dans le cas des trois États membres, les services de construction, les voyages, les services de transport et les services d'entretien et de réparation constituaient les principales importations (graphique 1.7).

Graphique 1.5 Bélarus: Données sur le commerce des services commerciaux avec le reste du monde, 2005-2016



Note: Données basées sur le MBP6.

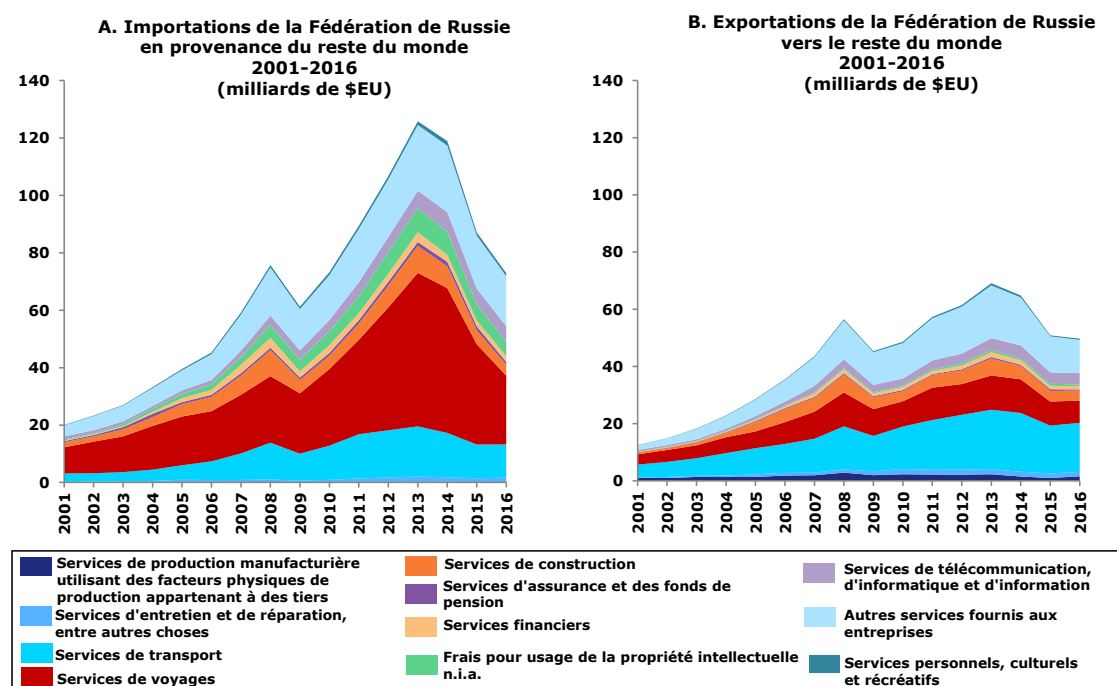
Source: Base de données statistiques de l'OMC.

Graphique 1.6 Kazakhstan: Données sur le commerce des services commerciaux avec le reste du monde, 2005-2016

Note: Données basées sur le MBP6.

On ne dispose pas de données sur le commerce des services de production manufacturière utilisant des facteurs physiques de production appartenant à des tiers (2007-2012) ni de données sur les exportations de services de production manufacturière (2005-2006; 2013-2016) et sur les frais pour usage de la propriété intellectuelle n.i.a. (2006-2012).

Source: Base de données statistiques de l'OMC.

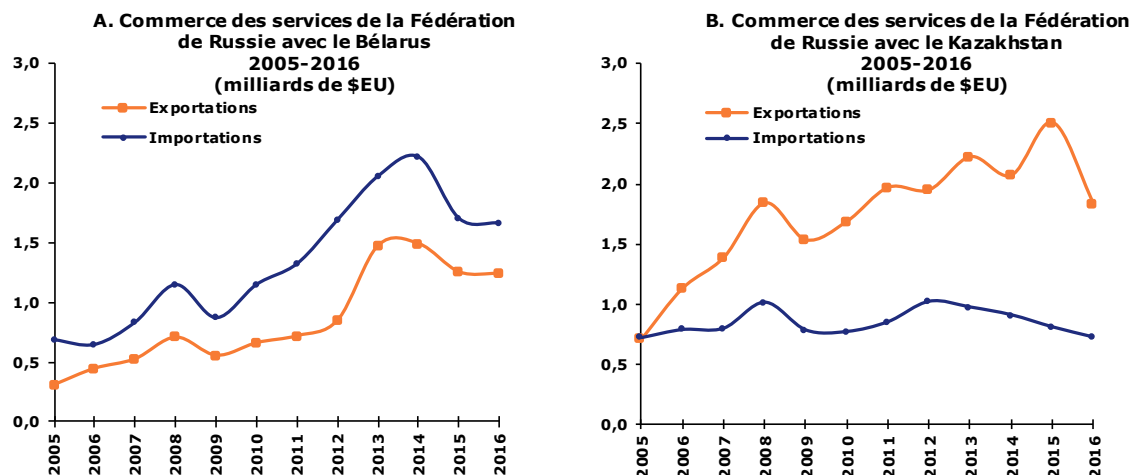
Graphique 1.7 Fédération de Russie: Données sur le commerce des services commerciaux avec le reste du monde, 2001-2016

Note: Données basées sur le MBP6.

Source: Données disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>.

1.9. Les données bilatérales sur le commerce des services sont disponibles uniquement pour la Fédération de Russie (graphique 1.9). Entre 2005 et 2016, le commerce des services de la Fédération de Russie avec le Bélarus a enregistré un déficit, qui est allé en s'accroissant à partir de 2006 avant de diminuer en 2015-2016. S'agissant des échanges bilatéraux avec le Kazakhstan, la Fédération de Russie était exportatrice nette de services; les exportations ont augmenté depuis 2006 mais ont connu une forte baisse en 2016.

Graphique 1.8 Fédération de Russie: commerce bilatéral des services avec le Bélarus et le Kazakhstan, 2005-2016

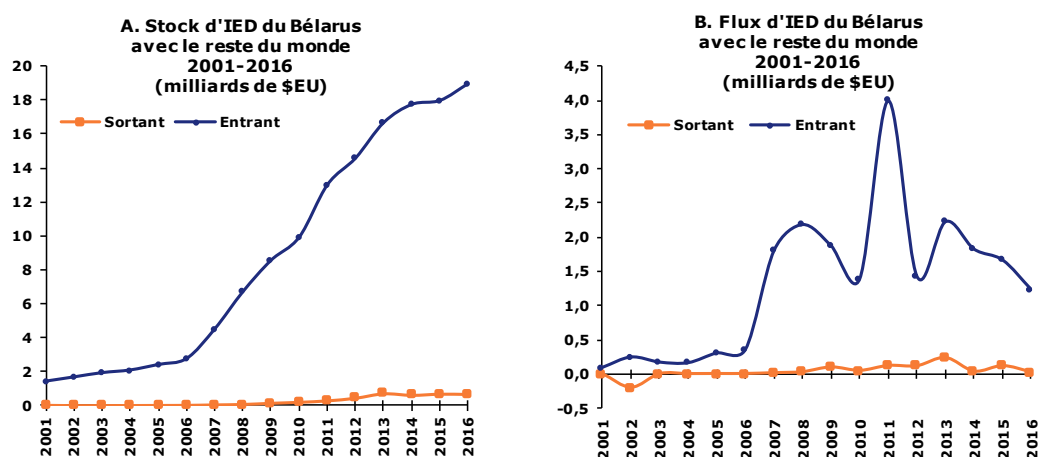


Note: Données basées sur le MBP6.

Source: Données consultées à l'adresse suivante: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrId=svs>.

1.10. Le graphique 1.9 présente l'investissement étranger direct (IED) du Bélarus avec le reste du monde entre 2001 et 2016, montrant que le pays était importateur net en termes de stocks comme de flux au cours de cette période. Les stocks entrants d'IED en provenance de l'ensemble du monde ont augmenté de manière constante depuis 2001. Les flux entrants d'IED ont fortement fluctué, culminant en 2008, 2011 et 2013, pour ensuite diminuer entre 2014 et 2016.

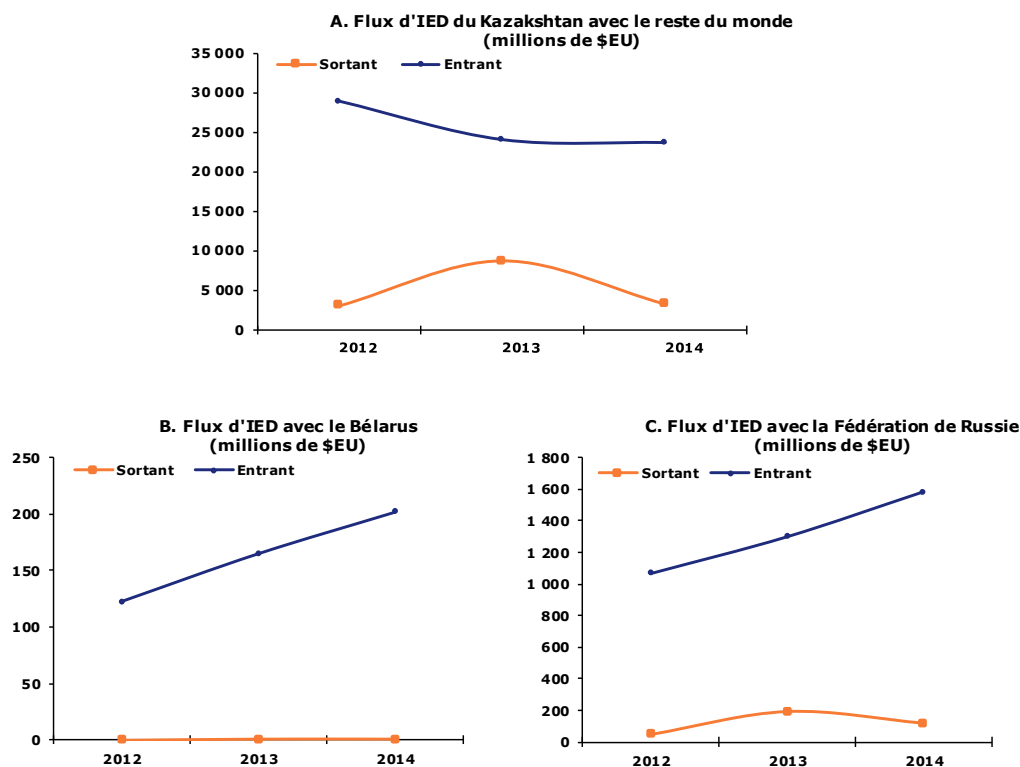
Graphique 1.9 Bélarus: stock et flux d'IED avec le reste du monde, 2001-2016



Source: UNCTADStat.

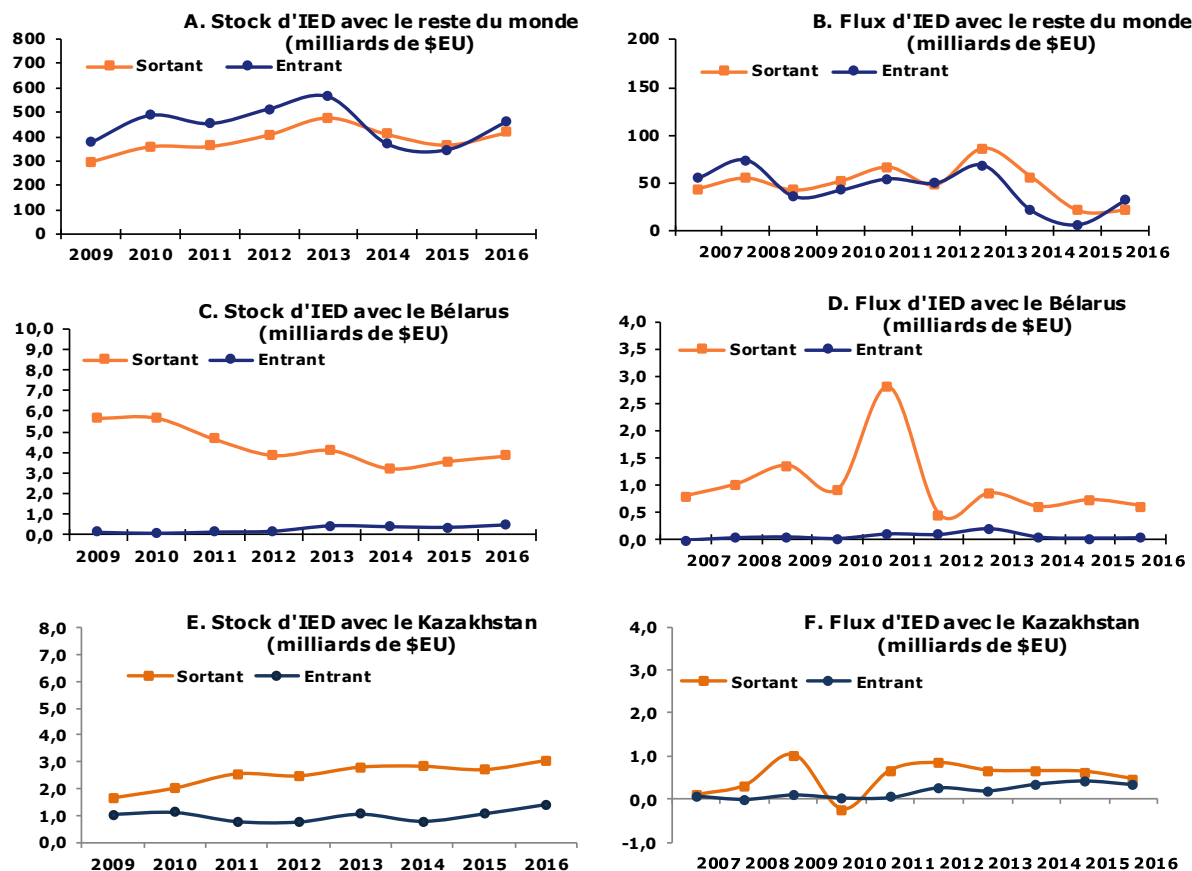
1.11. Entre 2012 et 2014, le Kazakhstan était importateur net d'IED en provenance des États membres de l'UEE comme du reste du monde, comme l'indique le graphique 1.10. Tandis que les flux d'IED en provenance du reste du monde ont diminué, ceux en provenance du Bélarus et de la Fédération de Russie ont augmenté, bien que pour une période de trois ans uniquement.

Graphique 1.10 Kazakhstan: flux d'IED avec le Bélarus, la Fédération de Russie et le reste du monde, 2012-2014



Source: Autorités du Kazakhstan.

1.12. Entre 2009 et 2016, la Fédération de Russie était exportatrice nette d'IED en termes de stock avec l'ensemble du monde, sauf en 2014-2015 (graphique 1.11). Elle enregistre en revanche un excédent d'IED en termes de stocks avec les autres États membres de l'UEE. S'agissant des flux d'IED à destination du Bélarus, ceux-ci ont grandement fluctué, enregistrant un pic en 2011. Après avoir affiché une certaine volatilité jusqu'en 2011, les flux d'IED de la Fédération de Russie à destination du Kazakhstan ont progressivement diminué depuis 2012.

Graphique 1.11 Fédération de Russie: stock et flux d'IED avec le Bélarus, le Kazakhstan et le reste du monde

Source: Données consultées à l'adresse suivante: <http://www.cbr.ru/eng/statistics/Default.aspx?PrtId=svs>.

2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

2.1 Renseignements généraux

2.1. Le 12 décembre 2014, la Fédération de Russie a notifié le "Traité instituant l'Union économique eurasiatique" (ci-après l'UEE) conclu entre la Fédération de Russie, la République du Bélarus et la République du Kazakhstan au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS (WT/REG358/N/1 et S/C/N/785). Le Traité instaure un marché commun des marchandises, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre ainsi qu'une politique coordonnée dans différents domaines, tel que prévu par le Traité (articles 4 et 5). Il a été signé le 29 mai 2014 par les Présidents du Bélarus, du Kazakhstan et de la Fédération de Russie et est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015.³

2.2. Au moment de la notification et de l'entrée en vigueur de l'UEE, seule la Fédération de Russie était Membre de l'OMC. En janvier 2018, le Bélarus est toujours en cours d'accession à l'OMC.

2.3. Le Kazakhstan est devenu Membre de l'OMC le 30 novembre 2015. Dans le cadre du Groupe de travail de son accession, des discussions ont eu lieu sur l'établissement de l'UEE. En vue d'intégrer au système juridique de l'UEE les engagements pris par le Kazakhstan dans le cadre de son accession, les cinq États membres de l'UEE ont signé le 16 octobre 2015 le "Protocole sur certaines questions relatives à l'importation et à la circulation des marchandises dans l'Union économique eurasiatique" (ci-après le "protocole du 16/10/2015"), entré en vigueur le

³ Ratifié par le Bélarus le 9 octobre 2014, par le Kazakhstan le 14 octobre 2014 et par la Fédération de Russie le 3 octobre 2014.

11 janvier 2016. Le Protocole régleme nte l'importation et la circulation au sein de l'UEE des marchandises importées par le Kazakhstan pour lesquelles les droits de douane sont inférieurs au TEC de l'UEE, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC (voir le paragraphe 3.21. ci-dessous).

2.4. Le 29 décembre 2014, la République d'Arménie (ci-après l'Arménie) et la Fédération de Russie ont notifié le "Traité d'adhésion de la République d'Arménie à l'UEE" au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS (WT/REG363/N/1 et S/C/N/790). Le 1^{er} septembre 2015, la République kirghize a notifié le "Traité d'adhésion de la République kirghize au Traité instituant l'Union économique eurasiatique" au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS (WT/REG366/N/1 et S/C/N/823). Les présentations factuelles relatives à ces traités seront distribuées séparément.

2.5. L'intégration eurasiatique a commencé en 1991, initialement via l'établissement de la Communauté d'États indépendants. Les principales étapes de l'intégration eurasiatique sont illustrées dans l'encadré 2.1 et présentées dans les paragraphes 2.7. à 2.10. ci-dessous; certains des instruments juridiques pertinents ont été notifiés à l'OMC.

2.6. Le principal prédécesseur de l'UEE est l'Accord sur l'Union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, signé le 20 janvier 1995 et notifié à l'OMC le 21 décembre 2012 au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 (WT/REG325/N/1). Cet accord-cadre, entré en vigueur le 3 décembre 1997, établissait les principes fondamentaux pour la création de l'union douanière – qui a été effectivement créée par le Traité de 2007 portant création d'un territoire douanier commun et de l'Union douanière (ci-après le "Traité de l'Union douanière").⁴ Le Traité de l'Union douanière de 2007 a été abrogé au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE.

2.7. Suite à l'Accord-cadre de 1995, l'établissement d'un marché commun des marchandises, des services, des capitaux et de la main-d'œuvre a été initialement envisagé dans le Traité de 1996 sur l'intégration accrue dans les domaines économique et humanitaire, signé par le Bélarus, le Kazakhstan, la Fédération de Russie et la République kirghize. Celui-ci a par la suite été complété par le Traité de 1999 sur l'Union douanière et l'Espace économique unique, signé par ces quatre pays et le Tadjikistan. Ce traité précise la création progressive d'une zone de libre-échange et de l'union douanière par des étapes devant être définies par le Conseil interétatique de l'Union douanière.

2.8. Afin de créer officiellement l'Union douanière et l'Espace économique unique, en 2000, les pays, désormais au nombre de cinq (rejoints en 2006 par l'Ouzbékistan), ont signé le Traité instituant la Communauté économique eurasiatique (EurAsEC), entré en vigueur le 30 mai 2001. Ce traité institutionnel crée l'EurAsEC en tant qu'organisation internationale dotée d'une personnalité juridique chargée de renforcer la coopération et de favoriser l'intégration entre ses signataires. En 2003, le Traité instituant l'Espace économique unique a fourni une feuille de route pour la mise en place d'une zone de libre-échange entre les cinq pays, mais ne prévoyait pas de traitement préférentiel.

2.9. En août 2006, lors d'une réunion informelle au sommet, il a été décidé que le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie accéléreraient les efforts en vue de l'établissement de l'Union douanière, tandis que la République kirghize et le Tadjikistan deviendraient parties à l'organisation quand ils seraient prêts; sur cette base, le Traité de l'Union douanière a été signé le 6 octobre 2007.⁵ En juin 2009, l'Organe suprême de l'Union douanière a défini les étapes de la création de l'Union douanière et a décidé qu'elle entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2010 (conformément à l'article 2 du Traité de l'Union douanière de 2007).

2.10. Le Traité de l'Union douanière de 2007 est resté en vigueur du 1^{er} janvier 2010 au 1^{er} janvier 2015, date à laquelle il a été abrogé conformément à l'article 113 du Traité de l'UEE,

⁴ Aucune présentation factuelle de cet accord n'a été distribuée étant donné que l'accord a cessé d'exister avant la finalisation de la présentation.

⁵ Parallèlement à ces évolutions avec les six membres de l'EurAsEC, le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie ont signé en 2003 un accord-cadre avec l'Ukraine en vue de l'établissement d'une zone de libre-échange et, éventuellement, d'une union douanière. Ces procédures n'ont pas eu de suite, c'est pourquoi l'accord-cadre a été suspendu.

prévoyant la résiliation des accords internationaux figurant à l'annexe 33 du Traité de l'UEE (voir l'annexe 2 de cette présentation factuelle). Cette liste inclut, entre autres, le Traité de l'Union douanière de 2007 et le Traité de l'EurAsEC⁶ (la résiliation de ce dernier a été notifiée sous la cote WT/REG/GEN/9). Toutefois, la Commission économique eurasiatique a continué d'agir conformément au traité de l'UEE.⁷ Plusieurs instruments juridiques du Traité de l'UEE de 2007 ont cependant été intégrés au droit de l'UEE; ceux-ci seront évoqués, le cas échéant, dans cette présentation factuelle.

Encadré 2.1 Chronologie de l'intégration de l'UEE

PRINCIPAUX INSTRUMENTS COMMERCIAUX		PRINCIPAUX INSTRUMENTS INSTITUTIONNELS
Traité de l'UD (accord-cadre) – BLR, RUS (06/01/1995); BLR, KAZ, RUS (20/01/1995)	1995	
Accord sur l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économique et humanitaire – BLR, KAZ, RUS; KGZ (29/03/1996)	1996	
Traité de l'UD et de l'EEU – BLR, KAZ, RUS; KGZ, TJK (26/02/1999)	1999	
	2000	Traité sur l'établissement de l'EurAsEC – BLR, KAZ, RUS, KGZ, TJK (10/10/2000)
Traité sur l'établissement de l'UEE/la ZEC – BLR, KAZ, RUS; UKR (19/09/2003); L'Ukraine s'est par la suite retirée de ce traité.	2003	
	2006	L'Ouzbékistan adhère à l'EurAsEC
Traité portant création d'un territoire douanier commun et de l'UD – BLR, KAZ, RUS (06/12/2007)	2007	Protocole portant modification du Traité de l'EurAsEC – BLR, KAZ, RUS; KGZ, TJK, UZB (06/10/2007) Traité sur la Commission de l'UD – BLR, KAZ, RUS (06/10/2007)
Établissement de l'UD le 01/01/2010	2010	
Traité sur le fonctionnement de l'Union douanière dans le cadre du système commercial multilatéral – BLR, KAZ, RUS (19/05/2011)	2011	Traité sur la Commission économique eurasiatique – BLR, KAZ, RUS (18/11/2011) Création du cadre juridique de l'EEU; Décision du Conseil économique suprême eurasiatique
Établissement de l'EEU le 01/01/2012	2012	
La Fédération de Russie devient Membre de l'OMC		La Fédération de Russie devient Membre de l'OMC
Traité sur l'UEE – BLR, KAZ, RUS (29/05/2014)	2014	
Accord sur l'accession de l'Arménie de l'UEE (10/10/2014)		
Accord sur la cessation de l'EurAsEC – (10/10/2014)		
Accord sur l'accession de la République kirghize à l'UEE (23/12/2014)		

⁶ Un Traité sur la cessation des activités de la Communauté économique eurasiatique a été signé à Minsk le 10 octobre 2014 prévoyant sa cessation le 1^{er} janvier 2015.

⁷ Les Membres du Collège ont continué d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Établissement de l'UEE le 01/01/15	2015	
Accession de l'Arménie à l'UEE le 02/01/2015		
Accession de la République kirghize à l'UEE le 12/08/2015		
Le Kazakhstan devient Membre de l'OMC (le 30 novembre)		Le Kazakhstan devient Membre de l'OMC (le 30 novembre)
Protocole sur certaines questions relatives à l'importation et à la circulation des marchandises dans l'Union économique eurasiatique (ARM, BLR, KAZ, KGZ, RUS (EIF: 11/01/2016, signature: 16/10/2015)	2016	

La date de signature est indiquée entre parenthèses.

ZEC Zone économique commune.
UD Union douanière.
EurAsEC Communauté économique eurasiatique.
UEE Union économique eurasiatique.
EEU Espace économique unique.

Source: Commission économique eurasiatique.

2.11. Le droit de l'UEE (articles 6 et 99, ce dernier portant sur les dispositions transitoires) comprend:

- a. le Traité de l'UEE;
- b. les accords internationaux dans le cadre de l'UEE;
- c. les accords internationaux entre l'UEE et une tierce partie;
- d. les décisions et les résolutions des organes de l'UEE – à savoir le Conseil économique suprême eurasiatique (ci-après le Conseil suprême), le Conseil intergouvernemental eurasiatique et la Commission économique eurasiatique (ci-après la CEE ou la Commission);
- e. les instruments juridiques conclus dans le cadre juridique de l'Union douanière et de l'Espace économique unique (EEU) en vigueur le 1^{er} janvier 2015, dans la mesure où ils ne sont pas contraires au Traité de l'UEE (article 99:1) – à savoir:
 - i. les accords internationaux conclus par les États membres (y compris le Code des douanes de l'Union douanière, par exemple); et
 - ii. les décisions des organes directeurs du Traité de l'Union douanière de 2007 – c'est-à-dire son Conseil suprême et la Commission; et
- f. le Traité du 19 mai 2011 sur le fonctionnement de l'Union douanière au sein du système commercial multilatéral (ci-après Traité sur le système commercial multilatéral), intégré au droit de l'UEE conformément à l'article 99:4 et à l'annexe 31.⁸

En cas de conflit entre les accords internationaux dans le cadre du système de l'UEE et le Traité de l'UEE, ce dernier prévaut (article 6).

2.12. Le processus d'établissement de l'Union douanière, de l'Espace économique unique (EEU) et de l'UEE a eu lieu parallèlement au processus d'accession de ses Parties à l'OMC. Afin de tenir compte des disciplines distinctes que ces cadres juridiques pourraient comporter, ainsi que de leur

⁸ Le texte de ce traité a été récemment mis à la disposition des Membres de l'OMC dans le cadre de l'accession du Kazakhstan (WT/ACC/KAZ/68). Il est également disponible à l'adresse suivante: <http://www.eurasiancommission.org/ru/act/trade/dotp/SiteAssets/wto/freddy-eng.pdf>.

échancier propre, les parties à l'Union douanière ont signé en 2011 le Traité sur le système commercial multilatéral, dont les principales dispositions sont les suivantes:

- a. à compter de la date d'accession d'un membre de l'UEE à l'OMC, les dispositions de l'Accord sur l'OMC, telles que définies dans le Protocole d'accession, qui concernaient les questions dont les États membres avaient délégué la réglementation au Conseil supérieur et à la CEE, ainsi que les liens juridiques régis par les traités internationaux constituant le fondement juridique de l'UEE, deviennent partie intégrante du cadre juridique de l'Union douanière puis de l'UEE. Lorsqu'ils concluent un accord international au sein de l'UEE, les États membres de l'Union sont tenus garantir que cet accord est compatible avec l'Accord sur l'OMC;
- b. les États membres de l'UEE qui sont Membres de l'OMC sont tenus d'adopter des mesures, en consultation avec les autres États membres de l'UEE et avec leur accord, pour faire en sorte que le cadre juridique de l'UEE soit conforme à l'Accord sur l'OMC et aux protocoles d'accession pertinents; dans l'attente de sa mise en conformité, les disciplines de l'OMC prévalent sur les dispositions du cadre juridique de l'UEE. Dans la pratique, des exceptions temporaires aux disciplines/TEC de l'UEE sont accordées à la Partie qui aurait autrement enfreint les disciplines de l'OMC. Dans l'attente de la fin de cette période de transition, cette Partie est tenue d'adopter des mesures de mise en conformité;
- c. un État membre de l'UEE qui n'est pas Membre de l'OMC peut déroger dans certains cas aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. Toutefois, lorsqu'il devient Membre de l'OMC, toute dérogation à cet accord ne serait autorisée que dans les cas spécifiquement prévus dans ses modalités d'accession à l'OMC;
- d. le cas précis des éventuelles infractions aux engagements tarifaires est traité dans l'article 1:4 du Traité sur le système commercial multilatéral; voir le paragraphe 3.17. ci-dessous.

2.13. La structure du Traité de l'UEE – 18 articles et 33 protocoles – est présentée dans l'encadré 2.2.

Encadré 2.2 Structure de l'UEE

Première partie	Établissement de l'Union économique eurasiatique
Section I	Dispositions générales
Section II	Principes fondamentaux, objectifs, compétences et droit de l'Union
Section III	Organes de l'UEE
Section IV	Budget de l'UEE
Deuxième partie	Union douanière
Section V	Échange d'informations et statistiques
Section VI	Fonctionnement de l'Union douanière
Section VII	Réglementation de la circulation des produits pharmaceutiques et médicaux
Section VIII	Réglementation douanière
Section IX	Politique de commerce extérieur
	1. Dispositions générales concernant la politique de commerce extérieur
	2. Réglementation tarifaire et réglementation non tarifaire
Section X	Réglementation technique
Section XI	Mesures sanitaires et vétérinaires et de quarantaine sanitaire et phytosanitaire
Section XII	Protection des droits des consommateurs
Troisième partie	Espace économique unique
Section XIII	Politique macroéconomique
Section XIV	Politique monétaire
Section XV	Commerce des services, établissement, activités et investissement
Section XVI	Réglementation des marchés financiers
Section XVII	Impôts et fiscalité
Section XVIII	Règles et principes communs en matière de concurrence
Section XIX	Monopoles naturels
Section XX	Énergie
Section XXI	Transport
Section XXII	Marchés publics de l'État (des municipalités)

Section XXIII	Propriété intellectuelle
Section XXIV	Industrie
Section XXV	Complexes agro-industriels
Section XXVI	Migration de la main-d'œuvre
Quatrième partie	Dispositions transitoires et finales
Section XXVII	Dispositions transitoires
Section XXVIII	Dispositions finales
Annexes	
Annexe 1	Protocole sur la Commission économique eurasiatique
Annexe 2	Statut de la Cour de l'Union économique eurasiatique
Annexe 3	Protocole sur la coopération en matière de technologies de l'information et des communications et d'information dans l'Union économique eurasiatique
Annexe 4	Protocole sur l'élaboration et la diffusion des données statistiques officielles de l'Union économique eurasiatique
Annexe 5	Protocole sur la procédure de transfert et de distribution des droits de douane à l'importation (autres droits, taxes ou impositions d'effet équivalent) et leur transfert aux budgets des États membres
Annexe 6	Protocole sur la réglementation tarifaire commune
Annexe 7	Protocole sur les mesures non tarifaires communes applicables aux pays tiers
	Appendice de l'annexe 7
Annexe 8	Protocole relatif à l'application de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de mesures compensatoires aux pays tiers
Annexe 9	Protocole sur la réglementation technique dans l'Union économique eurasiatique
Annexe 10	Protocole sur l'établissement d'une politique coordonnée visant à garantir l'uniformité des mesures
Annexe 11	Protocole sur l'acceptation des résultats des travaux d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité
Annexe 12	Protocole sur l'application des mesures sanitaires et vétérinaires et des mesures de quarantaine sanitaire et phytosanitaire
Annexe 13	Protocole sur la politique coordonnée dans le domaine de la protection des droits des consommateurs
Annexe 14	Protocole sur la politique macroéconomique coordonnée
Annexe 15	Protocole sur les mesures visant à coordonner la politique monétaire
Annexe 16	Protocole sur le commerce des services, l'établissement, les activités et l'investissement
Annexe 17	Protocole sur les services financiers
Annexe 18	Protocole sur la procédure de perception des impôts indirects et sur le mécanisme de contrôle de leur paiement sur les exportations et les importations de marchandises, les travaux et les services
Annexe 19	Protocole sur les règles et principes communs en matière de concurrence
Annexe 20	Protocole sur les règles et principes communs applicables aux activités des monopoles naturels
Annexe 21	Protocole sur les règles d'accès aux services des entités relevant d'un monopole naturel dans le secteur de l'électricité, y compris les principes fondamentaux de la politique des prix et de la politique tarifaire
Annexe 22	Protocole sur les règles d'accès aux services des entités relevant d'un monopole naturel dans le domaine du transport du gaz au moyen des systèmes de transport du gaz, y compris les principes fondamentaux de la politique des prix et de la politique tarifaire
Annexe 23	Protocole sur l'organisation, l'administration, le fonctionnement et le développement des marchés communs du pétrole et des produits pétroliers
Annexe 24	Protocole sur la politique coordonnée (harmonisée) des transports
Annexe 25	Protocole sur la réglementation des marchés publics
Annexe 26	Protocole sur la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter
Annexe 27	Protocole sur la coopération industrielle
Annexe 28	Protocole sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel
Annexe 29	Protocole sur les mesures de soutien public à l'agriculture
Annexe 30	Protocole sur la fourniture de services médicaux aux salariés des États membres et aux membres de leur famille
Annexe 31	Protocole sur le fonctionnement de l'Union douanière au sein du système commercial multilatéral
Annexe 32	Règlement sur les garanties sociales, les privilèges et les immunités dans l'Union économique eurasiatique
Annexe 33	Protocole dénonçant les traités internationaux conclus dans le cadre de la création de l'Union douanière et de l'Espace économique unique, par suite de l'entrée en vigueur du Traité instituant l'Union économique eurasiatique

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de l'Accord.

3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Les membres de l'UEE appliquent une union douanière dotée d'un marché intérieur unique pour les marchandises, d'une réglementation douanière commune et d'un régime commun de commerce extérieur (articles 25 à 29).

3.2. La réglementation douanière commune est appliquée conformément aux dispositions du Traité de l'UEE (article 32), des accords et des lois conclus par les États membres de l'UEE et du Code des douanes de l'UEE (en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018). En attendant l'entrée en vigueur du Code des douanes de l'UEE, le Code des douanes unifié de l'Union douanière du 27 novembre 2009 (et ses modifications ultérieures), ainsi que les autres instruments juridiques intégrés dans le droit de l'UEE étaient utilisés par les parties à l'UEE (article 101). Des renseignements relatifs au Code des douanes de l'UEE figurent à la section 3.4.5 de cette présentation factuelle.

3.3. La modification de la nomenclature et des taux de droits de l'Union, y compris les préférences tarifaires et les exemptions, relève des compétences de la Commission. Les engagements pris par le Kazakhstan lors de son accession à l'OMC, ainsi que les dispositions du Traité sur le système commercial multilatéral, sont également pertinents pour comprendre les aspects relatifs au commerce des marchandises de l'Union (voir les paragraphes 3.15. et 3.17. ci-dessous).

3.1 Libéralisation des échanges entre les Parties

3.4. La libéralisation des échanges entre les parties à l'UEE a été progressivement réalisée par la conclusion d'accords successifs – et parfois redondants – tel qu'expliqué dans la section 2.1 de cette présentation factuelle.

3.5. Le Traité de l'UEE prévoit un marché intérieur où les marchandises circulent librement, les échanges sont exemptés de droits d'importation et d'exportation et d'autres impositions d'effet équivalent et aucune mesure non tarifaire et aucun instrument de défense commerciale ne sont appliqués, sauf disposition contraire figurant dans le Traité (articles 3, 25 et 28). Une fois qu'une marchandise se trouve sur le territoire de l'Union, les opérations commerciales sont réalisées sans déclaration ou contrôles douaniers, en matière sanitaire, vétérinaire, de transport, etc., sauf disposition contraire figurant dans le Traité.

3.6. Le cadre juridique de l'UEE prévoit la possibilité de faire des exceptions à la libre circulation des marchandises, notamment:

- a. pour les marchandises importées de pays tiers au titre d'exceptions au TEC par pays – sur les trois États membres originels de l'UEE, seul le Kazakhstan applique de telles exceptions à titre temporaire (voir la section 3.2). Toutefois, en vertu de l'article 3, paragraphe 5 du Protocole du 16/10/2015, un importateur peut payer des droits de douane au taux du TEC lorsqu'il importe sur le territoire de la République du Kazakhstan les marchandises figurant sur la liste des marchandises pour lesquelles les droits sont inférieurs au TEC. Dans ce cas, conformément au Code des douanes de l'UEE, le produit obtient le statut de marchandise de l'UEE et peut circuler librement au sein de l'UEE; et
- b. conformément à l'article 29 du Traité de l'UEE pour les marchandises visées par les clauses d'exception générales et/ou en matière de sécurité (substances qui appauvrissent la couche d'ozone, par exemple) (voir le paragraphe 5.12 ci-dessous).

3.7. Sur la base de la valeur des importations en provenance de tierces parties (moyenne entre 2012 et 2014; 2012-2013 uniquement pour le Bélarus), en 2015, 3,5% des importations entre les pays de l'UEE concernaient des marchandises visées par les exceptions au TEC dont bénéficie le Kazakhstan; en 2016, ce chiffre était de 4%. On ne dispose toutefois pas de données pour savoir si ces importations concernaient des produits originaires ou des produits en provenance de tierces parties.

3.8. L'article 27 prévoit l'établissement de zones économiques franches (spéciales) (ZES) et d'entrepôts francs. Des ZES sont établies sur le territoire des États membres conformément à la législation nationale (article 3 de l'Accord sur les zones économiques franches (spéciales) établies

sur le territoire douanier de l'Union douanière et sur les procédures douanières applicables à ces zones). Les articles 420 et 421 du Code des douanes de l'UEE contiennent des dispositions relatives aux conditions de fonctionnement des entrepôts francs. Au début de 2018, il y avait 6 ZES au Bélarus, 11 au Kazakhstan et 25 dans la Fédération de Russie.

3.2 Commerce avec des tierces parties

3.9. La politique de commerce extérieur de l'UEE est mise en œuvre par le biais d'accords internationaux avec des tierces parties conclus unilatéralement ou collectivement par les États membres de l'UEE, dans les domaines où les organes de l'UEE sont habilités à prendre des décisions contraignantes, à participer aux travaux des organisations internationales ou à appliquer de manière autonome des mesures et des mécanismes relatifs à la politique de commerce extérieur (article 33). Le traitement NPF s'applique comme prévu par les traités internationaux conclus par l'UEE avec une tierce partie et les traités internationaux conclus par les États membres avec une tierce partie (article 34, voir aussi le paragraphe 5.49 ci-dessous). Le Tarif extérieur commun (TEC) de l'UEE sert de base au régime de commerce extérieur de l'UEE (article 25).

3.10. Il existe cinq grands types d'exceptions aux taux du TEC (article 42):

- a. les préférences tarifaires accordées dans le cadre d'accords commerciaux régionaux (articles 35 et 102; voir le paragraphe 5.49 plus loin);
- b. les préférences tarifaires accordées dans le cadre du système unifié de préférences tarifaires (USTP, analogue au SGP⁹, article 36). Les modalités et la procédure d'application de l'USTP de l'UEE ont été adoptées par la Décision n° 47 du Conseil de la Commission économique eurasiatique du 6 avril 2016.¹⁰ Dans le cadre de l'USTP, certains produits provenant de pays en développement bénéficient d'une marge préférentielle de 25% par rapport aux taux du TEC de l'UEE tandis que les produits provenant des pays les moins avancés bénéficient d'un accès en franchise de droits à l'UEE;
- c. les exceptions tarifaires appliquées par les membres adhérant à l'UEE (article 42:6), conformément à la liste des marchandises et des taux approuvée par la Commission sur la base de l'accord d'adhésion. L'État adhérent est tenu de veiller à ce que les produits soumis à des droits de douane inférieurs sont destinés à la consommation intérieure et d'adopter des mesures visant à éviter le détournement des échanges. En janvier 2018, cela s'applique à l'Arménie et à la République kirghize;
- d. les exceptions tarifaires temporaires accordées à certains États membres de l'UEE conformément au Traité sur le système commercial multilatéral (voir le paragraphe 3.17. ci-dessous). En janvier 2018, cela s'applique au Kazakhstan;
- e. les exemptions tarifaires appliquées collectivement par les États membres de l'UEE indépendamment de l'origine des marchandises (article 43 du traité de l'UEE et annexe 6). Une lecture croisée de ces disciplines et de l'article 101:7 du traité de l'UEE définit les marchandises bénéficiant d'exemptions tarifaires, comme suit:
 - i. les marchandises importées à titre d'apport au capital d'une société dans le cadre d'un investissement, soumises aux procédures de la Commission;
 - ii. les marchandises liées à l'exploration spatiale et au lancement d'engins spatiaux importés dans le cadre de projets de coopération internationale, conformément à la liste approuvée par la Commission;

⁹ Protocole du 12 décembre 2008 sur le système commun de préférences tarifaires de l'Union douanière. La Fédération de Russie a notifié le schéma USTP de l'Union douanière au CCD conformément au Mécanisme pour la transparence des arrangements commerciaux préférentiels (WT/COMTD/N/42). D'autres renseignements figurent dans le Système d'information sur les ACPr à l'adresse suivante: <http://ptadb.wto.org>.

¹⁰ Disponible à l'adresse https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01410767/cncd_12072016_46 (en russe seulement).

- iii. les produits issus de la pêche à bord d'embarcations/engins possédés ou affrétés par des personnes physiques ou morales ressortissantes des Parties à l'UEE;
- iv. la monnaie (sauf pour la numismatique) et les valeurs, conformément à la législation nationale des Parties;
- v. les marchandises importées au titre de l'aide humanitaire, conformément à la législation des États membres, sauf si ces marchandises sont assujetties à des droits d'accise. Les véhicules destinés spécifiquement à un usage médical sont exonérés de droits; et
- vi. les autres cas établis dans le Traité de l'UEE, les traités conclus par l'UEE avec des tierces parties et les textes législatifs de la Commission.¹¹

3.2.1 Tarif extérieur commun

3.2.1.1 Structure

3.11. L'article 42 régit le TEC de l'UEE, en précisant que les États membres de l'UEE disposent d'un TEC et d'une nomenclature commune des produits aux fins du commerce extérieur. Le TEC comprend des droits *ad valorem*, des droits spécifiques et des droits composites. Les pays adhérant à l'UEE bénéficient de dérogations au TEC conformément à la liste des marchandises et des droits figurant dans l'accord d'adhésion du pays à l'UEE (article 42:4). Ces marchandises importées doivent rester dans le pays, lequel est tenu d'adopter des mesures destinées à faire en sorte que ces marchandises ne soient pas réexportées vers d'autres États membres de l'UEE sans versement des différences de tarifs dues.

3.12. Le TEC est limité aux droits consolidés de la Fédération de Russie et aux engagements qu'elle a pris lors de son accession à l'OMC, mais les taux appliqués peuvent être inférieurs.^{12,13} Lors de son accession à l'OMC en 2012, la Fédération de Russie a consolidé l'ensemble de ses lignes tarifaires (11 557 lignes) au niveau des positions à dix chiffres, avec des réductions échelonnées sur des périodes allant d'un à huit ans pour 7 028 lignes. La période de mise en œuvre la plus longue est de huit ans (viande de porc), puis de sept ans (voitures de tourisme, hélicoptères et aéronefs civils). Pour toutes les lignes sauf 148, les réductions avaient été menées à bien d'ici à 2016 (tableau 3.1).

Tableau 3.1 Application des droits consolidés finals, 2012-2020

Année	Nombre de lignes tarifaires au taux consolidé final	Nombre de lignes pour lesquelles le taux consolidé doit faire l'objet de nouvelles réductions	
		Nombre de lignes tarifaires	%
2012	4 529	7 028	60,8
2013	5 030	6 527	56,5
2014	6 344	5 213	45,1
2015	9 339	2 218	19,2
2016	10 737	820	7,1
2017	11 409	148	1,3
2018	11 486	71	0,6
2019	11 533	24	0,2
2020	11 557	0	0,0

Note: D'après les autorités russes, la réduction annuelle des droits d'importation a lieu le 1^{er} septembre de chaque année (sauf pour 77 lignes tarifaires pour lesquelles la date d'application est différente).

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, à partir de la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC).

¹¹ Des dispositions plus spécifiques ont été établies par la Décision n° 130/09 de la Commission de l'Union douanière.

¹² Les parties à l'UEE ont indiqué que pour 2015 et 2016, le TEC est le droit NPF de la Fédération de Russie; par conséquent, tous les tableaux et données tarifaires reposent sur cette prémisse.

¹³ Les taux du TEC pour 2015 et 2016 sont en date du 1^{er} janvier; et du 1^{er} décembre, dans le cas du Kazakhstan.

3.13. Le TEC et la structure tarifaire de la Fédération de Russie en 2015 sont présentés dans le tableau 3.2, qui fournit des renseignements sur la moyenne simple pour 2015 et les taux de droits consolidés en 2020 (globaux ainsi que pour les produits agricoles et non agricoles, selon la définition de l'OMC). En 2015, tandis que le tarif moyen appliqué (8,7%) était légèrement supérieur à la moyenne des droits consolidés finals (8,4%), la part des lignes tarifaires en franchise de droits dans les droits appliqués était grandement supérieure aux taux consolidés finals (3,7%) en 2020. Des droits non *ad valorem* visaient 14,8% des lignes tarifaires. En 2015, environ un tiers des importations en provenance de pays tiers entrant en Fédération de Russie en franchise de droits (sur la base des chiffres des importations de 2014). En 2015, des contingents tarifaires visaient 0,4% des lignes tarifaires.

Tableau 3.2 TEC/structure tarifaire de la Fédération de Russie au niveau des lignes tarifaires nationales, 2015

			Année	Total	Produits agricoles ^a			Produits non agricoles	
Nombre de lignes tarifaires:			11 711						
dont assorties de contingents tarifaires ^b :			49 (0,4%)						
Moyenne simple des taux finals consolidés ^c			2020	8,4%	13,6%			7,1%	
Moyenne simple des taux NPF appliqués ^d			2015	8,7%	14,5%			7,1%	
Importations (milliards de \$EU)			2014	285,9	37,7			248,2	
CET – Répartition		En franchise de droits	0<=5	5<=10	10<=15	15<=25	25<=50	50<=100	NAV %
			Lignes tarifaires et valeur des importations (%)						
Total									
Taux final consolidé		3,7	43,2	26,4	12,9	0,6	0,0	1,0	12,1
Taux NPF appliqué	2015	14,9	31,0	18,3	16,4	4,4	0,0	0,2	14,8
Importations	2014	33,7	21,9	14,8	10,9	3,3	0,0	0,3	15,1
Produits agricoles									
Taux final consolidé		1,4	27,5	14,5	18,5	1,2	0,0	4,8	32,0
Taux NPF appliqué	2015	6,4	21,7	9,1	17,7	5,6	0,0	1,0	38,3
Importations	2014	14,4	15,8	3,9	14,8	5,5	0,0	2,4	43,2
Produits non agricoles									
Taux final consolidé		4,3	47,4	29,6	11,4	0,5			6,8
Taux NPF appliqué	2015	17,4	33,7	21,1	15,9	4,1	0,0	0,0	7,8
Importations	2014	36,6	22,8	16,4	10,3	3,0	0,0	0,0	10,9

Note:

^a Définition de l'OMC.

^b Sur la base de la notification à l'OMC G/AG/N/RUS/12 du 26 avril 2016.

^c Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus mais les équivalents *ad valorem* (EAV) et les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont pris en compte. Lorsque les données ne sont pas disponibles, la composante *ad valorem* est utilisée pour les taux alternatifs.

^d Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus mais les composantes *ad valorem* des droits alternatifs sont prises en compte.

NAV Droits non *ad valorem*.

Les données sur le commerce et les lignes tarifaires sont calculées au niveau des lignes tarifaires nationales.

Les taux finals consolidés et les taux NPF appliqués sont fondés sur les nomenclatures du SH de 2007 et du SH de 2012, respectivement.

Source: DSNU, base de données Comtrade et base de données MEPC de l'OMC.

3.2.1.2 Niveau d'harmonisation

3.14. Le TEC est appliqué dans son intégralité par la Fédération de Russie et le Bélarus, tandis que le Kazakhstan bénéficie d'un certain nombre d'exceptions temporaires.¹⁴ Des négociations sur l'ajustement tarifaire devraient débuter en 2024 (voir le paragraphe 3.16 ci-dessous). Le tableau 3.3 présente des données sur le nombre de lignes tarifaires visées par un TEC pleinement harmonisé, ainsi que sur la valeur des importations en provenance de tierces parties (moyenne entre 2012 et 2014) relevant de ces lignes. Sur la base de ces années, en 2015, 99% des importations en provenance de pays tiers relevaient d'un TEC pleinement harmonisé et ce chiffre s'élevait à 98,7% en 2016. La ventilation des données entre lignes en franchise de droits et lignes passibles de droits est également fournie.

Tableau 3.3 TEC harmonisé dans l'ensemble des États membres de l'UEE et valeurs moyennes correspondantes des échanges, 2015-2016¹⁵

		Lignes tarifaires				Importations RDM (2012-2014) ^a			
		Nombre		%		Valeur (millions de \$EU)		‰ ^b	
		En franchise de droits	Passibles de droits	En franchise de droits	Passibles de droits	En franchise de droits	Passibles de droits	En franchise de droits	Passibles de droits
2015	BLR	1 746	9 965	14,9	85,1	5 652	13 549	1,7	4,1
	KAZ ^c	1 745	8 623	14,9	73,6	7 751	14 722	2,4	4,5
	RUS ^d	1 746	9 965	14,9	85,1	95 520	188 653	29,0	57,3
	<i>TEC harmonisé (moyenne, %)</i>			14,9	81,3			33,1	65,9
2016	BLR	1 869	9 741	16,1	83,9	5 878	13 323	1,8	4,0
	KAZ ^c	1 830	7 875	15,8	67,8	8 126	13 385	2,5	4,1
	RUS ^d	1 869	9 741	16,1	83,9	100 486	183 686	30,5	55,8
	<i>TEC harmonisé (moyenne)</i>			16,0	78,5			34,8	63,9

Note:

BLR Bélarus.
 KAZ Kazakhstan.
 RDM Reste du monde (importations extra-UEE).
 RUS Fédération de Russie.
 Les Parties sont convenues que les taux de droits NPF de la Fédération de Russie de 2015 constituaient le TEC.
 Sur la base de la nomenclature du SH de 2012.

- ^a Les données pour les importations au Bélarus sont disponibles au niveau des positions à 10 chiffres seulement pour 2012 et 2013. Les données d'importation de 2014 sont uniquement disponibles au niveau des positions à 6 chiffres. Les calculs sont par conséquent basés uniquement sur les données d'importation de 2012-2013.
- ^b Par rapport à l'ensemble des importations provenant de pays tiers, dans le cadre des lignes tarifaires harmonisées comme non harmonisées.
- ^c Les exceptions du Kazakhstan sont uniquement disponibles pour 2015 et 2016. Il n'existe pas de données pour la période allant de 2017 à 2019 du fait que la liste d'exceptions du Kazakhstan diffère d'une année à l'autre.
- ^d Les données d'importation de la Fédération de Russie sont au niveau des positions à 8 chiffres, tandis que le tarif est au niveau des positions à 10 chiffres. Les données d'importation ont été harmonisées avec les données au niveau des positions à 10 chiffres.

Source: Base de données MEPC de l'OMC, autorités du Kazakhstan et base de données Comtrade de la DSNU.

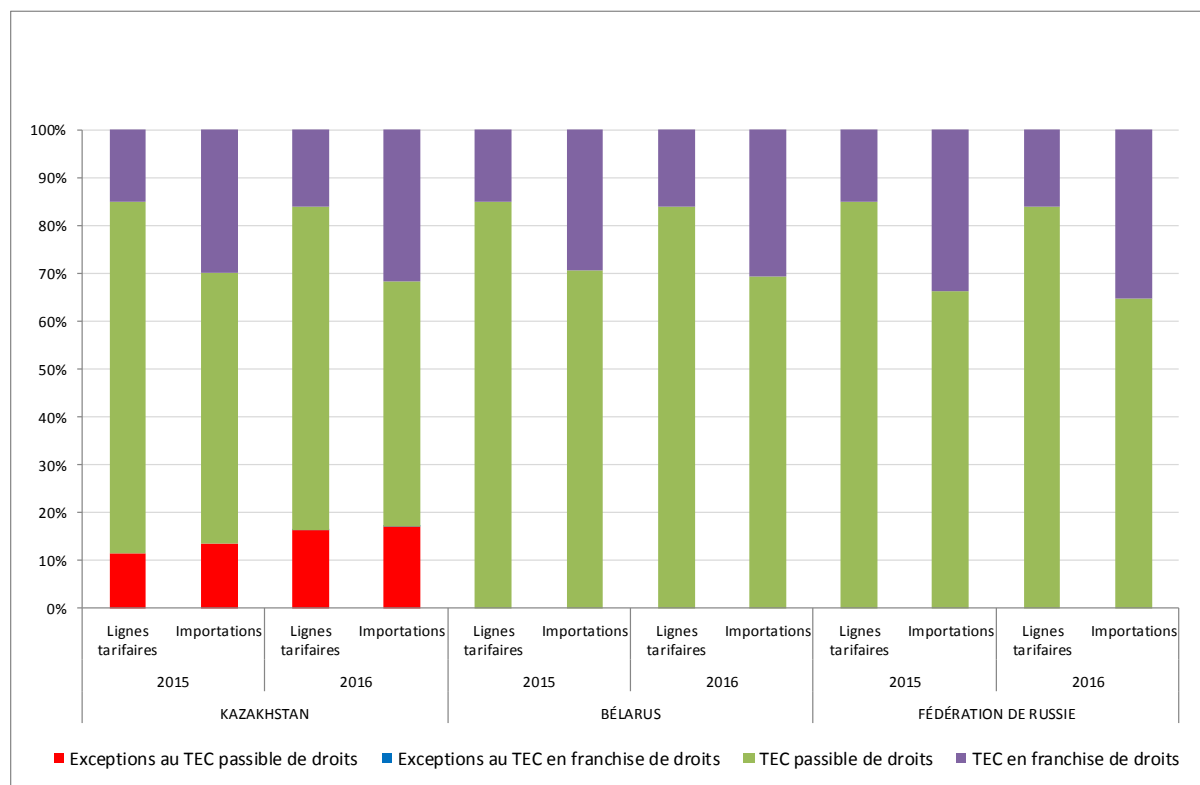
3.15. Le graphique 3.1 illustre le niveau d'harmonisation et les valeurs moyennes correspondantes des échanges dans chaque État membre sur la base de la valeur moyenne des importations en provenance de pays tiers entre 2012 et 2014 (2012-2013 uniquement pour le Bélarus). Au

¹⁴ Les exceptions accordées à l'Arménie et à la République kirghize seront traitées dans la présentation factuelle relative à leur accession à l'UEE.

¹⁵ Pour le Bélarus et la Fédération de Russie, sur la base des tarifs au 1^{er} janvier 2015 ou 2016; pour le Kazakhstan, sur la base des tarifs au 1^{er} décembre 2015 ou 2016.

Kazakhstan, les importations visées par des exceptions passibles de droits en vertu du TEC représentaient 13,2% et 17% des importations en 2015 et 2016.¹⁶

Graphique 3.1 Niveau d'harmonisation du TEC et valeurs moyennes correspondantes des échanges, 2015-2016, en %



Note: En termes de moyenne pour la période 2012-2014 des importations en provenance de pays tiers de chaque État membre, à l'exception du Bélarus pour lequel les importations concernent la période 2012-2013. Sur la base de la nomenclature du SH 2012. TEC au 1^{er} janvier 2015 ou 2016; pour le Kazakhstan, sur la base des tarifs au 1^{er} décembre 2015 ou 2016.

Source: Autorités du Kazakhstan, base de données MEPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

3.16. Les engagements pris par le Kazakhstan dans le cadre de son accession à l'OMC prévoient que, trois ans et six mois au moins après la date de mise en œuvre intégrale de tous les taux de droits consolidés finals figurant dans la Liste d'accession (les taux finals consolidés seront mis en œuvre au plus tard en novembre 2020) pour les marchandises pour lesquelles le taux de l'OMC est inférieur au TEC, le Kazakhstan s'efforcera d'aligner cette liste sur le taux de droit consolidé final de la Fédération de Russie prévu dans son Protocole d'accession; engagerait des négociations avec les Membres de l'OMC affectés; et, six mois avant le début des négociations, notifierait aux Membres de l'OMC son intention de les engager et communiquerait aux Membres signataires avec lesquels il avait conclu des protocoles bilatéraux sur l'accès aux marchés pour les marchandises toutes les données pertinentes aux fins de leur tenue.¹⁷ Des négociations sur l'ajustement tarifaire devraient débuter en 2024. La durée et les résultats de ces négociations seront soumises à un accord entre les Membres de l'OMC concernés et les États membres de l'UEE. Comme indiqué au paragraphe 310 du rapport du Groupe de travail, les négociations seront engagées de bonne foi en vue de parvenir, dans les trois ans suivant le début de ces négociations, à des compensations mutuellement satisfaisantes. Les taux ajustés seront incorporés dans le TEC et appliqués de manière uniforme par les États membres de l'UEE, à moins que le Traité de l'UEE n'en dispose

¹⁶ TEC au 1^{er} janvier 2015 ou 2016; pour le Kazakhstan, sur la base des tarifs au 1^{er} décembre 2015 ou 2016.

¹⁷ Voir WT/ACC/KAZ/93, paragraphes 307 à 311.

autrement. Toutefois, si le Kazakhstan réduit ses engagements tarifaires aux niveaux consolidés finals avant 2020, les négociations tarifaires peuvent être engagées plus tôt.

3.17. Dans le cadre juridique de l'UEE, le Traité sur le système commercial multilatéral prévoit la possibilité de tenir des consultations et des négociations sur l'harmonisation des droits d'importation si les taux consolidés négociés pendant l'accession à l'OMC de deux États membres de l'UEE diffèrent. Dans ce cas, les Parties concernées se consultent mutuellement et engagent rapidement des négociations avec les Membres de l'OMC intéressés afin d'harmoniser les droits d'importation. Les Parties s'accordent sur leur position et affirment leur intention de respecter les dispositions respectives de l'Accord sur l'OMC qui s'appliquent en cas d'harmonisation tarifaire par l'union douanière.

3.18. Entre le 1^{er} décembre 2015 et le 30 novembre 2016, le Kazakhstan a appliqué des exceptions au TEC pour 1 343 lignes tarifaires, représentant 11,5% du nombre total de lignes et 13,2% des importations du Kazakhstan en provenance de tierces parties et 1% des importations extra-UEE (tableau 3.4).

Tableau 3.4 Kazakhstan: exceptions au TEC et commerce avec les tierces parties, 2015-2016

Année des données tarifaires	Nombre de lignes	% des importations du RDM (2012-2014) ^a	
		KAZ	UEE
1 ^{er} décembre 2015-30 novembre 2016	1 343	13,2	1,0
<i>dont:</i>			
<i>inférieures au TEC</i>	956		
<i>Non comparables^b</i>	387		
1 ^{er} décembre 2016-30 novembre 2017	1 905	17,0	1,3
<i>dont:</i>			
<i>inférieures au TEC</i>	1 206		
<i>Non comparables^b</i>	699		

Note: Sur la base de la nomenclature du SH de 2012.
TEC au 1^{er} janvier 2015 ou 2016; pour le Kazakhstan, sur la base des tarifs au 1^{er} décembre 2015 ou 2016.

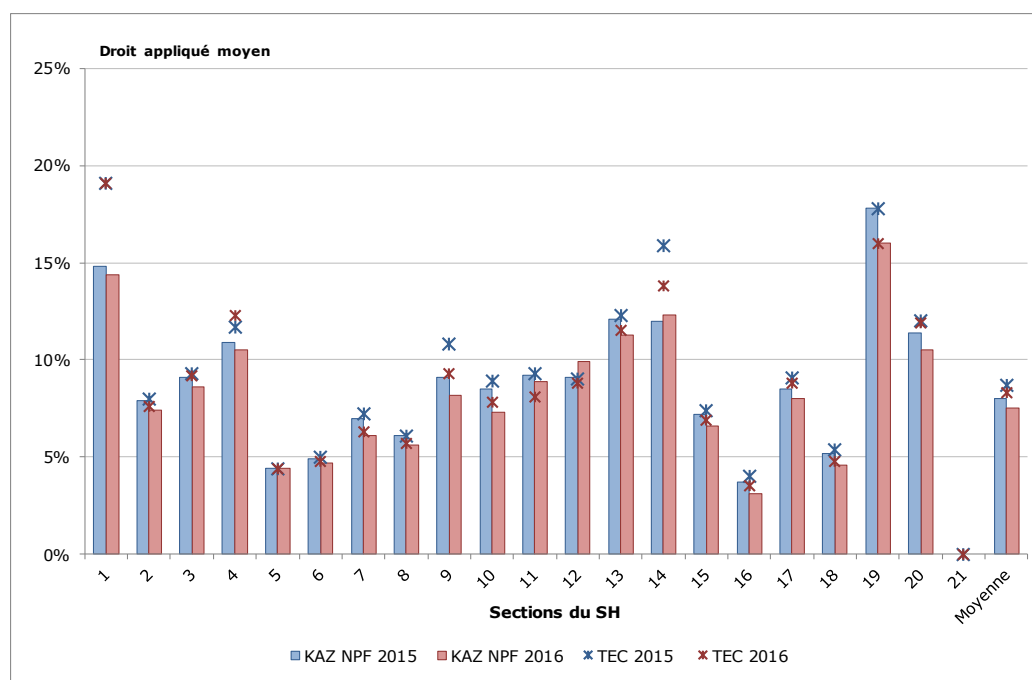
^a À l'exception du Bélarus pour lequel les importations concernent la période 2012-2013.

^b Les taux ne sont pas comparables en raison des différences dans les types de droits.

Source: Autorités du Kazakhstan et base de données Comtrade de la DSNU.

3.19. Le graphique 3.2 donne des détails sur les exceptions au TEC appliquées par le Kazakhstan par section du SH pour 2015 et 2016.¹⁸ On peut constater que les taux appliqués par le Kazakhstan et les taux du TEC sont les mêmes dans les sections 5, 12, 19 et 21 du SH ces deux années, et dans les sections 8 et 11 en 2015. Dans les autres sections, les taux appliqués par le Kazakhstan sont inférieurs à ceux du TEC.

¹⁸ *Supra*, note de bas de page 16.

Graphique 3.2 TEC et droits NPF du Kazakhstan, 2015-2016, par section du SH

Note: Les moyennes ont été calculées sur la base des droits NPF de la Fédération de Russie en intégrant les exceptions du Kazakhstan. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.
Sur la base de la nomenclature du SH 2012.
TEC au 1^{er} janvier 2015 ou 2016; pour le Kazakhstan, sur la base des tarifs au 1^{er} décembre 2015 ou 2016.

Source: Autorités du Kazakhstan, base de données MEPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

3.20. Les tableaux 3.5 et 3.6¹⁹ contiennent des renseignements tarifaires et commerciaux par section du SH pour les États membres de l'UEE. Ils fournissent en particulier des données sur la moyenne des importations en provenance de tierces parties (2012-2014 pour la Fédération de Russie et 2012-2013 pour le Bélarus) et le nombre lignes tarifaires harmonisées/non harmonisées avec le TEC, ventilées en fonction des lignes en franchise de droits et des lignes passibles de droits.

Tableau 3.5 Bélarus et Fédération de Russie: niveaux du TEC et commerce en 2015 et 2016, par section du SH

Section du SH	TEC 2015 (NPF)			TEC 2016 (NPF)			RDM importations (millions de \$EU)	
	Moyenne (%)	Nombre de lignes		Moyenne (%)	Nombre de lignes		RUS (2012-2014)	BLR (2012-2013)
		En franchise de droits	Passibles de droits		En franchise de droits	Passibles de droits		
1	19,1	60	1 124	19,1	63	1 121	11 383	685
2	8,0	34	592	7,6	35	590	12 976	703
3	9,3	15	136	9,2	15	136	1 249	96
4	11,7	43	1 049	12,3	38	1 054	12 500	1 359
5	4,4	31	247	4,4	30	248	3 853	682
6	5,0	109	1 127	4,8	109	1 128	31 104	2 020
7	7,2	35	325	6,3	38	320	14 808	1 550
8	6,1	28	194	5,7	28	194	1 423	66
9	10,8	4	300	9,3	3	302	1 317	135
10	8,9	16	217	7,8	16	214	4 533	329
11	9,3	10	1 195	8,1	9	1 195	11 676	639
12	9,0	8	108	8,8	8	108	4 298	202

¹⁹ Ibid.

Section du SH	TEC 2015 (NPF)			TEC 2016 (NPF)			RDM importations (millions de \$EU)	
	Moyenne (%)	Nombre de lignes		Moyenne (%)	Nombre de lignes		RUS (2012-2014)	BLR (2012-2013)
		En franchise de droits	Passibles de droits		En franchise de droits	Passibles de droits		
13	12,3	5	271	11,5	7	269	3 493	335
14	15,9	1	63	13,8	5	61	791	
15	7,4	120	1 072	6,9	119	1 064	18 507	1 703
16	4,0	979	1 020	3,5	1 087	839	86 379	5 543
17	9,1	108	387	8,8	108	383	46 980	2 320
18	5,4	125	251	4,8	135	224	8 846	515
19	17,8		24	16,0	1	23	97	
20	12,0	8	263	11,9	8	268	7 941	317
21	0,0	7		0,0	7		18	2
Total	8,7	1 746	9 965	8,3	1 869	9 741	284 173	19 201

Note: Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.
 Sur la base de la nomenclature du SH de 2012.
 TEC au 1^{er} janvier 2015 ou 2016.

Source: Base de données MEPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

Tableau 3.6 Kazakhstan: niveaux des droits NPF et commerce en 2015 et 2016, par section du SH

Section du SH	NPF 2015					NPF 2016					RDM importations (millions de \$EU) 2012-2014
	Moyenne (%) ^a	TEC harmonisé		TEC non harmonisé		Moyenne (%) ^b	TEC harmonisé		TEC non harmonisé		
		En franchise de droits	Passibles de droits	En franchise de droits	Passibles de droits		En franchise de droits	Passibles de droits	En franchise de droits	Passibles de droits	
1	14,9	60	781	31	312	14,4	60	751	31	342	461,4
2	7,9	34	552	2	38	7,4	35	532	2	56	993,0
3	9,2	15	122	4	10	8,6	15	97	4	35	55,2
4	11,4	43	829		220	10,5	38	802		252	970,3
5	4,4	31	247			4,4	28	248		2	829,0
6	4,9	109	1 103		24	4,7	106	1 092		39	2 201,6
7	7,0	35	312		13	6,2	33	303		22	1 075,1
8	6,1	28	193		1	5,6	28	180		14	112,4
9	9,1	4	209		91	7,9	3	237		65	192,0
10	8,5	16	186		31	7,2	17	161		52	942,1
11	9,2	10	1 084		111	8,5	9	1 066		129	1 066,8
12	9,0	8	106		2	8,7	8	107		1	451,6
13	12,1	5	254		17	11,3	6	237		33	503,0
14	13,1	1	24		39	12,3	1	24		41	25,1
15	7,2	120	1 013		59	6,5	119	849		215	2 879,4
16	3,7	978	873	1	147	3,1	1 084	569	1	272	7 671,9
17	8,7	108	280		107	8,0	101	245		145	3 841,6
18	5,2	125	240		11	4,8	124	183		52	935,1
19	17,8		24			16,7		24			0,0
20	11,4	8	191		72	10,4	8	168		100	707,1
21	0,0	7				0,0	7				2,0
Total	8,0	1 745	8 623	38	1 305	7,4	1 830	7 875	38	1 867	25 915,9

Note:

^a Sur la base des droits de 2015 du Kazakhstan appliqués du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2016.

^b Sur la base des droits de 2016 du Kazakhstan appliqués du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017.

Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.

Aucune donnée entre 2017 et 2019 du fait que la liste des exceptions du Kazakhstan varie d'une année à l'autre.

Sur la base de la nomenclature du SH de 2012.

Source: Autorités du Kazakhstan, base de données MEPC de l'OMC et base de données Comtrade de la DSNU.

3.21. Afin d'intégrer au système juridique de l'UEE les engagements pris par le Kazakhstan dans le cadre de son accession qui dérogent au cadre juridique commun de l'UEE, le Conseil suprême a adopté le 16 octobre 2015 la Décision n° 22²⁰ contenant le Protocole du 16 octobre 2015, entré en vigueur le 11 janvier 2016. Le Protocole régleme l'importation et la circulation au sein de l'UEE des marchandises importées par le Kazakhstan pour lesquelles les droits de douane sont inférieurs au TEC de l'UEE, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Il prévoit que les importations de tels produits sont destinées uniquement au marché kazakh; toute mise en circulation ultérieure dans d'autres parties à l'UEE est soumise au TEC de l'UEE (comme c'est normalement le cas dans une telle situation dans d'autres unions douanières). Le contrôle douanier aux frontières intérieures ne sera pas rétabli, mais les services de contrôle surveilleront le mouvement des marchandises faisant l'objet d'exceptions, conformément à leurs compétences. En particulier, un système spécial de contrôle basé sur la facturation électronique et le partage de renseignements en ligne a été établi en vertu des Règles relatives à la facturation électronique approuvées par l'Ordonnance n° 301 du 12 mai 2017 du Ministre des finances de la République du Kazakhstan.

3.2.1.3 Partage des recettes

3.22. L'Union utilise un mécanisme de partage fixe des recettes douanières, indépendamment du point d'entrée, selon les ratios établis à l'article 26 et à l'annexe 5 du Traité de l'UEE. Au 1^{er} janvier 2015, les ratios étaient les suivantes: 4,70% pour le Bélarus, 7,33% pour le Kazakhstan et 87,97% pour la Fédération de Russie.

3.23. Les recettes sont réparties le jour ouvrable suivant le paiement des droits d'importation (le même jour dans le cas du Kazakhstan). En cas de non-transfert ou de transfert incomplet des fonds, et de non-communication d'informations sur l'absence des montants des droits d'importation devant être répartis, l'autorité de l'État membre percevant les droits informera les organismes compétents des États membres et la Commission de l'UEE du non-transfert ou du transfert incomplet des fonds. L'État membre qui n'a pas transféré les droits d'importation à répartir devra payer à l'autre État membre un intérêt moratoire de 0,1% par jour civil sur la totalité du montant dû, y compris pour le jour où le montant aurait dû être transféré à l'État membre. En cas de retard, le troisième jour ouvrable, l'État membre affecté pourra suspendre tout transfert des droits de douane perçus; cette décision sera notifiée aux autres États membres et à la Commission. En pareil cas, la Commission organisera des consultations afin de résoudre le problème; si aucune solution n'est trouvée, l'affaire sera portée devant le Conseil intergouvernemental (paragraphe 20 à 26). L'annexe 5 régleme également les procédures de transfert des fonds reçus et la vente de montants équivalents en dollars EU et les procédures d'échange d'informations entre les organismes compétents des États membres ainsi que les procédures de paiement des droits d'importation; enfin, elle établit un mécanisme de surveillance et charge la Commission de présenter un rapport annuel au Conseil intergouvernemental sur le calcul et la répartition des droits d'importation.

3.24. La formule de partage des recettes a été modifiée après les adhésions de l'Arménie et de la République kirghize; ce point sera examiné dans les présentations factuelles correspondantes.

3.2.2 Mesures non tarifaires

3.25. Le régime commun de commerce extérieur de l'UEE s'étend également aux mesures non tarifaires, définies dans le Traité comme étant les prohibitions à l'importation/l'exportation, les restrictions quantitatives, les droits de commercialisation exclusifs, le régime de licences automatiques (permis) et les procédures d'autorisation (article 46 du Traité et annexe 7,

²⁰ Dans cette présentation factuelle, les décisions adoptées par les différents organes seront dans certains cas mentionnées par référence à l'organe, au numéro et à l'année, comme suit: Décision n° 22/15, adoptée le 16 octobre 2015. Cette approche est utilisée à des fins de simplification mais ne correspond pas à la référence officielle des décisions de l'UEE.

"Protocole sur les mesures non tarifaires communes applicables aux pays tiers", ci-après le "Protocole sur les mesures non tarifaires"). En dérogation de ce principe, des mesures non tarifaires unilatérales peuvent être imposées dans certains cas, conformément à l'article 47 du Traité (voir le paragraphe 5.13 ci-dessous).

3.26. Les paragraphes 3 à 10 (section II) du Protocole sur les mesures non tarifaires incluent des dispositions relatives à l'introduction et à l'application de mesures à des fins de réglementation non tarifaire, définissant:

- a. la Commission comme l'autorité instaurant/prorogeant/abrogeant les mesures non tarifaires, sur proposition d'un État membre ou de la Commission elle-même; et
- b. des disciplines en matière de transparence et de consultations. Celles-ci obligent la Commission à informer les opérateurs des États membres intéressés (c'est-à-dire les acteurs des activités de commerce extérieur dont les intérêts pourraient être affectés par l'adoption d'une telle mesure non tarifaire) de la possibilité de présenter des suggestions et des observations à la Commission, ainsi qu'à mener des consultations concernant la mesure. Dans trois cas – garantie de confidentialité, retard pouvant entraîner un dommage et établissement de droits de commercialisation exclusifs – la Commission peut décider de ne pas mener de consultations.

3.27. La "Liste commune des marchandises" de l'UEE auxquelles des mesures non tarifaires s'appliquent dans le cadre du commerce avec des tierces parties, adoptée en vertu de la Décision n° 30 du 21 avril 2015 du Collège de l'UEE, inclut les éléments suivants²¹:

- i. les marchandises dont l'importation et l'exportation à destination ou en provenance du territoire douanier de l'UEE est interdite (huit catégories de produits);
- ii. les marchandises dont l'importation et l'exportation à destination ou en provenance du territoire douanier de l'UEE sont assujetties à une procédure de permis (20 catégories de produits);
- iii. les marchandises visées par une interdiction ou des restrictions (respectivement, une et quatre catégories de produits) s'appliquant uniquement à certains États membres de l'UEE (voir l'annexe 3);
- iv. les prescriptions spécifiques en matière d'importation/d'exportation/de transit s'appliquant aux marchandises relevant des points i. à iii. ci-dessus; et
- v. l'institution chargée de l'administration des mesures. Dans tous les cas, la décision indique que l'administration doit se faire conformément à la législation nationale.

Les listes de marchandises figurent à l'annexe 3. Elles incluent les substances appauvrissant la couche d'ozone, les déchets dangereux, les produits munis d'un système de cryptage, les pierres précieuses et métaux précieux, le gaz, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les biens culturels et les marchandises soumises à des droits d'importation/d'exportation exclusifs, etc.

3.2.2.1 Prohibitions et restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation

3.28. Des disciplines sur les "Prohibitions et restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation de marchandises" figurent à la section III du Protocole sur les mesures non tarifaires. Les prohibitions à l'importation et les restrictions quantitatives sont interdites, sauf dans des circonstances exceptionnelles (paragraphe 12 du Protocole sur les mesures non tarifaires) ou disposition contraire du Traité (exceptions générales, sauvegardes liées à la balance des paiements). Les "circonstances exceptionnelles" sont similaires à celles énoncées à l'article XI du GATT de 1994: restrictions à l'exportation appliquées pour remédier à une situation critique due à

²¹ La liste de l'UEE est simplement une réapprobation de la liste de l'union douanière appliquée depuis 2012 (Décision n° 134/12 du Collège de la CEE et mises à jour ultérieures), qui était elle-même basée sur la liste de l'union douanière de 2009 (Décision n° 132/09). La version en russe de la décision est disponible à l'adresse suivante: https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0139921/clcd_22042015_30.

une pénurie, restrictions à l'importation et à l'exportation pour l'application de normes et restrictions à l'importation pour les produits de la pêche. L'obligation du GATT de ne pas réduire les importations totales par rapport à la production nationale n'apparaît cependant pas dans les disciplines de l'UEE.

3.29. Les restrictions à l'exportation de produits agricoles pour cause de pénurie critique tiennent compte de l'incidence sur la sécurité alimentaire des pays tiers; elles sont notifiées au préalable à l'OMC et, sur demande d'un pays importateur, des renseignements additionnels sont fournis et des consultations sont organisées. Les pays ayant un intérêt important dans le produit visé par la restriction quantitative, définis comme représentant au moins 5% des importations ou des exportations, respectivement, ont le droit d'engager des consultations (paragraphe 15 du Protocole sur les mesures non tarifaires).

3.30. Les restrictions quantitatives à l'importation ne peuvent viser que les marchandises originaires de tierces parties. L'imposition sélective de restrictions quantitatives à l'encontre de tierces parties est interdite, sauf si elles sont conformes aux accords internationaux (paragraphe 13 du Protocole sur les mesures non tarifaires).

3.31. L'introduction de restrictions quantitatives autorisées est réglementée par les contingents à l'exportation/l'importation, qui peuvent être accordés ou non par la Commission à certains pays; les disciplines pertinentes figurent dans la section III du Protocole sur les mesures non tarifaires. Des renseignements concernant le montant des contingents, leur attribution par pays ainsi que leur calendrier d'application sont publiés. Si des contingents à l'importation sont attribués par pays, la Commission tient des consultations avec l'ensemble des "fournisseurs importants" de pays tiers, qui sont définis comme ayant une part dans les importations de cette marchandise sur le territoire de l'UEE d'au moins 5%. En l'absence d'accord suite aux consultations, la Commission est chargée de la répartition du contingent en tenant compte des volumes de la période précédente, généralement les trois années précédentes pour lesquelles des statistiques sont disponibles. Aucune condition ou formalité susceptible d'empêcher l'utilisation des contingents n'est imposée (paragraphe 17 à 21 du Protocole sur les mesures non tarifaires). Sur demande d'un pays tiers intéressé, la Commission tient des consultations sur la nécessité de redistribuer les contingents, la modification de la période précédente ou la suppression des conditions ou formalités liées à la répartition des contingents.

3.32. La Commission est également chargée de la répartition des contingents entre les États membres et les acteurs du commerce extérieur. Les principes fondamentaux régissant la répartition des contingents prévoient le traitement égal des acteurs du commerce extérieur et l'absence de discrimination sur la base de la structure du capital, du lieu d'enregistrement et de la part de marché détenue (paragraphe 16 et 23 du Protocole sur les mesures non tarifaires).

3.33. Enfin, la Commission fournit aux pays tiers intéressés des renseignements concernant l'ordre de répartition des contingents, le mécanisme de répartition entre les acteurs du commerce extérieur et le volume de contingents soumis à licences, et publie des renseignements sur les contingents futurs.

3.2.2.2 Contingents tarifaires

3.34. Les conditions et le mécanisme d'application des contingents tarifaires pour certains produits agricoles sont énoncés à l'article 44 du Traité de l'UEE et à la section III du "Protocole sur la réglementation tarifaire commune", figurant à l'annexe 6 du Traité. Des contingents tarifaires sont appliqués aux importations de viandes de bœuf, de porc et de volaille, et de lactosérum et lactosérum modifié (voir l'annexe 4). Tous les ans, la Commission adopte une décision concernant les volumes des contingents tarifaires pour chaque État membre de l'UEE pour l'année suivante²² (Décisions du Collège de la Commission suivantes: pour les contingents de 2015, n° 131/14

²² Disponibles à l'adresse suivante: "https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0044084/clcd_20082014_131"; https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0044504/clcd_14102014_189; https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0148316/clcd_20082015_99; https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0138745/clcd_14102015_134"; https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01316122/clcd_22062016_76; https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01411091/clcd_31082016_97; https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01316137/clcd_31082016_98"; https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01314646/clcd_21082017_97; https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01414643/clcd_21082017_96.

et n° 134/15; pour les contingents de 2016: n° 99/15, n° 134/15 et n° 76/16; pour les contingents de 2017: n° 97/16 et n° 98/16; et pour les contingents de 2018: n° 96/17 (contingent tarifaire pour le Viet Nam) et n° 97/17. Ils sont administrés par les États membres de l'UEE conformément à leurs législations nationales respectives. Les tarifs contingentaires et les tarifs hors contingent sont précisés dans le TEC.

3.35. Les contingents tarifaires ne sont autorisés qu'en cas de pénurie, c'est-à-dire si le volume de la consommation dépasse celui de la production de produits similaires sur le territoire douanier de l'UEE. Plus précisément:

- a. le volume du contingent tarifaire ne peut pas dépasser la différence entre la consommation et la production intérieures;
- b. les contingents tarifaires sont assortis de délais précis;
- c. si la Commission décide de procéder à l'attribution prédéfinie de contingents tarifaires, l'ensemble des pays tiers intéressés en est informé; et
- d. des renseignements sur tous les éléments susmentionnés, y compris le taux contingentaire, sont fournis aux pays tiers intéressés.

3.36. Les disciplines relatives aux contingents tarifaires sont les suivantes (section III de l'annexe 6):

- a. attribution de contingents tarifaires à des États membres de l'UEE:
 - i. s'agissant des importateurs, l'attribution est basée sur l'égalité d'accès et la non-discrimination en termes de structure du capital, de lieu d'enregistrement et la part de marché détenue (paragraphe 8);
 - ii. s'agissant des volumes des États membres, l'attribution se fait en fonction du ratio dans le calcul de pénurie. Dans le cas des États membres de l'UEE qui sont aussi des Membres de l'OMC, le volume peut être établi en fonction de leurs engagements dans le cadre de l'OMC (paragraphe 9)²³;
- b. attribution de contingents tarifaires à des tierces parties:
 - i. attribution par la Commission ou par un État membre;
 - ii. l'attribution est basée sur les résultats de consultations avec les "principaux fournisseurs" (paragraphe 10). Si cela n'est pas possible, l'attribution tient compte des volumes d'exportation des tierces parties au cours des trois années précédentes pour lesquelles des données sur le volume réel des importations sont disponibles (ou, si cela n'est pas possible, sur la base d'une évaluation de la "répartition la plus probable" du volume d'importation);
- c. autres éléments (paragraphe 11 à 14):
 - i. aucune condition et/ou formalité empêchant les pays tiers d'utiliser totalement les contingents tarifaires attribués ne peut être établie;
 - ii. sur demande d'un pays tiers intéressé par la fourniture de biens, la Commission: mène des consultations sur une éventuelle réattribution de contingents tarifaires, la modification de la période choisie et toute disposition établie de manière unilatérale

²³ Lors de son accession à l'OMC, la Fédération de Russie a consolidé six contingents tarifaires pour les produits suivants: viande de bœuf fraîche ou réfrigérée; viande de bœuf congelée; viande de porc fraîche, réfrigérée ou congelée; déchets de porc; viande de volaille fraîche, réfrigérée ou congelée; et lactosérum, modifié ou non. Le Kazakhstan a également consolidé deux contingents tarifaires lors de son accession à l'OMC pour les produits suivants: viande de bœuf fraîche, réfrigérée ou congelée; et viande de volaille fraîche, réfrigérée ou congelée.

concernant l'utilisation du contingent tarifaire; fournit des renseignements concernant la méthode et les procédures d'attribution des contingents tarifaires aux participants au commerce extérieur (ci-après les "négociants") et le volume du contingent tarifaire assujéti à licence; et publie des renseignements sur le volume total et la quantité de marchandises destinés à l'approvisionnement dans le cadre du volume contingentaire ainsi que les dates de début et de fin, y compris toutes modifications qui y sont apportées; et

- iii. la Commission ne peut pas exiger l'utilisation de licences pour l'importation de marchandises en provenance d'un pays tiers spécifique, sauf dans les cas où des contingents tarifaires ont été attribués à des pays tiers.

3.37. L'annexe 4 de cette présentation factuelle fournit des renseignements supplémentaires sur les contingents tarifaires dans le cadre du Traité de l'UEE.

3.2.2.3 Droits exclusifs

3.38. Sur la base des propositions des États membres, la Commission identifie les marchandises visées par un droit exclusif à l'exportation et/ou l'importation, ainsi que les procédures devant être appliquées par les États membres pour déterminer quels négociants bénéficient du droit (section IV du Protocole sur les mesures non tarifaires et figurant dans la liste visée au paragraphe 3.27. ci-dessus). Il s'agit:

- a. pour la Fédération de Russie, des exportations de gaz;
- b. pour le Bélarus, des exportations d'engrais potassiques (minéraux et chimiques); et des importations d'alcool, de tabac brut et de produits du tabac.

3.39. Les acteurs du commerce extérieur titulaires de licences exclusives délivrées par l'organisme compétent sont ainsi autorisés à importer/exporter les marchandises concernées. La liste des négociants bénéficiant de droits exclusifs est publiée sur le site Web officiel de la Commission; en avril 2018, aucune liste de ce type n'avait été établie. Ces négociants doivent mener leurs activités de manière non discriminatoire, guidés uniquement par des considérations d'ordre commercial, y compris les conditions d'achat ou de vente. Conformément aux pratiques commerciales habituelles, des possibilités adéquates de participer à ces achats ou ventes sont ménagées aux organisations de pays tiers.

3.2.2.4 Licences

3.40. Le régime de licences automatiques, servant au suivi du commerce extérieur au sein de l'Union, est soumis aux disciplines de la section V du Protocole sur les mesures non tarifaires. L'initiative de mettre en œuvre des licences automatiques émane d'un État membre ou de la Commission. Les marchandises soumises à licence automatique figurent dans la Liste commune des marchandises mentionnée plus haut. Le commerce de marchandises soumises à licence automatique s'effectue sur la base de permis d'importation/d'exportation (section V du Protocole sur les mesures non tarifaires).

3.41. Les licences d'importation/d'exportation – uniques, générales ou exclusives – sont délivrées aux négociants par l'organisme compétent de l'État membre. Les licences sont applicables aux exportations/importations de marchandises soumises à des restrictions quantitatives, des droits exclusifs, des procédures de permis, des contingents tarifaires et des contingents à l'importation appliqués à titre de mesures spéciales de sauvegarde. Les licences générales et exclusives sont délivrées dans les cas prévus par la Commission. Les licences délivrées par l'organisme compétent d'un État membre sont reconnues par tous les États membres. Des règles détaillées sur le fonctionnement du régime de licences sont définies dans l'annexe au Protocole sur les mesures non tarifaires.

3.42. Sauf lorsqu'elles sont attribuées à des pays tiers, les licences ne peuvent pas être liées à un pays (paragraphe 24 du Protocole sur les mesures non tarifaires).

3.2.3 Autres mesures liées aux exportations

3.43. Aucun droit d'exportation en s'applique aux échanges entre les parties.

3.44. S'agissant des échanges avec les pays tiers, l'UEE ne dispose pas de réglementation commune relative aux droits d'exportation; les États membres sont par conséquent libres d'appliquer unilatéralement des droits d'exportation conformément à leurs législations nationales respectives et à leurs engagements internationaux.

3.45. Début 2018, les trois parties appliquaient des droits d'exportation:

- a. La Fédération de Russie applique des droits d'exportation sur environ 200 lignes au niveau des positions à 10 chiffres. Les droits visant 495 autres lignes ont été éliminés au moment de l'accession à l'OMC²⁴;
- b. le Kazakhstan applique des droits d'exportation sur 148 lignes.²⁵ Lors de son accession à l'OMC, le Kazakhstan a procédé à la consolidation, parfois assortie d'engagements de réduction ou d'élimination progressive, des droits d'exportation sur 370 lignes (partie V, section A de sa Liste). En outre, dans l'éventualité où l'UEE déciderait de mettre en place une politique commune sur les droits d'exportation, le Kazakhstan s'est également engagé à aligner ses droits d'exportation sur les taux les plus bas appliqués par la Fédération de Russie concernant 556 lignes (partie V, section B de sa Liste); et
- c. le Bélarus applique des droits d'exportation sur quelques lignes, y compris le pétrole.²⁶

3.46. L'UEE envisage d'élaborer une série de mesures visant au développement des exportations – en particulier, une assurance et une garantie de crédits à l'exportation, l'introduction d'un étiquetage commun pour les produits de l'UEE et leur promotion (article 41). Dans ce contexte, un forum annuel – la "semaine eurasiatique" – est organisé en alternance sur le territoire de chacun des États membres. Ce forum vise à renforcer l'intégration, la promotion des exportations et les activités d'exposition des États membres de l'UEE.

3.2.4 Redevances et impositions à l'importation et à l'exportation

3.47. En vertu de l'article 47 du Code des douanes de l'UEE, les redevances douanières relèvent de la compétence individuelle des États membres. Leur montant ne peut pas dépasser les frais estimés engagés par les autorités douanières pour la réalisation des actes sur lesquels portent les redevances douanières. Les conditions relatives à leur paiement ainsi qu'à toute exemption applicable sont énoncées dans le Code ou dans la législation nationale.

3.48. Dans le cadre du commerce intrarégional, les marchandises ne sont pas assujetties au paiement des redevances et impositions liées à l'importation.

3.2.5 Incidence générale de la formation de l'UEE

3.49. Lors de l'accession de la Fédération de Russie, l'union douanière, y compris son TEC, était déjà en vigueur. Au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, la Fédération de Russie était le seul membre initial à être également Membre de l'OMC. Depuis, le Kazakhstan est devenu Membre et le Bélarus est en cours d'accession.

3.50. L'adhésion de l'Arménie et de la République kirghize à l'UEE est intervenue en 2015, année de création de l'UEE – respectivement en janvier et août.

²⁴ Voir les paragraphes 3.93 et 3.94 du document WT/TPR/S/345/Rev.1.

²⁵ Conformément à l'Ordonnance n° 81 du Ministre de l'économie nationale de la République du Kazakhstan du 17 février 2016. Voir <http://adilet.zan.kz/rus/docs/V1600013217>.

²⁶ Les droits à l'exportation sont appliqués aux graines de navette ou de colza, même concassées; aux huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux et aux produits pétroliers; aux engrais minéraux ou chimiques, potassium; aux cuirs et peaux bruts; aux cuirs et peaux tannés ou en croûte; au bois de chauffage; aux bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris; aux bois feuillards; aux bois sciés ou dédossés longitudinalement.

3.51. Étant donné la proximité entre l'établissement de l'UEE et les deux adhésions successives, le Secrétariat calculera l'incidence de la formation de l'UEE avec les cinq États membres. Le calcul de l'incidence générale a été distribué dans un document distinct (document WT/REG358/2).

3.3 Règles d'origine

3.52. Conformément aux principes de fonctionnement de l'UEE, dans le commerce intrarégional, l'origine des marchandises n'est pas contrôlée.

3.53. Les articles 36 et 37 du Traité de l'UEE (règles de l'USTP et commerce en régime NPF, respectivement) et l'article 37 (règles NPF) établissent des règles d'origine communes pour les marchandises importées sur le territoire de l'UEE. En attendant l'adoption de règles par l'UEE:

- a. l'Accord sur les règles d'origine des marchandises provenant de pays en développement et de pays moins avancés conclu le 12 décembre 2008 par la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie s'applique au commerce relevant de l'USTP (article 102:3); et
- b. l'Accord sur les règles communes pour la détermination du pays d'origine des marchandises conclu le 25 janvier 2008 par la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie s'applique au commerce en régime NPF (article 102:4).²⁷

3.54. Les règles d'origine NPF sont utilisées dans l'application du TEC, des mesures non tarifaires, des mesures de défense commerciale, de l'étiquetage, des marchés publics et à des fins statistiques. Au-delà des marchandises entièrement obtenues, les règles d'origine générales non préférentielles constituent un changement de position tarifaire; la valeur ajoutée et les critères d'essai technique peuvent également être utilisés. Les opérations de base (mélange, abattage des animaux, préparation pour la vente et emballage des marchandises) ne sont pas considérées comme une transformation substantielle.

3.55. Les règles d'origine de l'USTP limitent les matières non originaires à 50% du produit exporté. L'évaluation des matières importées est basée sur la valeur douanière tandis que celle des produits exportés est basée sur le prix sortie usine.

3.4 Dispositions réglementaires relatives au commerce des marchandises

3.4.1 Normes²⁸

3.56. Les dispositions du Traité de l'UEE et les décisions relatives à l'élaboration et à l'application d'obstacles techniques au commerce (OTC), de procédures d'évaluation de la conformité et de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont basées sur les éléments suivants:

- a. l'interaction entre les États membres et les organismes supranationaux, en particulier au sein du Comité consultatif sur la réglementation technique et l'application des mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires (ci-après le "Comité consultatif");
- b. un "auteur" désigné – un État membre ou la Commission – dirige la discussion sur un projet de mesures OTC et SPS particulier au sein du groupe de travail. Le groupe de

²⁷ Notifiées à l'OMC, voir G/RO/N/84 et Corr.1. L'Accord du 25 janvier 2008 sur les règles communes pour la détermination du pays d'origine des marchandises et l'Accord du 12 décembre 2008 sur les règles d'origine pour les marchandises provenant des pays en développement et des PMA sont disponibles en ligne, voir respectivement http://www.eurasiancommission.org/ru/act/trade/dotp/commonSytem/Documents/CU_Agreement_on_ROO.pdf (règles d'origine non préférentielles) et http://ptadb.wto.org/docs/Russia_GSP/Rules_of_origin.doc et http://ptadb.wto.org/docs/Russia_GSP/Decision_130.doc pour les règles d'origine du Système unifié de préférences tarifaires.

²⁸ Nombre des décisions mentionnées dans cette section, certaines sous forme consolidée, sont disponibles en anglais sur le site Web de la Commission – voir l'annexe 5 de cette présentation factuelle et <http://www.eurasiancommission.org/en/act/txnreg/Pages/acts.aspx>.

travail est composé de représentants des États membres ayant une expertise technique et administrative spécifique²⁹;

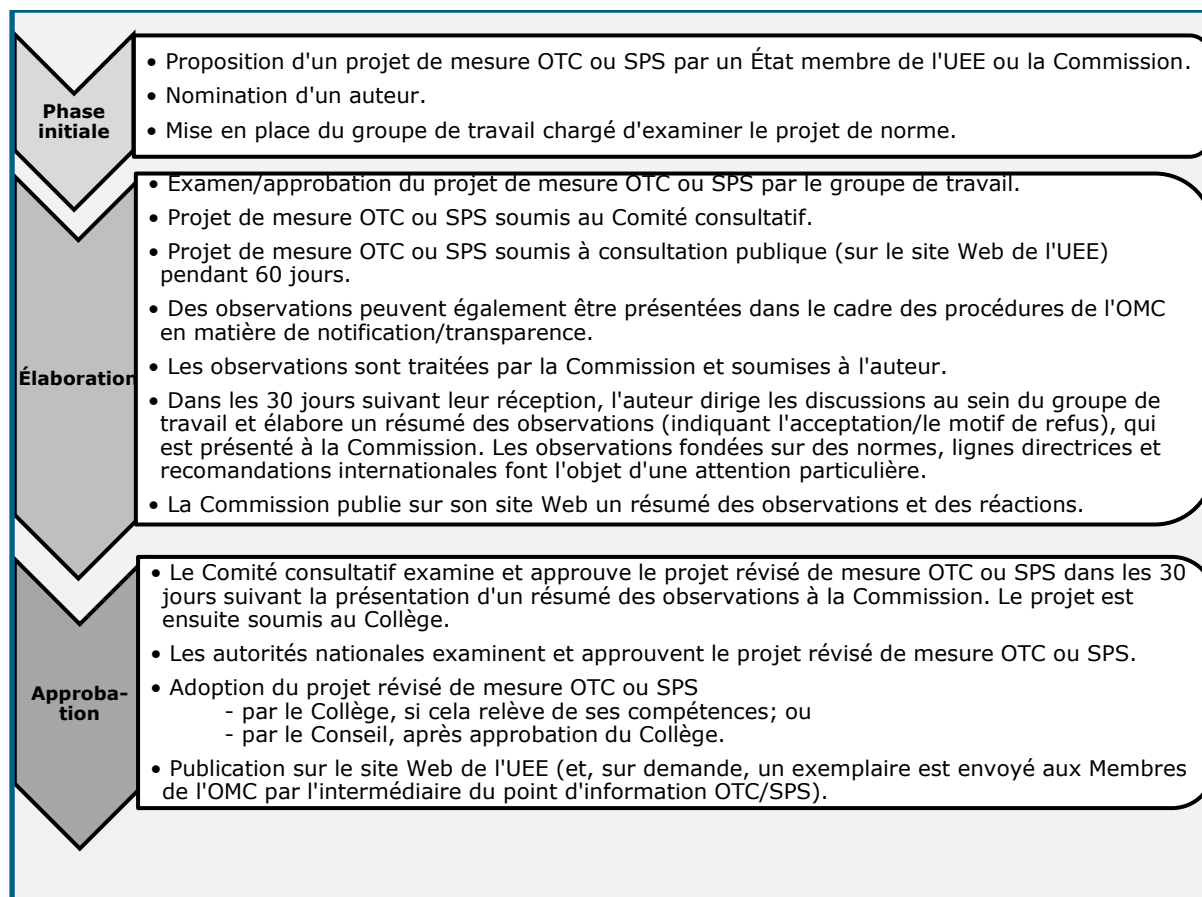
- c. la possibilité pour le public de présenter des observations sur les projets de mesures OTC et SPS³⁰; et
- d. les mesures OTC et SPS communes de l'UEE sont approuvées par la Commission – le Collège ou le Conseil, en fonction du thème (voir le paragraphe 3.69. ci-dessous). Le Conseil a le droit d'opposer son veto aux décisions adoptées par le Collège. Généralement, l'examen et l'approbation préalables des autorités nationales compétentes sont également nécessaires.

3.57. Le Comité consultatif est un organe consultatif du Collège élaborant des propositions de règlements techniques et de mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires sur la base des positions concertées des organes compétents des États membres de l'UEE. Des sous-comités de normalisation et d'harmonisation des mesures sont établis dans le cadre du Comité consultatif. La figure 3.1 résume les étapes d'adoption des mesures OTC et SPS communes de l'UEE.

3.58. Les points nationaux d'information sur les règlements techniques et les mesures sanitaires et phytosanitaires des États membres de l'UEE sont les suivants: l'Institut national de normalisation et de certification (BelGISS) du Bélarus, www.nicwto.by, courriel info@nicwto.by; le Département du commerce extérieur du Ministère de l'économie nationale de la République du Kazakhstan, courriel wto.kaz.ntf@gmail.com; et, pour la Fédération de Russie, le Ministère de l'industrie et du commerce concernant la réglementation technique (Minpromtorg), <http://minpromtorg.gov.ru/> et <http://minpromtorg.gov.ru/en/>, le Ministère de l'agriculture concernant les mesures vétérinaires et phytosanitaires, <http://mcx.ru/> et <http://mcx.ru/en/about/>, ainsi que le Service fédéral de la protection des droits des consommateurs et du bien-être des personnes (Rospotrebnadzor) concernant les mesures sanitaires <https://rospotrebnadzor.ru.com/> et <http://rospotrebnadzor.ru/en/>.

²⁹ Les fonctions et interactions des groupes de travail et du Comité consultatif sont définies par deux règlements: "relatif aux groupes de travail et aux groupes d'experts chargés des questions SPS et OTC" – Décision du 3 octobre 2013 du Ministre de la réglementation technique – Membre du Collège de la CEE, et "relatif au Comité consultatif sur la réglementation technique et l'application des mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaire" – Décision du Collège n° 161/12.

³⁰ Voir <http://www.eurasiancommission.org/en/act/txnreg/depsanmer/publ/Pages/default.aspx> pour les normes SPS et <http://www.eurasiancommission.org/en/act/txnreg/deptexreg/tr/Pages/projectsPublic.aspx> pour la réglementation technique.

Figure 3.1 Procédures pour l'adoption de mesures OTC et SPS communes de l'UEE

3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.59. Les dispositions sanitaires et phytosanitaires figurent à la section XI et à l'annexe 12 du Traité de l'UEE (Protocole sur l'application des mesures sanitaires et vétérinaires et des mesures de quarantaine sanitaire et phytosanitaire, ci-après "Protocole SPS"). Les décisions de la Commission de l'Union douanière ou de l'UEE réglementent plus précisément ces mesures.

3.60. Le Traité établit une politique SPS coordonnée pour l'Union. Les États membres conservent toutefois le droit d'appliquer des mesures SPS temporaires, par exemple en cas de risque justifié lié à certains produits importés. Le Traité prévoit que les procédures d'échange d'informations entre les organismes habilités des États membres de l'UEE en vue de l'application de mesures SPS temporaires doivent être élaborées par la Commission (article 56.4). Ces procédures, adoptées par la Décision n° 149 du Conseil de l'UEE du 16 mai 2016, fixent les délais impartis pour informer les autres États membres de l'UEE sur une mesure SPS temporaire et prévoient que l'État membre qui introduit la mesure doit fournir une description de la mesure et indiquer la raison de son application et la date à laquelle elle sera appliquée.³¹

3.61. L'article 57 du Traité prévoit que les prescriptions sanitaires communes de l'UEE relevant de la réglementation technique doivent être incluses. En outre, les mouvements de certaines catégories de produits peuvent être soumis à des procédures d'évaluation de la conformité, menées au moment de l'enregistrement auprès des autorités compétentes des États membres (paragraphe 4 du Protocole SPS). La liste des produits soumis à un enregistrement par l'État a été adoptée par la décision n° 299 de la Commission de l'Union douanière du 28 mai 2010.³²

³¹ Disponible à l'adresse https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01413079/cncd_15022017_149 (en russe seulement).

³² Décision sur l'application de mesures sanitaires dans l'Union douanière, disponible en anglais à l'adresse https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0045260/cuc_28062010_299.

3.62. Conformément à l'article 56.1 du Traité, les mesures SPS doivent être appliquées en fonction des principes scientifiques et uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour la protection de la vie ou de la santé des êtres humains, des animaux ou des plantes. Les mesures SPS doivent être basées sur les normes internationales et régionales, sauf lorsque leur application sur des critères scientifiques entraîne un niveau de protection plus élevé. En vertu de la Décision n° 721 du 22 juin 2011 de la Commission de l'Union douanière, en l'absence de règles obligatoires au niveau national ou de l'UEE établissant des prescriptions vétérinaires et SPS, les normes, lignes directrices et recommandations de la Commission du Codex Alimentarius, de l'Office international des épizooties et de la Convention internationale sur la protection des végétaux s'appliquent. De plus, ces normes priment sur les règles plus strictes applicables dans l'Union dans la mesure où l'application de ces dernières n'a pas de justification scientifique.

3.63. Les disciplines de l'UEE en matière d'évaluation des risques, telles que définies dans la Décision n° 17 du 11 février 2014 du Collège de la CEE, sont basées sur l'article 5 de l'Accord SPS de l'OMC.³³ Les États membres sont tenus de veiller à ce que les mesures vétérinaires ou SPS se fondent sur une évaluation, selon qu'il est approprié, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, en tenant compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes. Il est également tenu compte des facteurs économiques pertinents, y compris le dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie, les coûts de la lutte ou de l'éradication sur le territoire des États membres et le rapport coût-efficacité relatif à d'autres approches qui permettraient de limiter les risques.

3.64. Chaque État membre de l'UEE est tenu de reconnaître les certificats vétérinaires établis selon un formulaire uniforme (certificat vétérinaire commun) par les autres États membres (article 58:6 du Traité). Les produits réglementés présentant un risque phytosanitaire élevé (voir ci-après) qui sont importés sur le territoire douanier de l'Union doivent être accompagnés d'un certificat phytosanitaire lorsqu'ils sont importés dans l'Union ou sont transportés dans celle-ci (paragraphe 23 du Protocole SPS).

3.65. Les disciplines de l'UEE sont appliquées sur la base de la Décision n° 317 du 18 juin 2010 de la Commission de l'Union douanière (telle que modifiée) sur l'application des mesures vétérinaires et sanitaires dans l'Union douanière, de la Décision n° 318 du 18 juin 2010 sur la phytoquarantaine dans l'Union douanière et de la Décision n° 299 du 28 mai 2010 sur l'application des mesures sanitaires dans l'Union économique eurasiatique, qui établissent les éléments suivants:

- a. des listes communes des marchandises soumises à un contrôle vétérinaire et un contrôle quarantenaire phytosanitaire – comprenant respectivement 109 et 125 groupes de produits³⁴ (voir le tableau A6.1 à l'annexe 6) – sur lesquels 81 sont considérés comme présentant des risques phytosanitaires élevés, et les 44 autres comme présentant un risque phytosanitaire faible (voir le tableau A6.2 à l'annexe 6);
- b. une réglementation commune en matière de procédures de contrôle vétérinaire et phytosanitaire aux frontières extérieures de l'UEE ainsi que sur son territoire douanier, telle que modifiée pour la dernière fois par les Décisions du Conseil de la CEE n° 93 du 23 novembre 2015 et n° 10 du 17 mars 2017, respectivement;
- c. des procédures communes pour les inspections conjointes et les échantillonnages soumis à un contrôle vétérinaire, telles que modifiées par la Décision n° 834 du 18 octobre 2011 de la Commission de l'Union douanière et par la Décision n° 94 du 9 octobre 2014 du Conseil de la CEE;

³³ La Décision n° 17 du 11 février 2014 modifie la Décision n° 835 du 18 octobre 2011 de la Commission de l'Union douanière sur l'équivalence des mesures sanitaires, vétérinaires ou phytosanitaires et la réalisation des évaluations des risques. Ces décisions sont disponibles, en russe uniquement, aux adresses suivantes: https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0044949/cuc_21102011_835 et "https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0044176/clcd_11022014_17".

³⁴ Les codes du SH figurent à l'annexe 6. Toutefois, pour dresser un tableau complet des produits concernés, il convient de consulter les codes du SH ainsi que les descriptions des produits. Ces dernières figurent aux appendices pertinents des Décisions n° 317 du 18 juin 2010 et n° 318 du 18 juin 2010.

- d. une liste de prescriptions vétérinaires communes – y compris les pièces justificatives (certificat/passeport vétérinaire) et le permis d'importation – pour 110 groupes de produits soumis à un contrôle vétérinaire. Dans le cas de plusieurs groupes de produits, cette dernière prescription ne s'applique qu'au Bélarus (les prescriptions communes sont alignées sur les engagements pris par la Fédération de Russie dans le cadre de son accession à l'OMC; au moment de son accession à l'OMC, le Kazakhstan a pris les mêmes engagements); et
- e. en outre, des formulaires communs pour les certificats vétérinaires sont prévus pour 41 produits contrôlés lorsque ceux-ci sont importés sur le territoire de l'UEE en provenance de pays tiers (Décision n° 607 de la Commission de l'Union douanière du 7 avril 2011). Cette décision a été modifiée à plusieurs reprises pour harmoniser les certificats vétérinaires avec les normes, recommandations et lignes directrices internationales.³⁵
- f. une liste commune de produits soumis à une surveillance (contrôle) sanitaire et épidémiologique à la frontière et sur le territoire de l'UEE;
- g. des prescriptions communes en matière sanitaire et épidémiologique et en matière d'hygiène applicables aux marchandises soumises à un contrôle sanitaire et épidémiologique (contrôle);
- h. un formulaire commun attestant de la sécurité sanitaire des produits (formulaire commun pour le certificat d'enregistrement); et
- i. un règlement sur la procédure de contrôle sanitaire et épidémiologique des personnes et des véhicules franchissant les frontières de l'UEE, et des marchandises soumises à un contrôle franchissant les frontières de l'UEE pour entrer sur son territoire douanier.

3.66. Sauf dans les cas indiqués aux points b. et e. plus haut, tous ces éléments s'appliquent de manière égale au commerce intérieur et extérieur de l'Union.

3.67. En l'absence de prescriptions vétérinaires communes de l'UEE, des certificats bilatéraux peuvent être élaborés sur la base d'une position commune de l'UEE, conformément aux normes, lignes directrices et recommandations internationales. Lorsqu'il existe des prescriptions vétérinaires communes, les exportateurs peuvent choisir d'utiliser le formulaire commun de certificat vétérinaire de l'UEE ou un certificat d'exportation bilatéral reflétant les conditions particulières du pays exportateur. Des certificats d'exportation bilatéraux différant du certificat commun et des prescriptions de l'UEE peuvent être négociés entre les autorités compétentes des États membres et un pays exportateur (Décision n° 726 du 15 juillet 2011 sur les mesures vétérinaires), à condition que: le pays exportateur ait présenté une telle demande substantielle avant le 1^{er} janvier 2013; le certificat garantisse un niveau de protection adéquat, tel que défini par les États membres de l'UEE; et ses conditions et exigences ne soient pas moins favorables que celles prévues par un traité international conclu avant le 1^{er} juillet 2010 entre l'État membre de l'UEE concerné et le pays exportateur.

3.68. En attendant qu'un nouveau certificat vétérinaire applicable dans l'ensemble de l'UEE entre en vigueur, la durée de validité des certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux paraphés par l'un des États membres de l'UEE avec des tierces parties avant le 1^{er} juillet 2010 ou entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} décembre 2010, ainsi que toute modification ultérieure de ces certificats, est prorogée jusqu'à ce qu'un certificat d'exportation soit convenu entre l'UEE et une tierce partie sur la base des positions concertées de tous les autres États membres de l'Union, sous réserve qu'un organisme habilité d'un État membre de l'UEE ait reçu une demande appropriée avant le 1^{er} janvier 2013.

³⁵ Telle que modifiée par les Décisions n° 832 du 18 octobre et n° 892 du 9 décembre 2011 de la Commission de l'Union douanière; les Décisions n° 262 du 4 décembre 2012, n° 308 du 25 décembre 2012, n° 193 du 10 septembre 2013, n° 245 du 29 octobre 2013 et n° 19 du 11 février 2014 du Collège de la CEE; et les Décisions n° 95 du 9 octobre 2014, n° 252 du 24 décembre 2014, n° 161 du 8 décembre 2015, n° 15 du 2 février 2016, n° 64 du 7 juin 2016 et n° 61 du 30 mai 2017 du Conseil de la CEE.

3.69. Les compétences de la Commission en matière d'adoption de normes et d'introduction de modifications et d'addenda sont résumées dans le tableau 3.7.

Tableau 3.7 Compétences de la Commission concernant les mesures SPS et vétérinaires

Conseil	Collège
Listes communes de marchandises soumises à une surveillance sanitaire et épidémiologique, et à un contrôle vétérinaire et phytosanitaire de quarantaine	Prescriptions vétérinaires communes et formulaires communs relatifs aux certificats vétérinaires
Règlement concernant le contrôle sanitaire et épidémiologique	Prescriptions sanitaires communes
Règlement établissant un système commun d'inspection conjointe d'objets et d'échantillonnage de marchandises soumis à un contrôle vétérinaire	Formulaire commun de certificat d'enregistrement des produits
Règlement concernant la procédure commune de contrôle vétérinaire	Toutes les autres questions
Règlement concernant la procédure commune de contrôle phytosanitaire de quarantaine	
Prescriptions phytosanitaires communes en matière de quarantaine	
Liste commune d'organismes quarantenaires	
Règles et normes communes sur la phytoquarantaine	

Source: Traité de l'UEE et instruments juridiques de l'UEE.

3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce

3.70. La section X et l'annexe 9 (Protocole sur la réglementation technique) du Traité régissent les obstacles techniques au commerce. Deux questions s'y rapportant – harmonisation des mesures et accréditation des organismes d'évaluation de la conformité – font l'objet des annexes 10 et 11 du Traité, respectivement.

3.71. La réglementation technique de l'UEE vise à protéger la vie et la santé des personnes et des animaux et à préserver les végétaux; à protéger l'environnement; à prévenir les pratiques de nature à induire les consommateurs en erreur; à garantir l'efficacité énergétique et à économiser les ressources (article 52 du Traité).

3.72. Les règlements techniques établissent les prescriptions applicables aux produits et aux procédés liés aux produits – à savoir la conception (y compris la recherche), la fabrication, la construction, l'installation, le réglage, l'exploitation, le stockage, le transport, la vente et le retrait. Tandis que l'utilisation des normes est volontaire, le respect de la réglementation technique est obligatoire et l'utilisation des normes internationales dans l'élaboration des règlements techniques de l'UEE est encouragée (paragraphe 2 et 3 du Protocole sur la réglementation, respectivement).

3.73. Les disciplines de l'UEE en matière de réglementation technique sont basées sur les dispositions de l'Accord OTC de l'OMC, en particulier:

- a. la réglementation technique ne doit pas créer plus d'obstacles au commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime (paragraphe 1 16) de l'article 51 du Traité de l'UEE);
- b. l'harmonisation des règlements techniques avec les normes internationales pertinentes (paragraphe 3 du Protocole sur la réglementation technique), sauf si, conformément à l'article 2.4 de l'Accord OTC de l'OMC, celles-ci sont "inefficaces ou inapproprié[e]s pour réaliser les objectifs légitimes recherchés";
- c. l'harmonisation des procédures d'évaluation de la conformité avec les normes, lignes directrices ou recommandations pertinents des organismes internationaux de normalisation;
- d. la création d'un point d'information unique pour les questions SPS et OTC;
- e. la transparence dans l'élaboration des règlements techniques (Décision n° 48/12 du Conseil);

- f. les procédures d'évaluation de la conformité sont basées sur les principes de non-discrimination entre les produits nationaux et les produits importés et parmi les fournisseurs de produits importés en termes de procédures et de commissions; de proportionnalité des procédures par rapport au niveau de risque; de transparence et de prévisibilité des procédures et de protection de la confidentialité; et
- g. la notification à l'OMC d'un projet de règlement technique qui affecterait le commerce international intervient au même moment que sa publication aux fins des consultations publiques, lesquelles ont une durée d'au moins 60 jours civils.

3.74. Les dispositions du traité de l'UEE et les décisions visent à la réalisation des éléments suivants:

- a. harmonisation de la législation nationale dans le domaine de la réglementation technique;
- b. adoption des règlements techniques de l'UEE établissant les prescriptions obligatoires pour les produits et les méthodes de production;
- c. procédures communes d'élaboration des règlements techniques sur le territoire de chaque État membre de l'UEE;
- d. harmonisation des normes et utilisation des normes internationales pertinentes comme base de l'élaboration des règlements techniques;
- e. application des règles et modalités communes en matière d'évaluation de la conformité;
- f. réalisation d'évaluations conjointes de la conformité des produits;
- g. accréditation des organismes d'évaluation de la conformité; et
- h. cohérence des politiques en matière de traçabilité des mesures.

3.75. En attendant l'harmonisation totale, trois systèmes coexistent: un système national, un système basé sur la reconnaissance mutuelle et enfin le système harmonisé de l'UEE. Les paragraphes ci-dessous décrivent ces différents systèmes ainsi que les progrès accomplis jusqu'en janvier 2018. Les disciplines les plus récentes relatives à l'importation des marchandises soumises à des prescriptions obligatoires figurent dans la Décision n° 294/12 du Collège.³⁶

3.76. Les produits pour lesquels des règlements techniques doivent être élaborés figurent dans la liste commune des produits approuvée par la Décision n° 526/11 de la Commission de l'Union douanière, telle que modifiée par la Décision n° 102/12 de la Commission de l'UEE, qui inclut 66 groupes de produits (voir le tableau A6.3 à l'annexe 6). Dans la pratique, les règlements techniques adoptés au niveau de l'UEE prennent directement effet sur son territoire (article 52.1 du Traité). Les produits pour lesquels un règlement technique est entré en vigueur circulent librement sur le territoire de l'Union, sous réserve que l'évaluation de la conformité requise ait été effectuée. Les prescriptions obligatoires de l'UEE en matière d'étiquetage, telles qu'approuvées par la Commission, s'appliquent également (paragraphe 6 du Protocole sur la réglementation technique). Les prescriptions obligatoires ne peuvent cependant pas s'appliquer aux produits ne figurant pas dans la liste commune.

3.77. Sur ces 66 groupes de produits, 47 avaient été identifiés comme prioritaires pour l'élaboration et l'adoption de règlements techniques de l'UEE (Décision n° 492/10 de la Commission de l'Union douanière). Au 1^{er} mars 2018, 45 règlements techniques de l'UEE avaient été adoptés, sur lesquels 38 étaient entrés en vigueur³⁷; des périodes de transition sont prévues

³⁶ Règlement du 25 décembre 2012 sur les procédures d'importation sur le territoire de l'Union douanière de marchandises (produits) soumises (soumis) à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'Union douanière. Celui-ci remplace les dispositions pertinentes de la Décision n° 319/10 de la Commission de l'Union douanière.

³⁷ Les règlements techniques de l'UEE peuvent être consultés à l'adresse suivante:
<http://www.eurasiancommission.org/ru/act/texnreg/deptexreg/tr/Pages/default.aspx>.

pour permettre aux producteurs, aux importateurs et aux exportateurs de se familiariser avec les nouveaux règlements techniques avant leur application. Une fois ces périodes arrivées à expiration, tout règlement technique national obligatoire appliqué dans les États membres de l'UEE serait aboli.

3.78. En attendant l'adoption des règlements techniques de l'UEE, une liste commune des produits soumis à une évaluation obligatoire de la conformité dans le cadre de l'UEE a été établie (Décision n° 620 du 7 avril 2011 de la Commission de l'Union douanière, telle que modifiée).³⁸ Les produits ne figurant pas dans la liste commune sont soumis à une évaluation obligatoire de la conformité conformément à la législation nationale des États membres de l'UEE. Les produits pour lesquels des règlements techniques de l'UEE ont été adoptés sont exclus de la liste commune.

3.79. En avril 2018, la liste commune ne comportait que 6 groupes (sur les 25 d'origine), divisés en 7 sous-groupes et 46 produits (voir le tableau A6.4 à l'annexe 6).³⁹ La mise en circulation de ces produits est autorisée sur le territoire de l'UEE si les conditions suivantes sont remplies:

- a. prescriptions techniques obligatoires communes;
- b. procédures d'évaluation de la conformité communes;
- c. méthodes d'essai ou de mesure communes, similaires ou comparables;
- d. formulaire obligatoire pour les procédures d'évaluation de la conformité basé sur le niveau de risque que chaque produit présente pour la vie et la santé des personnes – à savoir un certificat, une déclaration de conformité établie sur la base des éléments de preuve obtenus grâce à la participation d'une tierce partie, ou une déclaration de conformité établie sur la base des données communiquées par le requérant lui-même;
- e. délivrance de certificats de conformité et/ou enregistrement des déclarations de conformité sur la base du formulaire commun de l'UEE par les organismes de certification inscrits au Registre commun (voir le paragraphe 3.84 ci-dessous) dans le cas des marchandises produites au sein de l'Union douanière (paragraphe 5 du Protocole sur la réglementation technique). La déclaration de conformité des marchandises étrangères peut être établie sur la base du formulaire commun de l'UEE (approuvé par la Décision n° 319 de 2010 de la Commission de l'Union douanière, telle que modifiée par la Décision n° 77 de 2013 du Collège de la CEE) ou de la déclaration de conformité prévue dans la législation nationale de l'État membre de l'UEE; les formulaires communs sont définis dans la Décision n° 621 de la Commission de l'Union douanière du 7 avril 2011⁴⁰;
- f. libre-circulation sur le territoire de l'UEE (paragraphe 7 du Protocole sur la réglementation technique) sous réserve que le produit a été soumis aux procédures d'évaluation de la conformité sur le territoire de l'un des États membres; que la certification et les essais ont été réalisés respectivement par un organisme d'évaluation de la conformité/un laboratoire d'essais inscrit au Registre commun des organismes d'évaluation de la conformité de l'UEE; et que le produit est accompagné d'un certificat de conformité ou d'une déclaration de conformité, avec le formulaire commun; et

³⁸ Décision n° 620 du 7 avril 2011 de la Commission de l'Union douanière relative à la mise à jour de la Liste unifiée de produits soumis à une évaluation (confirmation) obligatoire de la conformité dans le cadre de l'Union douanière donnant lieu à la délivrance de documents sur la base d'un formulaire commun approuvée en vertu de la Décision n° 319 du 18 juin 2010 de la Commission de l'Union douanière. La Décision n° 69 excluait les "meubles" (chapitre 13) de la liste, ramenant le nombre de "groupes" de produits à 24. Plusieurs décisions ultérieures ont exclu de la Liste unifiée les produits pour lesquels des règlements techniques avaient été adoptés par l'UEE. La toute première liste unifiée avait été établie par la Décision n° 319 du 18 juin 2010 de la Commission de l'Union douanière relative à la réglementation technique au sein de l'Union douanière, telle que modifiée.

³⁹ Appareils d'éclairage; plats; nourriture pour animaux, oiseaux et poissons; produits de nettoyage; appareils sanitaires et allumettes.

⁴⁰ Décision n° 621 du 7 avril 2011 régissant l'application des systèmes-types d'évaluation (confirmation) de la conformité dans les règlements techniques de l'Union douanière.

- g. lorsque le demandeur choisit de démontrer la conformité sur la base de la législation nationale d'un État membre de l'UEE, le produit doit rester sur le territoire de cet État membre.

3.80. Un État membre, soucieux de protéger ses intérêts légitimes, peut appliquer des mesures d'urgence afin d'empêcher la mise en circulation de produits dangereux. Dans ce cas, il informe immédiatement les autres États membres des mesures d'urgence prises et tient des consultations et des négociations sur cette question (paragraphe 9 du Protocole sur la réglementation technique).

3.81. La Commission tient les registres communs de l'UEE suivants sur la base des communications des États membres: Registre commun de l'UEE des organismes de certification et des laboratoires d'essais (ci-après le "Registre commun")⁴¹; le Registre commun des certificats de conformité délivrés; et le Registre commun des déclarations de conformité enregistrées.

3.82. Les documents d'évaluation de la conformité délivrés par les organismes inscrits au Registre commun sont acceptés sur l'ensemble du territoire de l'UEE et leur durée de validité est limitée à cinq ans. La demande d'enregistrement d'une déclaration de conformité peut être présentée par une personne morale, une personne physique enregistrée en tant qu'entrepreneur individuel conformément à la législation nationale des États membres de l'UEE agissant en tant que producteur ou vendeur, ou un représentant autorisé de ces deux catégories de demandeurs.

3.83. Le "Protocole sur la reconnaissance des résultats des travaux d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" (annexe 11 du Traité de l'UEE) établit les principes d'un système commun de reconnaissance mutuelle de l'accréditation au sein de l'UEE, les responsabilités des organismes d'accréditation des États membres de l'UEE et les principes généraux en matière d'accréditation, en attendant l'harmonisation de la législation en matière d'accréditation. Les travaux d'harmonisation se fondent sur les normes internationales; dans l'attente, la reconnaissance mutuelle de l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité est accordée sous réserve que ces organismes se conforment à l'article 54 du Traité de l'UEE (paragraphe 3 de l'annexe 11). L'article 54 relatif à l'accréditation prévoit, entre autres, l'harmonisation des règles d'accréditation avec les normes internationales; l'accès à des procédures d'accréditation volontaires, transparentes, objectives et impartiales garantissant le caractère confidentiel des renseignements obtenus dans le contexte de l'accréditation, l'inadmissibilité du cumul des fonctions d'accréditation et des fonctions d'évaluation de la conformité par le même organisme d'un État membre. L'article 54 inclut également des disciplines visant à éviter toute concurrence entre les organismes d'accréditation des États membres.

3.84. Les missions des organismes d'accréditation des États membres de l'UEE sont les suivantes (paragraphe 4 de l'annexe 11 du Traité de l'UEE):

- a. proposer des modifications nationales au Registre commun de l'UEE;
- b. tenir le registre des organismes d'évaluation de la conformité accrédités et les registres des experts dans le domaine de l'accréditation et des experts techniques;
- c. intégrer les renseignements relatifs aux registres ci-dessus dans le système intégré de renseignements de l'UEE;
- d. donner la possibilité aux représentants des organismes d'accréditation d'effectuer des évaluations comparatives mutuelles dans le but d'établir l'équivalence des procédures appliquées dans les États membres;
- e. statuer sur les recours déposés par les organismes d'évaluation de la conformité; et
- f. statuer sur les plaintes émanant de personnes physiques ou morales des États membres concernant les activités des organismes d'accréditation, ainsi que les activités des organismes d'évaluation de la conformité accrédités.

⁴¹ Voir http://www.eurasiancommission.org/en/docs/Pages/IL_OS.aspx.

3.85. L'application volontaire par les États membres de l'UEE des normes internationales et régionales (et, en leur absence, des normes nationales) figurant dans la "Liste des normes" adoptée par la Commission garantit le respect des prescriptions énoncées dans les règlements techniques de l'UEE (paragraphe 4 du Protocole sur la réglementation technique). Bien que leur application sur une base volontaire soit une condition suffisante pour assurer le respect des prescriptions, le non-respect de ces normes ne signifie cependant pas que les règlements techniques de l'UEE ne sont pas respectés.⁴²

3.86. Conformément au paragraphe 5 de l'article 53 du Traité de l'UEE, la responsabilité en cas de non-respect des prescriptions énoncées dans les règlements techniques ou des procédures d'évaluation de la conformité est établie par la législation de chaque État membre. Un État membre a le droit de prendre toute mesure appropriée quand il constate que des produits ne sont pas conformes aux prescriptions énoncées dans les règlements techniques de l'UEE, y compris l'interdiction de leur mise sur le marché ou leur retrait; les autres États membres sont informés des mesures prises.

3.87. L'article 55 du Traité de l'UEE prévoit l'élaboration d'un "Accord sur les procédures et les conditions d'élimination des obstacles techniques au commerce mutuel avec les pays tiers". Cet accord rendrait possible l'élimination des OTC sur la base des accords internationaux conclus par l'UEE avec des pays tiers. En avril 2018, cet accord n'avait pas été signé. En attendant la conclusion de cet accord, la législation au niveau de chaque État membre s'applique.

3.88. Enfin, les accords suivants sont aussi en cours d'élaboration dans le cadre de l'UEE: "sur les principes et les approches en matière d'harmonisation de la législation des États membres de l'UEE dans le domaine du contrôle (surveillance) par l'État du respect des prescriptions de la réglementation technique de l'UEE", visant à l'application d'approches équivalentes en matière de surveillance des marchés; et "sur les règles et procédures garantissant la sécurité sanitaire des produits en circulation non visés par la réglementation technique", visant à améliorer la sécurité sanitaire des produits.

3.89. L'établissement de l'Union douanière en 2010 a marqué le début du transfert des compétences dans le domaine de la réglementation technique de l'échelon national à l'échelon supranational – initialement à la Commission de l'Union douanière puis à la Commission. Ce point est défini à la section X et aux annexes 9 à 11 du Traité de l'UEE. En particulier, les États membres de l'UEE ont délégué le pouvoir d'établir des prescriptions obligatoires concernant des produits à la Commission et aucune autre prescription obligatoire ne pouvait être imposée au niveau national.

3.90. Le Conseil de la Commission – soumis à la règle du consensus – est chargé de la réglementation générale des processus d'intégration, tandis que le Collège – soumis à la règle de la majorité qualifiée – est l'organe exécutif faisant des propositions en vue d'améliorer l'intégration. Ces compétences sont décrites plus en détail dans le tableau 3.8.

Tableau 3.8 Compétences de la Commission en matière d'OTC

Conseil	Collège
Liste commune des produits soumis à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'UEE (approbation/modifications, procédure d'actualisation de cette liste)	Liste des normes régionales et internationales ou, à défaut, des normes nationales dont l'application volontaire garantit le respect des règlements techniques de l'UEE (approbation/modifications, procédure d'actualisation de cette liste)

⁴² La "liste approuvée de normes pour la réglementation technique de l'Union douanière" est disponible à l'adresse suivante: <http://www.eurasiancommission.org/ru/act/texnreg/deptexreg/tr/Pages/default.aspx>. La "Liste de normes" porte sur le matériel roulant de chemin de fer; le transport ferroviaire à grande vitesse; les infrastructures de transport ferroviaire; les articles de pyrotechnie; les emballages; le matériel à basse tension; les jouets; les parfums et produits cosmétiques; les produits destinés aux enfants et aux adolescents; les machines et équipements; les ascenseurs; le matériel destiné à être utilisé dans des milieux explosifs; l'essence, le diesel et le mazout de soute, le kérosène et le mazout de chauffage; les routes; les appareils à combustible gazeux; les céréales; les véhicules à roues; les produits à base d'huiles et de graisses; les produits alimentaires; les produits de l'industrie légère; les équipements de protection individuelle; les produits à base de jus; la compatibilité magnétique des instruments techniques; les meubles; les petits navires; certains types de produits alimentaires spécialisés, y compris les aliments diététiques; les substances explosives et les produits à base de ces substances; les lubrifiants, huiles et fluides spéciaux; et les additifs alimentaires, les aromatisants et les substances auxiliaires technologiques.

Conseil	Collège
Règlements techniques de l'UEE (approbation/modifications, procédure d'actualisation de ces règlements)	Systèmes d'évaluation de la conformité (approbation)
Planification des travaux concernant l'élaboration des règlements techniques de l'UEE (approbation)	Règlement concernant la procédure d'importation sur le territoire douanier de l'UEE de produits soumis à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'UEE (approbation)
Marquage commun pour la distribution des produits sur les marchés des États membres de l'UEE et règlement pertinent (approbation)	Modes de présentation des documents communs relatifs à l'évaluation de la conformité (approbation de la déclaration de conformité et du certificat de conformité)
	Règlement concernant la procédure d'établissement et de tenue du Registre unifié des organes d'évaluation de la conformité
	Règlement concernant la procédure d'établissement et de tenue du Registre unifié des documents d'évaluation de la conformité

Source: Traité de l'UEE et instruments juridiques de l'UEE.

3.4.2 Mécanismes de sauvegarde

3.91. Les articles 48 à 50 du Traité et son annexe 8 "Protocole relatif à l'application de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de mesures compensatoires aux pays tiers" (ci-après le "Protocole sur la défense commerciale") contient les principes s'appliquant aux mesures de défense commerciale à l'encontre de pays tiers.⁴³

3.92. Des mesures de sauvegarde à l'égard de produits de tierces parties sont appliquées sur l'ensemble du territoire de l'Union; les mesures de sauvegarde globales ne peuvent s'appliquer dans les États membres de l'UEE. Les décisions relatives à l'application de mesures de sauvegarde sont prises par la Commission. Si les mesures de sauvegarde appliquées à un produit impliquent un contingent spécial ou des contingents d'importation, ce produit figure également dans la "Liste commune des produits" visés par des mesures non tarifaires (voir le paragraphe b ci-dessus).

3.93. Le Kazakhstan et la Fédération de Russie ont tous deux notifié le régime de sauvegardes de l'UEE à l'encontre des tierces parties en mars et mai 2016, respectivement.⁴⁴ La notification du Kazakhstan comprend également la Loi de la République du Kazakhstan n° 316-V du 8 juin 2015 sur l'application des mesures de sauvegarde, des mesures antidumping et des mesures compensatoires aux pays tiers.

3.4.2.1 Mesures de sauvegarde globales

3.94. Une mesure de sauvegarde peut être appliquée à un produit si, à la suite d'une enquête menée par l'organe chargé de l'enquête, sur demande d'une "branche de production des États membres" ou de la propre initiative de l'autorité chargée de l'enquête, il a été déterminé que le produit était importé sur le territoire douanier de l'UEE en quantités tellement accrues (en quantité absolue ou par rapport à la production totale dans les États membres de produits similaires ou directement concurrents) et à des conditions telles qu'il causait ou menaçait de causer un dommage grave à la branche de production des États membres.

3.95. Le Traité et le Protocole sur la défense commerciale (article 49:4) définit la branche de production nationale des États membres comme étant l'ensemble des producteurs de produits similaires ou directement concurrents dans les États membres, ou ceux dont la part dans la production totale de produits similaires ou directement concurrents représente une proportion importante, d'au moins 25%. Dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, l'imposition d'une mesure de sauvegarde est possible en cas de dommage grave à la "branche de production nationale" ou de menace de dommage grave; il n'existe pas de seuil numérique mais on entend

⁴³ Le texte en anglais du Protocole de défense commerciale utilisé dans la présente section, ainsi que dans la section 3.4.3, est celui qui a été notifié au Comité des sauvegardes; voir la note de bas de page 44 ci-dessous.

⁴⁴ G/SG/N/1/RUS/2. La notification révisée du Kazakhstan a été distribuée sous la cote G/SG/N/1/KAZ/1/Rev.1.

par "branche de production nationale" l'ensemble des producteurs "dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale".

3.96. Des sauvegardes sont appliquées à tout produit importé sur le territoire douanier de l'UEE en provenance de tout pays, indépendamment de son origine, sauf dans les cas suivants (Protocole sur la défense commerciale, section III.1, paragraphe 9):

- a. les importations en provenance de pays en développement et des PMA bénéficiant du schéma USTP de l'UEE ne dépassant pas un certain seuil sont exemptées de l'application des mesures de sauvegarde globales. Les seuils sont fixés à 3% maximum des importations totales du produit de l'UEE par pays ou, si la part est inférieure à 3%, les importations ne doivent pas dépasser au total 9% des importations totales du produit de l'UEE. Cette disposition est similaire à celle prévue par l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, sauf qu'elle fait référence spécifiquement aux bénéficiaires du schéma USTP (dans l'Accord sur les sauvegardes, seul est mentionné un "pays en développement Membre");
- b. les importations provenant d'un État partie au Traité de la CEI sont exemptées des mesures de sauvegarde globales à condition qu'elles remplissent les conditions figurant à l'article 8 du Traité de la CEI, à savoir:
 - i. au cours des trois années précédentes, le pays ne faisait pas partie des cinq principaux fournisseurs du produit et son volume d'importations a diminué ou augmenté dans une moindre mesure que les importations en provenance des autres pays; et
 - ii. le prix d'importation du produit est égal ou supérieur au prix intérieur d'un produit similaire ou directement concurrent dans le pays importateur.

3.97. Des mesures de sauvegarde provisoires (section III.3 du Protocole sur la défense commerciale) peuvent être imposées dans des circonstances critiques et pendant une durée maximale de 200 jours comme le prévoit l'Accord de l'OMC. Le paragraphe 22 du Protocole sur la défense commerciale prévoit que la décision d'appliquer un droit provisoire est prise, en règle générale, dans les six mois suivant l'ouverture de l'enquête. L'organe chargé de l'enquête avise par écrit l'organe compétent du pays tiers exportateur ainsi que les autres parties intéressées dont elle connaît l'existence de l'imposition possible d'un droit de sauvegarde provisoire; sur demande de l'organe compétent du pays tiers exportateur, des consultations sont menées après l'imposition du droit de sauvegarde provisoire.

3.98. Si l'enquête conclut qu'il y avait une différence entre le droit de sauvegarde provisoire et le droit final, le payeur sera bénéficiaire – c'est-à-dire que si un taux final plus élevé est autorisé, la différence par rapport au droit provisoire ne sera pas facturée au payeur; dans les autres cas, le payeur est remboursé. Les droits versés sont pleinement remboursés si l'organe chargé de l'enquête conclut qu'il n'y avait aucun motif justifiant l'imposition d'une mesure de sauvegarde (comme le prévoit l'Accord de l'OMC), mais aussi – nouveauté introduite par le Traité – dans les cas où la Commission décide de ne pas appliquer de mesures de sauvegarde sur la base d'une recommandation de l'organe chargé de l'enquête. Toute recommandation de ce type est justifiée par le fait que leur utilisation pourrait "porter atteinte aux intérêts des États membres", bien que l'enquête ait conclu que la partie importatrice avait le droit d'imposer de telles mesures (section VII du Protocole sur la défense commerciale).

3.99. Les disciplines relatives aux mesures de sauvegarde appliquées par le biais de contingents d'importation sont similaires à celles de l'Accord de l'OMC (Protocole sur la défense commerciale, section III.4, paragraphes 24 à 27). Des procédures d'application de mesures de sauvegarde par le biais d'un contingent d'importation doivent être adoptées par la Commission; si des licences venaient à être établies, celles-ci devraient être conformes à l'article 46 du Traité.

3.100. Les durées maximales des mesures de sauvegarde et de toute prorogation éventuelle sont les mêmes que celles prévues par l'Accord de l'OMC, à savoir quatre et huit ans, de même que les conditions relatives à leur prorogation. L'approche adoptée concernant la libéralisation progressive

des mesures de sauvegarde d'une durée de plus d'un an ou trois ans sont également similaires à celles de l'Accord de l'OMC (section III.5 du Protocole sur la défense commerciale).

3.101. Le Département de la protection du marché intérieur de la Commission est l'autorité chargée de mener les enquêtes en matière de sauvegardes; il veille également à ce que toutes les notifications concernant des enquêtes et des mesures soient communiquées aux organes de l'OMC conformément à la procédure établie (paragraphe 270 du Protocole sur la défense commerciale). Les notifications relatives aux mesures de sauvegarde sont publiées sur le site Web de la Commission. La décision finale d'imposer des mesures à la suite d'une enquête est prise par le Collège de la Commission.

3.102. Le Protocole prévoit que les voies de réexamen judiciaire/recours des décisions de la Commission sont déterminées par le statut de la Cour de l'Union (voir la section 5.6 ci-dessous). La Commission prend les mesures nécessaires pour exécuter les décisions de la Cour. La durée des procédures de recours ne dépasse pas, en règle générale, neuf mois.

3.103. Avant l'entrée en vigueur du Traité de l'UEE, deux mesures de sauvegarde à l'égard de pays tiers étaient appliquées par l'Union douanière entre la Fédération de Russie, le Kazakhstan et le Bélarus. Ces mesures ont continué de s'appliquer au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, comme indiqué dans le tableau 3.9.

Tableau 3.9 Mesures de sauvegarde définitives appliquées par l'Union douanière jusqu'au 31 décembre 2014 et par l'UEE à compter du 1^{er} janvier 2015

Enquête	Date d'ouverture et document de l'OMC	Date d'entrée en vigueur et type de mesure définitive, le cas échéant, et document de l'OMC
Moissonneuses et leurs modules	06/07/2012 G/SG/N/6/RUS/1	Du 01/01/2014 au 21/08/2016, contingent G/SG/N/10/RUS/1, G/SG/N/10/RUS/1/Suppl.1, G/SG/N/10/RUS/1/Suppl.2 et G/SG/N/10/RUS/1/Suppl.3
Couverts	03/09/2012 G/SG/N/6/RUS/2	Du 29/09/2013 au 28/09/2016, droit spécifique G/SG/N/10/RUS/2 et G/SG/N/10/RUS/2/Suppl.1

Note: Ces mesures ont expiré en août et en septembre 2016, respectivement.

Source: G/SG/141 et G/SG/N/10/RUS/ – séries.

3.104. Au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, aucun de ses membres n'imposait de sauvegarde spéciale pour l'agriculture.

3.4.2.2 Mesures de sauvegarde bilatérales

3.105. Comme le prévoient les règles du marché intérieur, les mesures de sauvegarde au sein de l'UEE sont interdites.

3.4.2.3 Mesures prises à des fins de balance des paiements

3.106. Les États membres de l'UEE sont autorisés à adopter des mesures en cas de situation critique de la balance des paiements et lorsque d'autres mesures n'ont pas empêché une détérioration grave de leur position financière extérieure (Protocole sur les mesures non tarifaires, section VIII, paragraphe 42). La demande d'imposition de telles mesures est présentée par l'État membre et examinée par la Commission. Si cette demande est rejetée par la Commission, l'État membre peut appliquer unilatéralement la mesure spécifiée, conformément à la disposition spécifique relative aux mesures unilatérales figurant à l'annexe (voir le paragraphe 5.14 ci-dessous).

3.107. Les mesures concernées incluent l'instauration de restrictions quantitatives à l'importation et la levée de droits de commercialisation exclusifs. Les restrictions à l'importation ne sont pas plus substantielles que nécessaire pour prévenir une menace imminente de réduction brutale des réserves de change ou pour retrouver un taux de croissance raisonnable des réserves de change

de l'État membre concerné. Bien qu'il ne soit pas fait référence à l'OMC, les dispositions du Traité sur le système multilatéral (voir le paragraphe 2.12 ci-dessus) sont pertinentes dans ce contexte.

3.4.3 Mesures antidumping et mesures compensatoires

3.108. Les articles 48 à 50 du Traité et son annexe 8 contiennent les principes s'appliquant aux mesures de défense commerciale prises à l'encontre de tierces parties. Les mesures antidumping et compensatoires ne sont pas appliquées dans le commerce intra-UEE (article 28:3 du Traité). En revanche, dans le commerce intra-UEE, les États membres ont le droit d'appliquer des "mesures de compensation" – mécanisme spécial destiné à contrecarrer l'effet négatif d'une subvention spécifique accordée par un État membre sur la branche de production d'un autre État membre. L'application de mesures de compensation est régie par l'article 93 du Traité de l'UEE et son annexe 28 (voir la section 3.4.4).

3.109. Le Kazakhstan et la Fédération de Russie ont tous deux notifié à l'OMC le régime des mesures antidumping et des mesures compensatoires de l'UEE à l'encontre des tierces parties en mars et mai 2016, respectivement.⁴⁵

3.110. Une mesure antidumping ou une mesure compensatoire peut être appliquée, respectivement, à un produit dont les importations ont fait l'objet d'un dumping ou à un produit ayant bénéficié – au cours de sa production, de son exportation ou de son transport – d'une subvention spécifique d'un pays tiers exportateur et si, à l'issue d'une enquête menée par l'organe chargé de l'enquête à la demande d'une branche de production des États membres, il a été déterminé que les importations de ce produit sur le territoire douanier de l'UEE causent un dommage important à un secteur économique des États membres ou menacent de causer un tel dommage ou entraînent un retard important dans le développement de la branche de production des États Membres.

3.111. Globalement, les dispositions relatives aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires sont conformes à celles de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI (ci-après l'Accord antidumping) et l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. En particulier, la définition des "branches de production des États membres" (paragraphe 3.99. ci-dessus) figurant dans le Traité est conforme aux disciplines, ou à l'interprétation, de ces deux accords de l'OMC. Le Traité de l'UEE prévoit toutefois des délais pour la notification des décisions prises en lien avec l'enquête, qui ne figurent pas dans les accords de l'OMC.

3.112. Le Département de la protection du marché intérieur de la Commission est l'autorité chargée de mener les enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Les notifications relatives à ces mesures sont publiées sur le site Web de la Commission. La décision finale d'imposer des mesures à la suite d'une enquête est prise par le Collège de la Commission.

3.113. Les dispositions relatives à la non-application de droits antidumping ou de mesures compensatoires figurent dans la section VII du Protocole sur la défense commerciale. Ces mesures antidumping ou compensatoires ne doivent pas être appliquées lorsque l'organe chargé de l'enquête recommande de ne pas les appliquer car leur utilisation pourrait "porter atteinte aux intérêts des États membres", bien que l'application de telles mesures soit conforme aux critères établis à l'annexe 8 du Traité de l'UEE.

3.114. Enfin, le Protocole prévoit que les procédures de réexamen judiciaire/d'appel des décisions de la Commission sont déterminées par le Statut de la Cour de l'Union (voir la section 5.6 ci-dessous). La Commission prend les mesures nécessaires pour faire appliquer les décisions de la Cour. La durée des procédures de réexamen ne dépasse pas neuf mois, en règle générale.

3.115. Avant l'entrée en vigueur du Traité de l'UEE, dix droits antidumping définitifs étaient appliqués aux importations en provenance de six pays (voir le tableau 3.10 et l'annexe 7) par l'Union douanière entre la Fédération de Russie, le Kazakhstan et le Bélarus. Ces mesures s'appliquaient encore au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE. Le jour de l'accession du

⁴⁵ G/ADP/N/1/RUS/2 – G/SCM/N/1/RUS/2. Les notifications révisées du Kazakhstan ont été distribuées sous la cote G/ADP/N/1/KAZ/1/Rev.1 et Corr.1 – G/SCM/N/1/KAZ/1/Rev.1 et Corr.1.

Kazakhstan à l'OMC, trois droits antidumping supplémentaires et un engagement en matière de prix étaient appliqués. Fin 2015, deux droits antidumping additionnels avaient été imposés. Toutes ces mesures ont été dûment notifiées à l'OMC.

Tableau 3.10 Mesures antidumping définitives/engagements en matière de prix appliqués par l'UEE

Pays visé	Produit	Mesure
Mesures en vigueur le 31 décembre 2014		
Allemagne	Véhicules utilitaires légers	Droits
Chine	Produits plats en acier, laminés à froid, revêtus de polymère	Droits
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable écroui à froid	Droits
	Baignoires en fonte émaillée	Droits
	Roulements à billes, à galets ou à rouleaux (à l'exclusion des roulements à aiguilles)	Droits
Inde	Électrodes en graphite	Droits
Italie	Véhicules utilitaires légers	Droits
Turquie	Véhicules utilitaires légers	Droits
Ukraine	Certains tubes et tuyaux en acier	Droits
	Cylindres de travail forgés	Droits
Mesures additionnelles en vigueur le 30 novembre 2015 (accession du Kazakhstan à l'OMC)		
Chine	Acide citrique	Droits
	Couverts en acier inoxydable	Droits
	Produits tubulaires pour champs pétrolifères, en acier sans soudure	Droits et engagements en matière de prix
Mesures additionnelles en vigueur le 31 décembre 2015		
Chine	Bouteurs à chenilles	Droits
	Pneumatiques de véhicules utilitaires	Droits

Source: G/ADP/N/265/RUS, G/ADP/N/280/RUS, G/ADP/N/294/RUS et G/ADP/N/300/RUS.
G/ADP/N/280/KAZ, G/ADP/N/294/KAZ et G/ADP/N/300/KAZ.

3.116. Au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, l'Union douanière n'appliquait pas de droits compensateurs, mais une enquête était en cours dans l'Union sur les importations de ferro-silico-manganèse (SH ex-7202.30) en provenance d'Ukraine. Cette enquête a été close en juin 2016 après constatation d'un montant de subvention *de minimis*; aucune mesure compensatoire n'a été imposée. Cette enquête a été dûment notifiée à l'OMC.⁴⁶

3.4.4 Subventions et aide de l'État

3.117. Le Traité de l'UEE prévoit des disciplines étendues concernant les subventions en fonction des secteurs industriels (section XXIV) et des secteurs agricoles (section XXV).

3.4.4.1 Subventions agricoles

3.118. Les subventions agricoles sont réglementées par l'article 95 du Traité de l'UEE et son annexe 29 – Protocole sur les mesures de soutien public à l'agriculture (ci-après le "Protocole sur le soutien à l'agriculture"). En outre, des dispositions transitoires (article 106) prévoient une période de dix ans pour permettre au Bélarus de prendre des engagements en faveur de l'agriculture selon une nouvelle méthode⁴⁷ de calcul des mesures de soutien public.

3.119. Les disciplines relatives à l'aide publique à l'agriculture sont conformes à celles de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, comme suit:

- a. des mesures n'ayant pas d'effet de distorsion des échanges ("catégorie verte") peuvent être appliquées par les États membres sans restriction. Celles-ci figurent à la section III du Protocole;

⁴⁶ G/SCM/N/281/RUS, G/SCM/N/289/RUS, G/SCM/N/298/RUS, G/SCM/N/305/RUS, G/SCM/N/298/KAZ et G/SCM/N/305/KAZ.

⁴⁷ Cette méthode a été adoptée par la Décision n° 163/16 du Conseil, disponible à l'adresse: https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01413254/cncd_20032017_163 (en russe).

- b. les États membres ne peuvent pas appliquer de mesures ayant dans une large mesure des effets de distorsion des échanges. Celles-ci incluent les subventions en faveur des exportations vers un autre État membre et les aides dépendant de l'utilisation de produits agricoles nationaux dans la production de produits agricoles. Ces mesures sont énumérées dans la section IV du Protocole sur le soutien à l'agriculture;
- c. toutes les autres mesures sont considérées comme ayant des effets de distorsion des échanges ("catégorie orange"). Le Traité les limite à 10% de la valeur brute de la production agricole totale. Les soutiens publics doivent être calculés et faire l'objet d'engagements, qui sont remplacés par ceux de l'État membre lorsqu'il devient Membre de l'OMC (paragraphe 8 et 9 du Protocole sur le soutien agricole); et
- d. des notifications annuelles concernant le soutien public doivent être présentées dans un format analogue à celui de l'OMC.

3.4.4.2 Subventions à l'industrie

3.120. Les disciplines relatives aux subventions figurent à l'article 93 du Traité de l'UEE et son annexe 28 – Protocole sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel (ci-après le "Protocole sur les subventions au secteur industriel"). Des dispositions transitoires précisent que certaines de ces disciplines ne s'appliqueront qu'à l'entrée en vigueur d'un accord définissant plus précisément certains éléments du Traité (article 105 du Traité de l'UEE). Une période de transition est prévue pour l'acquisition par la Commission de certaines compétences après l'entrée en vigueur de l'"Accord sur l'harmonisation volontaire par les États membres de l'UEE et la Commission économique eurasiatique (CEE) des subventions spécifiques pour les produits industriels et des procédures de la Commission concernant leur mise à disposition" (ci-après l'"Accord sur l'harmonisation volontaire"). En outre, la Commission est chargée des tâches suivantes: suivi et analyse comparative et juridique de la législation des États membres de l'UEE; établissement de rapports annuels; et assistance pour l'organisation de consultations entre les États membres sur l'harmonisation et l'unification de la législation relative à l'octroi de subventions (alinéas 1 et 2 de l'article 93:6 du Traité de l'UEE).

3.121. L'Accord sur l'harmonisation volontaire est en cours de ratification par les États membres de l'UEE. La Décision du Conseil intergouvernemental de l'UEE et la Décision du Collège n° 155/17, ainsi que les règlements d'application pertinents seront applicables une fois que l'Accord sur l'harmonisation volontaire sera entré en vigueur.

3.122. Les disciplines relatives aux subventions au secteur industriel s'appliquent uniquement entre les Parties à l'UEE et aux subventions accordées à compter du 1^{er} janvier 2012⁴⁸ (articles 93:2 et 105:2). Elles visent à garantir des conditions de concurrence égales pour les entreprises présentes au sein de l'UEE en l'absence d'obstacles au commerce. Les dispositions autorisent l'imposition de mesures de compensation sur le commerce intracommunautaire en cas de dommage causé à la branche de production nationale d'un État membre. La branche de production nationale s'entend de "tous les producteurs de produits similaires dans l'État membre ou ceux dont la part de la production totale de produits similaires dans l'État membre est d'au moins 25%.

3.123. Les disciplines de l'UEE sont fondées sur les principes de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. En particulier, elles prévoient les éléments suivants:

- a. des catégories de subventions industrielles et de procédures en matière de droits compensateurs comme dans l'Accord de l'OMC – subventions spécifiques/prohibées/admissibles/ne donnant pas lieu à une action, à la différence près que certaines subventions spécifiques ne peuvent pas a priori donner lieu à une action (voir le point c. ci-après);
- b. les critères utilisés par la Commission pour déterminer l'admissibilité/inadmissibilité de subventions spécifiques;

⁴⁸ Avant l'établissement de l'UEE, des disciplines relatives aux subventions s'appliquaient déjà au sein de l'union douanière en vertu de l'Accord sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel du 9 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012.

- c. une demande volontaire d'un État membre auprès de la Commission aux fins de l'approbation de ses subventions spécifiques, sur la base d'une analyse de leur respect des critères d'admissibilité/inadmissibilité. Les subventions spécifiques approuvées par la Commission ne peuvent pas faire l'objet de mesures de compensation (paragraphe 6 du Protocole sur les subventions au secteur industriel);
- d. une demande d'un État membre auprès de la Commission de mener une enquête concernant des subventions au secteur industriel accordées par d'autres États membres, s'il y a des éléments de preuve de l'existence d'un dommage à sa branche de production nationale;
- e. les procédures d'enquête de la Commission, y compris les renseignements devant être fournis par les États membres;
- f. la transparence des procédures et la possibilité de consultation entre les États membres; et
- g. la possibilité de contestation par un État membre d'une subvention spécifique pendant cinq ans à compter de la date d'octroi de cette subvention. Les différends entre les États membres sont réglés essentiellement au moyen de négociations et de consultations. À défaut de solution dans les 60 jours qui suivent la date de présentation de la demande de consultations écrite: l'État membre plaignant peut faire appel auprès de la Cour de l'UEE; et à défaut de mise en œuvre des décisions de la Cour dans les délais prescrits ou si la Cour décide que les mesures correctives sont contraires aux disciplines de l'UEE, l'État membre plaignant est autorisé à prendre des contre-mesures proportionnées.

3.124. Les décisions de la Commission figurant dans les points c. et d. ci-dessus ont un caractère contraignant pour les États membres de l'UEE. Ces procédures constituent un mécanisme alternatif aux enquêtes au niveau national, étant donné que les États membres conservent le droit d'ouvrir des enquêtes au niveau national. Dans ce dernier cas, la Commission agit en tant que tierce partie afin de s'assurer de la nature factuelle de l'analyse.

3.125. Les exemptions temporaires des disciplines relatives aux subventions au secteur industriel, figurant à l'annexe au Protocole et alignées, conformément aux dispositions du Traité, sur les protocoles d'accession à l'OMC pertinents, sont les suivantes:

- a. dans le cas du Bélarus, jusqu'au 31 décembre 2020 (sauf disposition contraire du Protocole d'accession à l'OMC) – les avantages fiscaux et douaniers accordés en vertu des accords sur l'assemblage industriel dans le secteur automobile;
- b. dans le cas du Kazakhstan:
 - i. les exemptions de droits de douane et de taxes, ainsi que les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, les prescriptions de résultat à l'exportation et les prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges (lesquelles constituent toutes des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) faisant l'objet d'une prohibition dans le cadre de l'OMC) appliquées dans les ZES et les entrepôts francs, pour lesquelles la période de transition s'est terminée avant le 1^{er} janvier 2017;
 - ii. les mesures appliquées en vertu des accords pertinents sur l'assemblage industriel qui ne sont pas conformes aux règles et disciplines de l'OMC en la matière ont été supprimées avant le 1^{er} juillet 2018⁴⁹;
 - iii. les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale appliquées dans les secteurs pétrolier, gazier et minier doivent être supprimées avant le 1^{er} janvier 2021⁵⁰; et

⁴⁹ La date du Protocole de l'UEE – 01/01/2020 – a été remplacée par la date limite de 2018 figurant dans son Protocole d'accession à l'OMC.

- iv. la bonification des taux d'intérêt sur les prêts commerciaux pour la production à l'exportation et les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale pour les marchés de biens et de services ont été supprimés au moment de l'accession à l'OMC⁵¹;
- c. dans le cas de la Fédération de Russie:
 - i. les avantages fiscaux et douaniers accordés en vertu des accords sur l'assemblage industriel dans le secteur automobile, qui étaient autorisés dans les délais prévus par les accords pertinents plus un prolongement éventuel de deux ans – comme indiqué par la Fédération de Russie, la période de transition se termine avant le 1^{er} juillet 2018⁵²; et
 - ii. s'agissant des mesures en faveur des ZES, la période de transition s'est terminée avant le 1^{er} avril 2016.

3.4.5 Procédures douanières

3.126. En attendant l'adoption et l'entrée en vigueur du Code des douanes de l'UEE, le Code des douanes de l'Union douanière s'appliquait – à savoir entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2017 (article 101 du Traité de l'UEE). Outre le Code des douanes unifié, la réglementation douanière peut découler de la législation nationale des parties à l'UEE; celle-ci reste en vigueur sous réserve de ne pas contrevenir au Code des douanes de l'UEE.

3.4.5.1 Code des douanes de l'UEE

3.127. Le Code des douanes de l'UEE est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018 parallèlement à plusieurs décisions de caractère supranational. Le Code, comprenant 60 chapitres et divisé en 9 sections, a remplacé 12 instruments juridiques de l'union douanière qui s'appliquaient simultanément (y compris le Code des douanes 2009 de l'Union douanière; l'annexe 8 énumère tous les instruments dont l'application a pris fin). L'une des caractéristiques particulières du nouveau système est sa nature numérique, venant remplacer les exemplaires papier.

3.128. Le Code, qui est fondé sur des règles internationales généralement acceptées, y compris la Convention de Kyoto révisée, est le principal document juridique régissant l'Administration des douanes et les procédures douanières de l'UEE, y compris les droits et les responsabilités des autorités douanières nationales, des importateurs et des exportateurs. Il contient des dispositions détaillées concernant le contrôle douanier, les opérations douanières, les paiements douaniers et divers types de procédures douanières (par exemple, la mise en circulation pour utilisation intérieure, l'exportation, la réimportation et la réexportation, le perfectionnement actif et passif, l'importation ou l'exportation temporaire, l'utilisation des entrepôts douaniers, etc.). Il comprend également les règles et disciplines de l'OMC relatives à l'évaluation en douane, aux règles d'origine, aux redevances douanières, aux zones économiques spéciales, au commerce de transit, à la protection des droits de propriété intellectuelle à la frontière et au droit de faire appel des décisions douanières.

3.129. Le Code des douanes de l'UEE vise à garantir l'application de règles et d'opérations douanières uniformes par l'ensemble des États membres de l'UEE; dans certains cas, il prévoit également des facilités additionnelles pour les déclarants étrangers par rapport au Code précédemment en vigueur. Ses principales dispositions sont les suivantes:

- a. les déclarations en douane sont électroniques; la présentation d'une déclaration en douane par écrit n'est possible que dans des cas exceptionnels – par exemple, les marchandises en transit ou expédiées par la poste internationale, etc. (article 104 du Code des douanes). Les déclarations en douane peuvent être présentées sans documents supplémentaires destinés à confirmer la déclaration; ceux-ci ne sont

⁵⁰ La date du Protocole de l'UEE – 01/01/2023 – a été remplacée par la date limite de 2021 figurant dans son Protocole d'accession à l'OMC.

⁵¹ La date du Protocole de l'UEE – 01/01/2016 – a été remplacée par la date limite figurant dans son Protocole d'accession à l'OMC.

⁵² WT/TPR/S/345/Rev.1, paragraphe 2.46.

nécessaires qu'en cas de doute suite à l'évaluation des risques (article 109 du Code des douanes);

- b. la création d'un guichet unique pour toutes les opérations douanières des opérateurs économiques (article 80 du Code des douanes);
- c. la mainlevée automatique des marchandises (sans intervention directe des autorités douanières) dans les 4 heures suivant l'enregistrement de la déclaration en douane (au lieu d'un jour ouvrable à compter du jour d'enregistrement de la déclaration en douane) (article 119 du Code des douanes);
- d. la déclaration en douane peut être présentée avant l'arrivée des marchandises au point de livraison défini par les autorités douanières – auparavant, avant son importation sur le territoire douanier de l'UEE (article 104 du Code des douanes). Les motifs de refus de la mainlevée de marchandises soumises à une déclaration en douane préliminaire incluent les changements applicables aux droits de douane, aux taxes et aux procédures d'octroi de privilèges pour leur paiement, ainsi que l'introduction d'une protection du marché intérieur;
- e. la détermination préliminaire de la valeur en douane des marchandises – selon la méthode de la valeur transactionnelle – interviendra avant leur dédouanement;
- f. les opérateurs pourront reporter le paiement des droits de douane et des taxes au moment du dédouanement des marchandises;
- g. la déclaration en douane doit être enregistrée au plus tard une heure ouvrée à compter de la présentation de la déclaration. L'enregistrement peut être rejeté dans un certain nombre de cas, y compris en cas de non-respect du formulaire de déclaration en douane ou si celui-ci n'est pas correctement rempli. Les motifs du refus et les mesures correctives appropriées doivent toutefois être précisés;
- h. les procédures douanières communes supranationales relatives aux zones spéciales, aux zones franches et aux entrepôts francs (chapitres 27 et 28 du Code de douanes);
- i. le statut des déclarants d'entités juridiques étrangères est réglementé. Les bureaux de représentation et les succursales d'entités juridiques étrangères sont autorisés à déclarer les marchandises uniquement dans le cadre de la procédure de dédouanement de marchandises pour leur propre consommation (article 80 du Code des douanes); et
- j. toute entité juridique constituée conformément à la législation d'un État membre de l'UEE participant au commerce international peut demander le statut d'opérateur économique agréé (OEA) (chapitre 61 du Code des douanes), reconnu dans l'ensemble de l'Union (article 434)⁵³, sur la base d'un questionnaire d'auto-évaluation. Ce statut est accordé sur constatation par les autorités douanières nationales du respect des normes de sécurité internationales; un registre des OEA est également créé.⁵⁴ Il existe trois types de certificats d'OEA, chacun correspondant à un niveau de prescriptions à respecter et de facilitations accordées; les certificats de type 3 bénéficient de l'ensemble des facilitations des types 1 et 2 (articles 432 et 437 du Code des douanes). Les facilitations incluent, entre autres, la priorité pour les procédures douanières et le dédouanement des marchandises avant la présentation de la déclaration relative aux marchandises (tous types); l'exemption de l'obligation de fournir un dépôt de garantie pour les droits de douane dans le cadre des procédures de transit douanier, ou la possibilité de fournir un dépôt d'un montant inférieur à certaines conditions (types 1 et 3); le droit de dédouanement à distance – c'est-à-dire la possibilité de dédouaner les

⁵³ À savoir les producteurs, les exportateurs, les agents en douane, les transporteurs, les exploitants d'entrepôt, les exploitants de ports, d'aéroports ou de terminaux et les autres entités juridiques se livrant à des activités économiques extérieures.

⁵⁴ Le formulaire de demande d'inscription au registre des OEA, le formulaire de demande de Certificat concernant l'inscription dans le registre des OEA, ainsi que les procédures pour remplir les formulaires ont été approuvés par la Décision n° 128 du Collège de la Commission du 26 septembre 2017, disponible à l'adresse: https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01414919/clcd_28092017_128 (en russe).

marchandises auprès des bureaux de douane situés dans d'autres régions du même État membre de l'UEE plutôt que dans la région où les marchandises sont effectivement importées/situées – et d'entreposage temporaire des marchandises dans les locaux de l'OEA (types 2 et 3).

3.130. Le nouveau Code ne modifie cependant pas la règle relative au lieu de résidence figurant dans l'ancien code – à savoir que la déclaration en douane ne peut être présentée que dans le pays où l'opérateur a sa résidence fiscale.

3.4.5.2 Autres procédures douanières

3.131. L'article 37:6 du Traité de l'UEE autorise la Commission à agir en cas de fausse détermination de l'origine (preuve de l'origine). En cas de fausse détermination de l'origine (preuve de l'origine) établie à plusieurs reprises par une tierce partie, la Commission est autorisée à suivre l'évaluation par les autorités douanières des États membres de l'exactitude de la déclaration d'origine des marchandises en provenance d'un pays spécifique. En cas de fausses déclarations d'origine systématiques, la Commission est autorisée à suspendre l'acceptation des documents de l'État membre certifiant l'exactitude de la détermination de l'origine (preuve de l'origine). Malgré le rôle confié à la Commission, les États membres restent libres de vérifier l'origine des marchandises importées et d'adopter des mesures destinées à exploiter les résultats de l'évaluation.

3.132. Pour pouvoir bénéficier de l'accès préférentiel au titre du schéma USTP de l'UEE, les importations de produits admissibles doivent être accompagnées du formulaire A du certificat d'origine, délivré par les autorités compétentes du pays exportateur ou de la déclaration de l'origine (pour les envois de faible valeur). Les importateurs doivent demander à bénéficier du traitement préférentiel au moment de la déclaration des marchandises et présenter les documents justificatifs nécessaires. Au titre de l'Accord sur les règles d'origine des marchandises provenant des pays en développement et des pays les moins avancés, les autorités douanières du pays importateur peuvent demander la fourniture de documents justificatifs supplémentaires en s'adressant aux autorités du pays ayant délivré le certificat d'origine. Si le certificat d'origine ou une autre preuve de l'origine n'est pas accepté, le traitement NPF est appliqué jusqu'à ce que l'origine des marchandises soit établie. L'importateur peut recouvrer le montant des droits excédentaires acquittés pendant une période d'un an à compter de la date d'enregistrement de la déclaration en douane.

3.5 Dispositions sectorielles relatives au commerce des marchandises

3.5.1 Agriculture

3.133. Les principes généraux de l'Union en matière d'agriculture figurent à la section XXV du Traité sur le secteur agro-industriel. Ce dernier vise à renforcer l'intégration au sein de l'UEE par la mise en œuvre d'une politique agro-industrielle coordonnée par les États membres.

3.134. Les disciplines du Traité de l'UEE contiennent des dispositions sur les objectifs de la politique agricole coordonnée de l'UEE. Elles prévoient en outre les nouvelles compétences de la Commission, parmi lesquelles: la coordination du partage de renseignements sur les programmes de développement du secteur agricole des États membres et la surveillance du développement de leur secteur agricole; une aide dans la conduite de consultations et de négociations entre les États membres concernant l'harmonisation de la législation dans le secteur agro-industriel, y compris la réglementation du soutien public à l'agriculture; l'établissement d'un examen de la politique publique dans le domaine de l'agriculture et du soutien public à l'agriculture, y compris des recommandations sur les moyens d'améliorer l'efficacité du soutien public dans l'UEE; la coordination des activités conjointes en matière de science et d'innovation dans le domaine de l'agriculture; et la promotion de conditions de concurrence égales entre les États membres dans le domaine de l'agriculture.

3.5.2 Industrie

3.135. Les principes généraux de l'Union dans le domaine du secteur industriel figurent à la section XXIV ("Industrie") du Traité et dans son annexe 27 – "Protocole sur la coopération

industrielle". Ces principes prévoient des politiques de l'UEE sur la coopération et la coordination industrielles, et l'identification des biens sensibles et des secteurs économiques prioritaires.⁵⁵ Conformément au Traité, les "Grandes orientations de la coopération industrielle" ont été adoptées par la Décision n° 9 du Conseil intergouvernemental eurasiatique du 8 septembre 2015.⁵⁶ Les "Grandes orientations de la coordination des politiques industrielles nationales de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie" ont été adoptées par la Décision n° 40/13 du Conseil suprême.

3.136. Selon les "Grandes orientations de la coopération industrielle" dans l'UEE, l'objectif stratégique de la coopération dans ce domaine est fixé pour cinq ans; il consiste à créer les conditions de la transition vers des industries de haute technologie à forte productivité de main-d'œuvre et forte valeur ajoutée. Les instruments adoptés comprennent les plates-formes technologiques eurasiatiques, le Réseau de sous-traitance eurasiatique et le Réseau de transfert de technologie eurasiatique. Les secteurs économiques prioritaires sont, entre autres, les machines agricoles, l'industrie légère, la métallurgie, la fabrication de machines et de matériel, ainsi que la production de matériaux de construction, etc.⁵⁷

3.137. Les instruments juridiques pour la mise en œuvre de la coopération et de la coordination dans le domaine de la politique industrielle sont en cours d'élaboration; les secteurs économiques sont progressivement soumis à la réglementation de l'UEE visant au développement de la "politique industrielle de l'UEE".

3.5.2.1 Produits pharmaceutiques et médicaux

3.138. Les articles 30 et 31, ainsi que l'article 100, prévoyaient initialement l'établissement le 1^{er} janvier 2016 de marchés communs des produits pharmaceutiques et médicaux (produits de santé et appareils médicaux). Cela implique l'élaboration de règles communes sur les exigences et règles juridiques pour leur circulation; la qualité, l'efficacité et la sécurité; la législation nationale concernant le contrôle et la surveillance de leur circulation; les licences et la mise en application des règles de mise en circulation des médicaments par les autorités compétentes des États membres; les conceptions en matière d'établissement d'un système d'évaluation de la sécurité des articles médicaux; et des méthodes identiques ou comparables de recherche et de surveillance pour l'évaluation de la qualité, de l'efficacité et de la sécurité des médicaments.

3.139. L'Accord de l'UEE sur les principes et règles communs régissant la distribution des médicaments ainsi que l'Accord sur les principes et règles communs régissant la distribution des dispositifs médicaux (produits médicaux et matériel médical), ratifiés le 26 avril 2016, ont nécessité l'adoption de 24 lois et 11 lois, respectivement. Une fois adoptés, tous les instruments sont entrés en vigueur et, le 6 mai 2017, un marché unique pour la distribution des médicaments et des dispositifs médicaux a commencé à fonctionner. Les deux Accords prévoyaient des périodes de transition. Les marchés nationaux des médicaments et des dispositifs médicaux continueront à exister jusqu'au 31 décembre 2021, parallèlement au marché unique; les producteurs peuvent choisir d'enregistrer leurs produits selon les règles du marché unique ou selon les règles nationales. Cependant, la distribution des médicaments enregistrés selon les règles nationales prendra fin le 31 décembre 2025, tandis que pour les dispositifs médicaux, l'enregistrement dans l'UEE est requis à compter du 1^{er} janvier 2022.

4 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES SERVICES ET À L'INVESTISSEMENT

4.1. L'objectif de l'UEE consiste à créer progressivement un marché unique des services entre ses États membres. Les États membres conservent leur autonomie en matière de commerce des services et d'investissement avec les tierces parties.

⁵⁵ Des renseignements complémentaires sont disponibles dans la publication officielle "EAEU Industrial Policy: From Its Creation to the First Results", http://www.eurasiancommission.org/ru/Documents/Industrial_eng.pdf.

⁵⁶ Voir:

"http://www.eurasiancommission.org/ru/act/prom_i_agroprom/SiteAssets/%D0%B1%D1%80%D0%BE%D1%88%D1%8E%D1%80%D0%B0%20%D0%B0%D0%BD%D0%B3%D0%BB%20OK%20NEW.pdf".

⁵⁷ La liste complète des secteurs économiques prioritaires est reproduite dans l'annexe 1 de la publication mentionnée dans la note de bas de page *supra*.

4.1 Champ d'application et définitions

4.2. Plusieurs sections et annexes du Traité de l'UEE contiennent des disciplines relatives au commerce des services et à l'investissement, et les règles générales sont énoncées à la section XV – Commerce des services, établissement, activités et investissements – et précisées dans le Protocole sur le commerce des services, l'établissement, les activités et l'investissement (annexe 16 du Traité, ci-après le "Protocole sur les services et l'investissement"). Le supplément 1 du Protocole sur les services et l'investissement (Communications électroniques/Services de télécommunication)⁵⁸, la section XVI du Traité sur les services financiers et l'annexe 17 du Traité, la section XX sur l'énergie et la section XXI sur les transports, ainsi que les annexes correspondantes du Traité, énoncent les règles applicables au commerce dans certains secteurs de services. L'article 65.3 du Traité prévoit que les dispositions de la section XV s'appliquent aux services par secteur dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions des sections consacrées à ces secteurs.

4.3. Le Protocole sur les services et l'investissement contient sept sections: Dispositions générales; Définitions; Transferts et paiements; Restrictions sur les transferts et paiements; Entreprises publiques; Commerce des services et établissement; et Investissement. Il contient également deux suppléments: sur le Commerce des services de télécommunication et sur les Listes de limitations horizontales des États membres.

4.4. L'UEE crée un marché commun du travail entièrement libéralisé, sauf pour les aspects cités dans les annexes du Protocole sur les services et l'investissement. Des marchés communs sont également en cours de création pour l'énergie – y compris l'électricité, le gaz et le pétrole – et les services de transport (voir sections 4.6.3 et 4.6.4).

4.5. Les définitions suivantes figurent au paragraphe 6 du Protocole sur les services et l'investissement (respectivement aux paragraphes 6.7, 6.10, 6.24 et 6.27):

- a. les "investissements" sont les "actifs corporels et incorporels placés par un investisseur d'un État membre dans des activités commerciales sur le territoire d'un autre État membre conformément à la législation de ce dernier, en particulier: i) les actifs monétaires (liquidités), valeurs mobilières, autres biens; ii) le droit d'exercer une activité commerciale, accordé par la législation de l'État membre ou par le biais d'un contrat; et iii) les droits de propriété et autres droits ayant une valeur monétaire";
- b. une "personne d'un État membre" est "toute personne physique ou morale d'un État membre";
- c. "l'établissement" a un sens plus large qu'au titre du mode 3 de l'AGCS car il couvre également l'établissement pour la production de marchandises, la prise de contrôle d'une personne morale d'un État membre et l'enregistrement en tant qu'entrepreneur individuel (au-delà de tous les éléments du mode 3 de l'AGCS); et
- d. une "personne morale d'un État membre" est une "entité de quelque forme juridique que ce soit, créée ou établie sur le territoire d'un État membre conformément à la législation de cet État membre".

4.6. Le Protocole sur les services et l'investissement s'applique aux quatre modes de fourniture de l'AGCS (paragraphe 6.22).

4.7. Depuis le 16 décembre 1991, tous les investissements, visant des services, mais également des marchandises, réalisés par des investisseurs d'un État membre sur le territoire d'un autre État membre sont couverts par les disciplines du Traité de l'UEE. Les disciplines sur les questions relatives à l'investissement autres que l'établissement – par exemple l'entrée, le traitement national ou le traitement NPF – figurent à la section VII sur l'investissement.

⁵⁸ La version traduite du Traité de l'UEE présentée à l'OMC utilise l'expression "Communications électroniques"; toutefois, dans cette présentation factuelle, le terme "Télécommunications" a été utilisé à la place.

4.8. Les éléments suivants sont exclus du champ d'application du Traité:

- a. les droits de trafic aérien ou les mesures agissant sur les services directement liés à l'exercice des droits de trafic aérien (à l'exception des services de réparation et de maintenance des aéronefs, de la vente et de la commercialisation des services de transport aérien, et des services de systèmes informatisés de réservation) – paragraphe 4 du Protocole sur les services et l'investissement; et
- b. les marchés publics et les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental (article 65:2 du Traité).

4.2 Refus d'accorder des avantages

4.9. Un État membre peut refuser d'accorder les bénéfices prévus à la section XV du Traité concernant les services, l'établissement, les activités et l'investissement à toute personne physique ou morale d'un autre État membre s'il est établi que cette personne morale:

- a. n'a aucune activité commerciale substantielle sur le territoire de cet autre État membre et est détenue ou contrôlée par une personne du premier État membre ou d'une tierce partie (article 65:10 du Traité); ou
- b. est détenue ou contrôlée par une personne d'une tierce partie à l'encontre de laquelle l'État membre maintient des prohibitions ou des restrictions (concernant le commerce des services, l'établissement, les activités et l'investissement), et si l'octroi de ces bénéfices aurait pour effet de contourner ou d'enfreindre ces mesures (article 65:9 du Traité).

4.3 Dispositions générales relatives au commerce des services et à l'investissement

4.10. Le marché unique des services de l'UEE sera créé progressivement sur la base des disciplines du Traité de l'UEE et des décisions du Conseil suprême, qui prévoient une liste positive des secteurs/sous-secteurs intégralement ouverts à toutes les parties; les réserves de chaque État membre de l'UEE dans les secteurs/sous-secteurs couverts par le Traité; et les plans visant à éliminer les réserves existantes, y compris les procédures et les étapes de création du marché unique dans les secteurs en question.

4.11. Dans les secteurs/sous-secteurs non couverts par le marché unique des services, les États membres sont autorisés à maintenir des réserves concernant le traitement national et le traitement NPF, ainsi que concernant des mesures qui sont par ailleurs incompatibles avec la prohibition des prescriptions en matière de résultats, des restrictions à l'accès aux marchés et des limitations au mouvement des personnes physiques. Toutes ces réserves et mesures doivent être inscrites dans les listes nationales de limitations, réserves, exigences et conditions additionnelles (ci-après "Listes de limitations additionnelles"), ou dans les listes de limitations horizontales (figurant dans l'annexe 2 du Protocole sur les services et l'investissement de l'UEE).

4.12. Les États membres conservent leur autonomie en matière de commerce des services et d'investissement avec les tierces parties (section 6 du Protocole sur les services et l'investissement); aucune compétence supranationale n'est créée au niveau de l'UEE (article 38), bien qu'un mécanisme de coordination soit prévu. Les États membres peuvent, entre autres choses, conclure des accords d'intégration économique (AIE) avec des tierces parties, à condition que ces accords respectent les critères définis au paragraphe 46 du Protocole sur les services et l'investissement, lesquels sont similaires à ceux de l'article V de l'AGCS.

4.3.1 Accès aux marchés

4.13. La section 3 du Protocole sur les services et l'investissement contient des disciplines relatives aux restrictions quantitatives liées aux services et à l'investissement, ainsi qu'aux mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

4.14. Les restrictions à l'accès aux marchés qui suivent ne peuvent être appliquées aux personnes morales d'autres États membres⁵⁹ en ce qui concerne le commerce des services, l'établissement et les activités (paragraphe 30 du Protocole sur les services et l'investissement):

- a. restrictions quantitatives⁶⁰ visant le nombre de fournisseurs de services, ainsi que l'une quelconque de leurs activités;
- b. limitations concernant le nombre de personnes morales, succursales et bureaux de représentation établis, créés, achetés et contrôlés, le nombre d'entrepreneurs individuels enregistrés, ainsi que l'une quelconque de leurs activités;
- c. restrictions concernant la forme des institutions, y compris la forme juridique d'une personne morale;
- d. restrictions concernant la participation au capital ou le degré de contrôle sur une personne morale; et
- e. limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de service particulier, ou qu'un fournisseur de services peut employer, et qui sont nécessaires pour la fourniture d'un service, et s'en occupent directement.

4.15. Un État membre peut cependant appliquer les mesures susmentionnées à condition qu'elles soient inscrites dans sa Liste de limitations additionnelles ou de limitations horizontales.

4.3.2 Traitement national et traitement NPF

4.16. Les disciplines relatives au traitement national figurent aux paragraphes 21 à 26 du Protocole sur les services et l'investissement. Elles imposent à chaque État membre d'accorder:

- a. pour toutes les mesures affectant le commerce des services d'un autre État membre, les fournisseurs de services et les consommateurs de services; et
- b. pour l'établissement et les activités des personnes physiques ou morales de tout autre État membre,

un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde, dans des circonstances analogues, à ses propres services, fournisseurs de services, consommateurs de services et personnes, respectivement.

4.17. Un État membre peut respecter ces prescriptions en accordant aux services, fournisseurs de services, consommateurs de services et personnes des autres États membres, un traitement soit formellement identique, soit formellement différent de celui qu'il accorde, respectivement, à ses propres services, fournisseurs de services, consommateurs de services et personnes. Un traitement formellement identique ou formellement différent est considéré comme étant moins favorable s'il modifie les conditions de concurrence en faveur des services, fournisseurs de services, consommateurs de services et personnes d'un État membre par rapport à ceux d'un autre État membre.

4.18. Les obligations NPF figurent aux paragraphes 27 à 29 du Protocole sur les services et l'investissement. Chaque État membre accordera aux services, fournisseurs de services et consommateurs de services de tout autre État membre, aux personnes physiques ou morales de tout autre État membre, ainsi qu'aux personnes établies par elles, s'agissant de l'établissement et

⁵⁹ La version traduite du Traité de l'UEE présentée à l'OMC parle parfois "d'entité(s)". Les États membres de l'UEE ont informé le Secrétariat que, en russe, l'expression "personne(s) morale(s)" est utilisée dans tout le texte de l'annexe 16 du Traité de l'UEE. Par conséquent, dans cette présentation factuelle, le terme "entité(s)" doit être considéré comme synonyme de "personne(s) morale(s)".

⁶⁰ Dans le cadre du paragraphe 30, la prohibition des restrictions quantitatives s'applique aux limitations prenant la forme d'un contingent numérique, d'un examen des besoins économiques ou de toute autre restriction quantitative.

des activités, un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde, dans des circonstances analogues, à ceux de toute tierce partie.

4.19. Le traitement national s'applique également aux personnes d'un autre État membre dans le contexte des privatisations (section V sur les "Privatisations" du Protocole sur les services et l'investissement, paragraphe 15), sous réserve des exceptions mentionnées au paragraphe 4.21 ci-dessous.

4.20. Une autre clause NPF existe, qui étend à tous les États Membres de l'UEE tout traitement plus favorable accordé à une tierce partie dans le contexte des AIE (paragraphe 45 du Protocole sur les services et l'investissement).

4.21. Les exceptions au traitement national et au traitement NPF sont autorisées, à condition qu'elles soient inscrites dans les Listes de limitations additionnelles ou dans les Listes de limitations horizontales des États membres.

4.22. S'agissant des investissements et des activités liées à l'investissement des investisseurs d'autres États Membres, des clauses *mutatis mutandis* relatives au traitement national et au traitement NPF figurent aux paragraphes 69 et 70 du Protocole sur les services et l'investissement. Au choix de l'investisseur, le traitement national ou le traitement NPF sera accordé par l'État membre, le traitement le plus favorable étant retenu (paragraphe 71). Des exceptions sont également possibles, conformément à la législation nationale. Contrairement à la pratique dans le domaine des services, de nouvelles exceptions au traitement national peuvent être introduites à tout moment (paragraphe 73).

4.3.3 Présence commerciale

4.23. Le paragraphe 38 du Protocole sur les services et l'investissement prévoit que lorsqu'un marché unique des services fonctionne dans un secteur spécifique, chaque État membre devra autoriser les personnes de tout autre État membre à fournir des services sans imposer l'établissement sous la forme d'une personne morale.

4.3.4 Mouvement des personnes physiques

4.24. Le Traité de l'UEE prévoit le libre mouvement du personnel (mode 4), sous réserve des Listes de limitations additionnelles ou de limitations horizontales des États membres (paragraphes 35 à 37 du Protocole sur les services et l'investissement) et des disciplines de la section XXVI du Traité de l'UEE sur la "Migration de la main-d'œuvre". Ces disciplines réglementent l'entrée, la sortie, le séjour et l'emploi des personnes physiques.

4.25. Aucun État membre ne peut appliquer ou adopter des limitations à l'emploi de personnes par une personne morale, une succursale ou un bureau de représentation, que ceux-ci soient, établis, achetés ou contrôlés, ou par un entrepreneur individuel enregistré. Les États membres sont libres d'appliquer des prescriptions concernant l'éducation, l'expérience, les qualifications et les qualités commerciales des employés, tant que ces prescriptions ne discriminent pas sur la base de la nationalité.

4.26. Plus spécifiquement (articles 97 et 98 du Traité de l'UEE):

- a. les fournisseurs de services peuvent employer des travailleurs d'autres États membres sans restriction, sauf celles prévues dans les listes nationales d'exceptions; ainsi que pour des raisons de sécurité nationale (y compris dans les secteurs ayant une importance économique stratégique) et l'ordre public, conformément à la législation des États membres;
- b. les travailleurs des États membres peuvent être employés sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un permis de travail et être accompagnés par les membres de leur famille – lorsque le droit de séjour du travailleur et des membres de sa famille est lié au contrat de travail. Ils peuvent également détenir, utiliser et céder librement leurs biens, et transférer librement leurs fonds.

4.27. Les engagements et limitations relatifs au mode 4 des États membres de l'UEE sont abordés dans les sous-sections pertinentes de la section 4.4.

4.3.5 Prescriptions en matière de résultats

4.28. L'établissement ou l'exercice d'activités dans un État membre par une personne d'un autre État membre ou par des personnes établies par lui ne peuvent être conditionnés au respect de prescriptions en matière de résultats concernant la teneur en éléments locaux, l'équilibrage des échanges ou l'équilibrage des opérations en devises, de prescriptions à l'exportation ou de prescriptions relatives au transfert de technologies, de savoir-faire ou d'autres renseignements ayant une valeur commerciale, sauf lorsque ces transferts sont exigés en vertu d'une décision de justice ou de la décision d'une autorité de la concurrence (paragraphe 32 du Protocole sur les services et l'investissement).

4.29. Un État membre peut cependant appliquer l'une quelconque des mesures mentionnées à condition qu'elles soient inscrites dans ses Listes de limitations horizontales ou de limitations additionnelles.

4.3.6 Entreprises publiques et monopoles

4.30. La section V du Protocole sur les services et l'investissement consacrée à la participation de l'État impose à chaque État membre qui contrôle ou participe au capital d'une entité juridique exerçant des activités sur son territoire de s'assurer que, s'agissant des questions visées par le Protocole sur les services et l'investissement, cette entité juridique opère sur la base de considérations d'ordre commercial et de manière non discriminatoire envers les autres participants du marché. La même règle s'applique aux entités juridiques à qui ont été accordés des privilèges exclusifs ou spéciaux, à l'exception des monopoles naturels. Les réserves concernant cette obligation peuvent être inscrites dans les Listes de limitations additionnelles ou horizontales. Cette obligation ne s'applique pas dans la mesure où les entités juridiques mentionnées sont chargées de mettre en œuvre les objectifs de politique sociale d'un État membre.

4.31. S'agissant des entités juridiques qui constituent des monopoles naturels, les États membres s'assureront que ces entités n'abusent pas de leur position monopolistique en agissant sur le territoire de l'autre État membre de manière incompatible avec leurs obligations au titre du Protocole sur les services et l'investissement.

4.32. La section XIX du Traité de l'UEE relative aux Monopoles naturels – qui comprend l'article 78 ("Secteurs et entités en situation de monopole naturel") et le Protocole 20 ("Protocole sur les règles et principes communs applicables aux activités des monopoles naturels") – contient les disciplines de l'UEE relatives aux monopoles naturels. L'objectif de ces instruments consiste à faire en sorte que les monopoles naturels des États membres, dont la liste figure aux appendices 1 et 2 de l'annexe 20, favorisent une concurrence loyale entre les entreprises, tout en protégeant les droits et intérêts légitimes des consommateurs.

4.33. Les disciplines relatives aux monopoles naturels a) définissent les principes pour la réglementation de leurs activités; b) énumèrent les mesures réglementaires autorisées, y compris notamment les tarifs réglementés; c) fixent des règles pour assurer l'accès aux services d'entités qui sont des monopoles naturels; et d) définissent la compétence de la Commission et des organismes nationaux à l'égard des monopoles naturels. L'harmonisation des secteurs comprenant des monopoles naturels est encouragée par la réduction de leur nombre et l'établissement éventuel d'une période de transition, comme prévu dans les sections XX et XXI du Traité de l'UEE (voir section 4.6). Toutefois, les monopoles naturels d'États membres peuvent aussi être étendus conformément au paragraphe 7 de l'article 78. Si les relations régies par les accords bilatéraux existants entre les États membres bénéficient de la clause de l'antériorité, leur reconduction est soumise aux disciplines de l'UEE. Les règles de l'UEE en matière de concurrence s'appliquent aux monopoles naturels en tenant compte des disciplines spécifiques relatives aux monopoles naturels.

4.34. Les monopoles naturels suivants sont énumérés dans les appendices:

- a. dans tous les États membres: le transport de pétrole et de produits pétroliers par canalisations primaires; le transport et la distribution de gaz par conduites principales; le

transfert et la distribution d'énergie électrique; les services de transport ferroviaire; les services dans les terminaux de transport, les ports et les aéroports; l'approvisionnement en eau et l'assainissement;

- b. au Bélarus et dans la Fédération de Russie: les services de télécommunication et services postaux destinés au public;
- c. au Kazakhstan et dans la Fédération de Russie: les services de gestion de la distribution dans le secteur de l'énergie électrique;
- d. au Kazakhstan: les services de transport ferroviaire relevant d'accords de concession et divers autres services; et
- e. dans la Fédération de Russie: les services de transport par les voies navigables intérieures et d'assistance aux brise-glaces dans les eaux de la route maritime du Nord.

4.35. Les tarifs pour les services fournis par des monopoles naturels sont réglementés par les autorités nationales conformément à la législation nationale (paragraphe 19 de l'annexe 20 et paragraphe 11 de l'annexe 21 du Traité de l'UEE).

4.4 Engagements de libéralisation et marché unique

4.36. L'article 66 du Traité contient une clause de *statu quo*, aux termes de laquelle les États membres conviennent de ne pas adopter de nouvelles mesures discriminatoires à compter de la date d'entrée en vigueur du Traité. Les disciplines relatives au *statu quo* ne s'appliquent pas au traitement national en matière d'investissement (paragraphe 73 du Protocole sur les services et l'investissement). Les mesures restrictives en vigueur depuis le 29 mai 2014 sont donc consolidées (voir le paragraphe 4.39 ci-dessous). Toutefois, de nouvelles mesures restrictives peuvent être adoptées dans certains secteurs spécifiques si les Listes de limitations additionnelles permettent l'adoption de nouvelles mesures restrictives; cette possibilité existe pour les trois États membres dans un nombre limité de secteurs.⁶¹

4.37. Dans l'ensemble, les dispositions de l'UEE sur les services et les investissements prévoient ce qui suit:

- a. une approche fondée sur une "liste négative", qui signifie que le traitement national, le traitement NPF et l'interdiction des mesures quantitatives et des mesures concernant les investissements sont appliqués conformément au Traité de l'UEE pour ce qui est du commerce des services, de l'établissement, des activités et des investissements; les mesures non conformes sont autorisées seulement dans la mesure où elles sont incluses dans leurs Listes de limitations additionnelles ou de limitations horizontales; et
- b. une "liste positive" de secteurs dans lesquels un marché unique est en vigueur. Le marché unique des services fonctionnera de manière réciproque, grâce à une libéralisation progressive du commerce des services et des investissements, et à l'élimination progressive des restrictions et des réserves (paragraphe 41 du Protocole sur les services et l'investissement).

4.38. Un marché unique dans un secteur de services donné prévoit ce qui suit pour les fournisseurs de services de l'UEE (paragraphe 38 du Protocole sur les services et l'investissement):

- a. le traitement national et le traitement NPF, ainsi qu'une prohibition des restrictions à l'accès aux marchés et des prescriptions en matière de résultats;
- b. la fourniture de services sans exiger l'établissement d'une entité juridique;
- c. l'autorisation de fournir des services sur la base de la reconnaissance mutuelle des permis;

⁶¹ Limitations 27 et 28 pour le Bélarus; limitations 7, 25, 26, 28 à 30 pour le Kazakhstan; et limitations 5, 6, 31 à 35 pour la Fédération de Russie.

- d. la reconnaissance des qualifications professionnelles de leur personnel; mais
- e. ces dispositions demeurent soumises aux Listes de limitations horizontales.

Ainsi, de façon générale, le traitement appliqué dans le cadre du marché unique implique une libéralisation beaucoup plus importante que le traitement accordé aux fournisseurs de services conformément aux engagements généralement contractés dans le cadre de l'OMC.

4.39. Dans le cadre prévu par le Traité et le Protocole sur les services et l'investissement, en décembre 2017, les engagements concernant les services avaient évolué comme suit:

- a. Immédiatement (1^{er} janvier 2015): création d'un marché unique pour 43 secteurs/sous-secteurs de services dans au moins deux États membres, comme suit (Décision n° 110/14 du Conseil suprême)⁶²:
 - i. dans 23 secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur dans tous les États membres (par exemple pour les services liés à l'agriculture, les services de location de machines ou de matériel sans opérateurs, les services de conseil en gestion, les services de développement de logiciels);
 - ii. dans six secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie (notamment pour les services de commerce de gros et de détail, les services de franchisage, les services d'hôtellerie et de restauration). Pour le Kazakhstan, le marché unique est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016;
 - iii. dans six secteurs de services, un marché unique de services est en place uniquement entre le Bélarus et la Fédération de Russie (pour les services auxiliaires de transport); et
 - iv. dans huit secteurs de services, un marché unique des services est en vigueur entre le Bélarus et la Fédération de Russie (par exemple pour les services de construction et d'ingénierie). Pour le Kazakhstan, le marché unique entrera en vigueur en 2024, compte tenu des périodes de transition prévues dans les plans de libéralisation.
- b. Création d'un marché unique des services dans 21 secteurs/sous-secteurs de services au terme d'une période de transition (Décision n° 30/15 du Conseil suprême)⁶³:
 - i. libéralisation progressive avec les exemptions mentionnées dans les Listes nationales de limitations horizontales (annexe 2 du Protocole sur les services et l'investissement. Ces listes reflètent les conditions d'accès réciproque en vigueur au 29 mai 2014; et
 - ii. la période de transition, le plan et le calendrier en vue de la création d'un marché unique dans 20 secteurs/sous-secteurs de services (sur 21) sont précisés dans les Décisions n° 22/16 et n° 23/16 du Conseil suprême.⁶⁴

⁶² Décision sur "l'approbation d'une liste de secteurs (sous-secteurs) de services pour le fonctionnement du marché unique des services de l'Union économique eurasiatique". Selon les Parties, ces 43 secteurs/sous-secteurs de services représentent près de 50% du volume global des services fournis dans les États membres de l'UEE, https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0137051/scd_25122014_110 (en russe).

⁶³ Décision relative à "l'approbation de la liste de secteurs (sous-secteurs) de services sur lesquels reposera la création d'un marché unique des services dans le cadre de l'Union économique eurasiatique, conformément aux plans de libéralisation (pendant la période de transition)", https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0138767/scd_19102015_30 (en russe).

⁶⁴ Décisions relatives à "l'approbation des plans de libéralisation pour les secteurs de service, mentionnés dans la Décision n° 30 du Conseil économique suprême eurasiatique du 16 octobre 2015", https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315046/scd_11042017_22 et "https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315047/scd_11042017_23" (en russe).

- c. Dans les secteurs où il n'y a pas de marché unique des services, le traitement national et le traitement NPF s'appliquent tous les deux. En outre, des restrictions quantitatives et en matière d'investissement ne peuvent être appliquées;
- d. les services financiers sont soumis à des disciplines spécifiques et ont été libéralisés conformément aux dispositions de l'annexe 17.

4.40. Les sous-sections qui suivent offrent un aperçu des engagements de libéralisation contractés dans le cadre de l'UEE dans le domaine des services. Elles indiquent, pour chaque Partie qui est Membre de l'OMC, les principales différences, par secteur, entre leur Liste AGCS et les engagements sectoriels souscrits dans le cadre de l'UEE. Les tableaux ne tiennent pas compte des limitations relatives au traitement NPF, des limitations horizontales, ni des engagements/limitations concernant le mode 4. Les secteurs et sous-secteurs dans lesquels la mise en place d'un marché unique est prévue, ainsi que sa date d'entrée en vigueur conformément aux plans de libéralisation et aux Décisions du Conseil suprême sont présentés dans l'annexe 10.

4.4.1 Kazakhstan

4.4.1.1 Réserves horizontales

4.41. Au titre de l'AGCS, le Kazakhstan a inscrit des limitations horizontales concernant le traitement national qui visent i) les subventions et/ou l'aide publique accordées aux groupes de personnes et aux régions désavantagés sur les plans social et économique, aux activités de recherche et développement, et au développement de la culture et de l'histoire nationales; et ii) les services liés aux activités d'exploitation du sous-sol.⁶⁵ Des limitations horizontales relatives à l'accès aux marchés et au traitement national pour les modes 3 et 4 s'appliquent à la propriété foncière. La présence commerciale est autorisée soit sous la forme de personnes morales du Kazakhstan, soit de succursales et/ou de bureaux de représentation établis au Kazakhstan.

4.42. Dans le cadre de l'UEE, les réserves du Kazakhstan concernant l'utilisation du sous-sol sont identiques à celles qui ont été formulées dans le cadre de l'OMC.⁶⁶ En outre, conformément aux conditions établies lors de son accession à l'OMC et compte tenu de l'approche de l'UEE fondée sur des listes négatives, le Kazakhstan introduit également des réserves visant les activités liées à l'utilisation des ressources stratégiques, les activités sur le plateau continental, l'utilisation des espèces de faune et de flore sauvages, et les procédures de sélection des concessionnaires. Les réserves relatives à la propriété foncière – pour la production agricole et sylvicole, et les terres situées dans les zones frontalières – s'appliquent selon les mêmes modalités et conditions qu'au titre de l'AGCS.

4.43. Dans le cadre de l'AGCS, le Kazakhstan a inscrit des exemptions de l'obligation NPF dans tous les secteurs/sous-secteurs pour les activités d'investissement et l'entrée/la présence de personnes physiques. Les limitations horizontales concernant le mode 4⁶⁷ dans le cadre de l'AGCS ont été levées dans l'UEE. Des exemptions de l'obligation NPF ont également été accordées pour certains services de communication et d'éducation, et pour tous les types de services de transport. Dans le cadre de l'UEE, des exemptions de l'obligation NPF sont accordées pour les services financiers, les monopoles naturels, l'énergie, les transports, et la diffusion ou les autres formes analogues de transmission d'œuvres audiovisuelles et de programmes de télévision et de radio.

4.4.1.2 Engagements sectoriels

4.44. Dans sa Liste AGCS, le Kazakhstan a pris des engagements spécifiques pour 10 secteurs de services sur 12. En comparaison, la libéralisation prévue par le pays dans le cadre de l'UEE va plus

⁶⁵ Les prescriptions sont les suivantes: i) 50% des services sont fournis par des personnes morales du Kazakhstan; ii) réduction du prix de 20% pour toute offre présentée par une personne morale du Kazakhstan, dans laquelle au moins 75% des employés sont des citoyens du Kazakhstan (pendant les six premières années) et au moins 50% des employés sont des citoyens du Kazakhstan (après les six premières années).

⁶⁶ Le terme "subsurface" est utilisé dans la Liste d'engagements de l'OMC, tandis que dans l'UEE le terme utilisé est "subsoil".

⁶⁷ Dans le cadre de l'AGCS, elles sont levées pour les dirigeants, les cadres et les spécialistes transférés à l'intérieur d'une société, à condition qu'ils ne représentent pas plus de 50% des travailleurs et pour une durée maximum de 4 ans; et pendant 90 jours pour les personnes en voyage d'affaires.

loin – notamment avec un marché unique dans plusieurs sous-secteurs et une libéralisation totale dans d'autres.

4.45. Le tableau 4.1 compare les engagements du Kazakhstan concernant les services dans le cadre de l'UEE et dans le cadre de l'AGCS, à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales. L'annexe 10 et les Décisions elles-mêmes contiennent des détails supplémentaires. La colonne concernant la libéralisation dans le cadre de l'UEE indique si un marché unique est/sera mis en place et le degré de libéralisation dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le marché unique.

4.46. La Liste des limitations additionnelles du Kazakhstan prévoit, pour tous les types d'activités qui nécessitent une licence, que les fournisseurs de services d'autres États membres établissent une personne morale sur son territoire; le traitement national et des limitations de l'accès aux marchés peuvent aussi s'appliquer.⁶⁸ Ces restrictions doivent être levées lorsqu'un marché unique est/sera en vigueur; si ce n'est pas le cas, elles pourraient limiter l'accès des autres États membres de l'UEE et elles seront indiquées dans le tableau ci-dessous, ainsi que dans les paragraphes pertinents.

Tableau 4.1 Kazakhstan: comparaison entre les engagements de libéralisation dans le cadre de l'AGCS et de l'UEE (à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales)

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Libéralisation intra-UEE	
		Comparaison avec l'AGCS	Au titre de l'UEE ^a
1. Services fournis aux entreprises			
A. Services professionnels	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2024)/Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
C. Services de recherche-développement	Partiels	Améliorés	MU* (2020)/Sans limitation
D. Services immobiliers	---	Nouveaux	MU (2020)
E. Services de location ou de crédit-bail sans opérateurs	Sans limitation	Améliorés	MU* (2015; 2019)/Sans limitation
F. Autres services fournis aux entreprises	Partiels	Améliorés	SM* (2015; 2024)/Partiels
2. Services de communication			
A. Services postaux	---	Nouveaux	Partiels
B. Services de courrier	Partiels	Améliorés	Sans limitation
C. Services de télécommunication	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Services audiovisuels	Partiels	Améliorés	MU* (2016; 2019)/Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes			
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Partiels	Améliorés	MU* (2024)/Sans limitation
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Partiels	Améliorés	MU (2024)
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Partiels	Améliorés	MU* (2024)/Sans limitation
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Partiels	Améliorés	MU* (2024)/Sans limitation
E. Autres services	Partiels	Améliorés	Sans limitation (2024)
4. Services de distribution			
A. Services de courtage	Partiels	Améliorés	MU (2016)
B. Services de commerce de gros	Partiels	Améliorés	MU* (2016)
C. Services de commerce de détail	Partiels	Améliorés	MU* (2016)
D. Services de franchisage	Partiels	Améliorés	MU (2016)
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
5. Services d'éducation			
A. Services d'enseignement primaire	---	Nouveaux	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	---	Nouveaux	Partiels

⁶⁸ Limitation 2 de la Liste. Davantage de renseignements sur les activités qui requièrent une licence sont disponibles dans la Loi de la République du Kazakhstan n° 202-V 3PK du 19 mai 2014 "sur les permissions et les notifications".

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Libéralisation intra-UEE	
		Comparaison avec l'AGCS	Au titre de l'UEE ^a
C. Services d'enseignement supérieur	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Partiels	Améliorés	Partiels
E. Autres services d'enseignement	Partiels	Améliorés	Partiels
6. Services environnementaux			
A. Services d'assainissement	Partiels	Améliorés	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Partiels	Améliorés	Partiels
C. Services de voirie et services analogues	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Autres services	Partiels	Améliorés	Partiels
7. Services financiers			
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	Partiels	Améliorés	MU (2025)
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Partiels	Améliorés	MU (2025)
C. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
8. Services de santé et services sociaux			
A. Services hospitaliers	---	Nouveaux	Sans limitation
B. Autres services de santé humaine	---	Nouveaux	Sans limitation
C. Services sociaux	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Partiels	Améliorés	MU (2016)
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Partiels	Améliorés	MU (2019)
C. Services de guides touristiques	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
10. Services récréatifs, culturels et sportifs			
A. Services de spectacles (y compris théâtre, orchestres et cirques)	Sans limitation	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de presse	Partiels	Similaires	Partiels
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Services sportifs et autres services récréatifs	---	Nouveaux	MU* (2015)/Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
11. Services de transport			
A. Services de transport maritime	Partiels	Améliorés	MU (2025)
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	Partiels	Similaires	Partiels
C. Services de transport aérien	Partiels	Similaires	Partiels
D. Transport spatial	---	Nouveaux	Partiels
E. Services de transport ferroviaire	Partiels	Améliorés	MU (2025)
F. Services de transport routier	Partiels	Améliorés	MU (2025)
G. Services de transport par conduites	---	Similaires	---
H. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport	Partiels	Améliorés	Sans limitation
I. Autres services de transport	---	Nouveaux	Sans limitation
12. Autres services non inclus ailleurs	---	Nouveaux	Sans limitation

Note générale: Les limitations relatives au traitement NPF, les limitations horizontales et les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas pris en compte. Dans le cadre de l'UEE, les services sont classés selon les catégories de la CPC (Version 1) qui ont-elles-mêmes été transférées dans la CPC provisoire et le document MTN.GNS/W/120 en utilisant le tableau de référence de l'ONU consultable à l'adresse: https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_77ver1_1E.pdf.

^a Les années entre parenthèses indiquent l'année de mise en fonctionnement (à tout moment de l'année) d'un marché unique des services dans un secteur/sous-secteur spécifique; lorsqu'il y a deux années, cela indique que la libéralisation finale intervient à plusieurs dates dans les sous-secteurs concernés. Si des sous-secteurs ne sont pas couverts par un marché unique, la libéralisation est également indiquée.

MU Marché unique des services en place.

MU* Marché unique des services en place dans au moins un des sous-secteurs.

Sans limitation: Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de marché unique en place, les engagements spécifiques ne sont assortis d'aucune limitation pour les trois modes.

Améliorés: Les engagements pris dans le cadre de l'UEE sont généralement améliorés par rapport à ceux pris dans le cadre de l'AGCS.

Nouveaux:	Nouveaux engagements dans le cadre de l'UEE (sans limitation ou partiels, avec ou sans limitation) qui peuvent être considérés comme des engagements "améliorés".
Partiels:	Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de MU en place, les engagements spécifiques sont soumis à certaines limitations pour les trois modes de fourniture.
---	Pour l'AGCS – pas d'engagements, pour l'UEE – aucun projet/plan de libéralisation n'est en place à la fin de 2017.
Similaires:	Engagements similaires (UEE vs AGCS); mais, dans certains cas, avec des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.
Source:	Document de l'OMC GATS/SC/154; Décisions du Conseil suprême n° 110/14, 111/14, 112/14, 17/15, 30/15, 31/15, 22/16 et 23/16; annexe 17 et ses suppléments.

4.47. Les secteurs/sous-secteurs suivants, pour lesquels il n'y a pas d'engagement au titre de l'AGCS, ont été pleinement libéralisés dans le cadre de l'UEE: tous les services de santé et services sociaux; les autres services non inclus ailleurs; les services de guides touristiques; et les "autres services" relatifs aux services de communication, de distribution, aux services financiers, aux services relatifs au tourisme et aux voyages, ainsi qu'aux services récréatifs, culturels et sportifs. Concernant ces derniers, un marché unique a été établi pour les services d'hôtellerie et de restauration (à l'exception de la vente d'alcool dans le cadre des services de traiteur), en 2016 et, pour les agences de voyage et les organisateurs touristiques, en 2019.

4.48. La libéralisation des services fournis aux entreprises a été fortement améliorée par rapport à celle prévue dans l'AGCS, en particulier avec la libéralisation intégrale du mode 4. Par ailleurs, dans certains secteurs/sous-secteurs – y compris les services informatiques et services connexes, les services immobiliers, la location simple et la location en crédit-bail de bateaux sans équipage – un marché unique est en place dans l'UEE. S'agissant des services professionnels, le Kazakhstan a amélioré ses engagements au titre de l'AGCS. Pour certains sous-secteurs partiellement couverts au titre de l'AGCS, un marché unique était en place depuis 2015; pour d'autres – comme l'audit, la comptabilité, l'immobilier (non couverts par l'AGCS), les services d'ingénierie – le marché unique sera mis en place pendant la période 2020-2024. Les services juridiques restent assujettis à des prescriptions en matière de nationalité, d'établissement et de licences, ainsi qu'à des réserves concernant le mode 4. La fourniture de services médicaux et vétérinaires reste également soumise à licence. Des réserves concernant le mode 4, généralement associées à des prescriptions en matière de nationalité, ont également été inscrites concernant les spécialistes de médecine scientifique. Dans la R&D, le Kazakhstan a élargi ses engagements par rapport à l'AGCS pour couvrir également les services de R&D en sciences naturelles. Pour les autres services fournis aux entreprises, un marché unique était en place en 2015 pour la gestion générale, la gestion financière à l'exception de la taxe sur les transactions commerciales, la gestion de la commercialisation, la gestion des ressources humaines, les services de nettoyage de bâtiments et la traduction et l'interprétation.

4.49. Dans les services de communication, diverses activités sont soumises à licence. Les engagements concernant les services audiovisuels, partiellement libéralisés au titre de l'AGCS, ont été améliorés dans le cadre de l'UEE, avec notamment un marché unique à compter de 2016 pour l'enregistrement du son et, à compter de 2019 pour les services de projection de films cinématographiques, les services de production et de distribution de films et de vidéos. La propriété et la gestion des médias sont toutefois réservées aux nationaux et la participation étrangère au capital ne peut dépasser 20%. Concernant aussi les services audiovisuels, le Kazakhstan s'est réservé le droit d'accorder des subventions pour la production/distribution de programmes, et d'appliquer des mesures relatives à la radiodiffusion ou aux autres types de transmission. S'agissant des services postaux, qui ne font pas l'objet d'engagements dans le cadre de l'AGCS, le Kazakhstan s'est réservé le droit d'appliquer des limitations pour les modes 1 et 2; la libéralisation complète s'applique concernant les modes 3 et 4. Quant aux services de télécommunication, le Kazakhstan s'est réservé le droit d'appliquer des limitations pour les modes 1 et 2 pour ce qui est de la communication locale et des services de radio (y compris la communication par satellite, mais exceptés, dans certaines conditions, les opérateurs de satellites étrangers).⁶⁹ Les services de courrier ont été entièrement libéralisés.

⁶⁹ Une limitation de la participation étrangère au capital inscrite dans la Liste de limitations a été supprimée.

4.50. En ce qui concerne les services de construction et les services d'ingénierie connexes, seulement partiellement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, le Kazakhstan rejoindra le marché unique de l'UEE le 1^{er} janvier 2025 au plus tard. Pour ce qui est des objets dangereux et complexes et des objets liés au patrimoine, aucun marché unique est prévu, mais la libéralisation complète des modes 1 à 4 était appliquée au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE.

4.51. Dans les services de distribution, le Kazakhstan a amélioré ses engagements au titre de l'AGCS en rejoignant les marchés uniques de l'UEE à compter de 2016, pour les services de courtage et de franchisage, ainsi que pour les services de commerce de gros et de détail – bien que dans ces deux derniers sous-secteurs, la vente de certains produits reste soumise à des restrictions (les mêmes qu'en Fédération de Russie, voir la note c du tableau de l'annexe 10, notamment la vente d'armes et de munitions, de stupéfiants et d'alcool).

4.52. L'AGCS ne prévoit que des engagements partiels pour les services d'éducation. Dans le cadre de l'UEE, le secteur est partiellement libéralisé – les établissements d'enseignement doivent établir une personne morale au Kazakhstan et une licence est exigée, sauf pour l'enseignement privé.

4.53. Pour ce qui est des services environnementaux, les engagements au titre de l'AGCS ne s'appliquent qu'aux services fournis sous contrat par des sociétés privées. Dans le cadre de l'UEE, cette limitation est levée, mais la libéralisation des secteurs du logement, des services d'utilité publique, de la consommation d'eau et de l'approvisionnement en eau est soumise à des prescriptions en matière de nationalité et d'établissement, ainsi qu'à une éventuelle limitation numérique des fournisseurs de services. En outre, s'agissant de l'énergie nucléaire et de l'élimination des déchets nucléaires, des limitations s'appliquent – en particulier, ces secteurs sont réservés aux ressortissants kazakhs et une licence est requise.

4.54. Au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, la libéralisation des services financiers était analogue à celle qui était prévue dans le cadre de l'AGCS. Cependant, comme cela est expliqué dans la section 4.6.2, l'UEE prévoit une réduction progressive des limitations relatives aux services financiers (qui sont toutes énoncées dans les appendices de l'annexe 17), ainsi qu'une politique coordonnée pour les marchés financiers en vue d'établir un marché unique d'ici à 2025. Ainsi, les fournisseurs de services financiers de l'UEE bénéficieront progressivement d'une meilleure situation, plus libéralisée, que ceux des Membres de l'OMC qui ne font pas partie de l'Union.

4.55. Par rapport à l'AGCS, la libéralisation des services récréatifs, culturels et sportifs est améliorée. Le Kazakhstan limite la participation étrangère dans les personnes morales qui fournissent des services de médias et exige que le rédacteur en chef d'un média soit un ressortissant kazakh. Aucune autre exemption ne s'applique à ce secteur de services. De plus, un marché unique est en place depuis 2015 pour les services de spectacles et l'organisation d'activités sportives et d'autres activités récréatives – à l'exclusion des jeux. Hormis l'obligation d'obtenir une licence, les services liés aux jeux sont entièrement libéralisés.

4.56. La libéralisation des services de transport est améliorée par rapport à l'AGCS. Au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, les conditions d'accès au marché pour les fournisseurs de services de transport issus de l'UEE et de Membres de l'OMC étaient les mêmes. Une politique des transports coordonnée de l'UEE est actuellement mise en œuvre et, d'ici à 2025, les obstacles existants seront supprimés et un marché unique des services sera établi pour les services de transport maritime, ferroviaire et routier (voir la section 4.6.4). Hormis l'obligation d'obtenir une licence, les services de transport spatial sont entièrement libéralisés.

4.57. Les investissements dans l'exploitation minière et les hydrocarbures imposent que 50% des marchés de services soient passés avec des entités kazakhes, tandis que les investisseurs peuvent réduire de 20% le prix de soumission à l'égard d'une personne morale du Kazakhstan, à condition que 50% à 75% de ses travailleurs soient des ressortissants kazakhs. Le Kazakhstan s'est également réservé le droit d'appliquer des mesures non conformes aux investissements dans l'énergie nucléaire, l'affinage des métaux précieux et le traitement des pierres gemmes.

4.4.2 Fédération de Russie

4.4.2.1 Réserves horizontales

4.58. Dans le cadre de l'AGCS, la Fédération de Russie a inscrit huit limitations horizontales, qui visent les subventions et autres formes de soutien de l'État, les transactions foncières, les participations aux privatisations et aux entreprises qui seront privatisées, les types de présence commerciale, les services publics, les populations indigènes et communautés ethniques peu nombreuses, les accords de partage de la production pour l'exploration, l'exploitation et la production de matières premières minérales, et la présence de personnes physiques. Ces limitations concernent l'accès aux marchés et/ou le traitement national.

4.59. Dans le cadre de l'UEE, la Fédération de Russie a inscrit des réserves horizontales dans sa Liste de limitations horizontales. Les réserves suivantes sont différentes de celles inscrites dans le cadre de l'AGCS⁷⁰:

- a. les limitations relatives au traitement national visant les accords de partage de la production s'appliquent de manière générale, tandis que dans le cadre de l'AGCS, elles ne s'appliquaient qu'aux matières premières minérales.⁷¹ Les accords de ce type conclus avec d'autres États membres de l'UEE avant le 1^{er} janvier 2012 sont soumis à des limitations différentes;
- b. toute mesure non conforme concernant les activités dans les entités administratives fermées⁷², le plateau continental de la Fédération de Russie, les procédures de sélection des concessionnaires et les activités qui revêtent une importance stratégique pour la défense et la sécurité nationales;
- c. de nouvelles limitations relatives au traitement national visant l'utilisation des espèces de faune et de flore sauvages sur des territoires spécifiques et visant la propriété foncière dans l'enceinte des ports maritimes;
- d. les limitations horizontales concernant le mode 4⁷³ au titre de l'AGCS ont été levées; et
- e. les limitations relatives à l'accès aux marchés au titre de l'AGCS visant les services publics, ainsi que les limitations relatives à l'accès aux marchés et au traitement national concernant les participations aux privatisations et aux entreprises qui seront privatisées ont été remplacées par les disciplines de la section V sur la "participation de l'État".

4.60. Dans le cadre de l'AGCS, la Fédération de Russie a inscrit des exemptions de l'obligation NPF dans tous les secteurs/sous-secteurs pour les mesures concernant les investissements et le mode 4, sur la base des accords existants et à venir. Les autres exemptions de l'obligation NPF au titre de l'AGCS sont appliquées à certains services de communication et d'éducation, ainsi qu'à tous les types de services de transport. Dans le cadre de l'UEE, les exemptions de l'obligation NPF de la Fédération de Russie visent les services financiers, les activités associées aux monopoles naturels, à l'énergie et au transport, les détectives privés et les services de sécurité, et la diffusion ou les autres formes analogues de transmission d'œuvres audiovisuelles et de programmes de télévision et de radio.

⁷⁰ Les réserves horizontales visant les subventions et autres formes de soutien de l'État, la propriété des terres agricoles, les transactions foncières portant sur l'habitat traditionnel des populations indigènes et les terres situées dans les zones frontalières sont similaires à celles prévues dans le cadre de l'AGCS.

⁷¹ Au moins 80% de tous les travailleurs doivent être des citoyens russes et au moins 70% du coût total de l'équipement acheté par des investisseurs doit être d'origine russe. Pour les activités des secteurs revêtant une importance stratégique, les investisseurs étrangers doivent acheter au moins 5% des parts comprenant le capital autorisé.

⁷² Les "entités administratives fermées" sont des territoires ayant un caractère stratégique, qui abritent par exemple des industries atomiques, métallurgiques, chimiques ou militaires.

⁷³ Les réserves au titre de l'AGCS sont seulement levées pour les personnes transférées à l'intérieur d'une société pour une période de 3 ans avec possibilité de prolongation et pour les personnes en voyage d'affaires pour une période maximum de 90 jours.

4.4.2.2 Engagements sectoriels

4.61. Dans sa Liste AGCS, la Fédération de Russie a souscrit des engagements spécifiques dans l'ensemble des secteurs de services. Par rapport à l'AGCS, les engagements de libéralisation de la Fédération de Russie dans le cadre de l'UEE sont plus vastes – en particulier pour ce qui est de l'établissement d'un marché unique dans divers secteurs/sous-secteurs et de la libéralisation complète dans d'autres.

4.62. Le tableau 4.2 compare les engagements de la Fédération de Russie concernant les services dans le cadre de l'UEE et dans le cadre de l'AGCS, à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales. L'annexe 10 et les Décisions elles-mêmes contiennent des détails supplémentaires. La colonne concernant la libéralisation dans le cadre de l'UEE indique si un marché unique est/sera mis en place, ainsi que le degré de libéralisation dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le marché unique. La Liste de limitations additionnelles de la Fédération de Russie exige, pour tous les types d'activités qui nécessitent une licence, que les fournisseurs de services d'autres États membres établissent une personne morale sur le territoire du pays; le traitement national et des limitations de l'accès aux marchés peuvent aussi s'appliquer.⁷⁴ Ces restrictions doivent être levées lorsqu'un marché unique est/sera en vigueur; si ce n'est pas le cas, elles pourraient limiter l'accès des autres États membres de l'UEE et seront prises en compte dans le tableau ci-dessous, ainsi que dans les paragraphes pertinents.⁷⁵

Tableau 4.2 Fédération de Russie: comparaison entre les engagements de libéralisation pris dans le cadre de l'AGCS et de l'UEE (à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales)

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Libéralisation intra-UEE	
		Comparaison avec l'AGCS	Au titre de l'UEE ^a
1. Services fournis aux entreprises			
A. Services professionnels	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2022)/ Partiels
B. Services informatiques et services connexes	Partiels	Améliorés	MU (2015)
C. Services de recherche-développement	Partiels	Améliorés	MU* (2020)/ Sans limitation
D. Services immobiliers	Partiels	Améliorés	MU (2020)
E. Services de location ou de crédit-bail sans opérateurs	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/ Sans limitation
F. Autres services fournis aux entreprises	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/ Partiels
2. Services de communication			
A. Services postaux	---	Nouveaux	Partiels
B. Services de courrier	Partiels	Améliorés	Sans limitation
C. Services de télécommunication	Partiels	Similaires	Partiels
D. Services audiovisuels	Partiels	Améliorés	MU* (2015; 2019)/ Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes			
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/ Sans limitation
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2021)
C. Travaux de pose d'installations et de montage	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/ Sans limitation
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/ Sans limitation
E. Autres services	Partiels	Améliorés	MU* (2015)/ Sans limitation
4. Services de distribution			
A. Services de courtage	Partiels	Améliorés	MU (2015)

⁷⁴ Limitation 2 de la Liste. Davantage de renseignements sur les activités qui requièrent une licence sont disponibles dans la Loi fédérale n° 99-FZ du 4 mai 2011 "sur l'octroi de licences pour certains types d'activités".

⁷⁵ La Fédération de Russie indique que "les prescriptions en matière de licences font partie de la réglementation nationale, conformément à l'article VI et ne sont pas visées par des limitations de l'accès aux marchés. Elles ne doivent donc pas figurer dans le tableau ci-dessous".

Secteurs et sous-secteurs	AGCS	Libéralisation intra-UEE	
		Comparaison avec l'AGCS	Au titre de l'UEE ^a
B. Services de commerce de gros	Partiels	Améliorés	MU* (2015)
C. Services de commerce de détail	Partiels	Améliorés	MU* (2015)
D. Services de franchisage	Sans limitation*	Améliorés	MU (2015)
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
5. Services d'éducation			
A. Services d'enseignement primaire	Partiels	Améliorés	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	Partiels	Améliorés	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Partiels	Améliorés	Partiels
E. Autres services d'enseignement	---	Nouveaux	Partiels
6. Services environnementaux			
A. Services d'assainissement	Partiels	Similaires	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Partiels	Améliorés	Partiels
C. Services de voirie et services analogues	Partiels	Similaires	Partiels
D. Autres services	Partiels	Similaires	Partiels
7. Services financiers			
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	Partiels	Améliorés	MU (2025)
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Partiels	Améliorés	MU (2025)
C. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
8. Services de santé et services sociaux			
A. Services hospitaliers	Partiels	Améliorés	Partiels
B. Autres services de santé humaine	---	Nouveaux	Partiels
C. Services sociaux	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages			
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	Partiels	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	Partiels	Améliorés	MU (2019)
C. Services de guides touristiques	Partiels	Améliorés	Sans limitation
D. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
10. Services récréatifs, culturels et sportifs			
A. Services de spectacles (y compris théâtre, orchestres et cirques)	Partiels	Améliorés	MU (2015)
B. Services d'agences de presse	Partiels	Similaires	Partiels
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	---	Nouveaux	Sans limitation
D. Services sportifs et autres services récréatifs	---	Nouveaux	MU* (2015)/ Partiels
E. Autres services	---	Nouveaux	Sans limitation
11. Services de transport			
A. Services de transport maritime	Partiels	Améliorés	MU (2025)
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	Partiels	Améliorés	Partiels
C. Services de transport aérien	Partiels	Améliorés	Partiels
D. Transport spatial	---	Nouveaux	Partiels
E. Services de transport ferroviaire	Partiels	Améliorés	MU (2025)
F. Services de transport routier	Partiels	Améliorés	MU (2025)
G. Services de transport par conduites	---	Similaires	---
H. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport	Partiels	Améliorés	MU (2015; 2025)
I. Autres services de transport	---	Nouveaux	Sans limitation
12. Autres services non inclus ailleurs	---	Nouveaux	Sans limitation

Note générale: Les limitations relatives au traitement NPF, les limitations horizontales et les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas pris en compte. Dans le cadre de l'UEE, les services sont classés selon les catégories de la CPC (Version 1) qui ont-elles-mêmes été transférées dans la CPC provisoire et le document MTN.GNS/W/120 en utilisant le tableau de référence de l'ONU consultable à l'adresse: https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_77ver1_1E.pdf.

^a Les années entre parenthèses indiquent l'année de mise en fonctionnement (à tout moment de l'année) d'un marché unique des services dans un secteur/sous-secteur spécifique; lorsqu'il y a deux années, cela indique que la libéralisation finale intervient à plusieurs dates

	dans les sous-secteurs concernés. Si des sous-secteurs ne sont pas couverts par un marché unique, la libéralisation est également indiquée.
MU	Marché unique des services en place.
MU*	Marché unique des services en place dans au moins un des sous-secteurs.
Sans limitation:	Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de marché unique en place, les engagements spécifiques ne sont assortis d'aucune limitation pour les trois modes.
Améliorés:	Les engagements pris dans le cadre de l'UEE sont généralement améliorés par rapport à ceux qui ont été pris dans le cadre de l'AGCS.
Nouveaux:	Nouveaux engagements dans le cadre de l'UEE (sans limitation ou partiels, avec ou sans limitation) qui peuvent être considérés comme des engagements "améliorés".
Partiels:	Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de MU en place, les engagements spécifiques sont soumis à certaines limitations pour les trois modes de fourniture.
---	Pour l'AGCS – pas d'engagements, pour l'UEE – aucun projet/plan de libéralisation n'est en place à la fin de 2017.
Similaires:	Engagements similaires (UEE vs AGCS); mais, dans certains cas, avec des améliorations limitées et/ou des réserves additionnelles limitées.
Source:	Document de l'OMC GATS/SC/154; Décisions du Conseil suprême n° 110/14, 111/14, 112/14, 17/15, 30/15, 31/15, 22/16 et 23/16; annexe 17 et ses suppléments.

4.63. Les secteurs/sous-secteurs suivants, pour lesquels il n'y a pas d'engagement au titre de l'AGCS, ont été pleinement libéralisés dans le cadre de l'UEE: services vétérinaires; services sociaux; services des bibliothèques, archives, musées et "autres services" relatifs aux services professionnels fournis aux entreprises; services de R&D interdisciplinaires; services audiovisuels et de communication; services de distribution; services financiers; services relatifs au tourisme et aux voyages; services récréatifs, culturels et sportifs; et services de transport.

4.64. La libéralisation des services fournis aux entreprises a été grandement améliorée par rapport à celle qui est prévue au titre de l'AGCS. Pour les services informatiques et services connexes, un marché unique a été établi en 2015; cela a été le cas aussi pour certains sous-secteurs de services professionnels (services de conseil fiscal et services d'architecture). Dans d'autres sous-secteurs, partiellement couverts au titre de l'AGCS, le marché unique entrera en vigueur pendant la période 2020-2022 (par exemple, immobilier). En ce qui concerne les services d'ingénierie, le marché unique a été établi en 2015, sauf pour les objets dangereux, complexes ou liés au patrimoine (par exemple, les centrales nucléaires, les réseaux de métro, etc.)⁷⁶, pour lesquels il entrera en vigueur en 2021. Les engagements en vue de la mise en place du marché unique pour la R&D en sciences naturelles, qui sont nouveaux par rapport aux engagements au titre de l'AGCS, seront mis en œuvre en 2020. En 2015, le marché unique a commencé à fonctionner dans un certain nombre de sous-secteurs des services de location ou de crédit-bail sans opérateurs et d'autres services fournis aux entreprises; il s'agit notamment: des services liés à d'autres matériels de transport et machines, des services d'études de marché et de sondage, des services de conseil en gestion et des services photographiques. Les services juridiques restent soumis à diverses limitations – comme le traitement national et des limitations de l'accès au marché pour les avocats et notaires étrangers, et les stagiaires et assistants de notaires étrangers. L'absence de réserves pour le mode 4 en général dans tous les secteurs couverts par l'UEE contraste grandement avec le fait que le mode 4 n'est pas consolidé dans le cadre de l'AGCS – sauf pour les personnes transférées à l'intérieur d'une société et les personnes en voyage d'affaires. Des réserves concernant le mode 4 au titre de l'UEE ont été inscrites pour les avocats et les notaires, les experts du cadastre et en archéologie; elles sont généralement associées à des prescriptions relatives à la nationalité. En outre, les services médicaux et les activités connexes – médecins, physiothérapeutes, fabrication de produits médicaux, production et entretien de matériel médical, etc. – sont soumis à des prescriptions en matière de licences.

4.65. Dans le cadre de l'UEE, la Fédération de Russie a pris de nouveaux engagements concernant les services postaux et certains services audiovisuels. Pour ces derniers, un marché unique a été établi en 2015 pour les services d'enregistrement du son; pour la production et la distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo, ainsi que pour la projection de films, le marché unique commencera à fonctionner en 2019. La Fédération de Russie s'est réservé le droit

⁷⁶ Voir les notes a et b du tableau de l'annexe 10 pour une liste complète.

d'appliquer des mesures concernant la radiodiffusion et la transmission de programmes de télévision et de radio, y compris d'accorder des subventions pour la production et la distribution. Pour ce qui est de la fourniture de services postaux, la Fédération de Russie se réserve le droit d'appliquer des mesures non conformes pour les modes 2 et 3 tandis que les modes 1 et 4 sont entièrement libéralisés. Dans le cadre de l'UEE, les services de courrier sont entièrement libéralisés. Les services de télécommunication sont partiellement libéralisés dans le cadre de l'AGCS, mais des limitations concernant les modes 2 et 3 sont appliquées pour les mesures liées à la communication radio, y compris les services par satellite (sauf les services fixes par satellite fournis par des opérateurs étrangers de communication par satellite). En outre, la fourniture de services de communication nécessite une licence.

4.66. Un marché unique a été mis en place pour les services de construction et les services d'ingénierie connexes, hormis les services de construction d'infrastructures civiles dangereuses, complexes ou liées au patrimoine pour lesquels il commencera à opérer en 2021.

4.67. Dans les services de distribution, la Fédération de Russie a considérablement amélioré ses engagements au titre de l'AGCS en établissant un marché unique dans la quasi-totalité des sous-secteurs – les services de courtage et de franchisage, ainsi que les services de commerce de gros et de détail. Pour ces deux derniers sous-secteurs, la vente de certains produits (par exemple le matériel militaire, l'esturgeon et le caviar, l'alcool, les produits pétroliers, etc.)⁷⁷ demeure restreinte conformément à sa liste de limitations.

4.68. Dans le cadre de l'AGCS, les engagements concernant les services d'éducation sont limités aux structures d'éducation financées par le secteur privé tandis que dans le cadre de l'UEE, le secteur est entièrement libéralisé, sauf pour ce qui est de l'obligation d'obtenir une licence.

4.69. En ce qui concerne les services environnementaux, la libéralisation a été renforcée, mais il subsiste des limitations. La fourniture de services de logement et de services d'utilité publique, la consommation d'eau et l'approvisionnement en eau sont soumis à des prescriptions en matière de nationalité et d'établissement, ainsi qu'à une éventuelle limitation du nombre de fournisseurs de services. La Fédération de Russie s'est réservée le droit d'appliquer des mesures non conformes pour les déchets dangereux. Les activités liées à l'énergie nucléaire et au traitement des déchets radioactifs restent soumises à des restrictions.

4.70. Pour ce qui est des services de santé et des services sociaux, les engagements pris par la Fédération de Russie au titre de l'AGCS s'appliquent seulement aux structures et services de santé financés par des fonds privés. Dans le cadre de l'UEE, cette limitation est levée, mais la libéralisation du secteur est soumise à l'obtention d'une licence pour tout type d'activité médicale.

4.71. Comme c'est le cas pour les services financiers au Kazakhstan (paragraphe 4.54 ci-dessus), au moment de l'entrée en vigueur de l'UEE, le niveau de libéralisation de ces services dans la Fédération de Russie était analogue à celui qui est établi dans le cadre de l'AGCS. Une suppression progressive des limitations et l'application d'une politique coordonnée concernant les marchés financiers visent à établir un marché unique d'ici à 2025 (voir la section 4.6.2).

4.72. Les engagements concernant les services relatifs au tourisme et aux voyages ont été améliorés par rapport à ceux qui ont été pris dans le cadre de l'AGCS: un marché unique a été établi pour les services d'hôtellerie et de restauration tandis que pour les agences de voyage et les organisateurs touristiques, il commencera à fonctionner en 2019.

4.73. La libéralisation des services récréatifs, culturels et sportifs a été améliorée. Depuis 2015, un marché unique a été établi pour les services de spectacles et les services sportifs et autres services récréatifs, à l'exception des jeux, qui ont été entièrement libéralisés, hormis l'obligation d'obtenir une licence. En outre, des limitations ont été établies pour la participation étrangère au capital de médias, de bureaux de rédaction ou d'entités engagées dans la radiodiffusion.

4.74. Les engagements concernant les services de transport ont été largement améliorés dans le cadre de l'UEE. En 2015, un marché unique a été établi, entre autres, pour les services de manutention des marchandises, les services d'entreposage et de magasin, et les services des

⁷⁷ Voir la note c du tableau de l'annexe 10.

agences de transport de marchandises. La Fédération de Russie impose des prescriptions en matière de nationalité pour les astronautes et d'accès aux marchés et limite la participation étrangère aux activités spatiales et aux organisations aéronautiques. De plus, une licence est nécessaire dans certains sous-secteurs, comme le transport intérieur et aérien. Dans le cadre de l'UEE, une politique de transport coordonnée est actuellement mise en place, avec la suppression prévue des obstacles existants et l'établissement d'un marché unique pour les services de transport maritime, ferroviaire et routier et les services auxiliaires d'ici à 2025 (voir la section 4.6.4).

4.75. Les investissements dans l'énergie, l'exploitation minière et certains services environnementaux sont limités par un grand nombre de restrictions, notamment parce que le pays s'est réservé le droit d'appliquer toute mesure non conforme pour l'utilisation du sous-sol, l'énergie nucléaire et le traitement des déchets radioactifs, ainsi que la plomberie, l'enlèvement des ordures, le traitement sanitaire et les services similaires liés aux déchets dangereux. La Fédération de Russie s'est également réservé le droit de détenir la majorité des votes dans les organes de gestion des entités exerçant des activités d'extraction de diamants. De plus, des réserves en matière d'accès aux marchés et de traitement national s'appliquent aux entités habilitées à affiner les métaux précieux. Dans le secteur de l'aviation, les intérêts étrangers ne doivent pas dépasser 25% du capital autorisé d'un établissement du secteur, et les dirigeants et les membres du conseil d'administration doivent être des citoyens de la Fédération de Russie.

4.4.3 Bélarus

4.4.3.1 Réserves horizontales

4.76. Dans sa Liste de limitations horizontales, le Bélarus s'est réservé le droit d'appliquer des mesures non conformes à ses engagements dans le cadre de l'UEE, comme suit:

- a. le traitement national ne peut pas être accordé aux investisseurs de l'UEE et à leurs investissements pour les subventions, les acquisitions et la propriété foncières (le crédit-bail demeure toutefois possible), et l'utilisation des espèces de faune et de flore sauvages dans certains lieux/territoires au Bélarus;
- b. ni le traitement national ni l'accès aux marchés ne s'appliquent à l'inventaire des terres et à l'aménagement du territoire, à l'inventaire technique des biens immobiliers et à l'enregistrement officiel des droits y afférents, à l'évaluation des biens de l'État, et aux activités de géodésie et de cartographie;
- c. l'accès aux marchés, la prohibition des prescriptions en matière de résultats et le traitement national ne s'appliquent pas aux activités liées aux concessions.

4.77. Conformément aux Listes de limitations additionnelles du Bélarus, des exemptions de l'obligation NPF sont accordées pour les services financiers et les types d'activités liées aux monopoles naturels, à l'énergie et au transport, et pour certains services juridiques (avocats).

4.78. Le mode 4 est entièrement libéralisé, sauf si des limitations sont inscrites dans les Listes de limitations additionnelles.

4.4.3.2 Engagements concernant les services

4.79. Le tableau 4.3 résume les engagements du Bélarus concernant les services dans le cadre de l'UEE à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales. L'annexe 10 et les Décisions elles-mêmes contiennent des détails supplémentaires. La colonne concernant la libéralisation dans le cadre de l'UEE indique si un marché unique est/sera mis en place, ainsi que le degré de libéralisation dans les secteurs qui ne sont pas couverts par le marché unique. La Liste des limitations additionnelles du Bélarus indique des limitations pour tous les types d'activités qui

nécessitent une licence; dans le tableau et le texte ci-dessous, elles sont traitées de la même manière que dans la section concernant le Kazakhstan (voir le paragraphe 4.46 ci-dessus).⁷⁸

Tableau 4.3 Bélarus: engagements de libéralisation des services au titre de l'UEE (à l'exclusion du mode 4 et des limitations horizontales)

Secteurs et sous-secteurs	Libéralisation dans le cadre de l'UEE
1. Services fournis aux entreprises	
A. Services professionnels	MU (2015; 2022)/Partiels
B. Services informatiques et services connexes	MU* (2015)
C. Services de recherche-développement	MU* (2020)/Sans limitation
D. Services immobiliers	MU (2020)
E. Services de location ou de crédit-bail sans opérateurs	MU* (2015; 2019)/Sans limitation
F. Autres services fournis aux entreprises	MU* (2015; 2019)/Partiels
2. Services de communication	
A. Services postaux	Partiels
B. Services de courrier	Sans limitation
C. Services de télécommunication	Partiels
D. Services audiovisuels	MU* (2015; 2019)/Partiels
E. Autres services	Sans limitation
3. Services de construction et services d'ingénierie connexes	
A. Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments	MU* (2015)/Sans limitation
B. Travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil	MU (2015; 2021)
C. Travaux de pose d'installations et de montage	MU* (2015)/Sans limitation
D. Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	MU* (2015)/Sans limitation
E. Autres services	MU* (2015)/Sans limitation
4. Services de distribution	
A. Services de courtage	MU (2015)
B. Services de commerce de gros	MU* (2015)
C. Services de commerce de détail	MU* (2015)
D. Services de franchise	MU (2015)
E. Autres services	Sans limitation
5. Services d'éducation	
A. Services d'enseignement primaire	Partiels
B. Services d'enseignement secondaire	Partiels
C. Services d'enseignement supérieur	Partiels
D. Services d'enseignement pour adultes	Partiels
E. Autres services d'enseignement	Partiels
6. Services environnementaux	
A. Services d'assainissement	Partiels
B. Services d'enlèvement des ordures	Partiels
C. Services de voirie et services analogues	Partiels
D. Autres services	Partiels
7. Services financiers	
A. Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance	MU (2025)
B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	MU (2025)
C. Autres services	Sans limitation
8. Services de santé et services sociaux	
A. Services hospitaliers	Partiels
B. Autres services de santé humaine	Partiels
C. Services sociaux	Sans limitation
D. Autres services	Sans limitation
9. Services relatifs au tourisme et aux voyages	
A. Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)	MU (2015)
B. Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques	MU (2019)
C. Services de guides touristiques	Sans limitation
D. Autres services	Sans limitation
10. Services récréatifs, culturels et sportifs	
A. Services de spectacles (y compris théâtre, orchestres et cirques)	MU (2015)
B. Services d'agences de presse	Partiels
C. Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels	Sans limitation

⁷⁸ Limitation 2 de la Liste. Des renseignements complémentaires sur les activités qui nécessitent une licence figurent principalement dans le Décret présidentiel n° 450 sur "l'octroi de licences pour certains types d'activités" du 1^{er} septembre 2010.

Secteurs et sous-secteurs	Libéralisation dans le cadre de l'UEE
D. Services sportifs et autres services récréatifs	MU* (2015)/Partiels
E. Autres services	Sans limitation
11. Services de transport	
A. Services de transport maritime	MU (2025)
B. Services de transport par les voies navigables intérieures	Partiels
C. Services de transport aérien	Partiels
D. Transport spatial	Sans limitation
E. Services de transport ferroviaire	MU (2025)
F. Services de transport routier	MU (2025)
G. Services de transport par conduites	---
H. Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport	MU (2015; 2025)
I. Autres services de transport	Sans limitation
12. Autres services non inclus ailleurs	Sans limitation

Note générale: Les limitations relatives au traitement NPF, les limitations horizontales et les engagements/limitations concernant le mode 4 ne sont pas pris en compte. Dans le cadre de l'UEE, les services sont classés selon les catégories de la CPC (Version 1) qui ont-elles-mêmes été transférées dans la CPC provisoire et le document MTN.GNS/W/120 en utilisant le tableau de référence de l'ONU consultable à l'adresse: https://unstats.un.org/unsd/publication/SeriesM/SeriesM_77ver1_1E.pdf.

^a Les années entre parenthèses indiquent l'année de mise en place (à tout moment de l'année) d'un marché unique des services dans un secteur/sous-secteur spécifique; lorsqu'il y a deux années, cela indique que la libéralisation finale intervient à plusieurs dates dans les sous-secteurs concernés. Si des sous-secteurs ne sont pas couverts par un marché unique, la libéralisation est également indiquée.

MU Marché unique des services en place.

MU* Marché unique des services en place dans au moins un des sous-secteurs.

Sans limitation: Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de marché unique en place, les engagements spécifiques ne sont assortis d'aucune limitation pour les trois modes.

Partiels: Pour les sous-secteurs dans lesquels il n'y a pas de MU en place, les engagements spécifiques sont soumis à certaines limitations selon les trois modes de fourniture.

---: Aucun projet/plan de libéralisation n'est en place à la fin de 2017.

Source: Décisions du Conseil suprême n° 110/14, 111/14, 112/14, 17/15, 30/15, 31/15, 22/16 et 23/16; annexe 17 et ses suppléments.

4.80. En ce qui concerne les services fournis aux entreprises, à compter de 2015, un marché unique était en place pour les services informatiques et les services connexes et dans un certain nombre de sous-secteurs comme les services professionnels, les services de location ou de crédit-bail sans opérateurs et les autres services fournis aux entreprises. Pour d'autres sous-secteurs, le marché unique sera mis en place pendant la période 2019-2022, notamment pour les services de conseil fiscal, les services de conseil et d'établissement d'avant-projets d'architecture, les services d'ingénierie et les services immobiliers. Dans le cadre de l'UEE, le Bélarus a libéralisé entièrement, entre autres, les services de R&D interdisciplinaires; certains services de location ou de crédit-bail sans opérateurs; et les services annexes à la pêche et aux industries manufacturières. Les services juridiques restent soumis à des prescriptions en matière de nationalité, d'établissement et de licences; des limitations non conformes en matière de traitement national et d'accès aux marchés sont également établies concernant les cadastres et registres nationaux ainsi que des limitations liées au mode 4 pour le contrôle métrologique. Hormis l'obligation d'obtenir une licence, les services médicaux et vétérinaires et certains autres services fournis aux entreprises sont entièrement libéralisés.

4.81. Comme la Fédération de Russie, le Bélarus se réserve le droit d'appliquer des limitations pour les modes 2 et 3 concernant les services postaux, tandis que les modes 1 et 4 sont entièrement libéralisés. En outre, la libéralisation du secteur des télécommunications reste soumise à des limitations pour les modes 2 et 3 concernant l'application de toutes mesures relatives aux services de communication radio, y compris la communication par satellite. Une licence est requise pour certains services de communication tels que les services de télécommunication et d'expédition. Dans le cadre de l'UEE, les services de courrier sont entièrement libéralisés. En 2015, un marché unique a été mis en place pour les services d'enregistrement du son et un marché unique sera établi en 2019 pour la production et la

distribution de films cinématographiques et de bandes vidéo, ainsi que pour les services de projection de films cinématographiques.

4.82. Pour certains secteurs/sous-secteurs des services de construction et des services d'ingénierie connexes, un marché unique a été mis en place en 2015; pour les services liés aux travaux d'entreprises générales de construction d'ouvrages de génie civil concernant des objets dangereux, complexes ou liés au patrimoine, un marché unique sera établi en 2021.

4.83. Dans les services de distribution, un marché unique a été mis en place pour la plupart des secteurs/sous-secteurs à compter de 2015 – certains produits spécifiques restent soumis à des restrictions pour la vente (note c de l'annexe 10).

4.84. Les services d'éducation ont été partiellement libéralisés au Bélarus. Les établissements sont tenus d'établir une personne morale au Bélarus; des limitations non conformes en matière d'accès aux marchés peuvent également être appliquées. Des licences sont exigées aussi pour l'enseignement secondaire et supérieur, et pour la formation technique/professionnelle tertiaire.

4.85. En ce qui concerne les services environnementaux, le Bélarus s'est réservé le droit d'appliquer des limitations non conformes en matière de traitement national et d'accès aux marchés. En outre, des prescriptions en matière de licences s'appliquent concernant le traitement des substances nocives pour la couche d'ozone et des déchets dangereux.

4.86. Tout comme pour la libéralisation des services financiers au Kazakhstan et dans la Fédération de Russie, le Bélarus s'est engagé à établir un marché unique des services d'ici à 2025 (voir la section 4.6.2). D'ici là, le Bélarus s'est réservé le droit d'appliquer des limitations non conformes en matière de traitement national, d'accès aux marchés et de traitement NPF pour les activités liées aux services financiers.

4.87. Pour ce qui est des services de santé et des services sociaux, ces derniers sont entièrement libéralisés dans le cadre de l'UEE. Les hôpitaux sont tenus d'établir une personne morale au Bélarus et la fourniture de services médicaux/de santé nécessite une licence.

4.88. Depuis 2015, un marché unique des services est en place dans plusieurs secteurs/sous-secteurs des services récréatifs, culturels et sportifs, la seule exception étant les jeux pour lesquels une licence est exigée. Les entreprises de médias doivent être établies au Bélarus; des limitations à la participation étrangère peuvent aussi s'appliquer.

4.89. Concernant les services de transport, un marché unique est en place depuis 2015 pour les services auxiliaires. Les activités liées au transport automobile sont soumises à des prescriptions en matière de licence. Une politique des transports coordonnée est actuellement établie dans le cadre de l'UEE; l'établissement d'un marché unique est envisagé pour les services de transport maritime, ferroviaire et routier et les services auxiliaires d'ici à 2025.

4.90. Comme dans les deux autres États membres de l'UEE, l'investissement est soumis à des restrictions dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière.

4.5 Dispositions réglementaires

4.5.1 Réglementation intérieure

4.91. Les paragraphes 57 à 64 du Protocole sur les services et l'investissement contiennent des disciplines relatives à la réglementation intérieure, qui reprennent dans une large mesure le texte de l'article VI de l'AGCS. Les États membres sont tenus de faire en sorte que toutes leurs mesures d'application générale qui affectent le commerce des services soient administrées d'une manière raisonnable, objective et impartiale. Ils doivent aussi avoir mis en place des procédures pour réviser dans les moindres délais les décisions administratives affectant le commerce des services et prendre des mesures correctives appropriées, y compris en recourant aux tribunaux judiciaires, arbitraux ou administratifs. Pour éviter les obstacles non nécessaires au commerce des services, la Commission est chargée d'élaborer des règles relatives à l'application des prescriptions et procédures en matière de qualifications, des normes techniques et des prescriptions en matière de licences, lesquelles seront approuvées par le Conseil suprême.

4.5.2 Reconnaissance

4.92. D'après les paragraphes 53 et 54 du Protocole sur les services et l'investissement, les États membres peuvent se mettre d'accord sur la reconnaissance mutuelle des autorisations des fournisseurs de services dans certains secteurs libéralisés, après avoir atteint un niveau élevé d'équivalence réglementaire dans ce domaine. Les modalités de reconnaissance sont détaillées dans les plans de libéralisation. En avril 2018, aucun accord spécifique n'avait été conclu à ce sujet.

4.93. Le paragraphe 38 du Protocole sur les services et l'investissement prévoit que lorsqu'un marché unique des services fonctionne dans un secteur spécifique, chaque État membre devra:

- a. accorder aux personnes de tout autre État membre le droit de fournir des services et, en conséquence, délivrer aux fournisseurs de services un permis pour ce faire; et
- b. reconnaître les qualifications professionnelles des fournisseurs de services.

4.5.3 Subventions

4.94. Le Traité de l'UEE ne contient aucune discipline sur les subventions qui s'applique spécifiquement au commerce des services ou à l'investissement.

4.5.4 Mesures de sauvegarde

4.95. Le Traité de l'UEE ne contient aucune discipline concernant les mesures de sauvegarde qui s'applique spécifiquement au commerce des services ou à l'investissement.

4.5.4.1 Mesures de sauvegarde concernant la balance des paiements

4.96. En cas de graves difficultés de balance des paiements, de forte baisse des réserves de change, de fluctuations soudaines de la monnaie nationale, ou en cas de menace de ce type, un État membre peut appliquer des restrictions sur les transferts et les paiements. Ces restrictions ne doivent pas créer de discrimination entre les États membres ni aller plus loin que les mesures nécessaires pour faire face aux circonstances décrites ci-dessus; doivent être conformes aux Statuts du FMI; doivent éviter de léser inutilement les intérêts commerciaux, économiques ou financiers de tout autre État membre; et doivent être temporaires et supprimées progressivement au fur et à mesure de l'amélioration de la situation. Lorsqu'ils détermineront l'incidence de ces restrictions, les États membres pourront donner la priorité à la fourniture de marchandises ou de services qui sont plus essentiels à leurs programmes économiques ou à leurs programmes de développement. Toutefois, ces restrictions ne devront pas être adoptées ni maintenues dans le but de protéger un secteur de services donné.

4.5.5 Autres

4.5.5.1 Droits des consommateurs

4.97. Les paragraphes 49 à 52 du Protocole sur les services et l'investissement traitent des droits des consommateurs de services. Il est en particulier interdit aux États membres d'établir des prescriptions ou des conditions spéciales qui restreignent le droit des consommateurs de services de recevoir, d'utiliser ou de payer des services fournis par un fournisseur d'un autre État membre. Le paragraphe 50 du Protocole sur les services et l'investissement interdit d'appliquer des prescriptions discriminatoires ou des conditions spéciales aux consommateurs sur la base de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, d'établissement ou d'exploitation. Cependant, ces obligations n'affectent pas le droit des États Membres de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de leurs politiques sociales, y compris concernant les pensions ou la sécurité sociale.

4.6 Dispositions sectorielles relatives au commerce des services

4.6.1 Services de télécommunication

4.98. Les services de télécommunication, définis comme la réception, le traitement, le stockage, le transfert et la livraison des messages de télécommunication, sont couverts par le supplément 1 du Protocole sur les services et l'investissement. Le paragraphe 6 du supplément 1 prévoit que les services de télécommunication sont fournis sur la base d'une licence d'exploitation dans le cadre des limites territoriales établies et, le cas échéant, d'une autorisation supplémentaire des autorités compétentes.

4.99. Les États membres sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un accès égal et non discriminatoire aux réseaux et aux services de télécommunication, et pour que tous les renseignements relatifs à l'accès aux marchés et à la fourniture de ces services soient mis à la disposition du public. Les États membres doivent également assurer la fourniture de services universels de télécommunication sur leurs territoires sur la base des recommandations formulées par les organisations internationales compétentes.

4.100. Le paragraphe 12 du supplément 1 permet aux États membres de fixer les tarifs des services de télécommunication. Ils doivent garantir la fourniture des services sur leurs territoires conformément aux tarifs fixés sur la base de contrats avec les fournisseurs implantés sur leurs territoires. S'agissant des services pour lesquels les États membres ne fixent pas les tarifs, ils doivent assurer l'application effective de leurs lois sur la concurrence.

4.6.2 Services financiers

4.101. La création et le fonctionnement d'un marché commun des services financiers entre les États membres de l'UEE sont prévus dans la section XVI du Traité ("Réglementation des marchés financiers") et son annexe 17 ("Protocole sur les services financiers"). Le Protocole sur les services financiers contient deux suppléments: les listes nationales d'engagements concernant les services financiers (supplément 1) et les listes nationales de limitations relatives à l'établissement dans les services financiers (supplément 2). Ces suppléments définissent précisément la portée et l'ampleur de la libéralisation des services financiers entre les États membres de l'UEE. La libéralisation prévue par ces disciplines a été présentée dans la section sur les engagements de libéralisation ci-dessus.

4.102. La définition de la fourniture/du commerce des services financiers (paragraphe 3) couvre les modes 1 à 3 de l'AGCS. Le mode 4 est réglementé par la section XXVI sur la migration de la main-d'œuvre, sous réserve des restrictions spécifiées par les États membres dans l'appendice 2 du Protocole sur les services financiers (paragraphe 12).

4.103. Sous réserve des Listes des membres, le Protocole sur les services financiers régit le commerce des services comme suit:

- a. les services financiers cités au paragraphe 4 – assurances autre qu'assurance-vie, réassurance, fourniture et traitement des données financières, et services de consultation et autres services auxiliaires⁷⁹ – peuvent être fournis selon les modes de fourniture 1 et 2; et

⁷⁹ Il s'agit: 1) des services d'assurance pour a) le transport maritime et le transport aérien commercial internationaux, les lancements commerciaux d'engins spatiaux et le transport effectué par des engins spatiaux (y compris les satellites), lorsque l'assurance couvre, entièrement ou partiellement, les marchandises transportées, les véhicules qui les transportent et la responsabilité liée au transport; b) le transit international des marchandises; 2) la réassurance et les services auxiliaires de l'assurance, tels que les services de consultation, les services actuariels, l'évaluation des risques ou le règlement des sinistres; 3) la fourniture et le transfert d'informations financières, et le traitement de données financières et logiciels relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers; 4) les services de conseil et autres services auxiliaires, y compris la fourniture de documents de référence, concernant les services sur le marché des valeurs mobilières et les services bancaires, excepté les services d'intermédiaire, les services liés à l'analyse financière, la recherche et le conseil en investissements directs et en placements, le conseil sur l'acquisition et la réorganisation d'entreprises, et la stratégie des entreprises.

- b. tous les autres types de services financiers, peuvent être fournis selon le mode 3, conformément aux paragraphes 6 et 7.

4.104. Le paragraphe 13 du Protocole sur les services financiers impose aux États membres d'appliquer toutes leurs mesures qui affectent le commerce des services d'une manière raisonnable, objective et impartiale.

4.105. S'agissant des prescriptions et procédures en matière de qualifications, des normes techniques et des prescriptions en matière de licences, le paragraphe 15 du Protocole sur les services financiers exige des États membres qu'ils veillent à ce qu'elles soient fondées sur des critères objectifs et transparents, n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la qualité du service et, dans le cas des procédures de licences, ne constituent pas en soi une restriction à la fourniture des services.

4.106. Le Protocole sur les services financiers comprend également des exceptions générales et des exceptions concernant la sécurité, ainsi que des dispositions permettant l'adoption et la reconnaissance de mesures prudentielles.⁸⁰ Les dispositions du Protocole sur les services et l'investissement concernant les transferts et les restrictions destinées à protéger l'équilibre de la balance des paiements s'appliquent aux fournisseurs de services financiers en vertu du paragraphe 8 du Protocole sur les services financiers.

4.107. Enfin, le Protocole sur les services financiers et l'article 103 du Traité prévoient que les États membres harmoniseront leur législation nationale dans le secteur financier – banque, assurance et valeurs mobilières – d'ici à 2025. Par la suite, les États membres de l'UEE créeraient un organe supranational chargé de la réglementation des marchés financiers, qui serait établi à Almaty (Kazakhstan) en 2025. En avril 2018, les États membres discutaient du contenu d'un document sur le "Concept de marché financier unique" qui fera progresser les principes originaux et indiquera les objectifs, le calendrier et les outils pour l'établissement d'un marché unique des services financiers. Lorsqu'il sera achevé, le document sera présenté au Conseil suprême.⁸¹

4.6.3 Énergie

4.108. La section XX du Traité porte sur le commerce des services relatifs à l'énergie et est complétée par les annexes 21, 22 et 23. Elle exige des États membres qu'ils coordonnent leurs politiques dans le secteur de l'énergie et créent progressivement des marchés communs de l'énergie pour l'électricité, le gaz naturel, le pétrole et les produits pétroliers.⁸² La réglementation résumée ci-dessous semble constituer une étape intermédiaire dans le processus d'intégration avant la création des marchés communs de l'énergie envisagés. En l'état, les règles ne couvrent qu'un nombre limité de services relatifs à l'énergie, et principalement la fourniture d'électricité, le transport du gaz naturel, et le transport du pétrole et des produits pétroliers. Ces services semblent être principalement fournis par des "monopoles naturels".

4.6.3.1 Services d'électricité

4.109. Les articles 81 et 82 du Traité et le Protocole sur l'accès aux services d'électricité fournis par des monopoles naturels (annexe 21) régissent l'accès aux services fournis par les monopoles naturels dans le secteur de l'électricité, y compris les principes de leur politique des prix et de leur politique tarifaire.

4.110. Conformément à l'article 104 du Traité (Dispositions transitoires pour la section XX), l'annexe 21 demeure applicable en attendant l'entrée en vigueur du marché commun de l'électricité le 1^{er} janvier 2019. Dans l'intervalle, les États membres étaient tenus de présenter, d'ici au 1^{er} juillet 2016, le programme des mesures nécessaires à l'établissement du marché commun de l'énergie électrique (CEPM), l'échéance pour la mise en œuvre de ces mesures étant fixée au 1^{er} juillet 2018. La phase initiale s'est conclue par l'adoption de la Décision n° 12/15 du

⁸⁰ Annexe 17, paragraphes 19, 31 et 32, 34 et 35.

⁸¹ L'annexe 17 (paragraphes 4 à 11) régit la libéralisation des services financiers sous réserve des exemptions et limitations indiquées par chaque membre dans les appendices 1 et 2 du Protocole. Ces mesures doivent être progressivement éliminées dans les secteurs où l'harmonisation de la législation et des licences a été établie (paragraphes 36 et 37 de l'annexe 17).

⁸² Articles 81 à 84 du Traité.

Conseil suprême relative au "Concept de création du marché commun de l'énergie électrique de l'UEE". Depuis, les travaux se sont poursuivis et il a été convenu que le CEPM serait mis en œuvre en utilisant les plates-formes commerciales existantes des pays (au lieu d'en créer une nouvelle). Parmi les autres questions abordées figurent les approches de l'organisation du commerce centralisé de l'énergie électrique, la constitution de courbes de l'offre et de la demande dans certains États membres, et la structure fonctionnelle du CEPM de l'Union.

4.111. L'annexe 21 définit "l'accès aux services des monopoles naturels dans le secteur de l'électricité" comme la capacité des entités du marché intérieur d'un État membre à utiliser ces services sur le territoire d'un autre État membre. Le paragraphe 6 énonce les principes généraux relatifs à l'octroi de l'accès (comme l'obligation d'égalité de traitement concernant les prescriptions) et le conditionne aux capacités techniques des États membres et à la satisfaction de leurs besoins énergétiques nationaux, établis conformément à la hiérarchie des priorités citée au paragraphe 7. Conformément au paragraphe 11 de l'annexe 21, les tarifs des services d'électricité fournis par les monopoles naturels sur le marché commun des États membres ne doivent pas dépasser les tarifs correspondants applicables aux participants du marché national.

4.112. L'annexe 21 définit également les principes généraux relatifs au transport de l'électricité entre États et à l'établissement du marché commun de l'électricité. Dans le supplément 1 de l'annexe 21, les États membres conviennent d'une méthodologie unique pour le transport d'électricité entre États, laquelle aborde, entre autres questions, la fixation des prix, les conditions techniques et les volumes transportés.

4.6.3.2 Services de transport de gaz naturel

4.113. L'article 83 du Traité et le Protocole sur l'accès aux services de transport de gaz naturel par le biais de gazoducs fournis par des monopoles naturels (annexe 22) régissent l'accès aux services des monopoles naturels du secteur du transport de gaz naturel, y compris les principes de leur politique des prix et de leur politique tarifaire. L'annexe 22 s'applique uniquement au gaz naturel provenant des territoires des États membres, à l'exclusion du gaz provenant de tierces parties et des questions relatives au transport du gaz naturel depuis et vers l'UEE. La section XVIII du Traité (Monopoles naturels) s'applique en outre à l'annexe 22.

4.114. Conformément à l'article 104 du Traité, l'annexe 22 demeure applicable en attendant l'entrée en vigueur du marché commun du gaz le 1^{er} janvier 2025. Avant cette date, les accords bilatéraux relatifs à la fourniture de gaz entre les États membres demeurent en vigueur, sauf si ceux-ci en conviennent autrement. Ils doivent également fournir, avant le 1^{er} janvier 2016, le résumé et, avant le 1^{er} janvier 2018, le programme des mesures nécessaires à l'établissement du marché commun du gaz, l'échéance pour la mise en œuvre de ces mesures étant fixée au 1^{er} janvier 2024. En mai 2016, le Conseil suprême a approuvé la Décision sur le "Concept de création d'un marché commun du gaz de l'UEE" (Décision n° 7/16). Le programme final, y compris la liste des actions spécifiques nécessaires au lancement du projet, est en cours d'élaboration. Certaines de ces actions sont liées à la conduite des opérations boursières et à la définition de règles appropriées en la matière; à la mise en œuvre de la politique des prix et de la politique tarifaire sur le marché commun du gaz, y compris la création d'un indicateur des prix sur le marché boursier et sur le marché de gré à gré; et à l'harmonisation des lois des États membres qui régissent le secteur du gaz.

4.115. Le paragraphe 3 de l'annexe 22 prévoit la création progressive du marché commun du gaz de l'UEE. Le paragraphe 5 de l'annexe 22 conditionne l'accès aux services de transport de gaz fournis par les monopoles naturels, accès qui est accordé conformément aux dispositions de l'annexe 22, à la réalisation d'un certain nombre d'actions par les États membres. Parmi ces actions figurent la création d'un système d'échange de renseignements et de mécanismes permettant d'annoncer les prévisions relatives au bilan énergétique, l'harmonisation des règles et des normes pour le gaz, et le maintien des prix du marché.

4.116. Une fois ces mesures adoptées, conformément au paragraphe 7 de l'annexe 22, les États membres doivent donner aux entités économiques des autres États membres accès aux gazoducs situés sur leur territoire selon les mêmes modalités qu'aux producteurs nationaux qui ne sont pas propriétaires de ces gazoducs. Cette obligation couvre également les tarifs du transport du gaz.

L'accès exigé au titre du paragraphe 7 de l'annexe 22 est soumis aux capacités techniques des réseaux de gazoducs.

4.6.3.3 Services relatifs au pétrole et aux produits pétroliers

4.117. L'article 84 du Traité et le Protocole sur la création de marchés communs du pétrole et des produits pétroliers (annexe 23) régissent l'organisation, l'administration, le fonctionnement et le développement des marchés communs du pétrole et des produits pétroliers. La section XVIII du Traité (Monopoles naturels) s'applique en outre à l'annexe 23.

4.118. Conformément à l'article 104 du Traité, l'annexe 23 demeure applicable en attendant l'entrée en vigueur des marchés communs du pétrole et des produits pétroliers le 1^{er} janvier 2025. Les États membres doivent fournir, avant le 1^{er} janvier 2016, le résumé et, avant le 1^{er} janvier 2018, le programme des mesures nécessaires à l'établissement des marchés communs du pétrole et des produits pétroliers, l'échéance pour la mise en œuvre de ces mesures étant fixée au 1^{er} janvier 2024. En mai 2016, le Conseil suprême a approuvé la Décision n° 8/16 sur le "Concept de création de marchés communs du pétrole et des produits pétroliers de l'UEE". Il est convenu que le commerce du pétrole et des produits pétroliers se déroulera dans le cadre d'un "espace commun d'échange" reposant sur l'interaction entre les plates-formes commerciales des États Membres de l'UEE. Parmi les autres questions abordées lors de l'élaboration du programme figurent, entre autres, la définition des phases de mise en œuvre, la réglementation pour contrôler l'accès aux infrastructures de transport de pétrole et les règlements relatifs au commerce pour le marché commun.

4.119. Le paragraphe 6 de l'annexe 23 oblige les États Membres, conformément aux accords internationaux qui les lient et sous réserve de leurs capacités techniques, à assurer les conditions suivantes: i) la garantie de pouvoir transporter sur le long terme le pétrole et les produits pétroliers en utilisant les réseaux existants; ii) l'accès des entités économiques des États Membres aux réseaux de transport de pétrole et de produits pétroliers situés sur leur territoire dans les mêmes conditions que pour les entités économiques nationales. En outre, le paragraphe 7 de l'annexe 23 interdit aux États Membres de fixer, pour le transport du pétrole et des produits pétroliers par le biais des réseaux de transport, des tarifs supérieurs à ceux applicables aux participants du marché national.

4.6.4 Services de transport⁸³

4.120. La section XXI du Traité régit les services de transport et s'applique au transport routier, aérien, maritime et ferroviaire, en tenant compte des dispositions des sections XVIII (Règles et principes communs en matière de concurrence) et XIX (Monopoles naturels). La section XXI est complétée par le Protocole sur la politique coordonnée des transports des États membres (annexe 24). Le Traité de l'UEE fixe l'objectif de créer, par étapes, un espace de transport commun dans l'UEE.

4.121. À sa réunion de décembre 2016, le Conseil suprême a approuvé la Décision n° 19/16 qui définit des lignes directrices pour la politique coordonnée des transports (approuvée), et les étapes de la mise en œuvre.⁸⁴ En vertu des décisions n° 2 et 3 du Conseil intergouvernemental eurasiatique du 14 août 2017 et du 25 octobre 2017, respectivement⁸⁵, la Commission, en

⁸³ Une brochure élaborée par la Commission et contenant les règles de l'UEE concernant les transports, les infrastructures et les monopoles naturels, des renseignements statistiques, ainsi que les fonctions de réglementation de la Commission est consultable à l'adresse:

http://www.eurasiancommission.org/ru/Documents/transport_eng.pdf.

⁸⁴ Décision n° 19/16 du Conseil suprême sur "les principales orientations et étapes de la mise en œuvre de la politique coordonnée (accord) des transports des États membres de l'UEE", https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/01413536/scd_11042017_16 (en russe).

⁸⁵ Décision n° 2 du Conseil intergouvernemental eurasiatique sur "l'approbation du plan d'action ("feuille de route") pour la mise en œuvre des Lignes directrices et des étapes fondamentales de la mise en œuvre de la politique coordonnée (accord) des transports des États membres de l'UEE dans le domaine du transport aérien pour la période 2018-2020" et Décision n° 3 du Conseil intergouvernemental eurasiatique sur "l'approbation du plan d'action ("feuille de route") pour la mise en œuvre des Lignes directrices et des étapes fondamentales de la mise en œuvre de la politique coordonnée (accord) des transports des États membres de l'UEE pour la période 2018-2020, disponibles aux adresses <https://docs.eaeunion.org/docs/ru->

collaboration avec les Parties, a préparé deux plans d'action ("feuilles de route") pour la mise en œuvre des Lignes directrices de base concernant la politique des transports pour le transport aérien et les autres modes de transport.

4.122. Les feuilles de route, qui portent sur la période 2018-2020, ont été adoptées en 2017 par le Collège de la Commission et par le Comité consultatif des infrastructures de transport. Leur mise en œuvre conduira à l'adoption de trois accords internationaux sur le transport routier, ferroviaire et par eau⁸⁶, ainsi qu'à l'achèvement des travaux concernant l'Accord sur la navigation.

4.123. La mise en œuvre des plans d'action servira de base à la suppression, d'ici à 2025, de toutes les restrictions existantes dans le secteur des transports, ce qui est nécessaire pour établir le marché commun de l'UEE pour les services de transport. La possibilité de recourir à l'économie numérique de façon intensive – systèmes de transport intelligents, diagnostics électroniques des véhicules, logistique numérique, circulation des documents par voie électronique, etc. – est au centre du programme de l'UEE en matière de transport.

4.124. Les services de transport routier sont régis par les paragraphes 4 à 9 de l'annexe 24, ainsi que par le supplément 1 sur le contrôle des transports aux frontières extérieures de l'UEE.⁸⁷ Conformément au paragraphe 4 de l'annexe 24 du Traité de l'UEE, le cabotage routier international entre l'État membre où sont enregistrés les transporteurs et un autre État membre et le transit par le territoire des autres États membres et entre les autres États membres sont assurés par des transporteurs enregistrés sur le territoire de l'un des États membres, sans l'obtention d'un permis. Par ailleurs, selon le paragraphe 5, différents niveaux de libéralisation du cabotage routier sont autorisés entre les États membres. Ainsi, un "Programme de libéralisation progressive du cabotage routier réalisé par des transporteurs enregistrés sur le territoire de l'un des États membres de l'UEE entre des points situés sur le territoire d'un autre État membre de l'UEE pour la période 2016-2025" a été adopté par la Décision n° 13 du Conseil suprême du 8 mai 2015⁸⁸; ce programme est présenté dans le tableau 4.4. La feuille de route prévoit la mise au point de systèmes de transport intelligents et le développement du transport de passagers, le développement et l'entretien de l'infrastructure routière et l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des services de transport routier, et il vise à garantir la compétence professionnelle des agents travaillant dans le domaine du transport routier international.

Tableau 4.4 Étapes de la libéralisation du cabotage routier dans l'UEE

Étape	Opérations de cabotage autorisées	Nombre de jours nécessaires pour le cabotage	Conditions requises pour le cabotage routier
1 ^{ère} étape 2016–2017	1	3 jours	Après l'achèvement du transport international en provenance d'États non-membres, passage sur le territoire de certaines régions. Le véhicule doit avoir un permis spécial et un carnet de route émis par l'autorité compétente.
2 ^{ème} étape 2018–2019	1	7 jours	

[ru/01314587/icd_15082017_2](https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01314587/icd_15082017_2) et https://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01315092/icd_26102017_3, respectivement (russe seulement).

⁸⁶ Accords relatifs à l'harmonisation du poids des véhicules à moteur; à l'amélioration du mécanisme de contrôle du mouvement des poids lourds et des convois exceptionnels; et à l'organisation de l'échange de renseignements sur les marchandises et les véhicules dans le cadre du transport ferroviaire international avec des pays tiers. Cela impliquera l'adoption de plus de 20 recommandations de la Commission, y compris la numérisation de l'espace du transport, le soutien du projet des nouvelles Routes de la soie; et le développement des corridors de transports, des capacités de transit et de logistique et du transport multimodal.

⁸⁷ D'après la Commission, le transport routier représente plus de 82% du volume total du transport de marchandises et 94% du transport de voyageurs dans l'UEE (voir <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/24-04-2017.aspx>).

⁸⁸ La Décision a été signée par les quatre États membres de l'UEE de l'époque. La République kirghize a rejoint le Programme conformément à la décision du Conseil suprême n° 39 du 21 décembre 2015.

Étape	Opérations de cabotage autorisées	Nombre de jours nécessaires pour le cabotage	Conditions requises pour le cabotage routier
3 ^{ème} étape 2020–2024	1	7 jours	Après l'achèvement du transport international en provenance d'États non-membres, passage sur le territoire d'une région seulement après la fourniture de renseignements préliminaires par le transporteur à l'organe de contrôle des transports (dépôt d'une demande sous forme électronique).
4 ^{ème} étape après 2025	3	7 jours	Après l'achèvement du transport international, sur le territoire de toute région, seulement après la fourniture de renseignements préliminaires par le transporteur à l'organe de contrôle des transports (dépôt d'une demande sous forme électronique).

Source: CEE.

4.125. Les services de transport aérien (uniquement dans le contexte de l'aviation civile) sont régis par les paragraphes 10 à 14 de l'annexe 24. Le paragraphe 13 prévoit que les vols sont effectués conformément aux accords internationaux conclus par les États membres et les autorisations accordées conformément à la législation nationale. Les États membres reconnaissent également que chacun d'eux a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien au-dessus de son territoire. La création d'un marché commun soulève des questions telles que les tarifs et les frais liés à la fourniture de services aéroportuaires et de navigation aérienne dans les États membres, l'élimination des restrictions sur les destinations et les fréquences attribuées aux opérateurs, et un mécanisme limitant la concurrence déloyale. La feuille de route prévoit l'harmonisation de la législation des États membres de l'UEE conformément aux normes et principes du droit international dans le domaine de l'aviation civile (en particulier Organisation de l'aviation civile internationale, OACI); la réduction des effets négatifs de l'aviation civile sur l'environnement; la garantie d'une concurrence loyale et de bonne foi et la création des conditions requises pour le renouvellement de la flotte d'avions dans le secteur de l'aviation civile; la modernisation et le développement des installations d'infrastructure au sol des aéroports conformément aux normes et aux pratiques recommandées de l'OACI; la garantie de la sécurité des vols et de la sécurité de l'aviation; et l'expansion du trafic aérien.

4.126. Les disciplines relatives aux services de transport maritime figurent aux paragraphes 15 à 17 de l'annexe 24 et prévoient notamment la conclusion d'un accord sur le transport maritime entre les États membres. L'Accord sur le transport maritime devrait être conclu en 2018; il entrera en vigueur lorsque les procédures internes de ratification des États membres de l'UEE seront achevées. L'Accord prévoit la reconnaissance mutuelle des documents de bord et des documents de qualification du capitaine du navire et des membres de l'équipage des navires battant le pavillon des États de l'UEE sur les voies navigables intérieures des pays de l'Union. Il définit également les conditions de navigation pour le transport et le remorquage sur les voies navigables intérieures adjacentes, ainsi que pour le transit et le transport bilatéral. En ce qui concerne le transport maritime, la feuille de route prévoit que les États membres consolideront leur position dans les organisations internationales et simplifieront les procédures dans leurs ports pour le transport vers des pays tiers, etc. Pour le transport sur les voies navigables intérieures, elle prévoit la signature de l'accord international sur le transport maritime et l'identification des domaines à harmoniser/un accord sur ce point, etc.

4.127. Les services de transport ferroviaire sont régis par les paragraphes 18 et 19 de l'annexe 24 et son supplément 2. Ce dernier contient d'autres règles relatives à l'accès au transport ferroviaire et aux politiques tarifaires, tandis que ses deux appendices définissent les règles relatives à l'accès des services d'infrastructure du transport ferroviaire dans le cadre de l'UEE (appendice 1) et à la

fourniture des services d'infrastructure de transport ferroviaire (appendice 2). La feuille de route prévoit l'amélioration des conditions de fonctionnement de l'espace commun de transport (par exemple, création des conditions juridiques pour l'échange de renseignements, approches convenues pour l'établissement et le développement de services de transport rapide et à grande vitesse de passagers entre les États membres de l'UEE); et création des conditions de fonctionnement du marché général des services de transport ferroviaire, à l'exception des services d'infrastructure de transport (par exemple, détermination des services de transport ferroviaire supplémentaires possibles et propositions pour leur convergence).

4.7 Autres dispositions relatives à l'investissement

4.128. La section VII sur l'investissement contient des disciplines concernant l'indemnisation, l'expropriation, le transfert des droits des investisseurs et le règlement des différends relatifs aux investissements. Parmi les principales garanties de protection des investissements figurent le traitement juste et équitable (paragraphe 68), la liberté des transferts (paragraphe 75) et l'indemnisation des pertes d'investissement causées par des troubles civils, des actions militaires, une révolution, l'état d'urgence ou d'autres situations semblables (paragraphe 77 et 78). En cas d'expropriation, l'indemnisation adéquate correspond à la valeur de marché des investissements expropriés; elle est versée dans le délai prévu par la législation de l'État bénéficiaire, mais au plus tard trois mois après la date de l'expropriation, et transférée dans une monnaie librement convertible (paragraphe 79 à 81). Les dispositions relatives au règlement des différends sont présentées dans la section 5.6 de cette présentation factuelle.

5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

5.1 Transparence

5.1. La transparence dans l'élaboration, l'adoption et l'application des mesures et des mécanismes de la politique de commerce extérieur de l'UEE est désignée comme l'un des principes fondamentaux de l'exécution de la politique commerciale (article 33:2). Le travail de la Commission revêt une grande pertinence dans ce contexte et les principes de transparence, d'ouverture et d'objectivité guident son travail (paragraphe 2 du Protocole sur la Commission économique eurasiatique). Les dispositions relatives à la transparence sont omniprésentes dans le Traité de l'UEE, ses protocoles et les autres instruments juridiques qui constituent le système de l'UEE.

5.2. Aux termes de l'article 69 du Traité, tous les actes juridiques des États membres affectant le commerce des services, l'établissement, les activités et les investissements doivent être publiés dans une source officielle. Les États membres doivent aussi généralement veiller à publier leurs projets d'actes juridiques afin de ménager la possibilité d'un débat public.

5.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

5.3. La création d'un Espace économique unique constitue un aspect important de l'UEE. À cet égard, les Membres doivent coordonner leurs politiques macroéconomiques et monétaires. La politique macroéconomique (articles 62 et 63) aura pour objectif le développement équilibré des économies des États membres. La Commission est chargée de suivre la mise en œuvre de leur politique macroéconomique coordonnée, conformément aux règles et aux disciplines de l'annexe 14 du Traité. Une politique monétaire coordonnée (article 64 et annexe 15) est également envisagée, aux fins d'approfondir l'intégration économique; d'accroître la coopération en matière monétaire et financière; de garantir la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux sur le territoire des États membres; de renforcer le rôle de leurs monnaies dans le commerce extérieur et les opérations d'investissement; ainsi que d'assurer la convertibilité mutuelle de ces monnaies.

5.4. S'agissant de la coordination de la politique monétaire, l'annexe 15 énumère 15 mesures à mettre en œuvre et, entre autres, la fixation de taux de change officiels pour les monnaies nationales, l'intégration des marchés des changes et l'amélioration des mécanismes de paiement. L'annexe précise également la manière dont les autorités compétentes doivent coopérer en matière de politique monétaire. Les politiques de change des États membres seront mises en œuvre par un organisme séparé, composé des directeurs des banques centrales.

5.5. Neufs actions spécifiques sont indiquées pour rapprocher et libéraliser la réglementation des États membres concernant les relations de change, y compris:

- a. supprimer progressivement les restrictions monétaires sur les opérations et sur l'ouverture ou le maintien de comptes par les résidents des États membres dans des banques situées sur le territoire des États membres;
- b. dresser la liste des opérations monétaires entre les résidents des États Membres, qui ne sont pas soumises à restrictions;
- c. définir les prescriptions applicables au rapatriement des fonds par des résidents des États membres, tout en préservant la souveraineté nationale;
- d. harmoniser les prescriptions applicables au rapatriement des fonds par des résidents des États membres, et à la comptabilité et au contrôle des opérations monétaires; et les règles relatives aux responsabilités en cas de violation de la législation monétaire des États membres; et
- e. assurer la libre circulation des liquidités et des instruments monétaires pour les résidents et non-résidents des États membres sur le territoire douanier de l'UEE.

5.6. La section V de l'annexe 15 énonce les critères suivants pour l'imposition de restrictions monétaires:

- a. elles ne seront utilisées que si la situation ne peut être résolue par d'autres mesures de politique économique, et dans les circonstances exceptionnelles suivantes:
 - i. la mise en œuvre de mesures de libéralisation peut conduire à la détérioration de la situation économique et financière d'un État membre, ou nuire à ses intérêts en matière de sécurité et entraver le maintien de l'ordre public;
 - ii. une évolution négative de la balance des paiements, qui peut conduire à la baisse des réserves d'or d'un État membre en-dessous des niveaux acceptables; et
 - iii. de fortes fluctuations de la monnaie nationale d'un État membre.
- b. les restrictions ne dureront pas plus d'un an; et
- c. les restrictions introduites seront notifiées aux autres États membres et à la Commission 15 jours au plus tard à compter de la date de leur imposition.

5.7. La Commission de l'UEE n'a pas autorité pour prendre des décisions concernant la politique budgétaire et monétaire, qui reste de la compétence des États membres.

5.8. Conformément au paragraphe 8 de l'annexe 16, un État membre ne doit pas adopter de nouvelles restrictions et doit abroger les restrictions existantes applicables aux transferts et paiements internationaux liés au commerce des services, à l'établissement, aux activités et aux investissements. En particulier, aucune restriction n'est autorisée pour:

- a. les revenus;
- b. les fonds utilisés pour rembourser les prêts et les créances reconnus par les États membres comme des investissements;
- c. les fonds reçus par l'investisseur suite à la liquidation partielle ou totale d'une entité commerciale, à la vente d'investissements ou à l'indemnisation d'un dommage (conformément à la section de l'annexe 16 consacrée à l'investissement);

- d. les salaires et autres formes de rémunération perçus par les investisseurs et les citoyens d'autres États membres autorisés à exercer des activités liées à l'investissement sur le territoire de l'État bénéficiaire.

5.9. Les États membres affirment cependant leurs droits et obligations résultant de leur appartenance au FMI, laquelle peut s'accompagner dans certains cas de l'application de certaines restrictions par ailleurs incompatibles avec les dispositions de l'annexe 16.

5.10. Les transferts peuvent être effectués dans n'importe quelle monnaie librement convertible et la conversion est réalisée sans retard indu et au taux de change applicable sur le territoire d'un État membre à la date du transfert.

5.3 Exceptions

5.11. Des clauses contenant des exceptions générales s'appliquent à la fois aux échanges de marchandises au sein de l'UEE et avec des tierces parties.

5.12. Les exceptions générales au commerce intérieur de marchandises figurent à l'article 29 du Traité de l'UEE; elles reprennent certaines exceptions des articles XX et XXI du GATT. Plus précisément, elles autorisent les États membres à appliquer des restrictions à leurs échanges réciproques de marchandises, à condition que ces mesures ne constituent pas une discrimination injustifiable ou une restriction déguisée au commerce, et si ces restrictions sont nécessaires à la protection i) de la santé et de la vie des personnes; ii) de la moralité publique et de l'ordre public; iii) de l'environnement; iv) des espèces animales et végétales, et des valeurs culturelles; et pour la mise en œuvre v) des obligations internationales; et vi) de la défense et de la sécurité de l'État membre. En conséquence, des mesures sanitaires, vétérinaires et de quarantaine pourraient être imposées sur le commerce intérieur conformément aux procédures des articles 56 à 59 du Traité et la circulation ("écoulement") de certaines catégories de marchandises peut être limitée.

5.13. Les exceptions générales à la prohibition des restrictions quantitatives, ainsi qu'aux droits exclusifs, sont régies par la section VII du Protocole sur les mesures non tarifaires. Bien que la formulation soit différente, elles incluent toutes les exceptions figurant aux articles XX et XXI du GATT; des restrictions quantitatives peuvent également être imposées si elles sont nécessaires pour protéger l'environnement ou pour assurer la mise en œuvre des textes réglementaires non contraires aux engagements internationaux et si elles sont liées à l'application de la législation douanière, à la préservation de l'environnement, à la protection de la propriété intellectuelle et à l'application d'autres textes juridiques (paragraphe 38).⁸⁹

5.14. L'introduction/suppression d'une telle mesure par un État membre de l'UEE est soumise à l'approbation de la Commission, sur demande. Si la Commission rejette l'introduction de la restriction, l'État membre peut néanmoins imposer unilatéralement des mesures temporaires sur les échanges avec les tierces parties, conformément aux procédures suivantes (section X):

- a. une notification préalable (au moins trois jours civils) est adressée à la Commission. Après réception de la proposition, la Commission décide d'imposer ou non cette mesure sur le territoire douanier de l'UEE. Si la Commission approuve la proposition, elle réglementera la mesure; dans le cas contraire, elle informe l'État membre qui impose la mesure et les autorités douanières des autres États membres de la durée de la mesure, laquelle ne pourra dépasser six mois;
- b. à compter de la date d'introduction de la mesure, les autres États membres n'autoriseront les exportations ou les importations du bien concerné, vers ou en provenance de l'État membre qui impose la mesure, que si un organisme compétent de cet État membre a délivré une licence.

⁸⁹ Conformément au protocole sur les MNT, des mesures non tarifaires unilatérales ont été mises en place par la Fédération de Russie pour une période n'excédant pas six mois – par exemple, pour une période de quatre mois, à titre exceptionnel, afin de prévenir une pénurie critique sur le marché national du papier de récupération, ce qui est essentiel pour le marché intérieur.

5.15. La section XV du Traité prévoit des exceptions fondées sur les articles XIV et XIVbis de l'AGCS. L'article 65.6 reproduit le paragraphe 1 de l'article XIVbis de l'AGCS; l'article 65.7 reproduit l'article XIV de l'AGCS, avec une disposition quelque peu différente pour les mesures qui visent à assurer l'imposition ou le recouvrement équitable ou effectif d'impôts directs (article XIV d) de l'AGCS); l'article 65.8 reproduit la formulation du texte introductif de l'article XIV de l'AGCS.

5.4 Adhésion et retrait

5.16. L'article 108 prévoit que "tout État qui partage les objectifs et les principes de l'UEE peut en devenir membre, selon des modalités convenues par les États membres". En outre, la Décision n° 25/15 du Conseil suprême régit l'adhésion à l'UEE et le retrait de l'UEE.

5.17. Pour être acceptée, une demande d'adhésion exige un consensus au sein du Conseil suprême. Les modalités d'adhésion sont négociées et approuvées par un groupe de travail composé de représentants du pays candidat, des États membres et des organes de l'UEE. Une feuille de route ("Programme d'actions") concernant l'adhésion est réalisée et approuvée par le Conseil suprême. La conclusion des négociations d'adhésion est confirmée par une décision consensuelle du Conseil suprême en vue d'un traité d'adhésion, sous réserve des procédures de ratification internes.

5.18. Tout État membre peut se retirer de l'Union sur la base d'une notification écrite envoyée à la Commission et exprimant cette volonté. Le Conseil suprême doit lancer le processus de règlement, y compris des obligations financières. Le retrait de l'Union, y compris de tous les traités internationaux conclus dans ce cadre, sera effectif au terme d'un délai de 12 mois à compter de la date de réception de la notification par la Commission. Pendant cette période, l'État membre peut revenir sur sa décision et en informer la Commission par une notification écrite.

5.19. À compter de la date de la notification écrite de retrait, les droits et obligations de cet État membre sont modifiés, conformément aux dispositions de la section III de la Décision n° 25/15 du Conseil suprême. Tous les représentants et fonctionnaires de ce membre travaillant dans l'ensemble des organes de l'Union mettront un terme à leurs relations de travail au plus tard à la date de sortie de l'Union.

5.20. L'article 109 prévoit la possibilité pour tout État de solliciter le statut d'observateur en déposant une demande au Président du Conseil suprême. Le Conseil suprême décidera d'accorder ou de refuser ce statut. En 2017, les États membres de l'UEE ont commencé à travailler sur un règlement relatif aux droits et obligations des États qui ont obtenu le statut d'observateur.

5.5 Cadre institutionnel

5.21. Les articles 8 à 19 du Traité de l'UEE définissent le cadre institutionnel de l'Union; le Règlement sur la Commission économique eurasiatique figure à l'annexe 1 du Traité. D'après l'article 8 du Traité, les institutions de l'Union sont les suivantes:

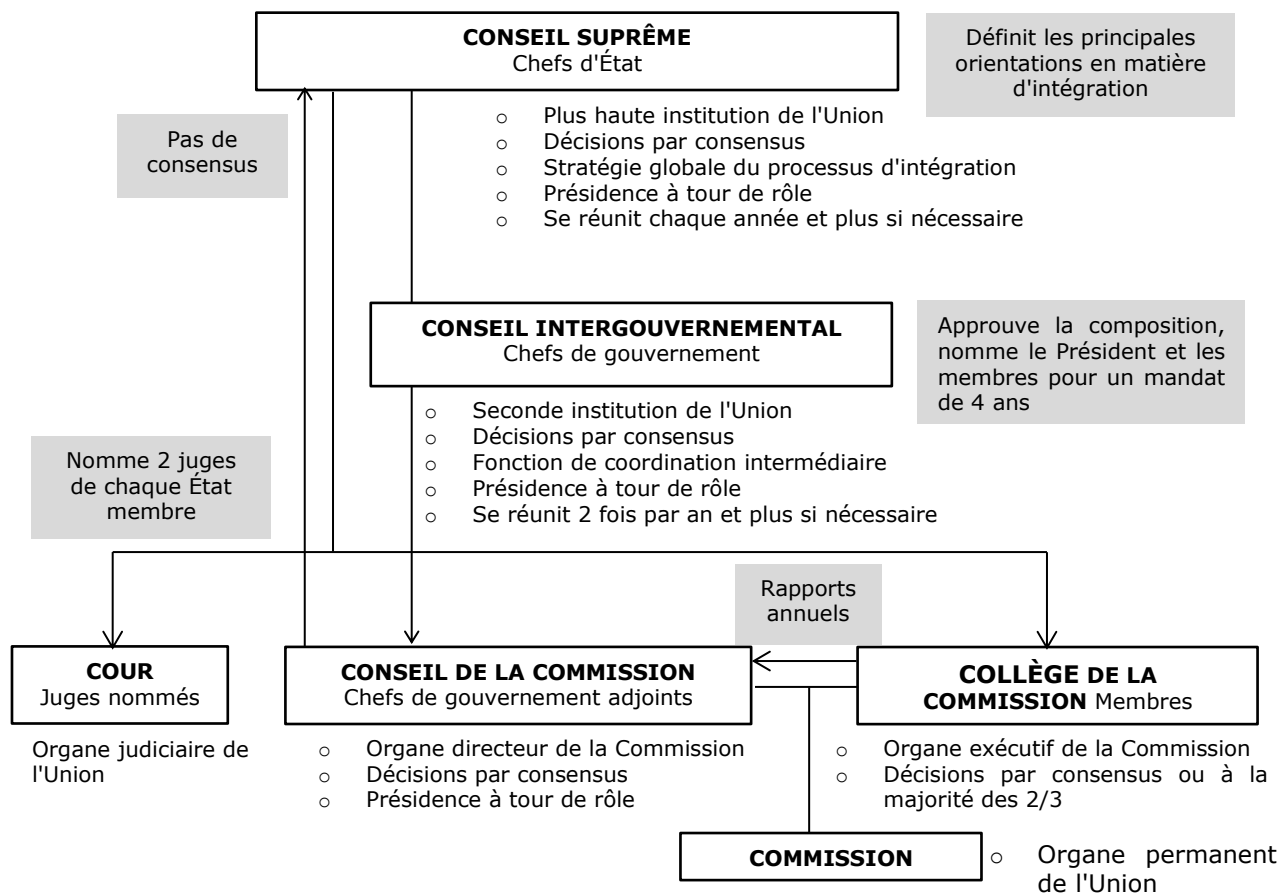
- a. le Conseil économique suprême eurasiatique. C'est l'organe le plus élevé de l'Union, il est composé des chefs d'État des États membres. Conformément au Protocole du 15 mars 2018 portant modification du Traité de l'UEE, le Conseil suprême peut également être composé des Premiers Ministres qui ont le pouvoir de prendre des décisions à ce niveau. Le Conseil suprême se réunit au moins une fois par an et ses décisions sont prises par consensus (article 13);
- b. le Conseil intergouvernemental eurasiatique (le "Conseil intergouvernemental");
- c. la Commission économique eurasiatique, qui comprend le Conseil et le Collège; et
- d. la Cour de l'UEE (ci-après la "Cour"; voir section suivante).

5.22. La présidence du Conseil suprême, du Conseil intergouvernemental et du Conseil de la Commission sera occupée à tour de rôle par un État membre de l'UEE en suivant l'ordre de l'alphabet russe, pendant une année civile et sans possibilité de prolongation. Le Président du

Collège de la Commission est nommé pour un mandat de quatre ans par le Conseil suprême selon un système de roulement et sans possibilité de prolongation.

5.23. Le graphique 5.1 résume le cadre institutionnel de l'UEE.

Graphique 5.1 Institutions de l'UEE



5.24. Le Conseil suprême est responsable de la stratégie et des orientations en matière d'intégration, ainsi que du fonctionnement de l'Union. Il se réunit au moins une fois par an. Ses principaux pouvoirs sont les suivants (article 12):

- définir la stratégie de l'Union en matière d'intégration et prendre des décisions pour promouvoir ses objectifs;
- approuver la composition et nommer les membres du Collège de la Commission;
- nommer les juges de la Cour;
- approuver le budget de l'Union et déterminer la part des contributions des États membres;
- abroger ou modifier les décisions du Conseil intergouvernemental et de la Commission, ou examiner les questions sur lesquelles ils n'ont pu forger un consensus;
- déterminer l'adhésion à l'Union et le retrait de l'Union; et

- g. décider d'engager, au nom de l'Union, des négociations avec des tierces parties, exprimer le consentement de l'Union à être liée par un traité, ou décider de dénoncer un tel traité, de le suspendre ou de s'en retirer.

5.25. Le Conseil intergouvernemental se compose des chefs de gouvernement des États membres. Il se réunit aussi souvent que nécessaire, et au moins deux fois par an. Il est chargé de mettre en œuvre le Traité et les autres instruments juridiques, ainsi que les décisions du Conseil suprême; il prend ses décisions par consensus (article 17). Ses principales compétences (article 16) consistent, entre autres, à examiner les questions sur lesquelles le Conseil de la Commission n'a pu trouver de consensus; à présenter au Conseil suprême des candidats pour le Conseil et le Collège de la Commission; à abroger, modifier ou suspendre les décisions du Conseil ou du Collège de la Commission.

5.26. La Commission (article 18) est l'organe réglementaire supranational permanent de l'Union. Les décisions, instructions et recommandations de son Conseil sont adoptées par consensus dans le cadre d'un vote, tandis que celles de son Collège le sont soit à la majorité qualifiée, soit, pour les questions qualifiées comme sensibles par le Conseil suprême, par consensus.⁹⁰ Les compétences et règles relatives au fonctionnement de la Commission sont détaillées dans le Règlement sur la Commission économique eurasiatique qui figure dans l'annexe 1 du Traité de l'UEE. La section I contient les dispositions générales; les sections II et III traitent respectivement du Conseil et du Collège de la Commission, tandis que la section IV mentionne les départements de la Commission. Les autres aspects relatifs à la répartition des pouvoirs et des fonctions des organes de la Commission ont été déterminés par plusieurs Règlements.⁹¹

5.27. Les compétences de la Commission consistent notamment à assurer la mise en œuvre des lois de l'Union, à jouer le rôle de dépositaire des instruments juridiques, à établir le budget de l'UEE et le régime commercial avec les tierces parties et, sur autorisation, à signer les traités institutionnels dans ses domaines de compétence. Les décisions de la Commission sont contraignantes et directement applicables dans les États membres. La Commission est compétente sur un large éventail de questions, y compris les droits de douane et les mesures non tarifaires, les normes et les mesures SPS, la politique macroéconomique, la politique de la concurrence, les subventions, la politique énergétique, les monopoles, les marchés publics, la migration de la main-d'œuvre, les marchés financiers, etc.

5.28. La Commission joue un rôle proactif pour aider les États membres à accéder aux marchés des tierces parties et réaliser un suivi de leurs mesures restrictives à l'encontre des États membres de l'UEE (article 39 du Traité). Conjointement avec les États membres, la Commission mènera des consultations et participera aux différends commerciaux avec la tierce partie concernée si des mesures sont adoptées à l'encontre de l'UEE.

5.29. La Commission est également chargée de décider d'instituer des mesures de rétorsion dûment autorisées à l'encontre des tierces parties sur le territoire douanier de l'UEE. Si ces mesures de rétorsion sont liées à des accords conclus avant le 1^{er} janvier 2015, les États membres peuvent appliquer unilatéralement des droits plus élevés que ceux du TEC et suspendre unilatéralement les préférences tarifaires à condition que les mécanismes d'administration de ces mesures n'enfreignent pas les dispositions du Traité.

5.30. S'agissant notamment du régime douanier, les compétences et les limites de la Commission sont les suivantes:

⁹⁰ La liste des questions sensibles est établie à l'annexe II du Règlement de la Commission économique eurasiatique, adopté par la Décision n° 98 du Conseil suprême du 23 décembre 2014. La liste contient 44 questions sur lesquelles les décisions du Collège sont prises par consensus.

⁹¹ Ces Règlements prévoient également les procédures des deux organes, la publication préliminaire des projets de décisions des organes de l'Union sur le site Web de l'UEE, l'évaluation de l'impact réglementaire des projets de décisions de la Commission et l'interaction avec les États membres de l'UEE. Ils sont disponibles aux adresses suivantes: http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0147030/scd_25122014_98, http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0148751/scd_19102015_21, "http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/0148753/scd_19102015_22", http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01410320/scd_01062016_4, http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01413558/scd_11042017_27, "http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01413586/scd_17042017_8", http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01413590/scd_17042017_9 et http://docs.eaeunion.org/docs/ru-ru/01415217/scd_10112017_16 (russe seulement).

- a. gérer la nomenclature de l'union douanière (articles 45 et 101:4 du Traité de l'UEE et article 19 du Code des douanes). Une décision de la Commission de modifier la nomenclature de l'Union est adoptée sur proposition des autorités douanières de n'importe quel État membre de l'UEE; les questions techniques⁹² relatives à la nomenclature relèvent toutefois de la compétence exclusive de l'organe exécutif d'État de la Fédération de Russie chargé des affaires douanières;
- b. fixer les taux de droits et les contingents tarifaires du TEC (article 45 du Traité de l'UEE). Toute décision de la Commission de modifier les droits est soumise à l'approbation du Conseil suprême eurasiatique;
- c. gérer les exonérations de droits et les préférences tarifaires (articles 43 et 101:5 du Traité de l'UEE et article 49 du Code des douanes). La Commission est chargée de dresser une liste commune des exonérations de droits, ainsi que d'en fixer les conditions, les procédures et d'établir une liste des pays bénéficiaires; et
- d. la Commission est chargée de déterminer les conditions et les procédures pour l'application du système commun de préférences tarifaires de l'UEE, y compris l'approbation de la liste des pays en développement, des pays les moins avancés et des marchandises qui en bénéficient.

5.31. La Commission aide également les États membres à éliminer les mesures restrictives dans leurs échanges avec les tierces parties, en particulier en matière d'accès aux marchés, pour le suivi des restrictions et dans le cadre des différends commerciaux (article 39); et elle décide d'introduire des mesures de rétorsion dans les échanges avec une tierce partie (article 40).

5.32. Le Conseil de la Commission, qui est composé des chefs de gouvernement adjoints des États membres, met en œuvre les processus d'intégration et gère le travail de la Commission; la planification de l'intégration future figure parmi ses principales responsabilités. Il adopte ses décisions, instructions et recommandations par consensus. En l'absence de consensus, la question est transmise au Conseil Suprême ou au Conseil intergouvernemental. Les propositions visant à modifier ou à annuler les décisions du Collège peuvent être présentées par une Partie à l'UEE ou un membre du Conseil dans les 15 jours suivant leur publication; des procédures détaillées sont fournies concernant les étapes et les délais applicables à l'examen d'une telle demande.

5.33. Le Collège est l'organe exécutif de la Commission. Sa composition, approuvée par le Conseil suprême pour un mandat de quatre ans pouvant être prolongé, repose sur le principe de l'égalité de représentation des États membres. Le Collège présente au Conseil de la Commission un rapport annuel sur ses activités. Ses membres sont employés par la Commission et indépendants des organismes étatiques. Parmi les fonctions du Collège, on peut citer les suivantes:

- a. élaborer des propositions concernant le processus d'intégration et consolider les propositions présentées par les États membres;
- b. mettre en œuvre les décisions et les instructions adoptées par le Conseil suprême et le Conseil intergouvernemental, ainsi que les décisions du Conseil de la Commission;
- c. formuler des recommandations sur les questions relatives à l'établissement, au fonctionnement et au développement de l'Union;
- d. représenter la Commission dans les organes judiciaires, y compris la Cour de l'Union;
- e. élaborer les traités internationaux, les décisions du Conseil de la Commission et les autres documents nécessaires à l'exercice des compétences de la Commission.

5.34. Depuis l'entrée en vigueur de l'UEE en 2015, la composition de ces organes a été modifiée au moins deux fois, lors de l'adhésion de l'Arménie et de la République kirghize. Le Collège est

⁹² Y compris par exemple suivre les modifications du SH, présenter des propositions pour que la nomenclature de l'UEE respecte les normes internationales et établir des tableaux de concordance basés sur la Nomenclature des marchandises appliquée aux activités économiques extérieures.

composé de dix membres, deux de chaque État membre, et l'un d'entre eux le préside.⁹³ Les activités de la Commission sont divisées en 10 domaines fonctionnels dirigés par les membres du Collège, soit au total 23 départements.⁹⁴ Le siège de la Commission est à Moscou.

5.6 Règlement des différends

5.35. L'article 19 du Traité de l'UEE crée un organe judiciaire permanent – la Cour de l'UEE (ci-après "la Cour"). Celle-ci compte deux juges de chaque État membre nommés par le Conseil suprême. Des dispositions détaillées sur la Cour figurent dans le Statut de la Cour⁹⁵ et dans son règlement intérieur (qui figurent respectivement à l'annexe 2 du Traité et dans la Décision n° 101 du Conseil suprême de décembre 2014).

5.36. La Cour s'occupe à la fois du règlement des différends – ou "procédures contentieuses" – et des procédures d'avis consultatif, dans le cadre desquelles elle interprète les instruments juridiques relevant de sa juridiction, à savoir le Traité de l'UEE, les traités intra-Union et les décisions des organes de l'Union. Les États membres peuvent donner à la Cour compétence pour d'autres différends si le Traité, un traité intra-Union, un traité international de l'Union avec une tierce partie, ou un autre traité international conclu entre les États membres prévoit expressément que ces différends seront réglés par la Cour (paragraphe 40 du Statut). Seule la Cour peut statuer sur le point de savoir si elle est compétente pour examiner un différend spécifique; elle ne peut statuer sur les demandes de dommages-intérêts ou toute autre réclamation pécuniaire.

5.37. En matière de règlement des différends, la Cour examine la conformité de la loi concernée avec les lois supérieures. En outre, la Cour a le pouvoir de déclarer qu'un État membre n'a pas respecté le Traité, un traité intra-Union ou une décision d'un organe de l'Union; ou qu'une action ou omission de la Commission est contraire au Traité ou à un traité intra-Union.

5.38. Les États membres et les entités commerciales⁹⁶ peuvent porter devant la Cour des procédures contentieuses. Si les États membres peuvent engager des procédures sur toutes les questions citées au paragraphe 5.36 ci-dessus, une entité commerciale ne peut le faire que pour des décisions, actions ou omissions de la Commission qui concernent ses propres droits en matière entrepreneuriale ou économique. Il n'y a pas de frais de justice sauf pour les entités commerciales qui déposent une plainte; les frais seront remboursés à l'entité commerciale si sa plainte aboutit. Si un autre État membre ou la Commission considère que le différend peut affecter ses intérêts, il/elle peut demander à participer à la procédure en tant que tierce partie.

5.39. Un État membre, un organe de l'Union, ainsi que les employés des organes de l'Union (pour les questions liées à l'emploi) peuvent déposer une demande d'avis consultatif auprès de la Cour en vue d'une interprétation du Traité, des traités intra-Union ou des décisions des organes de l'Union.

5.40. L'article 50 du Statut de la Cour définit les sources de droit que la Cour doit appliquer dans les procédures contentieuses. Parmi ces sources, on peut citer: les principes et les règles universellement reconnus du droit international; le Traité de l'UEE, les traités intra-Union et les autres traités internationaux auxquels les parties au différend sont parties; les décisions et ordonnances des organes de l'Union; et la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit. Une demande formulée auprès de la Cour concernant tout

⁹³ Les clauses de transition inscrites dans le Traité d'adhésion de l'Arménie et de la République kirghize prévoient qu'à compter de leur adhésion et jusqu'en février 2016, ces pays seront représentés au Collège par trois et deux membres respectivement, chacun ayant une voix, sans attribution d'un domaine de compétence.

⁹⁴ Le Président du Collège est en charge des départements suivants: Protocole et Organisation; Finance; Juridique; Administratif; et Technologies de l'information. Les 18 autres départements sont répartis en neuf domaines de compétence: Développement de l'intégration et Macroéconomie; Économie et Politique financière; Industrie et Agriculture; Commerce; Réglementation technique; Coopération douanière; Énergie et Infrastructures; Concurrence et Réglementation antitrust; et Marchés intérieurs, Soutien à l'information, Technologies de l'information et de la communication.

⁹⁵ Le Statut de la Cour contient huit sections: Dispositions générales et Statut juridique de la Cour; Composition de la Cour; Administration de la Cour et Statut des fonctionnaires et autres employés; Compétence de la Cour; Procédures de la Cour; Groupes spécialisés; Actes juridiques; et Dispositions finales.

⁹⁶ Une entité commerciale est définie au paragraphe 39:2 du Statut de la Cour comme une entité juridique enregistrée conformément aux lois d'un État membre ou d'un État tiers, ou une personne physique enregistrée en tant qu'entreprise conformément aux lois d'un État membre ou d'un État tiers.

traité intra-Union ou toute décision de la Commission ne conduit pas à la suspension du traité ou de la décision, sauf si le Traité de l'UEE le prévoit expressément.

5.41. Les procédures et la composition de la Cour diffèrent en fonction de la question examinée:

- a. la Grande Chambre, composée de l'ensemble des juges de la Cour, traite les différends soulevés par les États membres et les demandes d'avis consultatif;
- b. la Chambre, composée d'un seul juge de chaque État membre, traite les différends soulevés par les entités commerciales; et
- c. la Chambre d'appel, composée des juges n'ayant pas participé à l'audience de l'affaire par la Chambre dont le jugement fait l'objet de l'appel, entend les appels visant les jugements de la Chambre, lesquels doivent être présentés dans les 15 jours civils après que le jugement a été rendu (article 62 du règlement intérieur).

5.42. Le demandeur doit d'abord tenter de résoudre le différend par la voie de consultations ou de négociations ou par d'autres moyens extrajudiciaires préliminaires avant de saisir la Cour; la Cour peut être saisie d'une plainte trois mois après la date de réception de la demande de règlement du différend, sauf si les parties au différend conviennent de soumettre le différend à la Cour avant la fin de cette période (paragraphe 44 et 45 du Statut de la Cour). À n'importe quel stade la procédure, les parties au différend peuvent régler le différend (paragraphe 67 du Statut).

5.43. Pour aider la Cour à s'acquitter de ses fonctions dans les différends concernant des subventions au secteur industriel, des mesures de soutien à l'agriculture ou l'application de mesures de défense commerciale, le chapitre VI de son Statut envisage la création de groupes consultatifs d'experts (composés de trois experts). La Cour n'est pas liée par les rapports des groupes consultatifs d'experts, sauf par leurs conclusions concernant l'application de mesures de compensation dans les cas où l'existence d'une subvention au secteur industriel ou de mesures de soutien à l'agriculture a été établie (paragraphe 92:3 du Statut de la Cour).

5.44. En vertu du paragraphe 96 de son Statut, la Cour doit rendre un jugement final ou un avis consultatif sur la question dans les 90 jours après réception de la demande. Dans les différends concernant des subventions au secteur industriel, des mesures de soutien à l'agriculture ou l'application de mesures de défense commerciale, ce délai peut être porté à 135 jours (article 37.2 du règlement intérieur). L'article 68 du règlement intérieur prévoit que la Chambre d'appel doit examiner l'appel dans un délai de 45 jours civils après la date de réception.

5.45. Les jugements de la Cour dans les procédures de règlement des différends sont contraignants, ce qui n'est pas le cas de ses avis consultatifs. La Cour rend ses jugements et avis consultatifs par un vote à la majorité, le président du tribunal étant le dernier à voter (articles 77.3 et 85 du règlement intérieur de la Cour). Ses jugements ne peuvent pas modifier, annuler ou créer des règles juridiques. Les moyens de mise en œuvre de ses jugements sont déterminés par les parties au différend (paragraphe 103 du règlement intérieur de la Cour). En cas de non-respect du jugement, le Conseil suprême peut se prononcer sur la question.

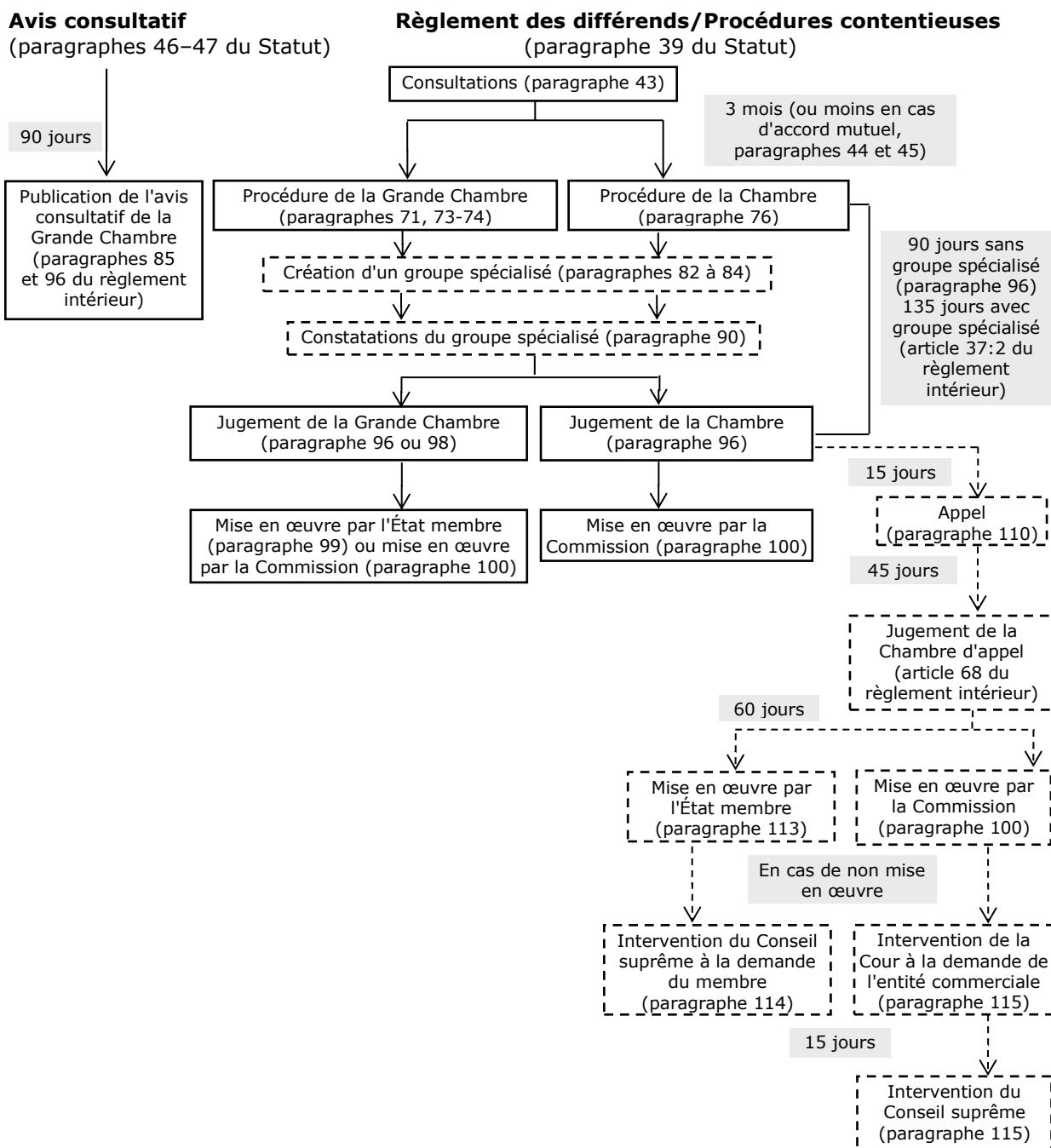
5.46. Si la Cour déclare qu'une décision de la Commission est, en tout ou partie, incompatible avec le Traité ou un traité intra-Union, cette décision restera en vigueur jusqu'à ce que la Commission mette en œuvre le jugement. Une dérogation à cette règle est prévue au paragraphe 112 de son Statut, qui donne à la Cour le pouvoir de suspendre les décisions de la Commission qu'elle a jugées non conformes. La Commission doit se conformer à ce jugement de la Cour dans un délai raisonnable ne pouvant dépasser 60 jours civils à compter de la date du jugement, sauf si ce dernier prévoit un délai différent.

5.47. Les différends entre investisseurs et États sont examinés conformément au Protocole sur les services et l'investissement. Les différends qui ne peuvent pas être réglés par voie de négociations dans un délai de six mois seront soumis, au choix de l'investisseur, à l'un des organismes suivants: la Cour de l'État d'accueil; la Cour d'arbitrage commercial international de la Chambre de commerce de tout État membre acceptée par les parties au différend; un tribunal d'arbitrage spécial; ou le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.

Les décisions arbitrales sont finales et contraignantes pour les parties. Chaque État membre s'engage à appliquer cette décision conformément à sa législation (paragraphe 85).

5.48. Le graphique 5.2 ci-dessous résume les principales étapes du mécanisme de règlement des différends mis en place par le Traité.

Graphique 5.2 Résumé des procédures de l'UEE relatives au règlement des différends et aux avis consultatifs



5.7 Relations avec d'autres accords conclus par les Parties

5.49. Les disciplines du Traité de l'UEE relatives aux accords commerciaux avec des pays tiers figurent aux articles 7, 33 à 35, 38 et 102. Le Traité différencie les accords commerciaux conclus collectivement par l'UEE et ceux conclus par ses États membres, en particulier:

- a. en ce qui concerne le commerce extérieur, le traitement NPF doit être appliqué au sens du GATT de 1994 dans les cas et dans les conditions où le traitement NPF est prévu par les traités internationaux conclus par l'Union avec une tierce partie, et par les traités internationaux conclus par les États membres avec une tierce partie;
- b. les États membres n'ont pas le droit de conclure des ACR individuels qui accordent des préférences tarifaires à un pays tiers; la conclusion de ce type d'accord est réservée à l'UEE collectivement. L'octroi de préférences tarifaires par les États membres conformément à leurs ACR respectifs entrés en vigueur avant le 1^{er} janvier 2015 est autorisé par l'article 102.1 du Traité de l'UEE, mais ces ACR doivent être uniformisés ultérieurement.

5.50. L'article 50 du Traité de l'UEE précise que les accords de libre-échange conclus entre l'UEE et un pays tiers peuvent prévoir l'application de certaines mesures visant à protéger bilatéralement le marché intérieur et qui diffèrent des mesures de sauvegarde, antidumping et compensatoires, y compris à l'égard des importations de produits agricoles. La décision d'appliquer de telles mesures sera prise par la Commission.

5.51. Le tableau 5.1 dresse la liste de tous les autres ACR, notifiés ou non au GATT/à l'OMC, qui sont en vigueur et auxquels les États membres de l'UEE sont parties, individuellement ou collectivement.

Tableau 5.1 États membres de l'UEE: participation à d'autres ACR (notifiés ou non, en vigueur), avril 2018

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT /à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
États membres de l'UEE – Collectivement				
UEE-Viet Nam	5 octobre 2016	Marchandises et services	2017	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UEE-Adhésion de la République kirghize	12 août 2015	Marchandises et services	2015	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
UEE-Adhésion de l'Arménie	2 janvier 2015	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
États membres de l'UEE – Individuellement				
BÉLARUS				
Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI ^a	20 septembre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Ukraine-Bélarus ^b	11 novembre 2006	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
Zone économique commune (ZEC) ^c	20 mai 2004	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Bélarus-Kazakhstan	3 décembre 1997	Marchandises	2012	Article XXIV du GATT
Bélarus-Serbie	31 mars 2009 ^d	Marchandises	Sans objet; non Membre de l'OMC	
KAZAKHSTAN				
Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI ^a	20 septembre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
ZEC ^c	20 mai 2004	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
Arménie-Kazakhstan ^b	25 décembre 2001	Marchandises	2004	Article XXIV du GATT
Géorgie-Kazakhstan	16 juillet 1999	Marchandises	2001	Article XXIV du GATT
Ukraine-Kazakhstan ^b	19 octobre 1998	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Bélarus-Kazakhstan	3 décembre 1997	Marchandises	2012	Article XXIV du GATT
République kirghize-Kazakhstan ^b	11 novembre 1995	Marchandises	1999	Article XXIV du GATT
Kazakhstan-Serbie	10 janvier 2012	Marchandises	Non notifié	
FÉDÉRATION DE RUSSIE				
Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI ^a	20 septembre 2012	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur	Champ d'application	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année	Disposition de l'OMC
Fédération de Russie-Serbie	3 juin 2006 ^e	Marchandises	2012	Article XXIV du GATT
ZEC ^c	20 mai 2004	Marchandises	2008	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Bélarus-Kazakhstan	3 décembre 1997	Marchandises	2012	Article XXIV du GATT
Géorgie-Fédération de Russie	10 mai 1994	Marchandises	2001	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Turkménistan	6 avril 1993	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Ouzbékistan	25 mars 1993	Marchandises	2013	Article XXIV du GATT
Fédération de Russie-Azerbaïdjan	17 février 1993	Marchandises	2012	Article XXIV du GATT

- ^a Les notifications à l'OMC (WT/REG343/N/1-2) indiquent que les parties à ce Traité sont les suivantes: Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan, République de Moldova, République kirghize, Tadjikistan et Ukraine.
- ^b L'article 23.2 du Traité établissant une zone de libre-échange entre les membres de la CEI prévoit que: "Les Parties sont convenues qu'à compter de la date d'entrée en vigueur du présent traité, elles prendront des mesures pour mettre fin aux traités internationaux bilatéraux existant entre elles, de la manière et selon les modalités prévues par lesdits traités, à moins que les Parties n'en soient convenues autrement." À cet égard, les autorités concernées ont indiqué que tous les accords bilatéraux étaient encore en vigueur.
- ^c Les Parties à la ZEC sont les suivantes: Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan et Ukraine. La ZEC est un accord-cadre qui n'introduit aucune forme de traitement préférentiel entre ses parties.
- ^d Application provisoire.
- ^e Application provisoire de l'Accord par toutes les parties signataires depuis le 3 juin 2006. Les protocoles amendés ont été en vigueur du 3 avril 2009 au 22 juillet 2011.

Source: Secrétariat de l'OMC.

5.8 Marchés publics

5.52. Les disciplines de l'UEE relatives aux marchés publics figurent dans la section XXII du Traité sur les "Marchés publics de l'État (des municipalités)" (article 88) et le "Protocole sur la réglementation des marchés publics" (annexe 25). Ces disciplines s'appliquent aux marchés de biens et de services, excepté aux marchés portant sur un (des) secret(s) d'État, et aux marchés passés par les banques centrales des États membres à des fins administratives, pour des travaux de construction ou de remise en état de l'équipement, lesquels sont passés conformément à leurs règles internes de passation des marchés.

5.53. La section II de l'annexe 25 et les appendices correspondants énoncent les disciplines qui s'appliquent aux différentes méthodes de passation des marchés, comme suit:

- appel d'offres ouvert, auquel on peut appliquer des procédures en deux étapes et une sélection de préqualification – paragraphe 1 de l'appendice 1;
- demandes de prix – paragraphe 5 de l'appendice 1;
- demande de propositions, si la législation sur les marchés publics d'un État membre le prévoit – paragraphe 6 de l'appendice 1, appendice 2 et parties pertinentes de l'appendice 3;
- enchères électroniques ouvertes – paragraphe 7 de l'appendice 1 et appendice 4;
- bourses de marchandises, si la législation sur les marchés publics d'un État membre le prévoit – appendice 4; et
- marchés passés par entente directe ou avec un fournisseur unique – paragraphe 10 de l'appendice 1 et appendice 3.

5.54. Depuis le 1^{er} janvier 2015, chaque État membre accorde le traitement national pour tous les marchés de biens, de travaux et de services (annexe 25, section III). Depuis 2016, les États membres s'efforcent de conclure tous les accords/contrats relatifs à des marchés publics sous forme électronique. Pour ce qui est des exemptions au traitement national, les États membres peuvent y recourir dans des cas exceptionnels et pour une durée n'excédant pas deux ans. Aucun seuil monétaire ne s'applique. Les États membres conservent leur législation nationale sur les marchés publics.

5.55. Comme prévu au paragraphe 29 de l'annexe 25, pour garantir l'ouverture et la transparence des marchés publics, chaque État membre de l'UEE devait créer un portail Web pour les marchés publics. L'UEE ne dispose pas de portail Web unique pour les marchés publics. Le portail de chaque État membre de l'UEE contient les textes juridiques relatifs aux marchés publics, le registre des fournisseurs déloyaux⁹⁷ et les renseignements suivants sur les marchés publics: avis de marché; documents relatifs au marché et toute précision additionnelle (y compris le projet de contrat); modifications apportées à ces avis et/ou documents; protocoles exécutés au cours du processus de passation des marchés; renseignements sur le résultat de la procédure de passation des marchés; détails du marché; renseignements sur le résultat de l'exécution de l'accord de marché et les plaintes reçues (leur contenu, les décisions envisagées et les pièces produites). Tous les documents sont disponibles en russe, en plus de la langue nationale.

5.56. La Commission et les organismes de réglementation et de surveillance des marchés publics des États membres se réunissent régulièrement (au moins trois fois par an) pour parler de l'application des lois, de l'échange de renseignements, de l'harmonisation de la législation et de l'élaboration conjointe d'un manuel méthodologique pour les services de passation de marchés.

5.57. En janvier 2018, la Fédération de Russie avait engagé le processus d'accession à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, tandis que le Kazakhstan avait le statut d'observateur.

5.9 Droits de propriété intellectuelle

5.58. Les disciplines de l'UEE relatives à la propriété intellectuelle concernant toutes les catégories visées par l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) figurent dans la section XXIII du Traité sur la "Propriété intellectuelle" (articles 89 à 91) et dans le "Protocole sur la protection des droits de propriété intellectuelle et les moyens de les faire respecter" (annexe 26). Les disciplines de l'OMC sur les pratiques anticoncurrentielles ne sont pas non plus abordées dans le Traité.

5.59. En outre, le "Projet d'accord de l'UEE sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine"⁹⁸ (ci-après le "Projet d'accord sur les marques de l'UEE") a été approuvé par la Disposition n° 23/2016 du Collège. Cet accord devrait entrer en vigueur en 2019, au terme des procédures de ratification (voir paragraphe 5.63. ci-dessous). L'Accord prévoit l'introduction d'une "marque de l'UEE" et d'une "appellation d'origine des marchandises de l'UEE", qui protégeront simultanément les droits sur des marques de l'UEE et les appellations d'origine de l'UEE sur l'ensemble du territoire de l'UEE.

5.60. La Fédération de Russie a accepté les modifications de l'Accord sur les ADPIC en septembre 2017; le Kazakhstan a intégralement mis en œuvre l'Accord sur les ADPIC en novembre 2015. Le traitement national est accordé conformément à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (article 90.1).

5.61. Si les États membres sont autorisés à maintenir leur législation nationale sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), l'article 89 prévoit qu'ils coopèrent en vue de leur harmonisation. Aux termes des articles 90 et 91, les États membres doivent mener leurs activités concernant la protection et les moyens de faire respecter les DPI dans le respect des traités internationaux. D'autres dispositions relatives au respect des DPI sont prévues, y compris les mesures du Code des douanes de l'UEE et celles des traités et actes internationaux de l'UEE concernant la réglementation douanière (section XIII du Protocole sur les DPI). Les détenteurs de DPI peuvent demander l'enregistrement de leurs droits dans le registre douanier national des objets de propriété intellectuelle de leur propre État ou dans le registre douanier commun des objets de propriété intellectuelle des États membres de l'UEE.

5.9.1 Droit d'auteur et droits connexes

5.62. La durée de la protection dans les États membres de l'UEE est la suivante:

⁹⁷ Les fournisseurs déloyaux sont des fournisseurs potentiels qui ont évité de conclure des accords de marché; des fournisseurs qui ne se sont pas, ou mal, acquittés de leur engagements au titre d'accords de marché; et des fournisseurs avec lesquels le client avait unilatéralement mis fin à l'accord de marché en cours d'exécution dès lors qu'il avait été établi que la sélection reposait sur des renseignements erronés.

⁹⁸ https://docs.eaeunion.org/docs/en-us/0149745/clco_10032016_23 (en russe).

- a. les œuvres scientifiques, littéraires et artistiques sont protégées pendant la vie du titulaire du droit (personne physique), plus 50 ans au Bélarus et plus 70 ans au Kazakhstan et dans la Fédération de Russie;
- b. les droits des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes sont protégés pendant la vie du titulaire du droit (personne physique), plus 70 ans au Kazakhstan et plus 50 ans au Bélarus et dans la Fédération de Russie, à compter de la fin de l'année civile dans laquelle la fixation ou l'exécution a eu lieu.

5.9.2 Enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, des marques de service et des appellations d'origine

5.63. La durée d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce est de dix ans, avec renouvellement illimité pour une période maximum de dix ans à chaque fois (annexe 26, sections III et V). Le Projet d'accord sur les marques de l'UEE régleme les questions liées à l'enregistrement, à la protection juridique et à l'utilisation des marques de fabrique ou de commerce, et des appellations d'origine de l'UEE dans ses États membres. En particulier, l'Accord prévoit le dépôt d'une demande concernant la marque/appellation d'origine de l'Union dans l'un quelconque des offices de brevets des États membres; l'obtention d'un titre de protection unique sur le territoire de l'Union; un guichet unique pour répondre aux besoins des demandeurs; un Registre unique pour les marques de fabrique ou de commerce de l'Union et un autre pour les appellations d'origine, les deux étant mis en ligne sur le site Web officiel de l'Union; et une protection juridique complète. Les marques/appellations d'origine de l'Union existeront parallèlement à celles du niveau national, et les propriétaires de marque pourront faire une demande pour l'une ou l'autre, ou les deux. Dans le régime de l'Union, un propriétaire de marque peut déposer une demande auprès de l'office local national des marques de l'un des États membres dans lequel il dispose d'un établissement accrédité. L'examen de la demande est réalisé par tous les offices nationaux. Une décision favorable conduit à l'enregistrement de la marque; en cas d'opinion négative d'un État membre, il est possible de faire appel. S'il n'y a pas d'appel, ou si celui-ci est rejeté, la demande est rejetée. Le demandeur peut donc soit tenter de contrer l'opinion négative en réduisant la liste des marchandises, soit choisir de déposer des demandes de marques/d'indications géographiques dans chaque État membre. L'Accord autorise également la conversion d'une demande nationale en une demande au niveau de l'Union. L'enregistrement d'une marque de l'Union peut être appliqué, ou invalidé, dans chaque État membre en vertu des lois locales de celui-ci. Le principe de l'épuisement régional des droits exclusifs s'applique aux marques et aux marques de l'UEE.

5.9.3 Indications géographiques

5.64. Les indications géographiques sont protégées sur le territoire d'un État membre si cette protection est prévue dans sa législation ou dans les traités internationaux auxquels il est partie (annexe 26, section VI). Les dispositions relatives à l'appellation d'origine des marchandises définissent la dénomination qui est reconnue comme l'appellation d'origine, les moyens juridiques permettant aux parties intéressées d'empêcher l'usage abusif de l'appellation, et les actes de concurrence déloyale dans chaque État membre (annexe 26, section VII). Lorsque le Projet d'accord sur les marques de l'UEE sera en vigueur, l'appellation d'origine des marchandises de l'UEE sera protégée sur le territoire de tous les États membres conformément aux dispositions de cet accord (annexe 26, section VIII).

5.9.4 Droits de brevet

5.65. La durée de validité des brevets est la même que dans l'Accord sur les ADPIC, soit 20 ans pour les inventions et 5 ans pour les modèles d'utilité et pour les dessins et modèles industriels (annexe 26, section IX). La protection des obtentions végétales et des espèces animales est prévue par la législation des États membres (ces questions figurent dans l'annexe 26, section X sur les "Obtentions végétales ou animales").

5.9.5 Topographies de circuits intégrés

5.66. Les topographies sont protégées en vertu de la législation des États membres (annexe 26, section XI). Par ailleurs, dans le cadre du Traité de l'UEE, les auteurs de topographies de circuits

intégrés ont des droits exclusifs sur ces topographies pendant dix ans (comme dans l'Accord sur les ADPIC), ainsi qu'un droit de propriété. Si la législation des États membres le prévoit, les détenteurs de droits peuvent aussi bénéficier d'un droit à rémunération pour leur utilisation.

5.9.6 Secrets commerciaux

5.67. On entend par secrets commerciaux les données de toute nature (industrielle, technique, économique, organisationnelle, etc.), y compris celles qui concernent les résultats de l'activité intellectuelle dans le domaine de la recherche scientifique et les données relatives aux méthodes liées à l'exercice d'une activité professionnelle, ayant une valeur commerciale effective ou potentielle (annexe 26, section XII). La protection juridique des secrets commerciaux (savoir-faire) est prévue par la législation des États membres.

5.9.7 Respect des droits

5.68. Les moyens de faire respecter les DPI relèvent de la législation nationale, mais la section XIII de l'annexe 26 dispose que la coordination des activités des États membres visant à faire respecter les DPI au sein de l'UEE sera assurée conformément aux traités internationaux conclus dans le cadre de l'Union. Les États membres de l'UEE ont élaboré deux traités internationaux sur les moyens de faire respecter les DPI, à savoir: le "Traité sur la coordination des moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle" du 8 septembre 2015 et le "Règlement sur l'échange de renseignements entre les organes autorisés des États membres de l'UEE et la Commission économique eurasiatique dans le domaine du respect des DPI" du 30 août 2016 (entrés en vigueur le 19 juillet 2016 et le 1^{er} octobre 2016, respectivement).

5.10 Autres

5.10.1 Concurrence

5.69. Le Traité contient des disciplines relatives à la politique de la concurrence dans la section XVIII (articles 74 à 77) et le Protocole sur les règles et principes communs en matière de concurrence (annexe 19). Ces textes établissent des règles et principes communs en matière de concurrence qui visent à prévenir les actions anticoncurrentielles sur les territoires des États membres, ainsi que les actions ayant des incidences négatives sur la concurrence pour les marchés transfrontaliers sur les territoires d'au moins deux États membres. Les règles de l'UEE en matière de concurrence s'appliquent aux monopoles naturels en tenant compte des disciplines spécifiques qui leur sont applicables.

5.70. Parmi les principales disciplines, on peut citer:

- a. l'interdiction des activités commerciales coordonnées à certaines conditions, des ententes verticales et horizontales à certaines conditions, et de la concurrence déloyale (article 76);
- b. le contrôle du respect de ces règles et les sanctions en cas d'infraction (annexe 19);
- c. les disciplines relatives à l'introduction d'une réglementation des prix par l'État pour des marchandises et des services spécifiques dans des circonstances spéciales, telles que les urgences, les catastrophes naturelles, les questions relatives à la sécurité nationale, et de mesures provisoires pour certains types de marchandises sur des territoires spécifiques (article 77 du Traité et section VII de l'annexe 19).⁹⁹ Si la Commission peut, à la demande d'un État membre de l'UEE, statuer sur la nécessité d'abroger le prix réglementé, cette prérogative ne s'étend pas au secteur des services, aux monopoles naturels, aux achats d'intervention de l'État, ni à une liste de produits, dont le gaz

⁹⁹ Les trois États membres ont des prix réglementés pour un certain nombre de marchandises et de services.

naturel, le gaz liquéfié à l'usage des ménages, l'énergie électrique et thermique, etc.¹⁰⁰; et

- d. l'échange de renseignements entre les autorités compétentes des États membres et la Commission.

5.71. La Commission peut demander tous les renseignements nécessaires pour assurer le respect des règles communes en matière de concurrence sur les marchés transfrontières. Les renseignements, y compris ceux de nature confidentielle, doivent être fournis par les organismes publics des États membres, les organes exécutifs locaux, d'autres organismes ou organisations chargés de fonctions connexes, des personnes morales et des particuliers. La Commission de l'UEE présente un rapport annuel au Conseil suprême sur la situation en matière de concurrence sur les marchés transfrontières et sur les mesures prises pour empêcher toute atteinte aux règles communes en matière de concurrence. Le rapport approuvé et l'ensemble des décisions relatives aux affaires d'atteinte aux règles communes en matière de concurrence sont publiés sur le site Web officiel de la Commission.

5.10.2 Travail

5.72. Au-delà des questions relatives au mode 4, la section du Traité de l'UEE consacrée à la migration de la main-d'œuvre appelle les États membres à coopérer et à coordonner les politiques en la matière (article 96 du Traité). Les disciplines suivantes s'appliquent aux "travailleurs des États membres"¹⁰¹, définis comme "un ressortissant d'un État membre qui réside et travaille légalement sur le territoire de l'État d'emploi, dont il n'est pas citoyen, ni résident permanent" (article 98):

- a. leur protection/assurance sociale est fournie selon les mêmes modalités et conditions qu'aux citoyens de l'État où ils sont employés, sauf pour ce qui est des pensions;
- b. la retraite est régie par la législation de l'État où se trouve leur domicile permanent. En avril 2018, des discussions avaient lieu sur un projet d'accord concernant l'uniformisation de la réglementation sur les pensions;
- c. ils ont le droit de s'affilier à des syndicats de la même manière que les citoyens de l'État où ils sont employés;
- d. ils sont soumis aux droits et obligations prévus par la législation de l'État où ils sont employés et par leur employeur; et
- e. les revenus perçus au titre de leur travail sur le territoire de l'État où ils sont employés seront imposés conformément aux accords internationaux et à la législation de l'État où ils sont employés, sous réserve des dispositions du Traité de l'UEE.

5.73. Un Protocole sur la fourniture de soins médicaux aux travailleurs des États membres et aux membres de leur famille figure à l'annexe 30 du Traité de l'UEE.

5.10.3 Autres

5.74. Le Traité contient des disciplines et prévoit que les membres mèneront une politique coordonnée dans divers autres domaines, dont l'information et les technologies de l'information (article 23 et annexe 3), et la protection des droits des consommateurs (articles 60 et 61).

5.75. Un ensemble de disciplines relatives aux taxes et à l'imposition sont énoncées (articles 71 à 73). En particulier, elles prévoient d'accorder le traitement national en matière d'imposition aux

¹⁰⁰ Les autres produits sont les suivants: vodka, liqueurs et autres produits alcooliques d'un titre alcoométrique supérieur à 28% (prix minimum); alcool éthylique obtenu à partir de produits alimentaires bruts (prix minimum); combustibles solides et de chauffage; produits du cycle de production de l'énergie nucléaire; kérosène à l'usage des ménages; produits pétroliers; produits pharmaceutiques; et produits du tabac.

¹⁰¹ Les mêmes règles s'appliquent aux membres de leur famille.

produits similaires. L'harmonisation des droits d'accise pour les produits les plus sensibles assujettis à l'accise est également prévue.

5.76. En dehors des références spécifiques à la protection de l'environnement, par exemple dans le contexte des exceptions générales, des exceptions au marché intérieur, des OTC, etc., qui sont toutes mentionnées par ailleurs dans cette présentation factuelle, le Traité de l'UEE ne contient pas d'instrument juridique spécifique sur cette question.

ANNEXE 1

1. Le tableau A1.1 présente la structure des droits du TEC/de la Fédération de Russie appliqués entre 2010 et 2016, période pendant laquelle la Fédération de Russie est devenue Membre de l'OMC. Le taux NPF appliqué moyen est d'abord passé de 10,2% en 2010 à 10,4% en 2012, quand l'Union douanière a été établie et que la Fédération de Russie a accédé à l'OMC, mais il a depuis été graduellement ramené à 8,7% en 2015 et à 8,3% en 2016. S'agissant des catégories de produits, en 2015, les Membres de l'OMC se voyaient appliquer un taux de droit moyen de 7,1% pour l'exportation de produits non agricoles vers la Fédération de Russie et un taux moyen deux fois plus élevé (14,5%) pour l'exportation de produits agricoles. En 2015, un peu moins du cinquième des lignes tarifaires portant sur les produits non agricoles étaient en franchise de droits; le taux correspondant pour les produits agricoles était de 6,4%. S'il est seulement tenu compte des lignes passibles de droits, les autres pays membres de l'UEE bénéficiaient en 2015 d'une marge de préférence moyenne de 15,6% pour les produits agricoles et de 8,6% pour les produits non agricoles. Les chiffres de 2015 et de 2016 s'appliquent également au Bélarus.

Tableau A1.1 Fédération de Russie et Bélarus (2015-2016): indicateurs des taux de droit appliqués – TEC

Année	Ensemble des produits				Produits agricoles ^a				Produits non agricoles			
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2010	11 170	10,2	12,0	14,2	2 453	16,7	17,7	5,1	8 717	8,6	10,3	16,7
2011	11 237	10,2	12,0	14,4	2 486	16,6	17,8	6,1	8 751	8,5	10,3	16,8
2012	11 123	10,4	12,1	14,0	2 579	16,7	17,7	5,2	8 544	8,6	10,3	16,7
2013	11 281	10,1	11,8	14,2	2 648	15,9	17,0	6,0	8 633	8,4	10,1	16,7
2014	11 638	9,4	11,1	14,8	2 683	15,2	16,3	6,3	8 955	7,8	9,4	17,3
2015 ^b	11 711	8,7	10,2	14,9	2 684	14,5	15,6	6,4	9 027	7,1	8,6	17,4
2016 ^b	11 610	8,3	10,0	16,1	2 683	14,5	15,5	6,3	8 927	6,5	8,1	19,0
2017-2020	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Note:

^a Définition OMC.

^b Concerne également le Bélarus.

... Non disponible.

Droits au 1^{er} janvier.

Aucune donnée n'est pour l'instant disponible sur les taux de droit NPF de la Russie pour les années 2017 à 2019.

Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus et la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.

Pour 2016, le calcul des moyennes tient compte des EAV lorsque les données sont tirées du TPR de la Russie pour l'année en question; les produits faisant l'objet de taux contingentaires sont exclus.

Sur la base de la nomenclature du SH 2007 (2010-2011) et sur celle du SH 2012 (2012-2016).

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC sur la base de la BDI et de la base de données MEPC de l'OMC, ainsi que du Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS).

2. Le tableau A1.2 présente la structure des droits appliqués par le Kazakhstan en 2015, à son accession à l'OMC, et en 2016. Le taux NPF appliqué moyen est tombé de 8,0% en décembre 2015 à 7,4% en décembre 2016 – il est inférieur à celui du TEC pour ces deux années. Concernant les catégories de produits, en 2015, les Membres de l'OMC se voyaient appliquer un taux moyen de 12,3% pour l'exportation de produits agricoles vers le Kazakhstan, ce taux étant approximativement deux fois moins élevé pour l'exportation de produits non agricoles – 6,8%. En 2015, 6,7% des lignes tarifaires relatives aux produits agricoles étaient en franchise de droits, la part correspondante pour les produits non agricoles étant de 17,7%. S'il est seulement tenu compte des lignes passibles de droits, le Bélarus et la Fédération de Russie – les partenaires du

Kazakhstan appartenant à l'Union – ont bénéficié en 2015 d'une marge de préférence moyenne de 13,3% pour les produits agricoles et de 8,3% pour les produits non agricoles.

Tableau A1.2 Kazakhstan: indicateurs des taux de droit appliqués

Année	Ensemble des produits			Produits agricoles ^a			Produits non agricoles					
	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits	Nomb re de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits	Nombre de lignes	Droit appliqué moyen		% en franchise de droits
		Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits			Globalement	Sur les lignes passibles de droits	
2015 ^b	11 711	8,0	9,5	15,2	2 684	12,3	13,3	6,7	9 027	6,8	8,3	17,7
2016 ^c	11 610	7,4	8,9	16,1	2 683	11,8	12,6	6,6	8 927	6,1	7,6	18,9
2017-2023	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2024	Toutes les lignes tarifaires sont harmonisées avec le TEC.											

Note:

^a Définition OMC.

^b Droits du Kazakhstan en 2015, appliqués du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2016.

^c Droits du Kazakhstan en 2016, appliqués du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017.

... Pas de renseignements disponibles pour les années 2017 à 2019, étant donné que la liste d'exceptions du Kazakhstan est différente chaque année.
 Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.
 Sur la base de la nomenclature du SH 2012.

Source: Estimations du Secrétariat de l'OMC fondées sur la base de données MEPC de l'OMC et sur les renseignements fournis par les autorités du Kazakhstan et la BDI de l'OMC.

ANNEXE 2

LISTE DES ACCORDS DÉNONCÉS CONFORMÉMENT
À L'ANNEXE 33 DU TRAITÉ DE L'UEE

Tableau A2.1 Liste des accords dénoncés conformément à l'annexe 33 du Traité de l'UEE

N°	Titre des Traités internationaux
I. Traités internationaux dénoncés à la date d'entrée en vigueur du Traité de l'UEE	
1.	Traité du 6 octobre 2007 portant création d'un territoire douanier commun et de l'Union douanière.
2.	Protocole du 6 octobre 2007 sur l'entrée en vigueur des traités internationaux constituant le fondement juridique de l'Union douanière, leur dénonciation ou l'adhésion à ceux-ci.
3.	Accord du 25 janvier 2008 sur les statistiques douanières concernant les échanges de marchandises avec les pays tiers et à l'intérieur de l'Union douanière.
4.	Accord du 25 janvier 2008 sur la réglementation tarifaire commune.
5.	Accord de l'Union douanière du 25 janvier 2008 sur les mesures non tarifaires communes appliquées aux pays tiers.
6.	Accord du 25 janvier 2008 sur l'application des mesures de sauvegarde, des mesures antidumping et des mesures compensatoires aux pays tiers.
7.	Accord du 25 janvier 2008 sur les principes régissant la perception des impôts indirects sur les exportations et les importations de marchandises, les travaux et les services dans l'Union douanière.
8.	Protocole du 12 décembre 2008 sur l'octroi de concessions tarifaires.
9.	Protocole du 12 décembre 2008 sur la mise en œuvre de règles communes sur la détermination de la valeur en douane des marchandises transportées à l'intérieur de l'Union douanière.
10.	Protocole du 12 décembre 2008 sur l'échange de renseignements requis pour la détermination et le contrôle de la valeur en douane des marchandises entre les autorités douanières de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie.
11.	Protocole du 12 décembre 2008 sur les conditions et la procédure d'utilisation dans des circonstances exceptionnelles de taux de droits d'importation différents des taux du TEC.
12.	Accord du 12 décembre 2008 sur les types de formalités douanières et de régimes douaniers.
13.	Accord du 12 décembre 2008 sur la déclaration de la valeur en douane des marchandises franchissant les frontières de l'Union douanière.
14.	Accord du 12 décembre 2008 sur la déclaration des marchandises.
15.	Accord du 12 décembre 2008 sur le calcul et le paiement des redevances douanières dans les États membres de l'Union douanière.
16.	Accord du 12 décembre 2008 sur le contrôle de l'évaluation en douane des marchandises franchissant les frontières de l'Union douanière.
17.	Accord du 12 décembre 2008 sur le dédouanement et le contrôle douanier dans les États membres de l'Union douanière.
18.	Accord du 12 décembre 2008 sur le Secrétariat de la Commission de l'Union douanière.
19.	Accord du 12 décembre 2008 de l'Union douanière sur les conditions et le mécanisme de mise en œuvre des contingents tarifaires.
20.	Accord de l'Union douanière du 9 juin 2009 sur l'adoption et l'application de mesures relatives au commerce des marchandises avec des pays tiers sur le territoire douanier commun.
21.	Accord du 9 juin 2009 sur les règles régissant la délivrance de licences dans le domaine du commerce extérieur de marchandises.
22.	Protocole du 11 décembre 2009 sur la procédure de perception des impôts indirects et sur le mécanisme de contrôle de leur paiement sur les exportations et les importations de marchandises dans l'Union douanière.
23.	Protocole du 11 décembre 2009 sur la procédure de perception des impôts indirects sur les travaux et les services dans l'Union douanière.
24.	Protocole du 11 décembre 2009 sur la procédure de transfert des données statistiques sur les échanges de marchandises avec les pays tiers et à l'intérieur de l'Union douanière.
25.	Protocole du 11 décembre 2009 sur le statut du Centre de statistiques douanières de la Commission de l'Union douanière.
26.	Accord du 11 décembre 2009 de l'Union douanière sur la reconnaissance mutuelle de l'accréditation des organismes de certification (évaluation/confirmation de la conformité) et des laboratoires (centres) d'essais participant aux procédures d'évaluation (confirmation) de la conformité.
27.	Accord du 11 décembre 2009 de l'Union douanière sur la circulation des produits soumis à une évaluation obligatoire de la conformité sur le territoire de l'Union douanière.
28.	Accord du 11 décembre 2009 sur les mesures vétérinaires et sanitaires.
29.	Accord du 11 décembre 2009 sur la phytoquarantaine.
30.	Accord du 11 décembre 2009 sur les mesures sanitaires.
31.	Protocole du 11 décembre 2009 portant modification de l'Accord du 25 janvier 2008 sur les principes régissant la perception des impôts indirects sur les exportations et les importations de marchandises, les travaux et les services dans l'Union douanière.
32.	Accord du 20 mai 2010 sur l'établissement et l'application d'une procédure d'enregistrement et d'attribution des droits d'importation dans l'Union douanière (autres droits, taxes et redevances d'effet équivalent).

N°	Titre des Traités internationaux
33.	Protocole du 21 mai 2010 portant modification de l'Accord du 11 décembre 2009 sur la phytoquarantaine.
34.	Protocole du 21 mai 2010 portant modification de l'Accord du 11 décembre 2009 sur les mesures vétérinaires et sanitaires.
35.	Protocole du 21 mai 2010 portant modification de l'Accord du 11 décembre 2009 sur les mesures sanitaires.
36.	Protocole du 5 juillet 2010 sur certaines exonérations temporaires relatives au mode de fonctionnement du territoire douanier unique de l'Union douanière.
37.	Accord du 21 septembre 2010 sur la mise en œuvre des technologies de l'information pour l'échange de documents électroniques sur le commerce extérieur et les échanges mutuels à l'intérieur du territoire douanier unique de l'Union douanière.
38.	Accord du 21 septembre 2010 sur la création, le fonctionnement et le développement du Système d'information intégré pour le commerce extérieur et les échanges mutuels de l'Union douanière.
39.	Accord du 18 novembre 2010 sur les règles et principes communs en matière de réglementation technique dans la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie.
40.	Protocole du 19 novembre 2010 sur la communication, à l'autorité chargée de l'enquête, des renseignements, y compris des renseignements confidentiels, aux fins des enquêtes en matière de sauvegardes, de droits antidumping et de droits compensateurs.
41.	Accord du 19 novembre 2010 sur l'application des mesures de sauvegarde, des mesures antidumping et des mesures compensatoires aux pays tiers durant la période de transition.
42.	Accord du 19 novembre 2010 sur le statut juridique des personnes physiques et des membres de leurs familles.
43.	Accord du 19 novembre 2010 sur les règles d'accès aux services des monopoles naturels dans le domaine de l'énergie électrique, y compris les principes fondamentaux de la politique des prix et de la politique tarifaire.
44.	Accord du 9 décembre 2010 sur les marchés publics de l'État (des municipalités).
45.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles communes régissant l'octroi de l'aide publique au secteur agricole.
46.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles communes régissant l'octroi de subventions au secteur industriel.
47.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles et principes communs en matière de concurrence.
48.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles et principes communs applicables aux activités des monopoles naturels.
49.	Accord du 9 décembre 2010 sur les principes communs dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle.
50.	Accord du 9 décembre 2010 sur l'organisation, l'administration, le fonctionnement et le développement des marchés communs du pétrole et des produits pétroliers de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie.
51.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles d'accès aux services des monopoles naturels dans le domaine du transport du gaz, y compris les principes fondamentaux de la politique des prix et de la politique tarifaire.
52.	Accord du 9 décembre 2010 sur les règles d'accès aux services de transport ferroviaire, y compris les principes fondamentaux de la politique tarifaire.
53.	Accord du 9 décembre 2010 sur la politique macroéconomique coordonnée.
54.	Accord du 9 décembre 2010 sur les principes coordonnés en matière de politique monétaire.
55.	Accord du 9 décembre 2010 sur l'établissement de conditions sur les marchés financiers permettant la libre circulation des capitaux.
56.	Accord du 9 décembre 2010 sur le commerce des services et les investissements.
57.	Accord du 22 juin 2011 sur la surveillance de la circulation (automobile) à la frontière extérieure de l'Union douanière.
58.	Protocole du 18 octobre 2011 modifiant et complétant l'Accord du 25 janvier 2008 entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie sur l'application de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de mesures compensatoires aux pays tiers.
59.	Protocole du 19 octobre 2011 sur la procédure applicable aux échanges d'information concernant le paiement des droits d'importation.
60.	Traité du 18 novembre 2011 instituant la Commission économique eurasiatique.
61.	Traité du 15 décembre 2011 sur l'interaction des autorités compétentes des États membres de l'Accord du 9 décembre 2010 sur les principes coordonnés en matière de politique monétaire, mettant en œuvre le contrôle des changes.
62.	Accord du 29 mai 2013 sur les échanges de renseignements dans le domaine des statistiques.
63.	Protocole du 24 août 2012 modifiant le Protocole du 12 décembre 2008 sur les conditions et la procédure d'utilisation dans des circonstances exceptionnelles de taux de droits d'importation différents des taux du TEC.
64.	Protocole du 21 juin 2013 modifiant l'Accord du 12 décembre 2008 de l'Union douanière sur les conditions et le mécanisme de mise en œuvre des contingents tarifaires.
65.	Protocole du 25 septembre 2013 modifiant l'Accord du 25 janvier 2008 sur la réglementation tarifaire commune.

N°	Titre des Traités internationaux
II. Traités internationaux qui seront dénoncés à la date d'entrée en vigueur des décisions pertinentes de la Commission, conformément à l'article 102 du Traité de l'UEE	
1.	Accord du 25 janvier 2008 sur les règles communes pour la détermination du pays d'origine des marchandises.
2.	Protocole du 12 décembre 2008 sur le système commun de préférences tarifaires de l'Union douanière.
3.	Accord du 12 décembre 2008 sur les règles d'origine des marchandises originaires des pays en développement et des pays les moins avancés.

ANNEXE 3**LISTE COMMUNE DES MARCHANDISES SOUMISES À DES MESURES
NON TARIFAIRES DANS LE COMMERCE AVEC DES PAYS TIERS¹****Tableau A3.1 Marchandises soumises à des mesures non tarifaires dans tous les États membres de l'UEE**

Désignation	Mesure et portée territoriale
1. Marchandises dont le transport à travers les frontières de l'UEE est interdit	
1.1 Substances qui appauvrissent la couche d'ozone et produits contenant ces substances	<p>Prohibition à l'importation/à l'exportation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et des produits contenant ces substances, sauf en ce qui concerne:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les marchandises en transit; - les substances qui appauvrissent la couche d'ozone utilisées exclusivement à titre de matières premières pour la fabrication d'autres produits chimiques, qui ne sont pas des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; - le cas particulier des substances qui appauvrissent la couche d'ozone relevant du Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone; - les extincteurs contenant des substances du groupe II de l'Annexe A I; - les substances qui appauvrissent la couche d'ozone faisant l'objet de réductions ou utilisées; - les produits qui sont soumis au système de contrôle des exportations du pays membre de l'UEE qui en est le pays d'expédition ou de destination. <p>Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone de la section 2.1 de la présente liste sont interdites d'importation et d'exportation en provenance et à destination des pays non signataires du Protocole de Montréal, à l'exception de ceux qui satisfont à ses prescriptions.</p>
1.2 Déchets dangereux	Prohibition à l'importation, y compris en ce qui concerne les marchandises en transit.
1.3 Renseignements sous forme imprimée ou audiovisuelle, ou autres supports	Prohibition à l'importation/à l'exportation/au transit
1.4 Produits chimiques phytosanitaires et autres polluants organiques persistants visés par les annexes A et B de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (signée le 22 mai 2001)	Prohibition à l'importation, sauf en ce qui concerne les marchandises en transit
1.6 Armes de service ou à usage civil, leurs parties principales et cartouches	<p>Prohibition à l'importation/à l'exportation/au transit, à l'exception des marchandises soumises au système de contrôle des exportations</p> <p>* Ne s'applique pas à certains types d'armes à feu longues et à leurs parties pour les cartouches exportées du territoire douanier de l'Union économique eurasiatique.</p>
1.7 Instruments utilisés pour la pêche de ressources biologiques aquatiques	Prohibition à l'importation

¹ Pour faciliter la lecture, la présentation des listes dans la présente annexe diffère de celle de la Décision. En particulier, les codes du SH n'y figurent pas et les produits ont été classés selon que des restrictions leur étaient appliquées dans tous les États membres de l'UEE ou dans certains d'entre eux seulement. La numérotation de la colonne 1 a toutefois été conservée. Pour la liste complète des codes du SH, veuillez consulter l'annexe 6 du document WT/ACC/KAZ/93.

Désignation	Mesure et portée territoriale
1.8 Produits à base de peaux de phoques harpés ou de bébés phoques harpés	Prohibition à l'importation * Ne s'applique pas aux produits destinés à un usage personnel ou à ceux obtenus des activités de chasse des peuples indigènes des régions arctiques et subarctiques, pour lesquels un certificat de l'organisme compétent doit être délivré.
1.9 Zibelines vivantes	Prohibition à l'exportation
2. Marchandises dont le transport à travers les frontières de l'UEE est soumis à restriction	
2.1 Substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Licence d'importation et d'exportation, sauf en ce qui concerne les marchandises en transit
2.2 Produits chimiques phytosanitaires (pesticides)	Licence d'importation
2.3 Déchets dangereux	Licence d'importation et/ou d'exportation * Ne s'applique pas à l'exportation de pneumatiques, y compris pleins ou gonflables, destinés à l'aviation civile.
2.4 Collections et spécimens pour collections de paléontologie et de minéralogie, os d'animaux fossiles	Licence d'exportation
2.6 Animaux sauvages vivants, certains végétaux sauvages et certaines herbes médicinales sauvages	Licence d'exportation
2.7 Espèces de faune et de flore sauvages visées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (signée le 3 mars 1973)	Restriction à l'exportation/à l'importation/au transit. Les marchandises incluses dans cette liste passent les frontières des États membres de l'UEE conformément aux modalités établies par la Convention du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.
2.8 Espèces rares et menacées d'animaux et de végétaux sauvages figurant dans les "livres rouges" des États membres de l'UEE	Licence d'exportation, sauf en ce qui concerne le transit
2.9 Pierres gemmes	Restriction à l'exportation/à l'importation
2.10 Métaux précieux et produits contenant des métaux précieux	Licence d'importation/d'exportation/de transit * Ne s'applique pas aux métaux précieux affinés sous forme de métal non monnayé, de plaques, de poudres ou de granulés ni aux métaux précieux bruts. ** S'applique uniquement aux métaux précieux sertis ou non de pierres gemmes. *** S'applique uniquement aux métaux précieux ou aux métaux plaqués ou doublés de métaux précieux.
2.11 Matières premières minérales (seulement les pierres brutes)	Licence d'exportation
2.12 Stupéfiants, substances psychotropes et leurs précurseurs	Licence d'importation et d'exportation
2.13 Substances toxiques, sauf les précurseurs des stupéfiants et des substances psychotropes	Licence d'importation * Ne s'applique pas aux substances toxiques soumises au système de contrôle des exportations
2.14 Médicaments et produits pharmaceutiques	Licence d'importation
2.16 Appareils radioélectriques et/ou à haute fréquence à usage civil, y compris incorporés dans un produit ou faisant partie d'autres produits	Licence d'importation
2.17 Dispositifs techniques spéciaux pour l'obtention dissimulée de renseignements	Licence d'importation et d'exportation
2.19 Dispositifs de cryptage	Licence d'importation et d'exportation
2.20 Biens culturels, documents des archives nationales, originaux de documents d'archives	Licence d'exportation
2.21 Organes et tissus humains, sang et composants sanguins, matières biologiques d'origine humaine	Licence d'importation et/ou d'exportation
2.22 Armes de service ou à usage civil, leurs parties principales et cartouches	Licence d'importation, d'exportation et de transit
2.23 Renseignements sur le sous-sol	Licence d'exportation

Source: Décision du Collège n° 30/15.

Tableau A3.2 Marchandises soumises à des mesures non tarifaires dans certains États membres de l'UEE

Désignation	Mesure et portée territoriale
1. Marchandises dont le transport à travers les frontières de l'UEE est interdit – Prohibition à l'importation/à l'exportation/au transit	
1.5 Bois d'œuvre, papiers et cartons récupérés, et vieux papiers	Prohibition à l'exportation, uniquement pour les produits originaires du Kazakhstan.
2. Marchandises dont le transport à travers les frontières de l'UEE est soumis à restriction (nécessitant en général une licence)	
2.24 Marchandises soumises à restriction à l'exportation: déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux	Licence d'exportation, uniquement pour les produits originaires du Bélarus
2.25 Marchandises soumises à restriction	Restriction à l'exportation et/ou à l'importation. * S'applique aux marchandises importées au Kazakhstan. ** S'applique aux marchandises originaires du Bélarus qui sont exportées du territoire douanier de l'UEE.
2.26. Marchandises soumises à un droit exclusif d'exportation ou d'importation.	Restriction à l'exportation ou à l'importation. S'applique: * aux marchandises originaires de la Fédération de Russie qui sont exportées dans le territoire douanier de l'UEE ** aux marchandises originaires du Bélarus qui sont exportées dans le territoire douanier de l'UEE *** aux marchandises originaires de pays tiers qui sont importées par le Bélarus. L'application du droit exclusif est régie par la législation du Bélarus.
2.28. Marchandises soumises à restriction en vertu des engagements contractés lors de l'accession des États membres de l'UEE à l'OMC.	Restriction à l'exportation. S'applique: * aux marchandises originaires des États membres de l'UEE qui ont imposé des contingents tarifaires dans les engagements contractés lors de l'accession à l'OMC.

Source: Décision du Collège n° 30/15.

ANNEXE 4

CONTINGENTS TARIFAIRES AU TITRE DU TRAITÉ DE L'UEE

Tableau A4.1 Contingents tarifaires annuels de l'UEE par État membre, 2015-2018

	BLR	KAZ ^a	RUS
Viande de bœuf fraîche ou réfrigérée	-	21 000 t Taux contingentaire: 15% – Taux hors contingent: 40% (KAZQ001) 0201100001 0201202001 0201203001 0201205001 0201209001 0201300004	40 000 t Taux contingentaire: 15% – Taux hors contingent: 50% (RUSQ001) 0201 10 000 8 0201 20 200 8 0201 20 300 8 0201 20 500 8 0201 20 900 8 0201 30 000 8
Viande de bœuf congelée	-	0202100001 0202201001 0202203001 0202205001 0202209001 0202301004 0202305004 0202309004	530 000 tonnes Taux contingentaire: 15% – Taux hors contingent: 50% (RUSQ002) 0202 10 000 8 0202 20 100 8 0202 20 300 8 0202 20 500 8 0202 20 900 8 0202 30 100 8 0202 30 500 8 0202 30 900 8
Viande de porc fraîche, réfrigérée ou congelée	20 000 t 0203 11 100 0 0203 11 900 0 0203 12 110 0 0203 12 190 0 0203 12 900 0 0203 19 110 0 0203 19 130 0 0203 19 150 0 0203 19 550 0 0203 19 590 0 0203 19 900 0 0203 21 100 0 0203 21 900 0 0203 22 110 0 0203 22 190 0 0203 22 900 0 0203 29 110 0 0203 29 130 0 0203 29 150 0 0203 29 550 2 0203 29 550 8 0203 29 590 0 0203 29 900 2 0203 29 900 8	-	400 000 t Taux contingentaire: en franchise de droits – Taux hors contingent: 65% (RUSQ003) 0203 11 100 0 0203 11 900 0 0203 12 110 0 0203 12 190 0 0203 12 900 0 0203 19 110 0 0203 19 130 0 0203 19 150 0 0203 19 550 0 0203 19 590 0 0203 19 900 0 0203 21 100 0 0203 21 900 0 0203 22 110 0 0203 22 190 0 0203 22 900 0 0203 29 110 0 0203 29 130 0 0203 29 150 0 0203 29 550 2 0203 29 550 8 0203 29 590 0 0203 29 900 2 0203 29 900 8
Dont des parures de porc (RUS)			30 000 t Taux contingentaire: en franchise de droits – Taux hors contingent: 65% (RUSQ004) 0203 29 550 2 0203 29 900 2

	BLR	KAZ ^a	RUS
Viande de volaille fraîche, réfrigérée ou congelée	-	128 000 t Taux contingentaire: 15% – Taux hors contingent: 55% (KAZQ002) 0207142001, 0207146001	250 000 t Taux contingentaire: 25% – Taux hors contingent: 85% (RUSQ005) 0207 14 200 0 0207 14 600 0
Viande de volaille fraîche, réfrigérée ou congelée	10 000 t Taux contingentaire: 25% – Taux hors contingent: 85% 0207 13 100 1 0207 14 100 1	12 000 t Taux contingentaire: 15% – Taux hors contingent: 55% (KAZQ003) 0207131001, 0207141001 0207271001, 0207273001 0207274001, 0207276001 0207277001, 0207111001 0207113001, 0207119001 0207121001, 0207129001 0207132001, 0207133001 0207134001, 0207135001 0207136001, 0207137001 0207139101, 0207139901 0207143001, 0207144001 0207145001, 0207147001 0207149101, 0207149901 0207241001, 0207249001 0207251001, 0207259001 0207261001, 0207262001 0207263001, 0207264001 0207265001, 0207266001 0207267001, 0207268001 0207269101, 0207269901 0207272001, 0207275001 0207278001, 0207279101 0207279901, 0207412001 0207413001, 0207418001 0207423001, 0207428001 0207430001, 0207441001 0207442101, 0207443101 0207444101, 0207445101 0207446101, 0207447101 0207448101, 0207449101 0207449901, 0207451001 0207452101, 0207453101 0207454101, 0207455101 0207456101, 0207457101 0207458101, 0207459301 0207459501, 0207459901 0207511001, 0207519001 0207521001, 0207529001 0207530001, 0207541001 0207542101, 0207543101 0207544101, 0207545101 0207546101, 0207547101 0207548101, 0207549101 0207549901, 0207551001 0207552101, 0207553101 0207554101, 0207555101 0207556101, 0207557101 0207558101, 0207559301 0207559501, 0207559901 0207600501, 0207601001 0207602101, 0207603101 0207604101, 0207605101 0207606101, 0207608101 0207609101, 0207609901	100 000 t Taux contingentaire: 25% – Taux hors contingent: 85% (RUSQ006) 0207 14 100 0

	BLR	KAZ ^a	RUS
Viande de volaille fraîche, réfrigérée ou congelée	900 t Taux contingentaire: 25% – Taux hors contingent: 85% 0207 26 100 1 0207 27 100 1	-	14 000 Taux contingentaire: 25% – Taux hors contingent: 85% (RUSQ007) 0207 27 100 0 0207 27 300 0 0207 27 400 0 0207 27 600 0 0207 27 700 0
Lactosérum, modifié ou non	-	-	15 000 t Taux contingentaire: 10% – Taux hors contingent: 15% (RUSQ009) 0404 10 120 1 0404 10 160 1

Note: Les contingents tarifaires octroyés au titre de l'Accord UEE-Viet Nam sont exclus.

^a 2016-2018.

- Pas de contingents tarifaires.

Source: Documents G/AG/N/RUS/12, G/AG/N/RUS/16 et G/AG/N/KAZ/3 et Décisions du Collège de la Commission, comme suit: contingents tarifaires de 2015, n° 131/14; contingents tarifaires de 2016: n° 99/15; contingents tarifaires de 2017: n° 97/16; et contingents tarifaires de 2018: n° 97/17.

ANNEXE 5

RÈGLEMENTS SPS ET OTC DE L'UEE DISPONIBLES
SUR LE SITE WEB DE L'UEE, EN ANGLAIS

Les documents et les Décisions indiqués dans le tableau ci-dessous, concernant la réglementation technique et les mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires, peuvent être consultés en anglais (traductions non officielles) depuis la liste récapitulative figurant sur le site Web de la Commission de l'UEE, à l'adresse suivante: <http://www.eurasiancommission.org/en/act/txnreg/Pages/acts.aspx>.

Tableau A5.1 Règlements SPS et OTC de l'UEE disponibles sur le site Web de l'UEE, en anglais

N°	Titre	Date
Décision du Conseil interétatique de l'EurAsEC		
321	Décision relative à des recommandations sur la structure type d'un règlement technique de l'EurAsEC	27/10/2006
Décisions de la Commission de l'Union douanière		
893	Décision portant modification des prescriptions communes en matière vétérinaire (santé des animaux) visant les marchandises soumises à un contrôle vétérinaire	09/12/2011
726	Décision sur les mesures vétérinaires	15/07/2011
721	Décision sur l'application des normes, recommandations et directives internationales	22/06/2011
625	Décision sur l'harmonisation des actes législatifs de l'Union douanière avec les normes internationales dans le domaine des mesures sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires	07/04/2011
621	Décision régissant l'application de systèmes-types d'évaluation (confirmation) de la conformité aux règlements techniques de l'Union douanière	07/04/2011
620	Décision relative à la nouvelle version de la Liste commune des marchandises soumises à une évaluation (confirmation) obligatoire de la conformité dans le cadre de l'Union douanière donnant lieu à la délivrance de documents communs, approuvée par la Décision n° 319 de la Commission de l'Union douanière du 18 juin 2010	07/04/2011
607	Décision sur les formulaires communs de certificat vétérinaire pour les marchandises soumises à un contrôle vétérinaire importées sur le territoire douanier de l'Union douanière entre la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie	07/04/2011
526	Décision sur la Liste commune des marchandises soumises à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'Union douanière	28/01/2011
318	Décision relative à la phytoquarantaine dans l'Union douanière	18/06/2010
317	Décision sur l'application des mesures vétérinaires et sanitaires dans l'Union douanière	18/06/2010
299	Décision sur l'application des mesures sanitaires dans l'Union douanière	28/05/2010
Décisions du Collège de la Commission économique eurasiatique		
294	Décision portant approbation du Règlement sur les procédures d'importation sur le territoire de l'Union douanière de marchandises soumises à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'Union douanière	25/12/2012
306	Décision relative au Règlement sur les procédures d'établissement et d'approbation des listes de normes internationales et régionales ou, à défaut, de normes nationales des États membres de l'Union douanière garantissant la conformité avec les règlements techniques de l'Union douanière et nécessaires pour l'évaluation de la conformité	12/12/2012
Décisions du Conseil de la Commission économique eurasiatique		
94	Décision relative au Règlement sur le système commun d'inspection conjointe des établissements concernés et d'échantillonnage des marchandises soumises à un contrôle vétérinaire	09/10/2014
226	Décision portant abrogation de certaines décisions de la Commission de l'Union douanière concernant l'adoption d'une déclaration de conformité des produits soumis à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'Union douanière	13/11/2012
103	Décision portant approbation du plan d'élaboration des règlements techniques de l'Union douanière pour 2012-2013	23/11/2012
102	Décision portant modification de la Liste commune des marchandises soumises à des prescriptions obligatoires dans le cadre de l'Union douanière	23/11/2012
161	Décision relative au Comité consultatif sur la réglementation technique et l'application des mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires	18/09/2012
Accord sur l'application d'une politique commune dans le domaine de l'enregistrement et de la surveillance de la circulation des instruments médicaux (instruments et équipements médicaux) sur le territoire de l'Union douanière et de l'Espace économique commun		

ANNEXE 6**LISTE DES PRODUITS MENTIONNÉS DANS DIVERSES DÉCISIONS
DE L'UEE CONCERNANT LES MESURES SPS ET OTC****Tableau A6.1 Liste commune des marchandises soumises à un contrôle vétérinaire (109)
et faisant l'objet de prescriptions vétérinaires (110)**

0101	0402	ex 1212 99 950 0	ex 2302
0102	0403	1213 00 000 0	ex 2303
0103	0404	1214	ex 2304 00 000
0104	0405	ex 1301 90 000 0	ex 2306
0105	ex 0406 ^a	1501	2308 00
0106	0407	1502	2309
0201	0408	1503 00	ex groupe 29
0202	0409 00 000 0	1504	ex groupe 30
0203	0410 00 000 0	1505 00	3101 00 000 0
0204	0502	1506 00 000 0	ex 3501
0205 00	0504 00 000 0	1516 10	3502
0206	0505	1516 20	3503 00
0207	0506	1518 00	3504 00
0208	ex 0507	1521 90	ex 3507
0209	0510 00 000 0	1601 00	ex 3808
0210	0511	1602	3821 00 000 0
ex 0301	0511 99 859 2	1603 00	ex 3822 00 000 0
ex 0301	ex 0511, ex 9601, ex 9705 00 000 0	1604	4101
0302	ex 1001 19 000 0	1605	4102
0303	ex 1001 99 000 0	ex 1902 20	4103
0304	ex 1002 90 000 0	ex 1904 20	4206 00 000 0
0305	ex 1003 90 000 0	ex groupe 20	4301
0306	ex 1004 90 000 0	ex 2102 20	5101
0307	ex 1005 90 000 0	ex 2104	5102
0308	ex 1201 90 000 0	ex 2105 00	5103
ex 0401	ex 1208	ex 2106	ex 9508 10 000 0
ex 0401	ex 1211	2301	ex 9705 00 000 0
ex 3923, ex 3926, ex 4415, ex 4416 00 000 0, ex 4421, ex 7020 00, ex 7309 00, ex 7310, ex 7326, ex 7616, ex 8436 10 000 0, ex 8436 21 000 0, ex 8436 29 000 0, ex 8436 80 900 0, ex 8606 91 800 0, ex 8609 00, ex 8716 39 800			

^a Un groupe de produits – ex 0406 (Fromages fondus contenant de la saucisse, du saucisson, de la viande, des abats, du sang, du poisson ou des crustacés, des mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques ou des produits du groupe 4 du SH de l'UEE, ou toute combinaison de ces produits) figure dans la liste relative aux prescriptions vétérinaires mais pas dans celle relative au contrôle vétérinaire.

Source: Décision n° 317/10 de la Commission de l'Union douanière et ses modifications.

Tableau A6.2 Liste commune des marchandises réglementées présentant un risque phytosanitaire

Code du SH		
<i>Risque phytosanitaire élevé (81)</i>		
ex 0106 41 000, ex 0106 49 000 0601	0808 0809	1209 1211 – sauf 1211 30 000 0, 1211 40 40 000 0
0602, sauf 0602 90 100 0	0810	1212 91
0603 11 000 0 – 0603 19 800 0	0813	1212 92 000 0, 1212 99 410 0, 1212 99 490 0
ex 0603 90 000 0	ex 0901 11 000, ex 0901 12 000	1212 94 94 000 0, ex 1212 99 950 0
0604 20 200 0	1001	ex 1213 00 000 0, ex 1401 90 000 0
0604 20 400 0	1002	ex 1214
ex 0604 20 900 0, ex 0604 90 910 0	1003	1801 00 000 0
0701	1004	1802 00 000 0
0702 00 000	1005	ex 2302
0703	1006	ex 2304 00 000
0704	1007	ex 2305 00 000 0
0705	1008	ex 2306
0706	1101 00	ex 2530 90 000 9
0707 00	1102	2703 00 000 0
0708	1103	ex 3002 90 500 0, ex 3002 90 900 0
0709	1104	3101 00 00 000 0
0712 90 90 110 0	1106 10 000 0	4401 10 10 000, 4401 21 000 0, 4401 22 000 0, ex 4401 39
0713	1107	ex 4403 – sauf 4403 10 000
ex 0714	1201	4404
0801	1202	ex 1404 90 000 9, ex 4401 39 900 0
0802	1203 00 000 0	4406 10 000 0
0803	1204 00	4407
0804	1205	ex 4409
0805	1206 00	ex 4415
0806	1207	ex 4418 40 000 0
0807	1208	ex 9705 00 000 0
<i>Risque phytosanitaire faible (43)</i>		
ex 0505 90 000 0	ex 1903 00 000 0	4808 10 000 0
ex 0506 90 000 0	ex 2103 90 900 9	ex 4819 10 000 0
0712 20 20 000 0	ex 2308 00 400 0	5001 00 000 0
0712 31 000 0, 0712 32 000 0, 0712 33 000 0, 0712 39 000 0	ex 2309 90 950 0 7	5003 00 000 0
0712 90 90 – sauf 0712 90 110 0	ex 2309 90 990 0	5101 11 000 0
ex 0901 21 000	2401	5102
ex 0901 22 000	ex 3203 00	5103 10 10 100 0
0901 90 100 0	ex 4101, ex 4102, ex 4103	5201 00
0902 10 000, 0902 20 000 0	ex 4408	5202
ex 0902 30 000, 0902 40 000 0	ex 4416 00 000 0	5301
0903 00 000 0	ex 4418 10	5302
ex 0904-0910	ex 4418 20	5303
ex 1401	ex 4418 50 000 0	5305 00 00 000 0
1404 20 000 0	ex 4601	
ex 1404 90 000	ex 4602	

Source: Décision n° 318/10 de la Commission de l'Union douanière.

Tableau A6.3 Liste commune des produits pour lesquels des règlements techniques de l'UEE doivent être élaborés (66)

Produits	
Machines et équipements	Parfums et cosmétiques
Équipements à basse tension	Produits d'hygiène dentaire
Équipements à haute tension	Articles d'emballage
Dispositifs fonctionnant avec des combustibles gazeux	Équipements de protection individuelle
Équipement fonctionnant à surpression	Dispositifs de sécurité anti-incendie
Récipients fonctionnant à surpression	Dispositifs de lutte contre le feu
Équipements conçus pour les environnements dangereux	Produits médicaux

Produits	
Manèges, équipements pour les places de jeux pour enfants	Produits sanitaires
Ascenseurs	Meubles
Véhicules à roues	Produits chimiques
Tracteurs	Détergents synthétiques
Machines agricoles	Produits chimiques ménagers
Machines pour la sylviculture	Peintures et solvants
Pneumatiques	Engrais
Matériel roulant pour les chemins de fer, y compris les trains à grande vitesse	Produits phytopharmaceutiques
Matériel roulant pour le métro	Essence, diesel et mazout de soute, kérosène et mazout de chauffage
Véhicules légers sur rail et tramways	Lubrifiants, huiles et fluides spéciaux
Objets de transport maritime	Dispositifs et systèmes de distribution d'eau, de gaz, de chaleur et d'électricité
Objets de transport par les voies navigables intérieures	Dispositifs et systèmes de transport de pétrole et de produits raffinés
Bateaux	Produits alimentaires
Constructions et bâtiments	Produits alcoolisés
Matériel et produits de construction	Aliments pour animaux et additifs d'aliments pour animaux
Infrastructure de transport ferroviaire, y compris les trains à grande vitesse	Céréales
Infrastructure de transport ferroviaire souterrain (métro)	Produits du tabac
Autoroutes	Armes de chasse et de tir sportif, munitions
Mélanges pyrotechniques et produits contenant ces mélanges	Installations de télécommunication
Explosifs à usage civil et produits contenant ces explosifs	Charbon et ses produits
Produits de l'industrie légère (articles de confection, tapis, articles en bonneterie, vêtements et articles en cuir, fourrures et articles en fourrure)	Gaz de pétrole liquéfié utilisé comme combustible
Jouets	Matériaux en contact avec la peau
Produits pour enfants et adolescents	Produits destinés à la défense civile et à la protection contre les incendies et les catastrophes, naturels ou provoqués par l'homme
Produits de soins pour enfants	Pétrole, préparé en vue de son transport et (ou) de son utilisation
Ustensiles de cuisine	Combustible au gaz naturel, préparé en vue de son transport et (ou) de son utilisation
Produits à usage sanitaire et d'hygiène	Conduites principales pour le transport d'hydrocarbures liquides et gazeux

Source: Décision du Conseil de l'UEE n° 102/12, modifiant la Décision de la Commission de l'Union douanière n° 526/11.

Tableau A6.4 Liste commune des produits soumis à une évaluation obligatoire de la conformité, en attente de l'adoption de règlements techniques de l'UEE (initialement, 25 groupes de produits)

Chapitres	Groupes de produits
Liste en avril 2018: 6 groupes de produits	
Chapitre 3. Matériel d'éclairage	8. Matériel d'éclairage (3 sous-groupes) 9. Lampes (4 sous-groupes) 10. Accumulateurs et batteries (2 sous-groupes)
Chapitre 16. Vaisselle	27. Vaisselle (pour adultes) (3 sous-groupes) 28. Vaisselle pour enfants (2 sous-groupes)
Chapitre 17. Aliments pour animaux, oiseaux et poissons	29. Mélanges d'aliments pour animaux, y compris ceux produits par des installations mobiles (20 sous-groupes) 30. Protéines fourragères (15 sous-groupes)
Chapitre 20. Agents nettoyants	33. Agents nettoyants synthétiques pour le lavage des vêtements, savons, détergents, agents nettoyants en poudre (3 sous-groupes)
Chapitre 21. Équipements sanitaires	34. Appareils sanitaires (2 sous-groupes)
Chapitre 25. Allumettes	38. Allumettes ordinaires (1 sous-groupe)
Produits exclus de la liste suite à l'adoption des règlements techniques de l'UEE	
Chapitre 1. Équipements à basse tension	1. Produits électrotechniques (7 sous-groupes) 2. Appareils et instruments pour activités culinaires (2 sous-groupes) 3. Appareils de climatisation et de transformation de l'énergie thermique de petite taille (4 sous-groupes) 4. Appareils sanitaires et d'hygiène (15 sous-groupes) 5. Outils à main électromécaniques à moteur électrique intégré (3 sous-groupes) 6. Autres appareils électriques (ménagers) (14 sous-groupes)
Chapitre 2. Matériel radioélectronique commun	7. Matériel radio électronique commun fonctionnant sur secteur, à courant alternatif (7 sous-groupes)
Chapitre 4. Équipements fonctionnant avec des combustibles solides, liquides ou gazeux	11. Appareils de chauffage (6 sous-groupes)
Chapitre 5. Aides informatiques	12. Moteurs informatiques et équipements connexes (1 sous-groupe)
Chapitre 6. Produits de l'industrie des transports	13. Matériel pour la construction de routes (3 sous-groupes)
Chapitre 7. Matériel agricole	14. Matériel agricole (20 sous-groupes)
Chapitre 8. Produits industriels légers	15. Chaussures de sécurité (7 sous-groupes) 16. Vêtements industriels (12 sous-groupes) 17. Produits de l'industrie légère pour enfants (14 sous-groupes) 18. Autres articles de l'industrie légère (3 sous-groupes)
Chapitre 9. Jouets et articles pour enfants	19. Jouets (2 sous-groupes) 20. Articles pour enfants (2 sous-groupes)
Chapitre 10. Produits du tabac	21. Produits du tabac (2 sous-groupes)
Chapitre 11. Montres	22. Montres électriques et électroniques alimentées par courant alternatif (2 sous-groupes)
Chapitre 12. Bateaux de petite taille	23. Bateaux de petite taille (1 sous-groupe)
Chapitre 13. Meubles (à l'exception de ceux conçus et réalisés entièrement)	24. Meubles (4 sous-groupes)
Chapitre 14. Récipients en verre	25. Récipients en verre pour remplissage et pour aliments liquides (2 sous-groupes)
Chapitre 15. Matériel d'expédition	26. Couvercles en métal (1 sous-groupe)
Chapitre 18. Équipements de protection individuelle	31. Équipements de sécurité pour la protection auditive, la protection des organes respiratoires, la protection oculaire, la protection de la tête et la protection du visage (6 sous-groupes)
Chapitre 19. Produits pétroliers	32. Huile moteur et huile à transmission dans des contenants de consommation (capacité n'excédant pas 5 tonnes) pour la consommation courante (5 sous-groupes)
Chapitre 22. Produits alimentaires transformés	35. Produits à base de poisson et autres produits alimentaires (16 sous-groupes)
Chapitre 23. Parfum et maquillage	36. Parfum et maquillage (15 sous-groupes)
Chapitre 24. Pièces détachées pour moyens de transport mécaniques	37. Pneumatiques (sauf rechapés) (1 sous-groupe)

Note: Les codes du SH figurent dans les décisions pertinentes.

Telle que modifiée par diverses Décisions qui ont exclu de la Liste les produits pour lesquels des règlements techniques de l'UEE ont été adoptés.

Source: Décision de la Commission de l'Union douanière n° 620/11.

ANNEXE 7

MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES EN VIGUEUR DANS L'UEE
AU 1^{ER} JANVIER 2015 – 30 NOVEMBRE 2015 – 31 DÉCEMBRE 2015

Tableau A7.1 Mesures antidumping définitives en vigueur dans l'UEE au 1^{er} janvier 2015 – 30 novembre 2015 – 31 décembre 2015

Pays/ territoire douanier	Produit, numéro d'identification de l'enquête	Mesure(s)	Date d'imposition initiale; référence de la publication¹	Date(s) de prorogation; référence(s) de la publication
Mesures en vigueur au 1^{er} janvier 2015				
Allemagne	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-DE	Droits	15/06/2013 Décision de la Commission n° 113 du 14/05/2013, publiée sur le site Web	
Chine	Produits plats en acier, laminés à froid, revêtus de polymère; ID: AD-8-CN	Droits	01/07/2012 Décision de la Commission n° 49 du 24/05/2012, publiée sur le site Web	01/07/2017 Décision de la Commission n° 45 du 11/05/2017, publiée sur le site Web
	Tubes et tuyaux sans soudure en acier inoxydable écrouis à froid; ID: AD-11-CN	Droits	15/05/2013 Décision de la Commission n° 65 du 09/04/2013, publiée sur le site Web	
	Baignoires en fonte émaillée; ID: AD-12-CN	Droits	26/05/2013 Décision de la Commission n° 64 du 09/04/2013, publiée sur le site Web	
	Roulements à billes, à galets ou à rouleaux (à l'exclusion des roulements à aiguilles); ID: AD-3-CN	Droits	21/01/2008 Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 868 du 13/12/2007 publiée au Journal officiel ("Российская газета") n° 287 du 21/12/2007; Décision de la Commission de l'Union douanière n° 705 du 22/06/2011, publiée sur le site Web	19/10/2013 Décision de la Commission n° 197 du 17/09/2013, publiée sur le site Web
Inde	Électrodes en graphite; ID: AD-9-IN	Droits	26/01/2013 Décision de la Commission n° 288 du 25/12/2012, publiée sur le site Web	
Italie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-IT	Droits	15/06/2013 Décision de la Commission n° 113 du 14/05/2013, publiée sur le site Web	
Turquie	Véhicules utilitaires légers; ID: AD-10-TR	Droits	15/06/2013 Décision de la Commission n° 113 du 14/05/2013, publiée sur le site Web	

¹ Toutes les Décisions peuvent être consultées sur le site Web de la Commission:
<http://eec.eaeunion.org>.

Pays/ territoire douanier	Produit, numéro d'identification de l'enquête	Mesure(s)	Date d'imposition initiale; référence de la publication ¹	Date(s) de prorogation; référence(s) de la publication
Ukraine	Certains tubes et tuyaux en acier; ID: AD-1-UA	Droits	31/01/2006 Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 824 du 29/12/2005 publiée au Journal officiel n° 297 ("Российская газета") du 31/12/2005 Décision de la Commission de l'Union douanière n° 702 du 22/06/2011, publiée sur le site Web	09/03/2011 Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 41 du 31/01/2011 publiée au Journal officiel ("Российская газета") n° 26 du 09/02/2011 19/11/2015 Décision de la Commission n° 133 du 06/10/2015, publiée sur le site Web 03/07/2016 Décision de la Commission n° 48 du 02/06/2016, publiée sur le site Web
	Cylindres de travail forgés; ID: AD-7-UA	Droits	27/06/2011 Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 406 du 20/05/2011 publiée au Journal officiel ("Российская газета") n° 113 du 27/05/2011, Décision de la Commission de l'Union douanière n° 904 du 09/12/2011, publiée sur le site Web	27/06/2014 Décision de la Commission n° 68 du 13/05/2014, publiée sur le site Web 28/02/2015 Décision de la Commission n° 3 du 20/01/2015, publiée sur le site Web http://eec.eaeunion.org/
Nouvelles mesures au 30 novembre 2015				
Chine	Acide citrique; ID: AD-15-CN	Droits	10/04/2015 Décision de la Commission n° 15 du 10/03/2015, publiée sur le site Web	
	Couverts en acier inoxydable; ID: AD-14-CN	Droits	19/06/2015 Décision de la Commission n° 56 du 19/05/2015, publiée sur le site Web	
	Produits tubulaires pour champs pétroliers, en acier sans soudure ID: AD-16-CN	Droits Engagement	23/09/2015 Décision de la Commission n° 101 du 18/08/2015, publiée sur le site Web 23/09/2015 Décision de la Commission n° 101 du 18/08/2015, publiée sur le site Web (modifiée par la Décision de la Commission n° 63 du 08/06/2017)	
Décision prise en novembre 2015, mais appliquée seulement à partir de décembre 2015				
Chine	Bouteurs à chenilles; ID: AD-17-CN	Droits	12/12/2015 Décision de la Commission n° 148 du 10/11/2015, publiée sur le site Web	
	Pneumatiques de véhicules utilitaires; ID: AD-18-CN	Droits	18/12/2015 Décision de la Commission n° 154 du 17/11/2015, publiée sur le site Web	

Source: Documents G/ADP/N/265/RUS, G/ADP/N/280/RUS, G/ADP/N/294/RUS et G/ADP/N/300/RUS.
Documents G/ADP/N/280/KAZ, G/ADP/N/294/KAZ et G/ADP/N/300/KAZ.

ANNEXE 8**ACCORDS DÉNONCÉS À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN
VIGUEUR DU CODE DES DOUANES DE L'UEE****Tableau A8.1 Accords dénoncés à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau Code des douanes de l'UEE**

N°	Traités internationaux dénoncés et intégrés dans le Code des douanes de l'UEE
1.	Accord du 25 janvier 2008 de l'Union douanière sur la détermination de la valeur en douane des marchandises franchissant les frontières de l'Union douanière;
2.	Accord de l'Union douanière du 21 mai 2010 sur le soutien administratif mutuel des autorités douanières des États membres de l'Union douanière;
3.	Accord du 21 mai 2010 sur les exigences en matière d'échange de renseignements entre les autorités douanières et d'autres pouvoirs publics des États membres de l'Union douanière;
4.	Accord du 21 mai 2010 sur le transit douanier des marchandises circulant par transport ferroviaire à l'intérieur de l'Union douanière;
5.	Accord du 21 mai 2010 sur la fourniture et l'échange de renseignements préliminaires sur les marchandises et les moyens de transport franchissant les frontières de l'Union douanière;
6.	Accord du 21 mai 2010 sur le Registre douanier unifié de la propriété intellectuelle des États membres de l'Union douanière;
7.	Accord du 18 juin 2010 sur les opérations douanières relatives aux marchandises expédiées par les services postaux internationaux;
8.	Accord du 18 juin 2010 sur l'exonération de l'application de certains types de contrôle douanier réalisés par les autorités douanières des États membres de l'Union douanière;
9.	Accord du 18 juin 2010 sur les entrepôts francs et les procédures douanières applicables à ces entrepôts;
10.	Accord du 18 juin 2010 sur l'utilisation des moyens de transport pour la circulation internationale de voyageurs ainsi que des remorques, semi-remorques, conteneurs et équipements ferroviaires roulants assurant le transport de marchandises et (ou) de bagages à l'intérieur des frontières de l'Union douanière;
11.	Accord du 5 juillet 2010 sur les procédures de transfert de fonds et (ou) d'instruments monétaires par des personnes physiques à travers les frontières de l'Union douanière;
12.	Accord du 19 octobre 2011 sur l'organisation des échanges de renseignements aux fins de la réalisation des activités d'analyse et de contrôle des autorités douanières des États membres de l'Union douanière.

ANNEXE 9**RÉSUMÉ DE LA DÉCISION N° 112/14 DU CONSEIL SUPRÊME****Tableau A9.1 Nombre de mesures non conformes au Protocole sur les services et l'investissement, par État membre de l'UEE et par type de mesure**

	BLR	KAZ	RUS
TOTAL	28	30	38
<i>Dont:</i>			
Entreprises d'État (paragraphe 16)	1	4	4
Droits exclusifs (paragraphe 17)	3	3	4
Traitement national (paragraphe 23)	20	21	27
Établissement (paragraphe 26)	26	21	32
NPF (paragraphe 28)	2	4	7
Restrictions quantitatives (paragraphe 31)	23	16	26
Prescriptions en matière de résultats (paragraphe 33)	2	4	3
Mode 4 (paragraphe 35)	3	9	12

Source: Décision n° 112/14 du Conseil suprême.

ANNEXE 10

**SECTEURS DE SERVICES POUR LESQUELS UN MARCHÉ UNIQUE EST/SERA
EN PLACE DANS L'UEE CONFORMÉMENT AUX DÉCISIONS
DU CONSEIL, À COMPTER DE DÉCEMBRE 2016**

Le tableau ci-dessous indique les secteurs et sous-secteurs pour lesquels un marché unique des services est/sera en place dans l'UEE et les plans de libéralisation correspondants, conformément aux Décisions du Conseil suprême n° 110 de 2014, n° 17 du 8 mai 2015, n° 30 et 31 du 16 octobre 2015 et n° 22 et 23 du 26 décembre 2016.

Tableau A10.1 Libéralisation des services dans l'UEE¹

N° ²	Secteurs et sous-secteurs	De la CPC ³	Marché unique à compter de		
			BLR	KAZ	RUS
SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES					
II.19	Services comptables et de tenue de livres	82213, 82219 et 82220	2021		
I.26	Services de conseil fiscal	823	2015		
I.32	Services de conseils d'architecture	83211	2015		
Services professionnels, sauf services liés à des biens dangereux, complexes ou patrimoniaux					
I.6.	Services d'ingénierie	8334	2015	2024	2015
I.7.	Services liés à des biens complexes	8331, 83342 et 83343			
I.8.	Services d'aménagement urbain	83221, 83222 et 83333			
I.9	Services d'architecture paysagère (sauf biens patrimoniaux)	83222	2015		
Services professionnels liés à des biens dangereux, complexes ou patrimoniaux					
II.2	Services d'ingénierie	8335 et 8339	2021	2024	2021
II.4	Services d'aménagement urbain	8322			
Tous les autres services fournis aux entreprises					
II.3	Services intégrés d'ingénierie dans des zones comportant des voies routières ou ferrées, des pistes d'aviation, des ponts, des autoroutes sur piliers et souterraines, des tunnels, des ports, des voies navigables et des ouvrages hydrauliques, des conduites principales, des câbles, y compris pour l'alimentation énergétique, et les structures connexes	83312	2021	2024	2021
I.31	Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques		2015		
I.27	Services de réalisation de logiciels	83142			
I.28	Services de traitement de données	84300 et 85960			
I.29	Services de base de données	84300			
I.30	Services liés aux machines comptables, y compris l'entretien et la réparation de machines comptables, et les services de préparation des données connexes	83160			
II.21	Services de recherche et de développement expérimental en sciences physiques et naturelles – recherche appliquée	81110, 81120, 81130, 81140, 81150 et 81190	2020		
II.20	Services de recherche et de développement expérimental en sciences sociales et humaines	81210, 81220, 81230, 81240 et 81290			
II.8	Services immobiliers se rapportant à des biens propres ou loués (à l'exception des services de courtage immobilier)	72111, 72 112, 72121, 72122, 72130 et 72212			
II.9	Services d'évaluation de propriétés	72240 et 85990	2020		

¹ Le tableau reproduit la structure du document MTN.GNS/W/120. Les secteurs/sous-secteurs sont indiqués sous une forme résumée par rapport au texte intégral de chacune des décisions.

² Les numéros sont structurés de la manière suivante: "I": secteurs/sous-secteurs mentionnés dans les Décisions n° 110 de 2014 et n° 17 et 31 de 2015; "II": secteurs/sous-secteurs mentionnés dans les Décisions n° 30 de 2015 et n° 22 et 23 de 2016. Les chiffres qui suivent renvoient au numéro (du secteur/sous-secteur) figurant dans les décisions correspondantes.

³ Les décisions sont basées sur la CPC version 1.

N ^{o2}	Secteurs et sous-secteurs	De la CPC ³	Marché unique à compter de		
			BLR	KAZ	RUS
II.5	Services de location de bateaux et embarcations de plaisance sans équipage	73240	2019		
I.24	Services de location, simple ou en crédit-bail, de véhicules et de matériel, sans opérateurs	73112, 73114, 73121 – 73123	2015		
I.25	Location de biens à usage personnel – Services de location, simple ou en crédit-bail, de tous types de biens de consommation, pour les loisirs	73210	2015		
II.6	Services de publicité	83610, 83620, 83631 et 83690	2019		
II.7	Services d'audit financier	82211 et 82212	2022		
I.35	Services d'études de marché et de sondages	83700	2015		
I.33	Services de conseils en gestion organisationnelle (à l'exclusion des services financiers spécifiés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE)	83111			
I.34	Services (à l'exclusion des services financiers spécifiés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE) connexes aux services de conseils en gestion organisationnelle	83112 – 83114			
II.11	Services d'essais et d'analyses techniques (en laboratoire et sur le terrain) (à l'exception des activités d'évaluation (confirmation) de la conformité de la production aux exigences établies)	83561 – 83564 et 83569	n.c.	n.c.	n.c.
I.10	Services annexes à l'agriculture	861, 86110 et 86121	2015		
I.11	Services annexes à la sylviculture et à l'exploitation forestière	86140			
I.12	Services annexes à la chasse	86130	2015		
I.36	Services de placement et de fourniture de personnel, à l'exclusion des activités liées à l'emploi de ressortissants d'un État membre de l'UEE à l'étranger	85111			
I.23	Services de maintenance et de réparation de matériel (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs ou autres)	8715 et 87290	2015	...	2015
I.37	Services de nettoyage de locaux, en particulier les bâtiments résidentiels ou commerciaux, administratifs et industriels (désinfection exceptée)	85330	2015		
I.38	Services photographiques	8381, 83811 – 83815, 83819 et 83820			
I.39	Organisation et tenue de négociations et de séances	85970 et 85990			
I.40	Services de traduction et d'interprétation	83910	2015		
II.12	Services de prospection géologique, géophysique ou autre appartenant aux services de conseils scientifiques en géophysique, en géochimie et dans d'autres disciplines liées à la prospection de dépôts de minerais solides, de pétrole, de gaz et d'eau souterraine, sauf les travaux de terrain	83510	2019	2024	2019
II.13	Services de prospection souterraine	83520			
II.14	Services de prospection de surface	83530			
II.15	Services d'établissement de cartes	83540			
II.16	Services météorologiques	83550			
SERVICES DE COMMUNICATION					
II.17	Services de production et de distribution de films cinématographiques et bandes vidéo	96121 et 96141	2019		
II.18	Services de projection de bandes vidéo	96152	2019		
I.42	Services d'enregistrement sonore	96111	2015	2016	2015

N ^{o2}	Secteurs et sous-secteurs	De la CPC ³	Marché unique à compter de		
			BLR	KAZ	RUS
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES					
Travaux d'entreprises générales de construction (sauf les objets dangereux et complexes ^a et les objets liés au patrimoine ^b)					
I.1.	Construction de bâtiments de tous types	54111, 54112, 54121, 54122 et 54129	2015	2024	2015
I.2.	Construction d'ouvrages de génie civil (sauf services liés à des biens dangereux, complexes ou patrimoniaux)	542, 54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54270 et 54290			
I.3	Travaux de pose d'installations et de montage d'ouvrages préfabriqués	54400 et 546			
I.4.	Travaux d'achèvement des bâtiments et de finition	547, 54710, 54720, 54730, 54740, 54750, 54760, 54770 et 54790			
I.5.	Travaux de préparation, travaux de construction spécialisés, démolition de bâtiments et location d'équipements de construction avec opérateurs	543, 54310, 54320, 54330, 54341, 54342, 54511, 54512, 54521, 54522, 54530, 54540, 54550, 54560, 54570, 54590 et 54800			
Travaux d'entreprises générales de construction					
II.1	Travaux de construction d'ouvrages de génie civil	54210, 54220, 54230, 54241, 54242, 54251, 54252, 54260, 54310, 54320, 54330, 54342 et 54800	2021	2024	2021
SERVICES DE DISTRIBUTION					
I.13	Services de commerce de détail	611 et 612	2015	2016	2015
I.14		621 – 623			
I.15	Services de courtage, à l'exclusion des services financiers spécifiés dans la Partie XVI de l'Accord sur l'UEE	612			
I.16	Services de franchise	73340			
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES					
I.17	Services d'hôtellerie et de restauration (à l'exclusion de la vente (du service) d'alcool)	63110, 63210, 63220, 63230 et 6330	2015	2016	2015
II.10	Services d'agences de voyages et d'organismateurs touristiques	67811 et 67812	2019	2019	2019
SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)					
I.41	Services de spectacles (pièces de théâtre, orchestres, cirques, etc.)	96210	2015		
I.43	Services sportifs et autres services récréatifs (à l'exclusion des services de jeu)	96510, 96520, 96590, 96610, 96620 et 96990	2015		
SERVICES DE TRANSPORT					
I.22	Maintenance et réparation du matériel de transport routier	87141	2015	...	2015
I.18	Services de manutention des marchandises	67190 et 64339			
I.19	Services d'entrepotage et de magasinage	67290			
I.20	Services des agences de transports de marchandises	67910			
I.21	Autres services intermédiaires, services liés au traitement des documents d'expédition, à l'inspection des marchandises, à la pesée et autres services similaires				

... Non disponible.

n.c. Non communiqués.

^a Les "objets dangereux et complexes" comprennent les équipements dangereux, très dangereux et techniquement complexes, y compris, par exemple, les installations nucléaires, les métros, les oléoducs, etc.;

^b Les "objets liés au patrimoine" s'entendent de la conservation du patrimoine culturel (sites historiques et culturels).

^c À l'exception de: pour le Bélarus: la vente d'éthanol, d'alcool, de produits contenant de l'alcool et des produits du tabac; et ii) pour le Kazakhstan et la Fédération de Russie: la vente d'armes, de systèmes d'armement, d'équipement militaire et de munitions, d'explosifs et d'équipement connexe, de pierres et métaux précieux et de substances psychotropes, d'esturgeon et de caviar, d'éthanol, d'alcool et de produits contenant de l'alcool, de tabac et de produits contenant du tabac, de produits pharmaceutiques et de médicaments (exception – jusqu'en 2016), etc.